Université de Lausanne
Les Cahiers de l'IEP
IEP Working Paper Series

Le Parti radical-démocratique suisse à l'avant-garde du néolibéralisme ? (1971-1983)

Margaux Lang

N° 84 (2023)

Responsables éditoriaux
Lysiane Adamini
Thomas Bouchet
Luis Rivera-Vélez

Université de Lausanne
Institut d'Etudes Politiques
Bâtiment Géopolis • 1015 Lausanne
CH – Switzerland

Tel +41 21 692 31 30
Fax +41 21 692 31 45
nicole.ferrari@unil.ch
https://www.unil.ch/iep/

CRHIM
(Centre d'histoire internationale et d'études politiques de la mondialisation)

Les Cahiers de l'IEP accueillent et font connaître des travaux individuels ou collectifs de chercheuses et chercheurs liés l'IEP. Il peut s'agir de textes en pré-publication, de communications scientifiques, de documents pédagogiques, de mémoires de recherche (notamment des mémoires de master), etc. La qualité de chaque publication est validée par une évaluation interne; les opinions émises n'engagent cependant que la responsabilité de l'auteur ou de l'autrice. La collection est placée sous la responsabilité d'une équipe éditoriale composée de membres de l'IEP et qui reflète la diversité de ses composantes.

Les Cahiers de l'IEP sont accessibles gratuitement sur www.unil.ch/iep (suivre le lien « Publications »).

The **IEP Working Papers Series** is intended to promote the diffusion of work in progress, articles to be published and research findings by researchers of the Institute of Political Studies at the University of Lausanne. The papers submitted are refereed by members of the Institute. The opinions expressed are those of the author(s) only.

The **IEP Working Papers** are available free of charge at www.unil.ch/iep (click on « Publications »).

© Margaux Lang

Layout : Nicole Ferrari

Couverture : Unicom, Université de Lausanne

Pour citer ce dossier / To quote this issue :

Margaux Lang (2023). "Le Parti radical-démocratique suisse à l'avant-garde du néolibéralisme ? (1971-1983)", *Les Cahiers de l'IEP* n°84.

Le Parti radical-démocratique suisse à l'avant-garde du néolibéralisme ? (1971-1983)

Margaux Lang [1]
Institut d'Études Politiques, Université de Lausanne

Résumé

Face aux turbulences socio-économiques des années 1970 et 1980, la vie des partis politiques suisses se reconfigure. Après une période de relative homogénéité autour de la notion de « progrès » durant lesdites « Trente glorieuses », ceux-ci entament un processus de réidéologisation et de profilage. Ce contexte conduira le Parti radical-démocratique suisse (PRD) à se réunir autour de ce que sa direction considère comme son plus petit dénominateur commun : le libéralisme. De campagnes électorales en manifestes, ce mémoire interroge le rôle du PRD dans la diffusion du néolibéralisme en Suisse, à l'orée des franches offensives des années 1990.

Mots-clefs : néolibéralisme, Parti radical-démocratique, organisations patronales, crise économique

Abstract

Faced with the socio-economic turbulence of the 1970s and 1980s, the life of Swiss political parties was reconfigured. After a period of relative homogeneity around the notion of 'progress' during the so-called 'Trente Glorieuses', they began a process of re-ideologisation and profiling. This context led the Swiss Radical Democratic Party (FDP) to unite around what its leadership considered its lowest common denominator: liberalism. From electoral campaigns to manifestos, this dissertation examines the role of the FDP in the diffusion of neoliberalism in Switzerland, before the frank offensives of the 1990s.

Keywords : neoliberalism, Radical Democratic Party, business associations, economic crisis

[1] margaux.lang@unil.ch

Remerciements/Acknowledgements

Un grand merci à ma directrice de mémoire, Janick Marina Schaufelbuehl, pour sa disponibilité et son soutien. Je souhaite à tou·te·s les étudiant·e·s d'avoir la chance d'apprendre auprès de scientifiques aussi passionné·e·s par leur discipline. Merci également à André Mach pour avoir accepté d'expertiser mon mémoire; voilà qui clôture à mon grand plaisir plus de deux années de collaboration bienveillante et formatrice au sein du projet Sinergia « Local power structures and transnational connections. New perspectives on elites in Switzerland, 1890-2020 », sur lequel j'ai été assistante étudiante et qui m'a apporté bien davantage qu'une ligne de CV.

Les conseils et autres oreilles attentives que m'ont accordées mes amiexs Clara Almeida Lozar et Marion Wagnières ont été si précieuses qu'elles permettent de prendre toute la mesure de l'absurdité d'une université confinée au « distanciel ».

Je dois aussi remercier Zoé Kergomard, dont le travail comme les encouragements précoces ont nourri ce mémoire, ainsi que Paul Turberg, qui m'a orientée dans le dédale des archives pharmaceutiques suisses.

Ce travail doit beaucoup à Pierre Eichenberger, qui a non seulement bien voulu se plier à son expertise pour cette présente publication, mais dont l'enthousiasme communicatif m'a aussi plusieurs fois extirpée des culs-de-sac dans lesquels je me croyais embourbée. Je suis aussi infiniment redevable à Hadrien Buclin, à ses fines relectures et à son sens du détail. Leur générosité et leur passion ont définitivement fait de moi une meilleure apprentie historienne. Enfin, finaliser ce travail m'aurait paru insurmontable sans le soutien technique, scientifique et émotionnel d'Anouk Essyad.

Si tou·te·s ont mon éternelle gratitude, j'endosse néanmoins l'entière responsabilité des éventuelles erreurs et imprécisions que ces pages pourraient contenir.

Table des Matières/Contents

RÉSUMÉ **3**
ABSTRACT **3**

INTRODUCTION **7**

Le néolibéralisme, un concept opératoire ? *8*
PROBLÉMATIQUE **9**
Structure *9*
REVUE DE LA LITTÉRATURE **10**
La trajectoire du néolibéralisme en Suisse *11*
Le Parti radical-démocratique *12*
La Suisse dans la récession économique des années 1970 ..... *13*
SOURCES ET MÉTHODES **14**

CHAPITRE 1 : LA CAMPAGNE DE 1971 ET « LIBERALISMUS HEUTE » (1971-1973) **17**

1.1. LE PARTI RADICAL-DÉMOCRATIQUE SUISSE DANS L'APRÈS-1968 ..... **17**
Le PRD et le « malaise helvétique » *18*
Liaisons dangereuses : le PRD et l'État de droit *19*
Le PRD face au processus de désidéologisation *21*
1971 : une campagne peu profilée, mais progressiste *23*
Radicaux et organisations patronales : une relation de proximité *28*
Bilan de campagne *30*
1.2. « LIBERALISMUS HEUTE » : UN MOYEN POUR REMOBILISER LES TROUPES **31**
Des groupes de travail à la rescousse *32*
Un travail programmatique en plusieurs étapes *34*
La charte libérale comme champ de lutte interne *34*
« Liberalismus heute » : un tiède compromis idéologique *36*

CHAPITRE 2 : LE PRD FACE AUX TURBULENCES ÉCONOMIQUES (1974-1977) **39**

2.1. UNE POLITIQUE CONJONCTURELLE QUI RÉVÈLE DES DISSENSIONS INTERNES **39**
Des années 1960 aux années 1970 : une décennie de politique conjoncturelle *41*
Le PRD comme représentant d'une bourgeoisie divisée *44*
L'article conjoncturel débattu à l'Assemblée fédérale *46*
La conjoncture au cœur d'une campagne de votation tendue *49*
2.2. 1975 : UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE SOUS LE SIGNE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE **54**
Une crise ? Quelle crise ? *57*
1975 : une campagne électorale qui met l'unité des radicaux au défi *58*
Les finances publiques au cœur de la polarisation *64*
Un cas emblématique : la première tentative d'introduction de la TVA *67*

CHAPITRE 3 «PLUS DE LIBERTÉ – MOINS D'ÉTAT» ET LES «THÈSES DU RIGI» : LE NÉOLIBÉRALISME VERBALISÉ (1978-1982) **71**

3.1 LA CAMPAGNE EN VUE DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES DE 1979 ..... **71**
Plutôt que la politique, la science *71*
Le patronat place ses pions sur l'échiquier politique *72*
Des préparatifs de campagne précoces *74*
Entre le Vorort et le PRD, une collaboration qui se systématise *77*
« Plus de liberté – moins d'État », genèse zurichoise d'un slogan iconique *79*
Un programme électoral sans éclat *81*

« Zürcher connection » au service de l'offensive néolibérale..... 84
En 1979, un slogan mal assumé par le PRD suisse..... 86
Un bilan électoral qui met le PRD face à ses responsabilités 89
3.2. Le PRD fait son introspection : le rapport « Plus de liberté – moins d'État » et les « Thèses du Rigi » 90
Les «Thèses du Rigi» : prémices du groupe de travail 91
Un travail idéologique et programmatique qui intéresse le patronat..... 93
Les «Thèses du Rigi» face au public..... 95
Les «Thèses du Rigi» à l'examen du PRD zurichois..... 96
Le groupe de travail « Plus de liberté – moins d'État » rend ses conclusions98
Le PRD adopte les «Thèses du Rigi» : un accueil en demi-teinte 100
Les « Thèses du Rigi » : quel contenu ?.....102
Un travail qui ne fait que commencer.....106

CONCLUSION 108

BIBLIOGRAPHIE 111

Introduction

En 1991, un petit groupe de capitaines d'industrie, de dirigeants de banques et d'assurances publient « La politique économique suisse face à la concurrence internationale : programme pour un ordre plus libéral » (Leutwiler *et al.*, 1991). Militant pour un changement radical de la politique économique et des institutions politiques suisses, les auteurs, menés par Stephan Schmidheiny (dirigeant de l'entreprise familiale Holderbank, un des principaux cimentiers du monde) et Fritz Leutwiler (ancien directeur de la Banque nationale suisse et coprésident du géant des machines ABB), visent à supprimer autant que possible ce qu'ils estiment être des obstacles à une accumulation optimale du capital.

À la fin de la même année, la principale faîtière patronale de Suisse, l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie, mieux connue sous le nom de Vorort, qui représente les intérêts du grand patronat industriel, publie-t-elle aussi son manifeste, « Pour une Suisse compétitive et moderne » (USCI, 1991). Celui-ci appelle notamment à la privatisation des services publics et à la limitation de la politique sociale[2]. À la différence de Schmidheiny, Leutwiler et de leurs cosignataires, le Vorort s'est concentré sur des propositions au potentiel d'application immédiat, sans modification nécessaire de la Constitution[3].

Enfin, en 1995, les initiateurs du premier de ces ouvrages réitéreront avec la publication du « Livre blanc », comme l'appellera la presse, officiellement intitulé « Ayons le courage d'un nouveau départ : un programme pour la relance de la politique économique suisse » (De Pury *et al*., 1995). Comme le souligne l'économiste Charles-André Udry, les recommandations formulées dans le premier opus se sont entre-temps souvent traduites en mesures concrètes (Udry et Marquis, 1996). C'est par exemple le cas des révisions sur l'assurance chômage, en 1993 et 1995, qui en restreint l'accès et les prestations (Giriens et Stauffer, 1999), ou encore d'une loi sur le travail qui gagne encore en souplesse au détriment des travailleurs·euses (De Pietro Ferro et al., 1999). Sur le plan de la fiscalité et des privatisations, les partisans du « Livre blanc » ont aussi obtenu d'importants succès d'étapes (Udry et Marquis, 1996; Streckeiser et Türler, 1999; Würgler et Wyss, 1999). Il est temps pour eux d'enfoncer le clou. Après l'orientation plutôt générale défendue dans le programme de 1991, le « Livre blanc » pose des revendications concrètes que ses auteurs appellent à appliquer lors de la prochaine législature.

Mais si je m'intéresse ici à ces événements et discours antérieurs de quelques années à ceux que je vais m'attacher à analyser dans ce mémoire, c'est qu'ils n'émergent pas *ex nihilo*, ils ne sont pas le fruit d'une génération spontanée.

Ce sont leurs conditions d'émergence que je vais explorer, et en particulier le rôle que joue à cet égard le Parti radical-démocratique (PRD) suisse et ses membres les plus influent·e·s au cours des années 1970 et au tournant des années 1980. En effet, on ne saurait ignorer la filiation qui existe entre les « Livres blancs » et le fameux slogan déployé par ce parti en vue des élections fédérales de 1979, « Plus de liberté – moins d'État ». Selon les journalistes Alan Loser et Philipp Cassidy, celui-ci est révélateur d'une nouvelle orientation au sein du PRD, partagée avec les auteurs des « Livres blancs », celle du néolibéralisme (Cassidy et Loser, 2015). Mais avant de s'y plonger, que désigne ce terme polysémique ? Est-il adapté pour décrire la réalité dans une perspective scientifique ?

---

[2] « La potion magique du Vorort » , *24heures* du 13 décembre 1991, p. 15.
[3] « Le crédo libéral du Vorort » , *24heures* du 30 janvier 1992, p. 15.

Le néolibéralisme, un concept opératoire ?

Avec un certain essor depuis la crise financière des années 2008, le champ scientifique ne cesse de se nourrir du fructueux débat autour de ce concept (notamment Mirowski et Plehwe, 2009; Venugopal, 2015; Cahill et Konings, 2017;Peck, 2018;Ott, 2018; Bänziger et al., 2019), qui n'est pas sans conséquence, puisqu'il vise à caractériser près d'un demi-siècle d'histoire transnationale. Celui-ci, qui court des années 1970 à nos jours, est marqué par les privatisations et les libéralisations, l'austérité budgétaire, la restriction de l'État social, l'intensification de la mondialisation ou encore la numérisation, mais aussi, de façon plus générale, par l'extension de la sphère marchande pour toucher jusqu'à la subjectivité individuelle. Cette hétérogénéité conduit certain·e·s chercheur·euse·s à se questionner sur l'usage d'un seul mot pour désigner un tel éventail de phénomènes (Rodgers, 2018). D'autres considèrent, au contraire, que son potentiel englobant et sa multiplicité sont des forces, dans la mesure où ils mettent en lumière des logiques d'interdépendance (Rollings, 2013; Ott, 2018). Je vise à inscrire mon mémoire dans cette deuxième approche. En effet, à la suite des historiens Dieter Plehwe, Quinn Slobodian et Philipp Mirowski (Plewhe *et al.*; 2020), j'estime que considérer le néolibéralisme comme une catégorie analytique inopérante en raison de ses significations multiples, contradictoires ou de sa nature changeante est une posture a-historique: le néolibéralisme, en tant qu'idéologie fonctionnant dialectiquement avec des applications politiques, ne saurait être figé, à l'instar d'autres grands courants intellectuels polymorphes. C'est pourquoi je retiens une définition heuristique, qui souligne sa multiplicité et son envergure, tout en relevant sa nature réticulaire. Selon celle-ci, qui se fonde sur la proposition de Julia Ott, le néolibéralisme serait une configuration du pouvoir « multifacettes », qui désigne un ensemble d'idées cohérentes et flexibles, une série de politiques publiques et d'institutions qui s'accordent à ces idées, une phase spécifique du capitalisme façonnée par ces institutions et enfin la conception de la relation individu-société qui en découle, dominée par la marchandisation de soi et l'atomisation (Ott, 2018).

Au cœur de cet « ensemble d'idées » se trouve celle selon laquelle ce sont les marchés qui organisent le mieux la société. Cela conduit ses partisan·e·s à défendre l'autonomie et l'extension de l'économie privée face aux interventions et aux monopoles de l'État. Les conséquences en sont le démantèlement des politiques sociales et des protections du salariat, l'allègement de la fiscalité pour les plus riches ou encore les privatisations.

Il faudrait néanmoins se garder de prendre l'idéologie néolibérale au pied de la lettre : certes, elle se présente comme férocement opposée à l'État, mais qui d'autre que lui, en tant que détenteur du monopole de la violence symbolique, est capable de l'imposer à tous les niveaux de la société (Laval, 2018) ? Ainsi, les incarnations les plus connues du néolibéralisme sont aussi des incarnations de l'État, à commencer par Margaret Thatcher et Ronald Reagan. Ceux-ci, assisté·e·s d'une ribambelle de *think tanks* et autres acteurs privés qui s'y préparaient depuis l'entre-deux-guerres (Denord, 2002; Stedman-Jones, 2012), sont devenu·e·s les symboles de l'offensive néolibérale face aux vieux remèdes keynésiens évacués par la crise économique des années 1970. Ces figures d'envergure ont donné lieu à une focalisation, dans l'historiographie, sur les conditions d'émergence, de diffusion et d'évolution du néolibéralisme dans le contexte anglo-saxon. Les autres espaces nationaux sont longtemps demeurés inexplorés à cet égard, jusqu'à ce que certaines études contribuent à nuancer le rôle des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne comme lieux de naissance du néolibéralisme, en documentant sa trajectoire dans divers pays d'Europe et d'Amérique latine notamment. À sa mesure, mon travail vise à contribuer à cet effort.

Problématique

Si j'ai abordé la question des « Livres blancs », c'est qu'ils s'inscrivent dans le sillage direct des événements que je vais m'attacher à restituer et interpréter dans ce mémoire. En effet, comme dans les années 1990, de nombreuses voix s'élèvent à l'orée des années 1970 pour critiquer un État trop interventionniste, un marché trop régulé, des politiques sociales trop développées. En 1979, du côté du PRD, l'appel se fait pressant : « Plus de liberté, moins d'État ! »

Pourtant, le PRD est intimement lié à la création de l'État suisse; une filiation que la direction du parti ne cesse de réaffirmer au fil de son histoire. Officiellement fondé en tant que parti en 1894, ses racines sont à rechercher dans le mouvement libéral suisse de la Régénération, soit la période s'étendant des années 1830 à la fondation de l'État fédéral en 1848. Les radicaux y émergent alors comme une tendance de « surenchère idéologique » (Walter, 2010, p. 13), pour reprendre la formulation de l'historien François Walter, au sein du mouvement libéral, y défendant l'idée du suffrage universel et du référendum. La victoire de la majorité libérale-radicale sur les conservateurs durant la guerre du Sonderbund en 1847, conduira à son hégémonie politique; une hégémonie de la bourgeoisie. Pourquoi ce parti, qui se proclame fondateur de la Suisse moderne, s'est-il retourné contre « son » État ? C'est cette énigme qui a initialement motivé mon travail, me conduisant à prendre le PRD comme objet d'étude.

Au fil de mes recherches, et à la lumière des événements des années 1990, il m'est apparu plus fructueux de formuler une question de recherche interrogeant directement le rôle du PRD dans la diffusion du néolibéralisme au cours des années 1970. Dans quelle mesure certains de ses membres influents ont-ils préparé le terrain idéologique aux mesures néolibérales des années 1990 ? Le PRD dépasse le simple objet d'étude, pour devenir plateforme d'observation.

En effet, ses multiples liens avec les intérêts économiques les plus étroits, ainsi que ses fonctions exécutives ininterrompues depuis 1848 au gouvernement fédéral, en font un acteur essentiel pour analyser la relation entre l'État et l'économie privée en Suisse. Comptant parmi ses élus des membres dirigeants des principales organisations patronales, il est également un des théâtres où sont susceptibles de se révéler les divisions qui traversent les milieux dirigeants de l'économie.

Structure

Structuré en trois chapitres, mon travail suit une logique chronologique, de 1971 à 1983, permettant de dérouler l'évolution de la pénétration de discours assimilables au néolibéralisme.

Le premier chapitre prend comme point de départ la campagne pour les élections fédérales de 1971, année où la direction du PRD décide de travailler à une « charte » libérale. Celle-ci, en énonçant une conceptualisation du libéralisme, vise à offrir au parti un socle idéologique sur lequel fonder des propositions politiques concrètes.

Alain Bihr relève l'importance de l'idéologie dans la mise en place des politiques néolibérales. Celle-ci n'est pas « une simple musique de fond » (Bihr, 2007, p. 9), nous dit-il. Elle fait *partie* des politiques néolibérales, en cela que par sa « novlangue », elle vise à dépolitiser le néolibéralisme, à oblitérer le fait qu'il s'agit d'une politique de classe. En proposant une langue commune aux dominant·e·s et un brouillard au ton universalisant aux dominé·e·s (« liberté », « égalité », etc.), l'idéologie néolibérale renforce ses traductions en politiques publiques, qui consolide encore l'idéologie dans un mouvement dynamique. Ainsi, examiner des discours, des

productions textuelles et les champs de force que tout cela révèle, c'est déjà étudier le néolibéralisme en action.

Dans le deuxième chapitre, qui couvre la période allant de 1974 à 1977, le PRD, à l'instar de ses concurrents, des autorités politiques, des milieux économiques et de la société tout entière, est confronté à la récession économique. Cette situation de crise peut représenter pour certains acteurs une fenêtre d'opportunité. En bouleversant le statu quo, elle ouvre les possibles, dans un mouvement que certain·e·s auteurs·trices ont qualifié de « crise comme chance» (Ludi et Ruoss, 2018, p. 13). Un tel événement est également une chance pour le·la chercheur·euse, puisqu'il tend à révéler des divisions autrement plus discrètes, ce que je vais m'attacher à explorer.

Enfin, le troisième et dernier chapitre revient sur les entreprises de légitimation que met en place la direction du PRD pour inviter ses membres à s'approprier l'idéologie néolibérale. J'examinerai en particulier le slogan « Plus de liberté, moins d'État », qui accompagne la campagne pour les élections fédérales de 1979, puis le manifeste intitulé « Thèses du Rigi », qui formule en 1983 des « idées directrices pour un avenir libéral[4] ».

Trois campagnes électorales au niveau fédéral (1971, 1975, 1979) constituent les jalons de cette histoire, permettant d'observer comment la direction du parti met en scène ses priorités politiques.

Cette périodisation se justifie également par le fait qu'il s'agit d'une séquence qui voit, à l'échelle transnationale, les idées néolibérales acquérir une plus grande légitimité dans le champ politique, grâce à des entrepreneurs de cause patients et proactifs. Ceux-ci, organisés depuis l'après-guerre dans des *think tanks* dont le plus éminent et la Société du Mont-Pèlerin, ont su profiter dans certains contextes nationaux d'un *momentum*, consacré par les turbulences économiques des années 1960 et 1970, qui a culminé avec la récession initiée en 1973. Par un effet de redistribution des cartes, elle a permis en effet à ces acteurs auparavant marginalisés de gagner l'oreille de décideurs politiques et d'avancer de nouvelles solutions. Mon travail vise lui aussi à apporter un éclairage sur la trajectoire du néolibéralisme, mais appliquée au cas suisse.

Ainsi, il faut souligner que j'ai choisi à dessin un titre qui interpelle et qui interroge sur le rôle du PRD dans la diffusion de l'idéologie néolibérale en Suisse, à une période proche de celle qui verra la mise en œuvre des mesures qui s'en inspirent. Si j'en questionne le rôle « d'avant-garde », il faut néanmoins rappeler que les racines du néolibéralisme sont à rechercher une quarantaine d'années auparavant, dans la constellation formée par des intellectuels comme Friedrich Hayek, Ludwig von Mises et Wilhelm Röpke. Ceux-ci, organisés dans des *think tank*s comme la Société du Mont-Pèlerin, défendaient le néolibéralisme comme utopie (Denord, 2002, p. 9). Le rôle d'avant-garde du PRD peut néanmoins être interrogé en relation avec la question de recherche qui habite mon travail. À une décennie de l'implémentation en Suisse d'une série de mesures néolibérales, peut-on considérer qu'il prépare le terrain politique à cet effet ?

Revue de la littérature

La trajectoire du néolibéralisme en Suisse est une des carences auxquelles mon mémoire contribue à répondre. Il en couvre à mon sens deux autres : celle du PRD et celle de la récession économique des années 1970 en Suisse.

---

4 « Die Rigi-Thesen. Leitideen für eine liberale Zukunft = Thèses du Rigi. Idées maîtresses pour le radicalisme de demain » , *Politische Rundschau*, 1981, n°3.

Malgré l'importance que revêtent ces objets de recherche pour mieux appréhender l'histoire contemporaine helvétique, ils apparaissent négligés par la recherche.

La trajectoire du néolibéralisme en Suisse

Contrairement par exemple aux pays anglo-saxons, qui ont réorienté leur politique économique du keynésianisme au néolibéralisme dans la foulée de la crise économique des années 1970 (voir notamment Hall, 1992; Phillips-Fein, 2009;Rollings, 2013), il est communément admis que la Suisse n'a pas connu un « tournant néolibéral » comparable. Non pas que ses dirigeant·e·s politiques et économiques y aient sciemment renoncé, mais, selon Sébastien Guex, ceux-ci n'ont cessé au cours du XXe siècle d'appliquer « les recettes de l'orthodoxie libérale ou néolibérale » (Guex, 2012), de sorte que parler d'un « tournant » serait une aporie. C'est également la perspective défendue par André Mach, qui caractérise le modèle politique suisse comme un « corporatisme libéral-conservateur » (Mach, 2006, p. 98), marqué par un haut degré d'organisation des associations et un État central aux faibles ressources. Le fait que le processus de décision en Suisse soit long et fragmenté en nombreuses étapes, qui voient les associations largement consultées, offre à ces dernières plusieurs occasions d'exercer leur veto. Selon Mach, cette situation, dominée par le bloc bourgeois (les trois principales faîtières patronales et les partis de droite), a contribué à freiner le développement de l'interventionnisme étatique. Le maintien du taux de chômage à un niveau faible au cours des années 1980 ainsi que la faible intégration européenne de la Suisse expliquent également que le « tournant néolibéral » n'ait trouvé ni justification ni application durant cette décennie selon lui. Ainsi, si ces auteurs observent certes un essor des politiques néolibérales, ils ne les reconnaissent pas comme marquant une rupture historique en Suisse (Speich Chassé, 2016). Pour nuancer l'idée d'un « tournant », Pierre Eichenberger invite à dépasser l'histoire intellectuelle du néolibéralisme pour s'intéresser aux actions des « business people » qui le portent; il met ainsi en lumière le fait que les patrons sont bien davantage des opportunistes que des idéologues (Eichenberger, 2019).

Ces considérations contribuent à expliquer pourquoi la recherche en Suisse accuse un certain retard par rapport à d'autres contextes nationaux, où la trajectoire du néolibéralisme, peut-être plus nette, a été davantage étudiée. Néanmoins, deux ouvrages collectifs récents sont venus éclairer le cas helvétique. Le livre dirigé par Lucien Criblez, Christina Rothen et Thomas Ruoss s'est d'abord intéressé à la période précédant le « tournant néolibéral » (Criblez *et al*., 2016) des années 1970, bien que les auteurs eux-mêmes y nuancent la qualification de « tournant » (Ruoss *et al*., 2016). Ils questionnent l'impact du néolibéralisme sur un vaste éventail d'objets, de la la formation continue, à la migration, en passant par la santé et la politique fiscale. Regula Ludi, Matthias Ruoss et Leena Schmitter ont conduit un second travail s'intéressant spécifiquement aux processus de néolibéralisation comme nouvel outil de gestion de la crise économique des années 1970 (Ludi *et al*., 2018). Plusieurs travaux historiques éclairants se sont par ailleurs attachés à étudier l'influence du néolibéralisme sur la politique intérieure à différents niveaux, principalement au sujet des assurances sociales (Leimgruber, 2008; Tabin et Togni, 2013;Eichenberger et Leimgruber, 2020; Studer, 2021), mais aussi de la fiscalité et des finances publiques (Guex, 1998, 2003; Farquet, 2018) ou encore des rapports de travail (Baumann, 2004; Degen, 2021) et des politiques de santé (Buclin, 2020; Streckeisen, 2013).

Certains acteurs sociaux en Suisse ayant agi en courroies de transmission des idées néolibérales ont également fait l'objet de quelques recherches spécifiques. C'est particulièrement le cas de *think tanks* et autres instituts de recherche dans l'après-guerre (Steiner, 2007; Longchamp et Steiner, 2009; Mirowski et Plehwe, 2009). Mais des chercheur·euse·s se sont également intéressé·e·s à une période plus récente; ainsi, le rapport du PRD au néolibéralisme au tournant des années 1980 a été

brièvement abordé (Kergomard, 2018) comme celui de certains segments du patronat (Ghelfi, 2004; Pitteloud, 2019; Iberg, 2021).

Qu'il s'agisse ou non d'un « tournant », un changement de paradigme est bel et bien identifié, par des contemporains de l'époque déjà, comme le politiste Jean-Noël Rey. Celui-ci analyse, en 1983, les récents appels de certains acteurs politiques, économiques et scientifiques au « moins d'État » (Rey, 1983). C'est en effet d'après lui dans les discours contre l'interventionnisme étatique, concernant essentiellement les activités sociales et redistributives de l'État, que les néolibéraux se révèlent. Un point de vue partagé par le politiste Georges Piotet, qui estimait, en 1991 et 1993 (Piotet, 1991, 1993), que ces remises en cause n'avaient pas produit d'effet notable, bien qu'il pressentît que les années à venir seraient à cet égard cruciales.

Moins de 10 ans après Piotet, Mach contribue à confirmer cette intuition, en démontrant que ce sont les années 1990 qui auront offert aux partisan·e·s de mesures néolibérales en Suisse le terrain le plus fertile (Mach, 1999, 2006). L'historienne Andrea Franc nourrit également cette perspective et souligne du reste leur ampleur limitée en comparaison à celles entreprises par les autorités anglo-saxonnes (Franc, 2013).

Le Parti radical-démocratique

C'est essentiellement par le prisme de la formation de la Suisse moderne que le radicalisme, devenu la force dominante du mouvement libéral suisse, est documenté, notamment dans les livres d'histoire générale (Walter, 2010). Le chapitre que Roland Ruffieux a consacré à la période 1848-1914 dans l'ouvrage en trois tomes « Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses », paru en 1983, s'intitule opportunément « La Suisse des radicaux », tendant à démontrer que l'État moderne est alors façonné par l'idéologie et les intérêts représentés par le radicalisme (Ruffieux, 1983). L'étude originale de l'historien Cédric Humair est à relever, en cela qu'elle tend à mitiger le trope du progressisme comme unique moteur du mouvement radical dans l'établissement d'un État fédéral, pour mettre en lumière les motivations d'ordre économique qui le sous-tendent (Humair, 2009). Avant lui, le politiste François Masnata a poussé cet argument à son paroxysme, en avançant que, en 1848, « le Conseil fédéral [ndlr : intégralement radical] peut vraiment devenir le conseil d'administration du capitalisme » (Masnata et Rubattel, 1991, p. 55).

Comme le relève Zoé Kergomard dans sa thèse consacrée aux campagnes électorales en Suisse entre 1947 et 1983, cette vision des partis comme une simple coquille représentant des intérêts étroits a pu désinvestir l'intérêt pour le parti politique comme champ d'étude (Kergomard, 2020, p. 47); un désinvestissement également déploré par Thomas David et Philipp Müller dans l'introduction du numéro de la revue *Traverse* qu'ils consacrent à cet objet (David et Müller, 2007). Si ce dernier ne contient aucune contribution relative au PRD, le parti est considéré dans le cadre d'autres travaux dédiés à l'étude des partis politiques en général, souvent conçus aux frontières de l'histoire et de la science politique (Mazzoleni et Rayner, 2009; Meuwly, 2010; Vatter, 2020). Certains d'entre eux ont resserré la focale sur des enjeux spécifiques de la compétition politique, comme dans le cas de l'étude des campagnes électorales par Zoé Kergomard (Kergomard, 2020), ou de la structure des partis, comme celle des organisations féminines pour Fabienne Amlinger (Amlinger, 2017). D'autres se sont à problématiser les changements récents au sein des formations gouvernementales, comme Carolina Rossini qui a examiné les mutations des partis dans les années 1990 et 2000 (Rossini, 2018).

Mais c'est le politiste Erich Gruner, avec « Die Parteien in der Schweiz », qui a inauguré la première étude globale des partis politiques en Suisse (Gruner, 1969). Publié il y a plus de 50 ans, celle-ci fait encore référence. Son chapitre consacré aux radicaux rend compte, par son titre « La grande famille radicale » (*Die freisinnige*

Grossfamilie), de l'idée de « galaxie radicale » évoquée ci-avant. Gruner souligne lui aussi un Parti radical « créateur et concepteur » (*Schöpfer und Ausgestalter*) de l'État fédéral, ce qui tendra à instaurer un lien privilégié entre les radicaux et « leurs » institutions. La deuxième partie de cet ouvrage évoque la relation entre les partis et les organisations patronales, ainsi que la place prise par ces dernières dans le processus de décision politique. Mais un accès aux archives pour le moins limité à l'époque n'a pas permis à Gruner d'entrer dans les détails des relations entre ces acteurs, ce que feront plus précisément Thomas David, Stéphanie Ginalski, André Mach et Frédéric Rebmann dans un article de 2009 consacré aux réseaux des principales faîtières patronales suisses (David *et al*., 2009). Ceux-ci montrent notamment que le PRD est le premier relais politique du patronat suisse, dans la mesure où c'est en son sein que l'on retrouve le plus grand nombre de dirigeants d'organisations patronales entre 1910 et 2000. Dans un petit livre portant sur les groupes d'intérêt, Mach détaille les rapports de ceux-ci avec les organisations patronales et caractérise le PRD comme le parti agrégeant historiquement les intérêts économiques portés par les principales organisations patronales (Mach, 2015, p. 49).

Le PRD suisse a fait l'objet de quelques rares monographies, dont la plus récente date de 1979. Intéressants objets d'études en soi, la plupart d'entre elles ont été rédigées par des membres du Parti radical-démocratique, parfois sur commande de sa direction pour un résultat confinant à l'hagiographie (Chaudet, 1917; Bise, 1947; Dietschi, 1979). Traitant d'une période plus concentrée mais dans une perspective scientifique, il faut leur ajouter la thèse de doctorat de Michael Gehrken, s'intéressant aux débats internes du parti durant la crise des années 1930 et ses suites (Gehrken, 2002). S'emparant de cadres théoriques issus de la science politique, Laurent Labrot s'est lui intéressé à la typologie adéquate pour caractériser le PRD au XXe siècle (Labrot, 1999). Plus récemment, et traitant aussi d'une période plus récente, les journalistes Alan Cassidy et Philipp Loser argumentent dans un court ouvrage que le positionnement des radicaux en 1979 – « plus de liberté, moins d'Etat » – marque pour le parti le début de la fin, en dépit des bons résultats qu'il a engrangés cette année-là (Cassidy et Loser, 2015). Alors que le PRD a toujours défendu sa légitimité par son statut de fondateur de l'État, renier ce dernier l'aurait privé de son hégémonie. Zoé Kergomard, dans un article, a elle aussi pris ce slogan bien connu en point de départ (Kergomard, 2018). Selon elle, il n'a pas initié d'applications politiques concrètes mais ne peut pas non plus s'analyser comme un simple « coup » électoral. Il serait alors beaucoup plus signifiant en termes de communication politique, par la diffusion large de narratifs néolibéraux.

La plupart des partis cantonaux, et quelques sections communales, ont eux aussi leur(s) livre(s) de jubilé, ce qui est attendu dans une organisation dotée d'une telle longévité. Ceux-ci sont rédigés par des proches du parti, voire des groupes de travail interne, et on peut raisonnablement supposer que le parti les finance. S'il est intéressant de mentionner cette abondante littérature, son statut panégyrique la rendrait plus précieuse en tant que source primaire.

Enfin, un travail de mémoire récent a dressé le portrait de la Jeunesse radicale-démocratique vaudoise durant les Trente Glorieuses, détaillant ses relations avec le PRD vaudois (Favre, 2018).

La Suisse dans la récession économique des années 1970

Les années 1970 constituent une décennie charnière de l'histoire transnationale, souvent caractérisée comme une décennie de crises, ainsi que l'illustre l'historien Niall Ferguson, qui lui a consacré un ouvrage : une crise économique qui conduit à une crise sociale, marquée également par les changements de modèle revendiqués par les mouvements des années 1968 (Ferguson, 2010).

Si la crise économique des années 1930 en Suisse a fait l'objet d'un certain intérêt historiographique et notamment d'une monographie extensive (Müller, 2010), celle des années 1970 n'a pas (encore) suscité la même attention. On trouve néanmoins quelques chapitres éclairants dans un ouvrage de référence consacré à l'histoire économique de la Suisse au XXe siècle, publié en allemand en 2012 et traduit en français en 2021. En particulier, l'article de Margrit Müller et Ulrich Woitek, en étudiant l'évolution de la conjoncture en Suisse, permet de caractériser la crise de façon quantitative (Müller et Woitek, 2021). L'article de Patrick Halbeisen et Tobias Straumann, lui, situe la politique économique helvétique en comparaison internationale (Halbeisen et Straumann, 2021), tandis que Guex se penche sur les finances publiques (Guex, 2021). D'autres livres d'histoire générale offrent des considérations importantes pour mieux appréhender cette crise, comme celui de Jakob Tanner sur l'histoire de la Suisse au XXe siècle (Tanner, 2015), ou encore le chapitre de la somme collective « Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses » consacré aux dites Trente Glorieuses (Gilg et Hablützel, 1983). Ces auteurs·trices étudient certes le temps long du XXe siècle, mais leur analyse donne lieu à des pages importantes consacrées aux années 1970.

Deux mémoires de master ont considéré un peu plus en détail la crise économique; Magnus Meister l'a étudiée sous l'angle de la politique conjoncturelle, et en particulier les effets de celle-ci sur l'industrie d'exportation suisse (Meister, 2013). Michel Berger, lui, l'aborde par le biais de l'attitude des syndicats pour y faire face, et en particulier celle de l'Union syndicale suisse (USS) (Berger, 2010). Enfin, le livre consacré à la relation entre la diffusion du néolibéralisme et la crise économique des années 1970 a déjà été évoqué ci-avant (Ludi et al., 2018).

D'autres auteurs·trices, en abordant plusieurs périodes de crise selon des angles choisis, sont conduit·e·s à observer celle des années 1970. C'est le cas de Margrit Müller et Laurent Tissot, qui étudient les réactions des entreprises suisses dans les situations de crises économiques (Müller et Tissot, 2014). La politique économique de la Confédération face aux crises fait elle l'objet d'un article de Guex, qui relève l'anti-keynésianisme constant des milieux dirigeants suisses (Guex, 2012).

Un petit livre de vulgarisation scientifique en science politique a en outre été consacré à la politique budgétaire de la Confédération dans les années 1960 et 1970, qui a conduit à une évaluation de la politique conjoncturelle dans la période qui a précédé la récession des années 1970, période dite de « surchauffe » (Ayrton, 2002). Celle-ci favorise la compréhension des débats qui ont agité les milieux économiques et politiques suisses lorsque la récession a menacé, puis atteint la Suisse. Sur le plan historiographique, Gilg et Hablützel y consacrent quelques pages précieuses d'ordre général (Gilg et Hablützel, 1983), tandis que Sabine Pitteloud a observé les réactions que les milieux patronaux ont opposé à cette situation de haute conjoncture (Pitteloud, 2017).

La politique conjoncturelle des années 1960 et 1970 a en outre été au cœur de quelques ouvrages de contemporains, notamment sur le plan juridique (Aubert, 1978; Weissen, 1982) ou de science économique (Birchler, 1979), qui permettent de mieux situer les débats de l'époque à ce sujet.

Sources et méthodes

Mon travail est fondé sur un corpus de sources variées. J'ai commencé par explorer le fonds du Parti radical-démocratique suisse, déposé aux Archives fédérales suisses (AFS). Celui-ci est néanmoins incomplet et, malgré mes tentatives, je n'ai pas reçu de réponse du secrétariat du Parti radical-démocratique suisse quant à la consultation de ses archives privées. Ainsi, si j'ai pu consulter les procès-verbaux (PV) de la direction du parti pour les années 1970 à 1980, on n'en trouve pas de postérieurs aux AFS. Des sources publiées, en particulier les rapports annuels du parti et sa revue

interne *Politische Rundschau*, m'ont permis de pallier cette carence au niveau de mon troisième et dernier chapitre. Ces sources m'ont du reste été précieuses sur toute la période couverte par mon mémoire. Le fonds du PRD vaudois, conservé aux Archives cantonales vaudoises (ACV), m'a été particulièrement utile pour mieux appréhender les campagnes électorales, puisqu'il contient davantage d'informations – notamment des sources publiées telles que programmes électoraux, etc. – que celui du parti au niveau suisse. Ma recherche m'a également menée à consulter les archives du PRD zurichois, conservées par les archives d'État du canton de Zurich.

J'ai en outre réalisé deux entretiens avec des personnalités politiques de premier plan dans le PRD des années 1970 et 1980. Mon objectif était de recueillir certaines informations, notamment de fonctionnement interne, que les sources archivistiques ou médiatiques ne me permettaient pas d'appréhender. Un de ces entretiens m'a conduit aux archives de la multinationale Novartis. Mon premier enquêté était en effet salarié de Ciba-Geigy, une des firmes à l'origine de Novartis (qui est issue de la fusion de Ciba-Geigy et Sandoz, en 1996). J'y ai découvert des informations très intéressantes sur le financement d'activités politiques et associatives par la firme, qui tendent néanmoins à dépasser le cadre de ce travail (voir Conclusion, p. 174).

Les PV du Vorort, conservés aux Archiv für Zeitgeschichte (AfZ) de Zurich, m'ont permis d'observer les relations de la faîtière patronale avec le PRD, ainsi que ses préférences politiques et ses façons de les promouvoir.

Enfin, mon travail repose sur un vaste corpus médiatique, constitué essentiellement d'articles du quotidien zurichois *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), mais aussi du quotidien vaudois *24heures*. Cet usage de sources journalistiques est rendu possible par le travail de numérisation de la *NZZ*, qui met à cet effet à disposition une plateforme dédiée pour ses abonné·e·s[5]. En Suisse romande, la Bibliothèque cantonale universitaire vaudois permet de consulter les archives numérisées de la presse vaudoise via le site internet Scriptorium[6].

La division entre sources dites « primaires » et « secondaires » tend à être artificielle; c'est particulièrement vrai dans mon utilisation des sources médiatiques, tant elles ont souvent revêtu cette double signification. Ainsi, elles m'ont été utiles pour mieux appréhender et contextualiser certains événements de la vie politique à propos desquels la littérature manque, mais elles ont aussi parfois été l'objet direct de mon travail d'analyse historique. Dans tous les cas, j'ai tâché d'examiner ces sources avec la prudence qui s'impose, en les resituant dans le contexte des événements qu'elles relatent et en me gardant de les considérer comme « neutres ». L'exemple de la *NZZ* est à ce titre saillant, puisqu'il s'agit du principal relais médiatique de la bourgeoisie suisse, comme le relève un article du magazine économique *Bilanz* en 2004 :

« (…) jusqu'au début des années 90, [la *NZZ*] était la publication politique la plus importante, l'organe central de l'establishment économique, qui s'organisait politiquement le plus souvent au sein du PRD. Une relation symbiotique a existé pendant des décennies entre le parti et le journal, le journal fonctionnant comme un véritable *think tank* pour le PRD[7]. »

---

[5] https://zeitungsarchiv.nzz.ch/archive
[6] https://scriptorium.bcu-lausanne.ch
[7] « (…) bis zu Beginn der Neunzigerjahre war sie die wichtigste politische Publikation, das Zentralorgan des wirtschaftlichen Establishments, das sich politisch meist in der FDP organisierte. Zwischen Partei und Zeitung bestand über Jahrzehnte eine symbiotische Beziehung, das Blatt fungierte als eigentlicher Think-Tank für die FDP. » «NZZ: Abstieg zum Normalfall », *Bilanz*, 31 mars 2004. En ligne: https://www.handelszeitung.ch/unternehmen/nzz-abstieg-zum-normalfall, consulté le 27 mai 2022. (*traduction de l'autrice* – désormais t.a.)

Ainsi, bien qu'elles ne soient pas au cœur de mon travail, les relations de la *NZZ* et de ses journalistes avec le PRD seront abordées dans ces pages, permettant d'inscrire les articles qui y sont produits dans l'histoire que je m'apprête à retracer.

Chapitre 1 : La campagne de 1971 et « Liberalismus heute » (1971-1973)

1.1. Le Parti radical-démocratique suisse dans l'après-1968

En 1971, c'est année d'élections nationales et le PRD entre en campagne. La Suisse comme le reste du monde résonne encore des joies et fureurs des années 1968. Incarnée en Suisse par le *Globuskrawall* du 29 juin 1968, cette période vient secouer le pays du propre en ordre (Batou et Schaufelbuehl, 2008; Schaufelbuehl, 2008; Skenderovic et Späti, 2012). Ce jour-là, la tentative de près de 2000 jeunes Zurichois·es d'occuper un entrepôt désaffecté de la chaîne de magasins Globus pour en faire un centre autonome donnera lieu à une nuit d'affrontements violents entre manifestant·e·s et police, marquée par la brutalité des agents. L'épisode impressionnera – et divisera – durablement l'opinion publique (Kriesi, 1984; Linke et Scharloth, 2008; Tanner, 2015). Si les jeunes en Suisse récusent un ordre moral rigide et le conformisme petit-bourgeois, ils·elles défendent l'idée, comme leurs camarades parisien·ne·s du Quartier latin, « qu'un autre monde est possible ». On assiste ainsi, dans l'espace public helvétique, à la mise en cause des relations commerciales et financières de la Suisse avec le Sud global, qu'il s'agisse de ses banques, de ses multinationales ou de ses « bons offices » (Batou, 2009). Le livre « L'empire occulte », du journaliste suisse Lorenz Stucki paraît en 1968, tandis que l'année suivante, le « scandale Bührle » (du nom du fabricant d'armes zurichois qui a livré des canons à la dictature nigériane dans sa lutte contre le Biaffra) motivera le lancement d'une initiative contre l'exportation d'armes. Quant à l'opposition à la guerre du Vietnam, elle sera, en Suisse aussi, l'enjeu d'un grand mouvement de politisation parmi la population durant cette période (Griesshammer, 2009).

La mise en cause de l'austérité des mœurs et de l'impérialisme « feutré » de la Suisse (Guex, 2021) par les jeunes mobilisés durant les années 1968 se déroule sur fond de déséquilibres économiques, caractérisés par l'inflation et la contraction de la croissance. Ainsi, même si en Suisse les taux de croissance par habitant·e restent plutôt élevés, on observe un ralentissement de la conjoncture sur la période 1964-1968 (Müller et Woitek, 2021). Face à ces incertitudes, la politique sociale (avec notamment la 7e révision de l'assurance vieillesse et survivants – AVS) ou encore la fiscalité deviennent des enjeux plus saillants (Batou, 2009). Contrairement à d'autres contextes nationaux proches, qui se voient bouleversés par des millions de grévistes, les mobilisations ouvrières sont loin de faire trembler la bourgeoisie suisse à la fin des années 1960, avec trois grèves réunissant 167 participant·e·s entre 1967 et 1969 (Degen, 2021). Mais dès l'année 1970, la contestation prend de l'ampleur, amorçant une séquence de conflits du travail qui, sans être comparable à ce qui se joue en Italie ou en France, impressionne au pays de la « paix du travail » (Deshusses, 2014). Aiguillonnée également par les mouvements sociaux, des résistances de la jeunesse aux revendications féministes, la politique institutionnelle se polarise. La « Nouvelle gauche » connaît un certain essor (Pereira, 2015), tandis que de nouvelles associations et organisations non gouvernementales foisonnent, représentant désormais ladite « société civile ».

Les forces progressistes ne sont pas seules à faire tanguer la stabilité politique de la Suisse. De l'autre côté de l'échiquier, l'extrême droite se voit revigorée pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. Ses campagnes durables et intensives contre l'*Überfremdung* sont alors uniques en Europe (Skenderovic, 2009). Sa première initiative fédérale, lancée en 1968 et votée en 1970, visait à limiter la population étrangère à 10% de la population suisse, soit une réduction de plus d'un tiers à l'époque. Baptisée *Gegen Überfremdung* mais mieux connue sous le nom

d'*Initiative Schwarzenbach* (du nom de son représentant le plus fameux), son échec en votation sera doux-amer pour les initiants : 46% de oui au niveau fédéral, mais un tiers des cantons en sa faveur et la plus forte participation depuis 1947 (Skenderovic, 2009).

Tous ces phénomènes fragilisent les partis représentés au sommet de l'État, qui n'apparaissent plus aptes à canaliser les aspirations populaires.

Le PRD et le « malaise helvétique »

Ce constat est d'autant plus valable pour le PRD, identifié comme le parti de l'État, de ses institutions, et par extension de la bourgeoisie. Et en effet, dans la préface de son rapport annuel 1970/1971, publié au printemps, le parti semble aux abois. Le ton prend des accents guerriers sous la plume de son président, Henri Schmitt, qui introduit ainsi sa contribution inquiète :

> Veillée d'armes : c'est ainsi que l'on pourrait définir le climat suisse de ces derniers mois. La situation économique paraît saine : le chômage est inexistant, le niveau de vie de notre population n'a jamais été aussi élevé et pourtant, chacun ressent un malaise qui se répand dans des couches de plus en plus larges de notre population[8].

Si l'agitation de 1968 en Suisse n'est pas étrangère à la mise en lumière de ce *malaise*, mobilisé pour remettre en question la société suisse de manière fondamentale, le terme plane dans le débat public depuis l'après-guerre déjà. Il traduisait alors, selon Hadrien Buclin, un « rapport difficile au passé immédiat » (Buclin, 2019, p. 55), dans un contexte où les autorités helvétiques essuyaient les critiques des Alliés pour leur complaisance à l'égard de l'Axe. En 1964, le juriste radical Max Imboden repopularise la formule dans une tout autre intention, quand il publie le pamphlet « Helvetisches Malaise » (Imboden, 1964) : il y décrit une tension entre la place économique suisse tournée vers l'avenir, le monde et le progrès, tandis que ses habitant·e·s demeurent conservateurs·trices et attaché·e·s à un confort routinier, les conduisant au repli. Il y plaide pour une réforme de l'État, traduite dans l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Incitée par cet appel, une commission d'experts est réunie en 1967 sous la présidence de l'ancien conseiller fédéral du Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB) Friedrich Wahlen : c'est la première pierre du laborieux chantier politique qui mènera à la nouvelle Constitution de 1999[9] (Renkens, 2018).

En marge de cette parution, l'Exposition nationale, organisée la même année à Lausanne, révèle et suscite elle aussi le « malaise » (Favre, 1999; Papadaniel, 2004; Lugon et Vallotton, 2014). Se donnant comme mission de « présenter le pays dans sa réalité », comme le souligne le guide officiel (cité *in* Centlivres, 2002, p. 318), ses organisateurs mandatent sociologues et anthropologues pour préparer un questionnaire à soumettre aux visiteur·euse·s, interrogeant leurs opinions, leurs attitudes, leurs ressentis en tant que résident·e·s[10]. Armée, droit des femmes,

---

[8] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. SCHMITT, Henri. « Préface » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1970/1971*, Rapport annuel, 1971, p. 8.

[9] KLEY, Andreas. « Constitution fédérale » in *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)*, version du 3 mai 2011. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/009811/2011-05-03/, consulté le 3 avril 2022

[10] Rappelons que les Suissesses n'obtiendront le droit de vote au niveau fédéral qu'en 1971, tandis que les étranger·ère·s ne l'ont pas davantage en 2022 qu'en 1964: raison pour laquelle le terme « citoyen·ne·s » ne s'applique pas ici.

communisme, « valeurs suisses » : les sujets sont sensibles. Tandis que 580'000 personnes y répondent, les résultats sont interdits de publication « pour des raisons peu claires » (Centlivres, 2002, p. 318), qui ont trait au portrait subversif qu'il dresse du peuple suisse.

En 1967, le conseiller national radical vaudois Georges-André Chevallaz écrit à son tour dans son livre « La Suisse ou le sommeil du juste », dès le second paragraphe : « Notre mode politique est aux malaises. (...) Chacun cultive son malaise, l'arrose, l'entretient de ses larmes et s'imprègne d'amertume » (Chevallaz, 1967, p. 7). À la suite d'Imboden, il craint « le danger grave et réel » que les Suisses, « dans le confort qu'ils se sont assurés », s'endorment « du sommeil du juste » (Chevallaz, 1967, p. 155). Dans la foulée de cette publication, il se confrontera à la télévision romande au sociologue français Luc Boltanski (auteur d'un livre critique sur le cœur de ce malaise, fondé sur des résultats partiels de l'Exposition nationale de 1964 et intitulé « Le bonheur suisse »). Le malaise suisse se perçoit au-delà de ses frontières.

Mais à l'exception de ces prises de position individuelles, le PRD ne semble pas prêt à se profiler sur de grandes innovations institutionnelles, contrairement à d'autres. En effet, le Parti démocrate-chrétien (PDC) ouvre sa campagne aux élections nationales de 1971 en proposant, lors de son congrès des 14 et 15 mai 1971, l'abandon de la formule magique au Conseil fédéral au bénéfice d'un programme de législature[11]. Celui-ci, rédigé en amont de l'élection du Conseil fédéral, viserait à réunir les partis représentés sous la Coupole autour de lignes communes et à dépasser la rigidité du critère partisan dans l'accession au gouvernement. Le PRD tient aussi congrès ce weekend-là, à Sion et Sierre, mais la fréquentation des parlementaires et des jeunes est jugée très décevante à l'interne, comme le défilé d'accueil promis par la section valaisanne[12]. Le clou de la première journée est un discours du conseiller fédéral Nello Celio, responsable des Finances, appelant non seulement son parti mais l'ensemble du peuple suisse, à soutenir des mesures conjoncturelles fortes contre l'inflation qui ne cesse de menacer. « La situation est sérieuse et grave [13]», dit-il. Le président du parti Henri Schmitt conclut en réaffirmant le soutien et la confiance du parti envers le Conseil fédéral. On est loin des grands élans rassembleurs. Malgré les redéfinitions en cours de leurs principes fondateurs (liberté, État, démocratie) dans le débat public et la reconnaissance d'un certain malaise, les radicaux persistent à concevoir leur parti comme incarnation de l'État et protecteur de sa stabilité (Meuwly, 2009, p. 115).

Liaisons dangereuses : le PRD et l'État de droit

Puisque les dirigeants du PRD conçoivent essentiellement leur parti comme garant d'un ordre établi qui n'est pas sujet à discussion, il n'est pas étonnant que, lors du second jour du congrès susmentionné, un des groupes de travail les plus suivis soit celui consacré à la « défense de l'État de droit[14] ».

---

[11] PLOMB, Georges. « Congrès des partis ce week-end. La démocratie chrétienne innove et propose au Conseil fédéral d'abandonner sa 'formule magique' » in *Feuille d'avis de Lausanne* du 17 mai 1971, p. 7

[12] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. Procès-verbal (PV) du comité directeur du PRD du 3 juin 1971.

[13] « Die Lage ist ernst und schwierig. » «Die Wachstumkrise unseres Land », *Neue Zürcher Zeitung* (*NZZ*) du 17 mai 1971, p. 21. (t.a.)

[14] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 3 juin 1971.

Il s'agit là d'un des axes prioritaires du programme électoral du PRD, aussi bien au niveau national qu'au niveau vaudois et zurichois[15]. C'est le premier point abordé par la brochure d'une cinquantaine de pages « Zielsetzungen 1971/Objectifs 71[16] » publiée en vue des élections fédérales. Si cette primauté doit être relevée, l'argument n'y est toutefois pas abondamment développé : les auteurs du rapport le justifient en prétendant qu'il y a consensus parmi la population à ce sujet et qu'il est donc inutile d'y revenir en détail. Au niveau cantonal en revanche, la section zurichoise, en campagne pour le Conseil d'État au printemps 1971, fera publier sur ce thème une pleine page de tract dans l'influent quotidien bourgeois la *NZZ*, titrée « Nous disons oui à notre État[17] ». Elle est illustrée de photos de manifestations antimilitaristes et de mouvements de jeunesse, que le parti condamne. L'attitude à l'égard de l'État de droit y est présentée comme sa préoccupation prioritaire. Ainsi, cette publicité, dont il faut souligner le format et le texte exceptionnellement volumineux pour la promotion politique de l'époque, appelle les citoyen·ne·s à voter pour le parti qui défendra « notre État ». Par l'usage répété de ce « notre », le PRD joue sur deux tableaux : d'une part, il réitère la filiation directe qui existe entre l'État et lui et, d'autre part, il trace une division de société entre « Nous » et « Eux », *schweizerisch* et *unschweizerisch*, dans un référentiel qui rappelle celui que les anticommunistes mobilisent pour caractériser leurs ennemi·e·s politiques depuis l'entre-deux-guerres (à ce sujet, voir par exemple Zimmermann, 2019). Tout autre point de programme est absent de cette communication. Mais ce type de discours, qui confine à l'abstraction dans un climat politique où la définition de l'État elle-même est contestée, « sonne creux » (Meuwly, 2010, p. 122). Loin de défendre sa propre conception de l'État, le PRD zurichois se retrouve à n'en dessiner que la figure repoussoir, supposément incarnée par les mouvements des années 1968 :

> En ville de Zurich, par exemple, il n'y presque pas un weekend sans que les cercles de la « Nouvelle Gauche » ne contribuent à **rendre la société inquiète**. Une simple énumération par mots-clés est déjà désespérément longue : blocages de la circulation – émeute du Globus – dégradation du Tribunal cantonal – affaire du bunker – « sit-in » dans le passage de la gare – expéditions tumultueuses à travers Zurich (gratuité des trams, intrusion dans les restaurants) – occupation de la Venedigstrasse, etc[18].

En raison de cette force de proposition limitée, le PRD se retrouve pris en tenaille entre la vitalité de la gauche et de l'extrême droite. Du reste, saisissant mal les enjeux de 1968 (Meuwly, 2010, p. 122), ses dirigeant·e·s prennent le risque de se couper de l'aile plus progressiste de l'électorat radical, encore importante. Bien que celle-ci ne s'identifie pas à la constellation de mouvements sociaux de l'époque et à leur répertoire d'action, elle attend une réponse politique plus conséquente à des enjeux perçus comme légitimes, tels que la guerre ou la protection de l'environnement. Les radicaux s'accordent régulièrement sur le fait qu'il faille écouter

---

[15] N'ayant pas pu consulter tous les programmes cantonaux du parti dans le cadre de ce travail, je limite cette affirmation aux deux sections cantonales dont j'ai consulté les archives. Il y a néanmoins lieu de penser que la majorité des partis cantonaux partagent cette priorité.

[16] ACV, Fonds du Parti radical-démocratique vaudois, PP552/208. PRD, Brochure « Objectifs 71/Zielsetzungen 1971 » , 1971, p. 6.

[17] « Wir sagen Ja zu unserem Staat » , *NZZ* du 23 avril 1971, p. 6. (t.a.)

[18] « In der Stadt Zürich etwa lasten Kreise um die 'Junge Linke' kaum ein Wochenende ungenutzt, ohne einen Beitrag zur Verunsicherung der Gesellschaft zu leisten. Allein schon eine Aufzählung in Stichworten ist deprimierend lang: Verkehrsblockaden – Globuskrawall – Besudelung des Obergerichtes – Bunkeraffäre – 'Sit-ins' in der Bahnhofpassage – Saubannerzüge durch Zürich (Gratis-Tramfahren, Eindringen in Restaurants) – Besetzung Venedigstrasse usw. » « Wir sagen Ja zu unserem Staat » , *NZZ* du 23 avril 1971, p. 7. (Souligné dans l'original). (t.a.)

et intégrer les jeunes, sans « faire de paternalisme[19] » comme l'a réaffirmé Henri Schmitt dans une réunion du comité central du parti en janvier 1969. Toutefois, l'attitude à adopter face aux mouvements qu'animent ces derniers est clairement postulée par le rapport annuel du parti 1970/71 : ils sont considérés comme « passage d'une génération marquée par la guerre à une nouvelle génération ignorante des problèmes de survie que nous avons vécus[20] ». Ainsi, les ponts jetés en direction de la jeunesse ne dépassent guère les tracts publiés dans la presse locale, tel que celui publié dans la *Feuille d'avis de Lausanne* le 11 mai 1971, qui met en scène Jean-Pascal Delamuraz. Intitulé « Jeunes ! Mettez les radicaux à l'épreuve », il appelle avant tout la jeunesse à venir grossir les rangs du parti.

Le PRD face au processus de désidéologisation

Le parti se retrouve dans une position ambiguë. D'une part, on l'a vu, il présente une attitude que l'on pourrait qualifier de défensive, dans la mesure où il résiste à tout ce qui pourrait l'écarter, même symboliquement, de son rôle autoproclamé de garant de la stabilité politique. D'autre part, il paraît prendre conscience d'un certain changement de paradigme, qu'il ne saurait ignorer. Filant sa métaphore militaire dans la préface du rapport annuel du parti en 1971, Henri Schmitt déroule un registre quasi épique :

> Veillée d'armes, car le sentiment se répand de plus en plus – et mille signes annonciateurs en sont les témoins – que les positions vont se durcir de la part des adversaires politiques, que notre pays est à la veille d'une lutte plus intense, plus fondamentale quant aux options qui se posent à lui. Le parti radical est-il prêt à engager ce combat? Est-il prêt à quitter le terrain de la 'drôle de guerre' pour s'engager dans une lutte dont dépendra l'orientation politique de notre pays? Le parti radical est-il prêt à prendre les options fondamentales qu'exige la situation?[21]

Si les tenants et aboutissants relativement sibyllins de cette prise de position nécessitent quelque interprétation, il s'agit de la réinscrire dans un contexte où les partis commencent à prendre conscience des dommages causés par le processus de désidéologisation qui les a traversés. Observé dans d'autres pays dès les années 1950 et jusqu'aux années 1968, l'historienne Zoé Kergomard le caractérise comme un nouveau type de récit, adopté par tous les partis gouvernementaux de l'époque dans un contexte d'unité anticommuniste, qui prétend s'extraire du registre idéel pour fonder sa politique sur le plus pur pragmatisme (Kergomard, 2020, p. 246). Dans les années 1950 et 1960, on voit alors les partis gouvernementaux converger vers le centre (Kergomard, 2020, p. 309)[22], sous l'influence d'une croissance économique qui paraît exponentielle et qui voit la notion dépolitisée de « progrès » devenir un « idéal commun aux classes et aux partis » (Müller et Tanner, 1988). Les partis n'existant que relationnellement (Offerlé, 2018, p. 86), le lissage de leurs

---

[19] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#52*. PV du comité central du PRD du 25 janvier 1969.

[20] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. SCHMITT, Henri. « Préface » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1970/1971*, Rapport annuel, 1971, p. 5.

[21] *Id*.

[22] Ce mouvement est également constaté par les observateurs de l'époque. Le journaliste politique vaudois Georges Plomb, par exemple, écrit en 1971 dans la Feuille *d'avis de Lausanne* : « Depuis 1953, les programmes de la plupart des partis politiques – de gauche et de droite – ont connu un indiscutable mouvement vers le centre. » PLOMB, Georges. « Des partis indisciplinés » , *Feuille d'avis de Lausanne* du 17 mai 1971, p. 7.

différences fondamentales débouche sur la perte de leur identité et, immanquablement, sur un effritement de leur socle commun respectif. L'historien Urs Altermatt a par exemple documenté le cas du PDC et l'importante perte de cohésion qui a résulté de cette période (Altermatt, 1983, p. 73), incarnée dans des slogans consensuels tels que « Prospérité pour tous » ou « Construire l'avenir » (cités *in* Kergomard, 2020, p. 246). À l'instar des concurrents politiques du PRD, ses dirigeant·e·s reconnaissent l'échec de cette stratégie plus ou moins consciente et concertée, qui a vu l'électorat se désintéresser d'un jeu politique à la platitude inégalée. Ainsi, le taux de participation aux élections nationales est dans une forte tendance baissière depuis 1947 (où elle atteignait 72,4%), avec une perte d'un à deux points de participation à chaque nouveau scrutin fédéral. Mais entre 1967 et 1971, le décrochage se fait brutal, puisqu'on observe une baisse de près de 9 points (65,7% à 56,9%)[23].

Toujours dans sa préface au rapport annuel 1970/1971 du parti, Henri Schmitt appelle donc solennellement à un retour aux idées pour répondre au défi posé au parti par le nouveau climat contestataire post-1968 :

> Veillée d'armes car chaque parti politique cherche à redéfinir son idéal et son programme et, dans des escarmouches, tente de déceler le degré de résistance de l'adversaire. (...)
>
> Nous ne triompherons que si nous savons dégager de notre doctrine les idées maîtresses qui permettront de vaincre le communisme égalitariste et l'individualisme égoïste ignorant des devoirs de solidarité qui nous lient les uns aux autres[24].

Mais pour le moment, cette « réidéologisation » de la politique, sous l'impulsion des mouvements issus des années 1968 et de l'extrême droite, amène son lot de défis. Cela vaut pour tous les partis au pouvoir, mais pour le PRD en particulier. On peut supposer en effet qu'il est plus facile pour le PS de réactiver un corpus idéologique délaissé, dans la mesure où celui-ci est mobilisé (avec ses variantes) de façon transnationale et se nourrit continument d'une réflexion vivante et renouvelée, construite dans l'opposition. « Le socialisme n'est pas seulement une opinion : c'est aussi et surtout un mouvement social et une force politique », écrit le sociologue Alain Touraine (Touraine, 1956, p. 692). Mais sur quelle idéologie ayant valeur de mouvement social se repose le PRD ? Le fait qu'il se soit identifié si ardemment à l'État et à ses institutions a sans doute brouillé son profil idéologique, ce qui s'illustre dans des slogans qui se veulent résolument orientés vers l'action (« En avant pour le pays » en 1935, « Les radicaux agissent » en 1967, etc.). Ainsi, le pragmatisme que le PRD a sans cesse réaffirmé au détriment des idées a pu conduire à la perte d'une ligne intelligible pour ses membres et sympathisant·e·s. À l'interne, on hésite : Pierre Glasson, président du parti de 1964 et 1968, déclare face à l'assemblée des délégué·e·s du 25 mai 1968 que « l'on ne doit pas oublier que l'objectif final d'un parti demeure la conquête du pouvoir et le triomphe d'une idéologie[25] ». Au contraire,

---

[23] Office fédéral de la statistique (OFS), « Élections au Conseil national: taux de participation 1919-2019 », 2019. En ligne : https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/politique/elections/conseil-national/participation.assetdetail.11048428.html, consulté le 3 avril 2022.

[24] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. SCHMITT, Henri. « Préface » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1970/1971*, Rapport annuel, 1971, p. 5.

[25] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. « Bilan de quatre années d'activité à la tête du parti – Exposé présenté par M. le Conseiller National Dr. Pierre Glasson lors de l'Assemblée ordinaire des délégués du 25 mai 1968, à Montreux » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1970/1971*, Rapport annuel, 1971, p. 112.

le conseiller fédéral Nello Celio soutient à une assemblée générale, en octobre 1971, que la complexification du monde a rendu les idéologies quasi obsolètes :

> Le temps où les partis, suivant une ligne politique immuable, pouvaient s'occuper principalement de visions du monde, d'éthique et de philosophie est définitivement révolu. Le débat public est aujourd'hui confronté à une évolution inéluctable qui ne peut être maîtrisée ni par des philosophies ni par des constructions purement idéologiques[26].

Ces interventions ont cela de différent que l'une est issue d'un conseiller national, l'autre d'un conseiller fédéral, dont la charge exécutive et le devoir collégial propre au système politique suisse contraignent aux apparences du pragmatisme. Mais pas seulement : entre ces deux prises de position, c'est-à-dire entre mai 1968 et octobre 1971, plus de trois années passent. La Suisse est entrée dans une période de turbulences économiques, qui voit les chiffres de la Confédération passer dans le rouge dès 1971 et l'inflation grimper (Guex, 2021, p. 1180). Nello Celio, en sa qualité de ministre des Finances et des Douanes de 1968 à 1973, s'apprête à représenter les mesures peu conformes à la doxa libérale du Conseil fédéral pour endiguer la situation de « surchauffe », aux côtés de son collègue de parti responsable du Département de l'économie publique, le conseiller fédéral Ernst Brugger. C'est ainsi que le PRD se retrouvera à soutenir et défendre le « vague keynésianisme » (Guex, 2021, p. 1180) déployé par le Conseil fédéral dans la première moitié des années 1970.

Avec deux conseillers fédéraux ayant comme mission de freiner l'économie, on comprend que le PRD ne peut s'engager pleinement dans une affirmation de l'idéologie libérale, portée principalement par l'influent parti cantonal zurichois. À cela s'ajoute le climat politique de l'époque, déjà abondamment discuté. Face à la fronde inédite que subissent les cercles économiques dominants et dans un climat politique qui voit de larges segments de la population revendiquer une meilleure redistribution des richesses, les responsables du PRD décident de distancier le parti de son image de relais du capitalisme suisse.

1971 : une campagne peu profilée, mais progressiste

C'est dans ce contexte général que s'élabore la campagne électorale de 1971. Largement utilisée par le PRD pour manifester son soutien à ses conseillers fédéraux, elle ne donnera pas lieu à de fortes propositions profilées. Néanmoins, le programme intitulé « Objectifs 71 : pour une Suisse à la dimension humaine » déploie un progressisme auquel le PRD n'a pas habitué l'électorat et qui tranche avec les positions conservatrices exprimées par la section zurichoise dans la *NZZ* (voir p. 30).

Le groupe de travail qui l'a élaboré, nommé « Leitbild und Programmatik[27] », est dirigé par Rudolf Schatz, associé de la banque privée Wegelin & Co et président de

---

[26] « Die Zeit ist endgültig vorbei, wo die Parteien, einer unabänderlichen politischen Linie folgend, sich vorwiegend mit Weltanschauungen und ethisch-philosophischem Gedankengut befassen konnten. Das öffentliche Denken ist heute konfrontiert mit einer unaufhaltsamen Entwicklung, die weder mit Philosophien noch mit rein ideologischen Konstruktionen zu meistern ist. »
AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. « Konjonkturpolitische Standortbestimmung. Rede von Bundesrat Dr. Nello Celio an der Kundgebung vom 9. Oktober 1971 in Aarau » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1971/1972*, Rapport annuel, 1972, p. 88. (t.a.)

[27] On le retrouve sous l'appellation « II/B » dans les documents internes.

la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Gall[28]. La composition de ce groupe est inconnue, mais il est, selon la brochure du PRD, « le fruit d'une large collaboration de gens venus de tous les milieux : des hommes et des femmes, des jeunes et des aînés[29] ». Il avait pour mission de finaliser le programme au plus vite, afin que le PRD puisse être le premier parti à le rendre public. L'objectif de devancer les autres forces politiques est considéré comme particulièrement important par le comité directeur, ainsi que le souligne le secrétaire général Hans-Rudolf Leuenberger en décembre 1970 lors d'une réunion interne, dans la mesure où « d'autres partis feront des propositions similaires[30] ». Notons en effet que même l'extrême droite xénophobe s'apprête alors à faire campagne sur les thèmes réservés de la social-démocratie. La *Feuille d'avis de Lausanne* du 2 novembre 1971 relate ainsi qu'elle milite pour « la mise au pas d'une aristocratie économique et commerciale d'une rare avidité[31] ». En reconnaissant que l'originalité n'est pas caractéristique de sa campagne, le PRD démontre qu'il ne cherche pas expressément à se profiler par le contenu qu'il propose.

Le programme est rédigé par le groupe de travail dès le début de l'année 1970, puis soumis aux partis cantonaux. Deux journées d'études réunissant les membres du comité central, les délégué·e·s cantonaux et des déléguées de l'Union suisse des groupes féminins du Parti radical sont consacrées à sa discussion, en novembre 1970 à Spiez. Une version finale est ensuite approuvée par le comité central le 18 janvier 1971, avant d'être soumise le même jour lors d'une assemblée extraordinaire des délégué·e·s à Bâle[32].

Précisons que le comité directeur considère qu'il ne s'agit pas d'un *programme*, mais d'une *plateforme électorale*. Si cela avait été un programme, l'assemblée des délégué·e·s aurait encore pu formellement le discuter et l'amender point par point, comme le prévoient les statuts. Sous cette forme, ils ne peuvent qu'adopter ou rejeter en bloc les différents chapitres[33]. Selon le président du groupe de travail Rudolf Schatz, qui s'exprime face au comité central, la différence entre un programme et une plateforme électorale est que la seconde n'est pas destinée à être exhaustive[34]... Face à cet argument peu convaincant, on peut émettre l'hypothèse que ce sont bel et bien des raisons statutaires qui motivent la direction du parti à renoncer au qualificatif de « programme » : en restreignant les possibilités de veto, de contre-propositions et de débats des délégué·e·s, le comité directeur s'assure un processus plus rapide. Du reste, l'organisation de journées d'études à Spiez permet de garantir malgré tout un relatif consensus à l'abri de la presse et de présenter à celle-ci un profil uni au moment du vote final en congrès.

---

[28] MAYER, Marcel (2011). « Schatz, Ruedi » in *DHS*, version du 11 juillet 2011. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/003228/2011-07-11/, consulté le 14 mars 2022.
[29] ACV, Fonds du Parti radical-démocratique vaudois, PP552/208. PRD, Brochure « Objectifs 71/Zielsetzungen 1971 », 1971, p. 53.
[30] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 2 décembre 1970. (t.a.)
[31] PLOMB, Georges. « Le mauvais calcul du 31 octobre 1971 » in Feuille *d'avis de Lausanne* du 2 novembre 1971, p. 7.
[32] ACV, Fonds du Parti radical-démocratique vaudois, PP552/208. PRD, Brochure « Objectifs 71/Zielsetzungen 1971 », 1971, p. 53. Il aurait assurément été intéressant d'avoir quelque idée de la teneur des débats, mais je n'ai pas eu accès aux PV des journées d'études à Spiez, ni à celui de l'assemblée extraordinaire des délégué·e·s du 18 janvier 1971.
[33] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du 18 janvier 1971.
[34] *Id*.

Le programme comprend 10 thématiques[35] et fait effectivement la part belle à l'humain, avec très peu de considérations relatives aux institutions et aux intérêts économiques. L'État y est abondamment sollicité, comme l'illustrent les quelques exemples qui suivent, représentatifs du ton général de la publication. À propos de la nature, « la Confédération doit prendre toutes les mesures qui s'imposent (...) pour protéger l'environnement[36] ». Sur le logement, les concepteurs·trices du programme demandent la construction de « 10'000 nouveaux logements à loyer modéré, avec l'aide de la Confédération[37] ». Évoquant les finances fédérales, « l'État doit avoir les moyens de doter le pays des équipements et de l'infrastructure nécessaire (écoles, hôpitaux, voies de communication, aménagement des zones à bâtir et autres services publics)[38] ». Sur la protection des consommateurs·trices, il demande que « les pouvoirs publics [appuient] l'organisation de tests de marchandises[39] ».

Au lendemain de leur présentation à l'assemblée extraordinaire des délégué·e·s, en janvier 1971, les réactions de la presse sont pour le moins mitigées. Pour le journal socialiste *Die Tagwacht*, qui raille l'opportunisme du PRD, ce programme « se lit presque comme le catalogue honteux de ce que l'État (!) a négligé jusqu'à présent[40] ». Il poursuit sur l'ironie, reprochant au PRD de créer les problèmes qu'il prétend dénoncer :

> C'est presque touchant de voir comment les radicaux appellent depuis peu l'État à la rescousse partout où ils doivent dissimuler leur impuissance et leur manque de courage. (…) Comme dans une pièce de théâtre tragi-comique d'une association villageoise, où l'oncle d'Amérique apporte une fin heureuse, on fait entrer l'État sur scène. On ne dit toutefois pas à l'auditoire étonné que cet oncle est en réalité pauvre, car son père libéral l'a déshérité. Les « caisses vides de la Confédération », dont rêve tout conseiller national libéral-radical, font également partie du programme[41].

Si l'hostilité que manifeste cet organe socialiste ne surprend pas au vu de son positionnement politique, la presse bourgeoise n'est pas tendre non plus. La *NZZ* en fait même sa Une : « Un dilemme du libéralisme: à propos de la plateforme électorale radicale[42] ». Son auteur critique les nombreuses carences du programme sur des objets spécifiques (*Überfremdung*, État de droit, réformes institutionnelles, relation

---

[35] Dans l'ordre : Nature; Maladie, vieillesse, logement; Formation; Accès à la propriété; Impôts et finances fédérales; Trafic motorisé; Famille; Pouvoir d'achat; Soutien aux régions de montagne; Sport.

[36] ACV, Fonds du Parti radical-démocratique vaudois, PP552/208. PRD, Brochure « Objectifs 71/Zielsetzungen 1971 », 1971, p. 9.

[37] *Ibid*., p. 25.

[38] *Ibid*., p. 35.

[39] *Ibid*., p. 46.

[40] « Die Zielsetzungen 71 im Spiegel der Presse » in *Politische Rundschau* (1971) n°1/19, p. 89. (t.a.)
Notons que le PRD publie ces réactions médiatiques dans son bulletin interne, aussi acides soient-elles, sans commentaire. Mieux vaut une mauvaise presse que pas de presse du tout ?

[41] « Es ist geradezu rührend, wie die Freisinnigen überall dort, wo sie Hilflosigkeit und mangelnden Mut vertuschen müssen, neuerdings den 'Bund' zu Hilfe rufen. (…) Wie in einem tragikomischen Theaterstück eines Dorfvereins der Onkel aus Amerika die üblen Verstrickungen noch zu einem guten Ende bringt, lässt man den 'Bund' auf die Bühne treten. Lächelnd verschwiegen allerdings wird der staunenden Zuhörerschar, dass dieser Onkel in Wirklichkeit mausearm ist, weil ihn der freisinnige Vater enterbt hat. Die 'leeren Kassen des Bundes', von denen ein freisinniger Nationalrat stets träumt, gehören halt auch in das 'Leitbild'. »
« Die Zielsetzungen 71 im Spiegel der Presse » in *Politische Rundschau* (1971) n°1/19, p. 89. (t.a.)

[42] REICH, Richard. « Ein Dilemma des Liberalismus : zur freisinnigen Wahlplattform » , *NZZ* du 21 janvier 1971, p. 1. (t.a.)

troublée entre la politique et l'économie, etc.), mais, surtout, il reproche au PRD de ne pas thématiser la condition, d'après lui, d'un État libéral fort, soit l'économie de marché. Selon le journaliste du quotidien zurichois, il faut voir dans cette absence une divergence au sein des radicaux face à ce « dilemme », qui affecterait le libéralisme en général. Il concernerait l'équilibre entre une économie qui ne doit « pas être seulement sociale, mais qui reste aussi performante[43] » et un État qui n'a cessé de croître, pour le meilleur (la pacification des rapports de classe) et pour le pire (la redistribution des richesses). Fait éclairant, le journaliste qui signe ce compte-rendu critique est lui-même un radical – et plus précisément, un radical zurichois. Richard Reich sera élu la même année au Grand Conseil de son canton, puis quittera ses fonctions à la *NZZ* pour devenir directeur du bras armé des organisations patronales, la Société de développement de l'économie suisse (SDES). Sa contribution doit s'interpréter au prisme de cette appartenance : c'est non seulement en tant que journaliste, mais aussi en tant que membre du Parti radical-démocratique zurichois qu'il s'exprime[44]. Son article révèle ainsi les dissensions qui, sous la surface, agitent le PRD.

Dans leur postface au programme, les auteurs précisent que celui-ci a été adopté par 92 voix contre 1[45]. Mais certains journalistes venus en observateurs rapportent un processus de décision plus contrasté. Premièrement, ils relaient tous une adoption du programme dans sa globalité par 97 voix contre 10 (ce qui traduit un certain flou sur le nombre exact de personnes qui avaient accepté ou rejeté le projet), mais surtout, ils relèvent que certains paragraphes ont fait l'objet d'un clivage profond. Par exemple, le chapitre sur l'assurance maladie n'a été plébiscité que par 68 voix contre 42[46]. Cela montre le niveau de résistance interne avec lequel le PRD doit composer.

L'envergure de ce travail ne permet pas d'explorer la multiplicité des raisons qui expliquent l'attitude du PRD face à l'expansion de l'État – et de l'État fédéral en particulier – à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Selon le politiste Jean-Noël Rey, c'est « la croissance économique », ainsi que le « développement démographique et technique » (Rey, 1983, p. 46) qui conduisent l'État à prendre en charge d'autres fonctions que ses tâches classiques, comme la défense nationale, l'administration et la politique étrangère. Rey relève que le « trait saillant » de cette dynamique est « le rôle redistributeur acquis par la Confédération au cours des années 1960 » (Rey, 1983, p. 48). On passerait alors, selon lui, d'un « État-gendarme » à un État social (Rey, 1983, p. 48). Les organisations patronales tirent alors le même constat, comme en témoigne un rapport interne de la SDES :

> Il [*ndlr :* L'État] devient de plus en plus le lieu de refuge général face à multitude de soucis, même non politiques. Il prend donc de plus en plus les traits d'un redistributeur général du produit social, un produit social

---

[43] « (…) nicht nur sozial ist, sondern auch dermaßen leistungsfähig bleibt. » *Id*. (t.a.)

[44] Reich regrettera régulièrement, au sein du PRD puis dans le cadre de la Société de développement de l'économie suisse (SDES), que les journalistes n'endossent plus d'orientation politique (voir par ex. REICH, 1969).

[45] ACV, Fonds du Parti radical-démocratique vaudois, PP552/208. PRD, Brochure « Objectifs 71/Zielsetzungen 1971 » , 1971, p. 53.

[46] « Die Zielsetzungen 71 im Spiegel der Presse » in *Politische Rundschau* (1971) n°1/19, p. 93.

> qui, aux yeux de cercles de plus en plus larges, semble aller de soi et être garanti pour toujours[47].

Manifestement, à la lumière des sources rendant compte des discussions internes du PRD, il ne s'agit pas là d'une préoccupation majeure parmi les radicaux. En revanche, la défense de l'économie de marché est régulièrement à l'ordre du jour.

Mais, avec les « Objectifs 71 », les dirigeant·e·s nationaux·ales du PRD semblent avoir décidé de ne pas prendre de risques. On l'a vu, les milieux économiques et leur recherche du profit sont contestés, tandis que le paradigme de la croissance illimitée se retrouve chahuté par des cercles de plus en plus larges (Schmelzer, 2017). Comme le constate le secrétaire du PRD Hans-Rudolf Leuenberger dans le bilan qu'il présente au sein du rapport annuel 1970/71 du parti, « en 1970, ce ne sont pas seulement des questions économiques isolées, mais l'économie en général qui a été discutée (...)[48] ». En s'abstenant de se positionner fermement sur une certaine conception de l'économie lors de sa campagne, le PRD vise vraisemblablement à ne pas renforcer son image de représentant des intérêts économiques les plus privés dans la sphère politique. Ainsi, dans le bulletin trimestriel du parti *Politische Rundschau*[49] paru début 1971, le conseiller national bernois Walo van Greyerz cherche à réconcilier ces deux facettes, radicales et libérales, en rappelant que la défense d'une économie de marché n'est pas une fin en soi pour le parti, mais un moyen pour atteindre le bien-être humain :

> (...) dans le parti qui est le porte-drapeau de la concurrence économique et du développement technique, et qui n'est considéré par beaucoup que comme cela, l'humain est propulsé au premier plan. La Suisse *rentable* [*ndlr* : en français dans le texte], renforcée sur le plan économique, devrait engager ses forces selon les objectifs de la « Suisse humaine » ! C'est l' « autre » visage du parti[50].

Il poursuit en précisant : « Un vieux radical et un jeune libéral ne peuvent que s'accorder là-dessus[51]. » En effet, c'est aussi en réponse aux relations fragiles avec sa jeunesse qu'il faut interpréter ce virage progressiste, en apparence du moins, du

---

[47] « Er [*ndlr:* L'État] wird mehr und mehr zur allgemeinen Zufluchtstätte bei vielfältigen Sorgen auch unpolitischer Art. Entsprechend nimmt er immer mehr den Charakter eines generellen Umverteilers des Sozialprodukts an, eines Sozialprodukts notabene, das in den Augen immer weiterer Kreise selbstverständlich vorgegeben und für alle Zeiten sichergestellt zu sein scheint. »
Archiv für Zeitgeschichte (AfZ), Vorort-Archiv, 1.1.5.1.1. « Die 'Wirtschaftsförderung' in den siebzieger Jahren – ein Konzept » , Rapport interne, 29 novembre 1972. (t.a.)

[48] « Nicht nur einzelne Wirtschaftsfragen, sondern die Wirtschaft überhaupt ist 1970 zur Diskussion gestellt worden (…) », AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. LEUENBERGER, Hans Rudolf. « Jahresbericht 1970/71 » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1970/1971*, Rapport annuel, 1971, p. 8. (t.a.)

[49] La *Politische Rundschau* est une revue interne au PRD. Des non-membres peuvent toutefois s'y abonner. Il s'agit d'un trimestriel d'une cinquantaine de pages, composé d'articles de fond (par opposition à un traitement de l'actualité immédiate) et dont chaque numéro est consacré à une thématique définie. Les articles y sont rédigés en allemand ou en français, par des personnalités du parti (des élu·e·s ou des secrétaires).

[50] « (…) drängt sich in der Partei, die die Bannerträgerin des wirtschaftlichen Wettbewerbs und der freien technischen Entwicklung ist und bei vielen nur als das gilt, das Element Mensch in den Vordergrund. Die wirtschaftliche gestärkte 'rentable' Schweiz soll ihre Kräfte nach den Zielen der 'humanen Schweiz' einsetzen! Es ist das 'andere' Gesicht der Partei. »
VON GREYERZ, Walo (1971). « Gendanken zu den Zielsetzungen 71 » in *Politische Rundschau* n°1/19, p. 72. (t.a.)

[51] « Damit kann ein alter Freisinniger und einstiger Jungliberaler nur einverstanden sein. »
Id. (t.a.)

PRD. En 1968, certaines de ses sections, à commencer par les Jeunes radicaux genevois, exigent un engagement plus social de leur parti-mère[52]. Si la Jeunesse radicale suisse demande en 1969 une révision des statuts pour lui assurer une meilleure participation au sein du parti (Dietschi, 1979, p. 405), les tensions s'accentuent en 1970[53]. Dans un contexte où une partie de la jeunesse se met en mouvement, les responsables nationaux·ales du PRD réalisent à quel point il est important de ne pas se l'aliéner dans leurs propres rangs.

Dans l'histoire intellectuelle du PRD, cet élan progressiste a un nom : le radicalisme. En effet, ses origines remontent à sa constitution comme fraction progressiste du mouvement libéral suisse, dès les années 1830 (Walter, 2010, p. 13). Pour toutes les raisons mentionnées ci-avant, la direction du parti semble avoir estimé porteur de réaffirmer cet héritage en 1971; un héritage qui a pu s'imposer à l'interne, dans un climat politique qui lui était aussi favorable qu'il était hostile au libéralisme économique débridé défendu par certaines sections cantonales (celle de Zurich, en premier lieu). Ne nous y trompons pas : historiquement, le radicalisme ne s'oppose pas au libéralisme. Au contraire, s'il défend l'intervention de l'État – et notamment de l'État social –, c'est pour corriger les imperfections de l'économie de marché (qu'il reconnaît) et garantir la paix sociale qui doit rendre possible le libéralisme. La tension qui agite le parti n'apparaît sans doute pas à ce moment : mais le contexte politique des années 1968, comme les difficultés économiques qui commencent à poindre, la rendent plus saillante, commençant, peut-être, à transformer la tension en division.

Radicaux et organisations patronales : une relation de proximité

Animée par tous ces enjeux, la campagne donne même lieu à quelques situations peu habituelles. Par exemple, on voit les radicaux vaudois publier des encarts dans la presse locale en 1971 fustigeant la politique de la faîtière patronale la plus importante de Suisse, le Vorort, dont il est pourtant l'allié historique au parlement[54]. Cette offensive *ad hominem* dirigée contre le président de l'organisation, Etienne Junod, pour sa proposition de « bloquer prix et salaires mais d'augmenter la durée du travail », appelle à voter radical pour « combattre avec succès » cette solution « paternaliste et schématique[55] ». Au Vorort, on n'en prend pas ombrage : cette même année, alors que l'organisation patronale hésite à s'installer un bureau bernois pour être au plus proche des élus, il est suggéré lors d'une réunion interne du 1er mars 1971 de plutôt veiller à ce que la direction du PRD (« avec qui nous avons en général de bonnes relations[56] ») y dispose de locaux dignes de ce nom, qui permettent d'assister au mieux les parlementaires. S'il faut prendre en compte les différences d'orientation politique qui peuvent exister d'un parti cantonal à l'autre, cette saute

---

[52] Année politique suisse (APS) 1968, « Partis, associations et groupes d'intérêt » . En ligne : https://anneepolitique.swiss/APS/fr/APS_1968/APS1968_III_a.html, consulté le 3 avril 2022.

[53] APS 1970, « Partis, associations et groupes d'intérêt » . En ligne : https://anneepolitique.swiss/APS/fr/APS1970.html, consulté le 3 avril 2022.

[54] En 1963, dans un document interne, le secrétaire du Vorort, Gerhard Winterberger, appelait ses membres à multiplier les contacts personnels avec d'autres parlementaires que les radicaux dans le but d'élargir la base de leurs interlocuteurs sous la Coupole – sous-entendant ainsi que les radicaux étaient jusqu'alors leurs principaux relais politiques. AfZ, Vorort-Archiv, 1.1.5.1.1. WINTERBERGER, Gerhard. « Zusammenarbeit mit den eidg. Behörden; Beziehungen unter den Spitzenverbänden », Rapport interne, 6 décembre 1963.

[55] ACV, Fonds du Parti libéral vaudois, PP731/186/3. « Propagande et presse radicale » , source exacte non précisée, 1971.

[56] « … mit der wir ja im allgemeinen gute Beziehungen haben. » AfZ, Fonds Vorort, 1.5.3.20. PV du Vorort du 1er mars 1971. (t.a.)

d'humeur vaudoise doit probablement avant tout se rapporter à une logique électorale, dans un contexte de défiance d'une partie de l'opinion publique à l'égard du capitalisme, que le Vorort incarne.

Mais les milieux patronaux n'ont pas attendu cet apparent désaveu de leur allié politique pour réagir. Les années 1968 leur font subitement prendre conscience d'un certain devoir de transparence ou, à tout le moins, de la nécessité de développer leur stratégie de communication. Les segments dominants de l'économie privée s'attellent ainsi à tenter de gagner une confiance qui ne s'interrogeait jusqu'alors même pas, tant leur discrétion était rendue possible par l'indifférence qui leur était opposée. C'est à ce moment que le Vorort, par exemple, se dote de son propre service de relations publiques (Franc, 2021, p. 163). Ses dirigeants espèrent non seulement maîtriser son image, mais aussi s'armer contre « la remise en cause de l'ensemble de notre système économique, l'économie sociale de marché[57] », comme le précise un rapport interne en 1973.

Le grand patronat industriel disposait déjà, depuis 1942, d'un organe de propagande avec la SDES, mais celle-ci pouvait jusqu'alors se contenter de fonctionner « en arrière-plan[58] ». En effet, les années de croissance économique qui avaient suivi celles de guerre et de crise avaient provoqué plutôt un « soulagement » dans l'opinion publique, qui était alors « favorable » ou « neutre[59] » vis-à-vis de l'économie, selon un rapport interne rédigé en 1972 par le directeur de la SDES, Richard Reich[60]. Mais dans ce document déployant la stratégie de la SDES pour les années 1970, il est souligné que ce travail d'arrière-plan a eu pour conséquence d'assimiler l'association – et les organisations patronales en général – à une « force obscure » auprès de « larges pans de la vie publique[61] » dans le sillage des années 1968. Plus inquiétant de son point de vue, l'agitation politique de cette période aurait touché jusqu'au Conseil fédéral lui-même, qui déploie une grande « activité réformatrice[62] ». Celle-ci conduirait l'État à prendre une coloration plus sociale au détriment de la compétitivité économique.

> (…) la compréhension du rôle fondamental d'une économie saine et performante s'estompe de manière inquiétante. Le lien indispensable entre la performance de l'État et la performance de l'économie est minimisé dans de nombreux cercles. La méfiance croissante à l'égard de l'économie, qui se transforme souvent en hostilité ouverte à son égard, en est la conséquence directe[63].

Si les segments dominants de l'économie ne craignent pas encore le grand soir, il est certain que leurs représentants sont préoccupés par ce qu'ils perçoivent comme des victoires d'étapes de la gauche. Face aux « courants gauchistes » qui auraient notamment envahi l'université, Richard Reich considère qu'il est indispensable de

---

[57] AfZ, Vorort-Archiv 1.8.3.2.1. « Information der Öffentlichkeit durch den Vorort. Ein Massnahmenkatalog (Entwurf) » , Rapport interne détaillant le concept d'information de l'organisation, 1973. Cité et traduit in FRANC, *En dialogue avec le monde…, op. cit*., p. 167.
[58] AfZ, Vorort-Archiv 1.1.5.1.1. REICH, Richard. « Die 'Wirtschaftsförderung' in den siebzieger Jahren – ein Konzept », Rapport interne, 29 novembre 1972, p. 1.
[59] *Id*.
[60] *Id*.
[61] *Ibid*., p. 3.
[62] *Ibid*., p. 4.
[63] « (…) schwindet zugleich das Verständnis für die fundamentale Rolle einer gesunden und leistungsfähigen Wirtschaft in beängstigendem Masse. Das unabdingbare Junktim zwischen der Leistungsfähigkeit des Staates und der Leistungsfähigkeit der Wirtschaft wird in weiten Kreisen leichtfertig bagatellisiert. Wachsendes Misstrauen gegenüber der Wirtschaft, das oft in offene Wirtschaftsfeindlichkeit umschlägt, ist der unmittelbare Ausfluss davon. » *Ibid*., p. 5. (Souligné dans l'original.) (t.a.)

créer un « contrepoids intellectuel[64] ». Mais en ces années agitées où l'équilibre des forces paraît tanguer, plusieurs voix patronales appellent les représentants de l'économie à se réinvestir dans l'arène parlementaire pour y défendre l'économie de marché. Ainsi, le président du Vorort Gerhard Winterberger déclare lors d'une réunion du comité directeur de l'organisation patronale en juin 1970 qu'un effort de relations publiques ne suffira pas et que c'est aux entreprises d'encourager l'engagement politique de leurs cadres[65]. Richard Reich, lui, a été élu sous la bannière radicale au Grand Conseil zurichois un an avant la rédaction de ce rapport, en 1971. Le PRD, par ses affinités historiques avec le patronat et son influence, est en effet le vivier naturel de cet engagement, comme je serai encore amenée à l'illustrer.

Bilan de campagne

Assurément, la campagne pour les élections nationales de 1971 s'est déroulée dans un contexte particulier, marqué par une polarisation qui a touché la société civile davantage que la sphère de la politique parlementaire. C'est notamment l'atmosphère inédite de défiance vis-à-vis des milieux économiques parmi la population qui a justifié un virage progressiste, ou plutôt un retour au radicalisme, au niveau du discours public du PRD suisse. Un élément corrobore l'hypothèse qu'il s'agit d'un positionnement contesté à l'interne du parti, au sein d'un champ de forces politiques qui a eu tendance à se décaler sur la gauche sur l'impulsion des mouvements sociaux : suite au scrutin de 1971, les partis gouvernementaux conviennent d'expérimenter pour la première fois un « programme de législature » au niveau de l'Assemblée fédérale, qui constituerait une base commune en vue des quatre années à venir[66]. Si les dirigeant·e·s du PRD se félicitent qu'il soit conforme à ses « Objectifs 71 », ils·elles se sont néanmoins battu·e·s auprès des autres partis pour qu'il ne soit pas le moins du monde contraignant, comme le démontre une discussion lors d'une réunion du comité directeur en janvier 1972[67]. Pourquoi tant de résistance face à un programme qui correspond pourtant à ce que le parti prétend défendre ?

La campagne au vernis progressiste du PRD ne lui aura en tout cas pas trop coûté : les électeurs (et pour la première fois, les électrices) qui se sont rendu·e·s à l'isoloir le 31 octobre 1971 permettent au parti de conserver son nombre de sièges au Conseil national (49). Il y devient même le mieux représenté grâce aux 5 sièges perdus par les socialistes (46), en faveur de l'extrême droite qui fait une entrée remarquée sous la Coupole (+ 11 sièges[68]). Le PDC perd un siège (44), le PAB garde ses positions (21), tandis que la grande gagnante des élections précédentes, l'Alliance des indépendants, perd 3 sièges (13)[69]. Quant au Conseil des États, le statu quo est maintenu au bénéfice du PRD : seuls cinq nouveaux·elles élu·e·s y sont comptabilisé·e·s, dont trois sous la bannière radicale. Mais le comité directeur est

---

[64] *Id*.
[65] AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.20. PV du Vorort du 29 juin 1970.
[66] « Was sind die 'Legislaturziele' wert? », *NZZ* du 27 décembre 1971, p. 13.
[67] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#52*. PV du comité central du PRD du 29 janvier 1972.
[68] Cela comprend le nombre de sièges cumulés qui revient aux deux mouvements xénophobes que sont l'Action nationale (+4 sièges) et le Mouvement républicain, qui comptait déjà un mandat et qui en a désormais 7 (+6 sièges).
[69] « La répartition finale au Conseil national », *Feuille d'avis de Lausanne* du 3 novembre 1971, p. 7.

mitigé face à ce résultat. Certes, le PRD a plutôt « bien résisté aux offensives[70] » selon sa direction dans un PV de réunion, mais il a perdu des parts d'électorat.

Aux prémices de la préparation de la campagne électorale, en août 1970, Leuenberger déclarait lors d'une réunion des secrétaires cantonaux du parti que l'unité devait en être « le postulat le plus important[71] ». Il faut également comprendre cette unité en termes d'uniformité formelle (dénominations, slogans, affiches, logos). À ce titre, la campagne est réussie : les partis cantonaux ont joué le jeu, utilisant pour la première fois comme base un matériel conçu par un publicitaire et fourni par le secrétariat central[72]. Mais bien que les membres du parti ne se soient pas écharpés publiquement, l'unité de surface s'est payée au prix de la cohésion interne. Sans grandes lignes directrices, avec un programme imposé d'en haut déviant des sujets forts du parti et aiguillonnant une opposition à l'interne, les candidat·e·s ont eu tendance à mener des campagnes personnelles et n'ont que peu porté le programme élaboré dans « Objectifs 71 », comme le regrette le comité directeur à la suite des élections[73]. Selon Urs Marti, membre du comité et président de la Jeunesse radicale suisse, le PRD aurait encore une fois été identifié par le public comme représentant du grand capital[74]. À partir de là, on peut supposer que les candidat·e·s ne se sont pas présenté·e·s médiatiquement sur la ligne progressiste élaborée par le parti central. Peut-être parce que celle-ci, à laquelle aurait pu se rallier « n'importe quel socialiste de l'aile droite du parti[75] » selon le *Sonntags-Journal* en 1971, était trop éloignée des positions politiques réellement défendues par la majorité des radicaux ?

1.2. « Liberalismus heute » : un moyen pour remobiliser les troupes

À l'heure du bilan, l'orientation suivie par le parti lors de sa campagne de 1971 donne lieu à un débat nourri au sein du comité central. Une certaine mauvaise humeur est même perceptible du côté des délégué·e·s dont les cantons ont subi les plus lourdes pertes. Lors d'une réunion du comité central du parti en février 1972, Jean-Émile Balmat, un des représentants vaudois, reproche à la ligne du PRD de manquer de clarté, ce qui éloignerait une partie de l'électorat : « Nos sections pensent qu'à force de faire des risettes à la gauche, nous lassons nos électeurs 'conservateurs' (...)[76]. » Président du parti cantonal vaudois, Chevallaz abonde : « Si nous affirmions une certaine personnalité, si nous démontrions fermement notre désir de défendre la démocratie et de soutenir l'autorité, nous pourrions attirer cette masse flottante [*ndlr* : d'électeurs·trices qui ne votent ni pour le Parti socialiste, ni pour l'extrême droite][77]. » En général, le constat du manque de lisibilité politique du PRD est partagé par les membres du comité. Pour le Tessinois Pier Felice Barchi, dans le cadre de la

---

[70] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 13 décembre 1971.
[71] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV de la conférence des secrétaires des partis cantonaux du 28 août 1970.
[72] Le concept a été essentiellement réalisé par Edgar Küng, un publicitaire membre du parti, formé à Lucerne en graphisme et aux États-Unis en marketing et en psychologie motivationnelle Voir KERGOMARD, 2020b, p. 34.
[73] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 13 décembre 1971.
[74] *Id*.
[75] « Die Zielsetzungen 71 im Spiegel der Presse » in *Politische Rundschau* (1971) n°1/19, p. 97.
[76] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#52*.
PV du comité central du PRD du 12 février 1972.
[77] *Id*.

même séance, « notre parti est basé sur le libéralisme, sur le fédéralisme. Pour attirer les jeunes, il faudrait une ligne politique plus précise[78]. » En réponse à ces plaintes, Leuenberger appelle en premier lieu à davantage de centralisation – un processus alors en cours de discussion dans les instances du parti. Selon lui, il faut tâcher d'atteindre une certaine uniformité et simplifier les processus de décision, ce qui permettrait « de plus grandes possibilités en matière de publicité[79] ». Mais pour Barchi, si la centralisation est souhaitable lorsqu'une action rapide est indiquée, la condition préalable doit précisément être « une base idéologique nationale[80] » à laquelle se référer.

Des groupes de travail à la rescousse

C'est dans ce contexte que le comité directeur décide, dès janvier 1972, de « reprendre la situation en main[81] » selon les mots de Leuenberger dans le rapport annuel du parti paru en 1972, sur plusieurs plans. Il met sur pied (ou réactive) quatre groupes de travail, chargés de « se pencher sur les conséquences des élections de 1971[82] », comme il le formule dans une réunion du comité directeur en janvier 1972 : ceux-ci sont dédiés respectivement aux finances du parti, à ses relations avec les médias, à sa structure et à son organisation et, enfin, à son programme de fond (*Programmatik*). Les deux derniers sont considérés comme les chantiers les plus importants.

Le groupe chargé d'établir des recommandations sur la structure et l'organisation doivent répondre aux nombreuses demandes formulées dans les années précédentes appelant notamment à des processus de décision plus démocratiques, ainsi qu'à une meilleure intégration des jeunes et des forces progressistes, en particulier. Néanmoins, cet élan intervient un peu tard, puisqu'une série de groupements issus du PRD se sont formés en réponse à son manque de réactivité : il y a d'abord eu la constitution de la liste « Team 67 » dans le canton d'Argovie, lors des élections de 1967, composée en grande partie d'anciens membres du PRD déçus par le conformisme et le manque d'ambition du parti en termes de réformes institutionnelles[83]. Fin 1971, le canton de St-Gall voit lui aussi éclore un groupe dissident du parti, baptisé « Arbeitsgruppe für liberale Politik », qui lui reproche de manquer « de profil et de direction politiques[84] », selon les sources d'un journaliste de la *NZZ* en janvier 1972, mais aussi son manque de démocratie interne et l'atomisation de ses partis cantonaux, trop hétérogènes. Si l'exposition de ces critiques dans la presse ne ravit pas la direction du PRD, il s'agit de mouvements qui ne pèsent pas bien lourd[85]. Néanmoins, elle craint que cela ne génère une vague de fond, comme le laissent entendre des interventions en séance du comité directeur du

---

[78] *Id*.
[79] *Id*.
[80] *Id*.
[81] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. LEUENBERGER, Hans Rudolf. « Akzente der Parteiarbeit 1971/1972 » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1971/1972*, Rapport annuel, 1972, p. 21. (t.a.)
[82] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 29 janvier 1972.
[83] « Die Nationalratsliste der Aargauer Freisinnigen » , *NZZ* du 6 juillet 1967, p. 18.
[84] « 'Arbeitsgruppe für liberale Politik' in St-Gallen. Kritik an der Freisinnig-demokratischen Partei des Schweiz », *NZZ* du 5 janvier 1972, p. 9. (t.a.)
[85] MOSER-LECHOT, Daniel, « Parti radical-démocratique (PRD) » in DHS, version du 24 janvier 2022. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017378/2022-01-24/, consulté le 4 avril 2022.

parti en février 1972[86]. Effectivement, ces groupes se fondent en partie sur les critiques qu'ont régulièrement adressées au parti le Liberale Studentenverband (la faîtière des associations d'étudiants bourgeoises), ainsi que de nombreuses sections de la Jeunesse radicale suisse, que le PRD a intérêt à maintenir dans son giron. Le comité directeur précise d'ailleurs, par la voix de Henri Schmitt en février 1972, qu'il faut « surtout tenir compte des jeunes membres[87] » dans la réflexion qui anime ce groupe de travail interne au PRD dédié à la structure et à l'organisation.

Mais cet encouragement interne vient soutenir une volonté durable de la direction, souvent défendue par Leuenberger dans les années précédentes, de renforcer la centralisation du parti. Kergomard souligne que ce mouvement, qui s'étend à l'ensemble des partis gouvernementaux, correspond à la pénétration des stratégies publicitaires au sein des campagnes électorales (Kergomard, 2018, p. 126), nécessitant un travail coordonné et uniforme. Mais avant de pouvoir déployer une campagne publicitaire cohérente, il faut des messages derrière lesquels peuvent se rassembler l'ensemble des partis cantonaux. L'intervention de Barchi ci-dessus le démontre : le concept de « libéralisme », auparavant rassembleur parce que mot-valise, ne se suffit plus à lui-même. Jusqu'alors, les diverses incarnations cantonales du parti pouvaient projeter dans ce « libéralisme » partagé ce qu'elles souhaitaient[88]. Mais, au PRD, cette hétérogénéité historique gêne les directions politiques à l'heure où un processus de réidéologisation conduit à adopter des stratégies de profilage.

D'où le projet de « formulation d'une vision de la Suisse libérale pour l'an 2000[89] », pour reprendre la présentation dans le rapport annuel du parti 1970/71 par le groupe de travail qui s'y attelle, baptisé « Leitbild und Programmatik ». Il s'agit en fait d'un projet en friche, qui avait déjà été initié et s'était vu interrompu précocement par l'élaboration des « Objectifs 71 ». Le but qu'il se fixe est de définir le libéralisme défendu par le PRD, afin de proposer un socle idéologique commun et explicite. Celui-ci servira ensuite de base sur laquelle édifier des « thèses radicales » concrètes, soit en premier lieu le programme des élections nationales de 1975.

Pour le PRD, l'effet escompté de ces deux processus de refonte, structurelle et idéologique, consiste en une meilleure cohésion interne, ainsi qu'une perception plus uniforme du parti par l'électorat (au niveau cantonal comme au niveau fédéral). Le PRD, parti omnibus[90] par excellence, s'engage ainsi dans un processus de profilage, qui le conduira de plus en plus, au fil des années, à devenir le « parti de l'économie ».

---

[86] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*.
PV du comité directeur du PRD du 11 février 1972.

[87] *Id*.

[88] Il existe entre ces incarnations de profondes divergences, tant la structure du PRD repose sur une forte autonomie des partis cantonaux. Le parti genevois, d'obédience plutôt radicale et tampon entre libéraux et socialistes, est loin d'être similaire au parti zurichois du PRD, très lié aux milieux d'affaires dominants.
Voir MEUWLY, Olivier (2011). « Radicaux et libéraux à Genève : un mariage ou une fusion ? » in *Le Temps* du 25 mai 2011. En ligne : https://www.letemps.ch/opinions/radicaux-liberaux-geneve-un-mariage-une-fusion, consulté le 9 mai 2022.

[89] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5* « Arbeitsgruppe II/B » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1970/1971*, Rapport annuel, 1971, p. 29. (t.a.).

[90] Ce terme, popularisé par le politologue Moïsseï Ostrogorski au début du XXe siècle, représente le contraire d'un parti « single-issue » , monothématique [OSTROGORSKI, 1903 (1993)].

Un travail programmatique en plusieurs étapes

La première pierre du travail de réflexion qu'initie le PRD est la parution du numéro de janvier 1972 de son organe de presse *Politische Rundschau*, intitulé « Liberalismus im Aufbruch ». Les contributions qu'il contient déploient une orientation plutôt progressiste, mais certains éléments tendent à indiquer que le PRD considère la réaffirmation de son radicalisme comme une façon de maintenir ses acquis – une position illustrée notamment par l'Argovien Rudolf Rohr dans la conclusion de son article : « Un libéralisme qui (...) s'oppose avec courage à tous les privilèges injustifiés résistera aux critiques actuelles[91]. »

En avril 1972, le groupe de travail se met à l'ouvrage, même si sa composition n'est pas encore finale, sous la présidence de Ruedi Schatz[92]. Celui-ci est néanmoins « contraint de démissionner », d'après Henri Schmitt lors d'une réunion du comité directeur en juin 1972, après avoir été élu président du parti cantonal de Saint-Gall[93]. Il est remplacé dans cette fonction par le conseiller national tessinois Pier Felice Barchi, représentant lui aussi d'un certain progressisme au sein du parti.

En octobre 1972, la première mouture d'une « charte libérale » (*liberale Leitbild*) est adoptée par le groupe II/B, qui l'expose au comité directeur le 11 novembre 1972. C'est Kurt Müller, député zurichois et chef de rédaction pour la rubrique Suisse de la *NZZ*, qui l'y présente en tant que membre du groupe de travail et « rédacteur » du document, selon le procès-verbal de la réunion. Il a désormais pour titre « Liberalismus heute » et est approuvé sans discussion par la direction, avant sa mise en consultation auprès des partis cantonaux[94]. Il est ensuite discuté et amendé sur deux jours consécutifs, en juin 1973, par les représentant·e·s des sections.

La charte libérale comme champ de lutte interne

À la fin du mois de septembre 1973[95], « Liberalismus heute » réapparaît à l'ordre du jour du comité directeur. Il est question, non pas de discuter fondamentalement du

---

[91] « Ein Liberalismus, der (...) hinaus allen ungerechtfertigen Privilegien mutig entgegentritt, wird der heutigen Kritik zum Trotz Bestand haben. » ROHR, Rudolf (1972). « Hat der Liberalismus noch eine Zukunft?" in *Politische Rundschau* 1, p. 13. (t.a.)
En outre, on constate ici que c'est le terme « Liberalismus » qui est utilisé, dans lequel s'est fondu le mot « Radikalismus » outre-Sarine. Selon Albert Tanner, rédacteur de l'entrée « Radicalisme » du *DHS*, c'est « le virage du PRD et de la bourgeoisie vers des valeurs de plus en plus libérales-conservatrices [qui] amenèrent les Alémaniques à éliminer progressivement le terme 'radicalisme' de la définition de leur mouvement et de leur programme (...) » On n'observe pas ce mouvement en Suisse romande et dans le Tessin. Ainsi, la version française de « Liberalismus heute » est « Le radicalisme aujourd'hui ».
[92] Rappelons qu'il présidait déjà les travaux du groupe de travail, lorsqu'il était occupé à l'élaboration du programme de 1971.
[93] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 27 juin 1972.
Je ne dispose malheureusement d'aucun document interne au groupe de travail. Ceux-ci permettraient peut-être de mieux expliquer cette démission, qui me paraît reposer sur une justification un peu faible.
[94] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#52*. PV du comité central du PRD du 11 novembre 1972.
[95] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 24 septembre 1973.

contenu du document, mais d'évaluer s'il peut être présenté (et adopté) lors de l'assemblée des délégué·e·s à venir.

S'il ne fait pas l'objet d'un intense débat, il y a néanmoins un représentant cantonal qui propose des modifications pour chacun des chapitres du document. Il s'agit de Fritz Honegger. Ses contributions concernent essentiellement des reformulations et propositions de synonymes : par exemple, sur la question de l'égalité des chances, il suggère qu'on parle de « permettre » (*ermöglichen*) une éducation, plutôt que de « l'offrir » (*bieten*). Ou encore, au lieu de mesures visant à « empêcher » (*verhindern*) la concentration économique, il préfère le mot « entraver » (*beeinträchtigen*). Ce travail sur la forme est moins anodin qu'il n'y paraît, puisqu'il vise à limiter le risque d'une interprétation interventionniste du texte, ce qui s'explique par la position sociale de Honegger. Très bien inséré dans l'économie privée, il est alors directeur de la Chambre de commerce de Zurich, membre de la Chambre de commerce suisse, du conseil d'administration de la *NZZ* et de celui de la banque Elektrowatt, liée au Credit Suisse. Il est du reste élu au Grand Conseil du canton de Zurich depuis 1957 et au Conseil des États depuis 1967[96]. Au nom du parti zurichois, il tend à estimer qu'en toute chose, le PRD doit avoir comme priorité de « rechercher des solutions aussi libérales que possible[97] », comme il le défendait déjà devant le comité central en avril 1968. Il lutte régulièrement contre des mesures qu'il estime protectionnistes et/ou anticonstitutionnelles, c'est-à-dire qui s'opposeraient selon lui à la liberté de commerce et d'industrie (par exemple la loi sur l'imposition du tabac, en 1968), représentant bien en cela l'orientation générale de son parti cantonal. Ses propositions sont toutes acceptées et « Liberalismus heute » fera partie de l'ordre du jour de l'assemblée des délégué·e·s du 3 décembre 1973, si le comité central n'en décide pas autrement.

Celui-ci se réunit une dizaine de jours plus tard et accorde une attention soutenue au texte, avec de nombreuses propositions de modifications. Barchi, président du groupe de travail, rappelle que le document « représente un compromis[98] » et qu'il s'agit d'une base doctrinale sur laquelle devront être élaborées des thèses particulières (par ex. militaires, fiscales, agricoles). Le procès-verbal n'est pas assez précis pour permettre de mieux appréhender la teneur des débats[99], bien qu'on puisse observer qu'ils sont fort nourris, puisque presque chaque participant·e intervient. Le président du parti et de la séance, Henri Schmitt, les rappelle plusieurs fois à l'ordre : le papier est un compromis ! On en déduit que son équilibre est fragile et que Schmitt, au nom du comité directeur, estime souhaitable de ne pas lui apporter un nombre trop important d'amendements. Il finit même par soumettre au vote la clôture de la discussion, mais sa proposition est rejetée par 16 voix contre 7. Certains membres du comité central estiment du reste problématique que « Liberalismus heute » ne soit pas l'unique objet de discussion de l'assemblée des délégué·e·s à venir. Un d'entre eux estime que ce serait « une farce » de renoncer à consacrer une journée entière à cette discussion cruciale et que cela suscitera la critique[100]. La

---

[96] Observatoire des élites suisses (OBELIS) et base de données y relative. En ligne : https://www2.unil.ch/elitessuisses/, consulté le 7 avril 2022.

[97] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#52*. PV du comité central du PRD du 27 avril 1968. (t.a.)

[98] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#52*. PV du comité central du PRD du 3 octobre 1973.

[99] On y lit des choses comme : « Schümperli propose des coupes dans le troisième paragraphe de la 2e thèse, qui sont rejetées. » L'indication est vague et, de surcroît, on ne dispose pas de la version de travail à laquelle les membres du comité directeur du PRD se réfèrent.

[100] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#52*. PV du comité central du PRD du 3 octobre 1973.

proposition est rejetée : Leuenberger le justifie en rappelant que la procédure de consultation a été très large auprès des partis cantonaux.

Un mois plus tard, le 2 novembre 1973, la situation ne paraît pas apaisée au moment de la dernière séance du comité directeur avant l'assemblée des délégué·e·s. Le président, Henri Schmitt, l'introduit en précisant d'office que « Liberalismus heute » « constitu[ant] un travail de deux ans, il n'est donc pas possible de [le] discuter par le détail en assemblée des délégués[101] ». Aurait-il reçu des demandes supplémentaires en ce sens ? En tout cas, ce positionnement suscite la désapprobation de R. Müller, représentant du canton d'Argovie, d'après qui son parti « n'est pas près d'accepter ces thèses. C'est un document très important qui doit par conséquent être examiné très minutieusement. Or, l'assemblée des délégués n'est pas encore en mesure de le faire[102]. » Ainsi, si le projet initial avait été accepté sans discussion par le comité directeur à la fin 1972, on observe un peu plus de réticence après sa mise en consultation auprès des partis cantonaux. Néanmoins, le président du groupe de travail Barchi déclare que « la démocratie a une fin. On ne peut examiner ce document à l'infini. Une assemblée des délégués de plusieurs jours aboutirait à un document sans aucune unité. (...) La proposition R. Muller est donc dangereuse[103]. »

Manifestement, le parti est ennuyé par cette difficile recherche d'unité. En effet, le PRD avait comme ambition, à ses origines, de calquer sa structure sur celle de l'État confédéral, soit un parti central faible constitués de partis cantonaux aussi autonomes que possible. Ceux-ci se sont ainsi construits relativement différemment, selon les forces socio-économiques en présence, dans un contexte où une part très importante de la vie politique se jouait à l'échelon cantonal. Mais si cette pluralité et cette autonomie ont permis au PRD d'agréger un électorat large et de s'adapter efficacement à une variété de circonstances, elles résistent mal aux changements qui ont cours à la charnière des années 1960 et 1970, comme nous l'avons vu précédemment. Tandis que le parti central est à la recherche d'unité et de cohésion, on observe avec « Liberalismus heute », ce qui ressemble à un passage en force du comité directeur (peut-être initié avec les « Objectifs 71 », contestés eux aussi), sans que les partis cantonaux n'aient pu s'approprier sa stratégie.

« Liberalismus heute » : un tiède compromis idéologique

Mais que contient alors « Liberalismus heute », pour susciter tant de discussions sans toutefois déchaîner les passions ? En réalité, rien de bien explosif. Il est divisé en sept courts sous-chapitres (environ 2000 signes chacun), respectivement intitulés la liberté de l'homme, la démocratie et l'état de droit, la liberté et la justice sociale, le

[101] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 2 novembre 1973.
[102] *Id*.
[103] *Id*.

radicalisme et l'économie, la liberté personnelle et l'environnement, la liberté et la responsabilité, le radicalisme et la mutation de la société[104].

Loin d'innover, cette charte réunit et synthétise un ensemble idéel tout à fait familier dans le champ de la pensée libérale, défendant la liberté de l'individu face aux éventuels abus du collectif et de l'État. D'après ses auteurs, l'équilibre d'une société libérale doit reposer sur une possibilité de mobilité sociale et des inégalités modérées. Chaque individu doit être en mesure, s'il travaille en ce sens, d'accéder à la réussite sociale, une réussite qui bénéficie à tou·te·s par effet de ruissellement. Une sécurité sociale doit être garantie, sans affecter « le sentiment de responsabilité » (des bénéficiaires) et « de liberté[105] » (des cotisant·e·s), et à condition que son effet soit limité sur la productivité de l'économie. Celle-ci doit être encouragée par une « politique active[106] » de l'État, en faveur de la liberté des échanges. Il doit aussi empêcher les monopoles et « autres concentrations nuisibles[107] ». Cet équilibre doit être fermement défendu par l'État, aussi bien du danger venu de l'intérieur (celui de groupes qui porteraient atteinte à la démocratie en outrepassant le droit pour se faire entendre, comme les manifestant·e·s des années 1968), que de celui venu de l'extérieur. « Pour répondre à cette exigence[108] », avant de mentionner l'armée, « Liberalismus heute » évoque non seulement la politique étrangère, mais aussi la politique commerciale (on pense ici à la position de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, qui a défendu le maintien de ses relations commerciales avec le Reich en la présentant, notamment, comme une stratégie d'autodéfense). Il n'y a finalement que sur la question de l'environnement que la position radicale s'avère un peu plus ferme : « (...) la protection du milieu naturel doit primer l'accroissement de la production, quelles qu'en soient les conséquences[109]. »

Entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, les préoccupations relatives à l'environnement et à la nocivité d'une croissance incontrôlée concernent de très larges cercles, en Suisse et ailleurs (voir à ce sujet Wyss, 2014; Schmelzer, 2016). Elles se traduisent, par exemple, par la revitalisation du mouvement antinucléaire dès le tout début des années 1970, avec de fortes mobilisations comme les occupations de la centrale de Kaiseraugst, en Argovie. Mais les milieux économiques sont, eux aussi, réceptifs à cette problématique. C'est notamment le livre « The Limits to Growth », aussi appelé « rapport Meadows » du nom de ses auteurs·trices, qui a troublé les consciences. Commandé par le Club de Rome, un *think tank* transnational composé d'industriels et de scientifiques, il est publié en 1972 et modélise différents scénarios environnementaux selon les courbes de croissance. Durant une brève séquence, les pays du Nord prennent conscience de la vulnérabilité de la nature face à l'intensification continue de la production (voir à ce

---

[104] Notons qu'avant de paraître dans la *Politische Rundschau* en mars 1974, c'est dans la *NZZ* qu'on retrouve une version intégrale de « Liberalismus heute » quelques jours seulement après l'assemblée des délégué·e·s tenue le 3 novembre 1973 (« 'Liberalismus heute.' Grundsätze für das Leitbild der Freisinnig-demokratischen Partei der Schweiz », *NZZ* du 9 novembre 1973, p. 27). Précisons encore, tant il paraîtrait incongru qu'une rédaction fasse un tel choix de publication aujourd'hui, qu'il ne s'agit pas d'une page achetée par le PRD, mais bel et bien d'une décision éditoriale propre à la *NZZ*. Cela donne la mesure de l'étroitesse des liens qui l'unissent au PRD. Son rédacteur en chef est alors Fred Luchsinger, membre du PRD comme tous ses prédécesseurs à ce poste depuis 1885 au moins, tandis que presque tous les journalistes de la rédaction sont membres du PRD en 1973.

[105] « Le radicalisme aujourd'hui » (1974) in *Politische* Rundschau n°1/22, p. 165.

[106] *Id*.

[107] *Id*.

[108] *Ibid*., p. 166.

[109] BARCHI, Pier Felice (1974). « Für einen zeitgemässen und modernen Liberalismus! Einführungsreferat zu 'Liberalismus heute' anlässlich der Delegiertenversammlung der FDP am 3. November 1973 in Bern » in *Politische Rundschau* n°1/22, p. 156.

sujet Holiday Nelson, 2015; Schmelzer, 2016). En bref, malgré un message fort (« quelles qu'en soit les conséquences » !), le PRD ne se distingue pas ici non plus et relaie des considérations largement partagées dans la société.

Et en effet, au lendemain de l'assemblée du 3 novembre 1973 ayant conduit à l'adoption de « Liberalismus heute », les observateurs signalent dans la presse que le texte a subi des commentaires véhéments des délégué·e·s, critiquant « son côté trop vague et passe-partout[110] ». Il lui est notamment reproché d'avoir été « notablement (...) transformé[111] », comme le rapporte le journaliste du quotidien vaudois *24heures*. Les partis cantonaux n'ont manifestement été consultés que sur une seule version du document – la première. Cela signifie que les 25 sections ont potentiellement apporté des amendements, des corrections, des commentaires, encore multipliés par ceux du comité directeur et du comité central. Le groupe de travail a finalisé le projet selon cette procédure, dans le but d'en révéler « le plus petit dénominateur commun[112] », comme il le signale dans l'introduction de « Liberalismus heute », puis a soumis à l'assemblée des délégué·e·s une ultime mouture, qui doit sans doute être fort différente de celle que les partis cantonaux ont découverte quelques mois auparavant. Comme l'a répété Henri Schmitt aux membres du comité central en octobre 1973, il s'agit d'un « compromis ». En conséquence, selon les mécontent·e·s, le texte n'a plus de force de proposition et apparaît pour le moins tiède, inapte à porter les ambitions d'une revitalisation de la ligne idéologique du parti en faveur du libéralisme.

Mais plutôt qu'à une profonde polarisation, cela conduit pour l'heure à une certaine indifférence. Rendant compte de l'assemblée, dont la matinée était consacrée aux quatre arrêtés antisurchauffe (soumis à la votation le 2 décembre suivant) et l'après-midi à « Liberalismus heute », le quotidien *Der Bund* ironise :

> Il arriva ce qui devait arriver. En présence de plus de 200 délégués, le parti radical suisse a pris position, samedi matin, sur les arrêtés conjoncturels. Lorsque, en fin d'après-midi, après une laborieuse discussion, il a adopté ses thèses sur le « radicalisme d'aujourd'hui », seul un petit tiers des délégués était encore présent. C'est littéralement au dessert qu'on a servi les principes radicaux. Une grande partie des délégués avait filé à l'anglaise après le plat de résistance qui se composait d'une nourriture solide ordinaire[113].

C'est aussi que les tensions autour de « Liberalismus heute », comme l'indifférence qui lui est opposée, sont alimentées par d'autres divergences. Au sein du PRD, l'année 1973 a en effet été marquée par des divisions, restées relativement étouffées, liées aux différentes mesures conjoncturelles abondamment débattues au parlement. Les représentants de l'économie, particulièrement de ses secteurs qui sont orientés vers le marché domestique, se sont retrouvés en porte-à-faux avec la direction du PRD, qui a fait front derrière ses conseillers fédéraux. Ces débats, qui touchent au cœur de la relation entre l'État et l'économie et affectent donc la formulation d'un idéal libéral, s'intensifieront avec la crise économique.

---

[110] PERRIN, Michel. « Le parti radical s'allie à Berne dans la lutte antisurchauffe » in *24heures* du 5 novembre 1973, p. 7.
[111] *Id*.
[112] « Le radicalisme aujourd'hui » (1974) in *Politische Rundschau* n°1/22, p. 166.
[113] FEITKNECHT, Thomas. « Sans attendre le dessert [extrait]. » Paru initialement dans *Der Bund*, traduit et reproduit in *24heures* du 6 novembre 1973, p. 12.

Chapitre 2 : Le PRD face aux turbulences économiques (1974-1977)

2.1. Une politique conjoncturelle qui révèle des dissensions internes

Le soir du 30 janvier 1974, à l'hôtel Stadthof de Berne, se tient une discrète réunion en marge de la session parlementaire. Le présidium[1] du PRD a sollicité ses membres représentant le patronat des arts et métiers pour une « discussion confidentielle en cercle restreint[2] », comme le formule le carton d'invitation, envoyé à sept conseillers nationaux : Otto Fischer (directeur de l'Union suisse des arts et métiers – USAM[3]), Otto Keller (président de l'Union thurgovienne des arts et métiers et membre du comité de l'USAM[4]), Karl Flubacher (membre du comité central de la Société suisse des entrepreneurs – SSE[5]), Daniel Müller (président de l'Union soleuroise des arts et métiers[6]), Carl Scherrer (membre de la Chambre suisse des arts et métiers et président central de l'Association suisse des maîtres ferblantiers et appareilleurs[7]), Hans Albrecht (membre du comité de l'USAM et de la Chambre suisse des arts et métiers[8]) et Hans Rüegg (président de l'Association patronale suisse de l'industrie des machines – ASM[9]). Le conseiller aux États Hans Munz (secrétaire de l'Union thurgovienne des détaillants[10]) est également convié, ainsi que cinq membres du parti sans mandat électif: Willy Messmer (président central de la SSE[11]), Albert Sigrist (président de l'Union zurichoise des arts et métiers[12]), Hans Frutiger (président du Groupe

---

[1] Organe non statutaire réunissant le président du parti, les vice-présidents (un par région linguistique, à l'exception d'un représentant romanche), le président du groupe parlementaire, les conseillers fédéraux radicaux, ainsi que le secrétaire général du parti. Il s'agit début 1974 de Henri Schmitt (président), Fritz Honegger (vice-président alémanique), Pier Felice Barchi (vice-président tessinois), Yann Richter (vice-président romand), Paul Bürgi (président du groupe parlementaire), les conseillers fédéraux Ernst Brugger (alors président de la Confédération), Georges-André Chevallaz et Nello Celio (qui a néanmoins démissionné du Conseil fédéral au 31 décembre 1973), ainsi que le secrétaire général du parti Hans Rudolf Leuenberger.

[2] « (…) ein vertrauliches Gespräch im engern Kreise (...) ». AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz. J2.322-01#2009/263#60*. Lettre du secrétariat général du PRD à ses membres représentant le patronat des arts et métiers, 9 janvier 1974. (t.a.)

[3] STETTLER, Peter. « Otto Fischer », in DHS, version du 19 novembre 2005. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006291/2005-01-19/, consulté le 25 mars 2022.

[4] SALATHE, André.« Otto Keller », in DHS, version du 09 août 2007. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006408/2007-08-09/, consulté le 25 mars 2022.

[5] BIRKHÄUSER, Kaspar. « Karl Flubacher » in DHS, version du 1er avril 2014. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006292/2014-04-01/, consulté le 25 mars 2022.

[6] WALLNER, Thomas. « Daniel Müller » in DHS, version du 2 février 2009. https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/032546/2009-02-02/, consulté le 14 mars 2022.

[7] WIPF, Matthias. « Carl Eugen Scherrer » in DHS, version du 1er décembre 2010. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006125/2010-12-01/, consulté le 25 mars 2022.

[8] MÜLLER, Peter. « Hans Albrecht » in DHS, version du 17 avril 2001. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006141/2001-04-17/, consulté le 25 mars 2022.

[9] PETER-KUBLI, Susanne. « Hans Rüegg » in DHS, version du 16 novembre 2010. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006563/2010-11-18/, consulté le 25 mars 2022.

[10] SALATHE, André. « Hans Munz » in DHS, version du 5 mars 2014 . En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006439/2014-03-05/, consulté le 25 mars 2022. La date de son appartenance à l'Union thurgovienne des détaillants n'est pas spécifiée.

[11] SALATHE, André. « Willy Messmer » in DHS, version du 27 novembre 2014. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006512/2014-11-27/, consulté le 25 mars 2022.

[12] PETER-KUBLI, Susanne. « Albert Sigrist » in DHS, version du 11 avril 2011. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/005939/2011-04-11/, consulté le 25 mars 2022.

de l'industrie suisse de la construction[13] et membre de la Chambre suisse du commerce[14]), Ernst Gygax (président de l'Union argovienne des arts et métiers[15]) et Hans-Rudolf Christen (dont il n'a pas été possible de déterminer la fonction précise, mais probablement représentant du commerce automobile[16]). En premier lieu, il faut souligner que cette liste donne la mesure de la bonne représentation, au sein du PRD et sous la Coupole, des arts et métiers (« Gewerbe » en allemand), terme qui désigne les professions artisanales, l'hôtellerie/restauration, les transports privés ou encore le commerce de détail, ainsi que les indépendant·e·s; des acteurs économiques dont l'activité est principalement orientée vers le marché intérieur. L'USAM, créée en 1879, est l'influente faîtière de ce segment du patronat. La rencontre que le PRD cherche à organiser vise à échanger à propos de « questions d'intérêt commun au niveau fédéral[17] », d'après la lettre d'invitation. Si cette formulation n'est pas des plus explicites, l'analyse des PV des séances du comité directeur qui précèdent ce rendez-vous permet d'apporter quelques précisions quant à ses enjeux.

L'ordre du jour de la réunion du 10 décembre 1973 comprend notamment un état des lieux de la situation politique de cette fin d'année, introduit par le conseiller fédéral radical en charge de l'Économie publique Ernst Brugger[18]. Bien qu'il se montre inquiet pour l'économie, marquée par les premières turbulences liées à la hausse du prix du pétrole notamment, il se réjouit de l'acceptation en votation populaire, une semaine plus tôt, d'un paquet de mesures conjoncturelles. Baptisé « paquet Celio », du nom de son collègue radical au Conseil fédéral Nello Celio, responsable des Finances et des douanes, il s'agit de cinq mesures visant à atténuer la situation de surchauffe économique, soumises à la population le 3 décembre 1973. La politique conjoncturelle est en effet l'instrument actionné par un État pour stabiliser l'activité économique quand celle-ci se retrouve sous pression, essentiellement dans une situation de surchauffe comme à la fin des années 1960 et au début des années 1970 en Suisse ou, au contraire, de récession (Ayrton, 2002, p. 21).

Mais en mentionnant cette votation, Brugger suscite immédiatement une série d'interventions de membres du comité, qui déplorent le climat qui a entouré le scrutin. Ainsi, le Bernois Peter Schindler « s'inquiète de l'opposition au sein du parti vis-à-vis de l'USAM, en ce qui concerne les articles conjoncturels, le droit foncier ou encore la charte [*ndlr* : « Leitbild », c'est-à-dire « Liberalismus heute »] (...)[19] ». Mais il est corrigé par le président Schmitt : « Ce n'est pas le PRD qui est contre l'USAM, mais l'USAM qui est contre le PRD, comme dans le cas des mesures conjoncturelles[20]. »

S'ils se montrent préoccupés par la position de l'USAM, c'est que l'acceptation du « paquet Celio » en votation est loin d'avoir enterré le débat sur la politique conjoncturelle. En effet, en ce début d'année 1974, les parlementaires s'apprêtent à se prononcer sur un projet d'article constitutionnel, l'art. 31 *quinquies*, dit « article conjoncturel ». Il permettrait au Conseil fédéral, en cas d'urgence (surchauffe ou récession, essentiellement), de restreindre

---

[13] « Gegenwartsfragen der Bauwirtschaft », *NZZ* du 8 juin 1970, p. 14.

[14] OBELIS et base de données y relative. En ligne : https://www2.unil.ch/elitessuisses/, consulté le 7 avril 2022.

[15] « Projekt eines schweizerischen Instituts für Führungsschulung », *NZZ* du 6 mai 1972, p. 13.

[16] « Kommission für die Gesamtverkehrskonzeption », *NZZ* du 17 février 1972, p. 16.

[17] « (...) gemeinsam interessierende Fragen auf Bundesebene (...) » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz. J2.322-01#2009/263#60*. Lettre du secrétariat général du PRD à ses membres représentant le patronat des arts et métiers, 9 janvier 1974. (t.a.)

[18] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 10 décembre 1973.

[19] « Schindler zeigt sich beunruhigt über die Frontstellung in der Partei gegenüber dem Gewerbeverband (SGV), z.B bei den Konjunkturartikeln, beim Bodenrecht (Projektgruppe) oder beim Leitbild (vor allem im Kt. Bern). ». AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 10 décembre 1973. (t.a.)

[20] « Nicht die FDP ist gegen den SGV eingestellt, sondern der SGV gegen die FDP (wie bei den Konjunkturmassnahmen). » *Id*. (t.a.)

la « liberté de commerce et d'industrie » garantie dans la Constitution, par la mise en place de mesures pour agir rapidement sur la situation économique.

Il s'agit alors d'un enjeu d'importance, pour l'ensemble de la vie politique et économique du pays. En effet, cet article, s'il est adopté, inaugurera une « nouvelle ère dans les relations entre l'État et l'économie[21] », selon le bilan du secrétaire du PRD Leuenberger dans le rapport annuel du parti, publié en mars 1974. C'est la raison pour laquelle les débats autour de la politique conjoncturelle agitent tout particulièrement le PRD, qui cherche à se profiler sur les questions économiques tout en peinant à se détacher d'une certaine auto-représentation de garant de la stabilité de l'État, ainsi que nous l'avons vu dans le premier chapitre. D'autant plus que ce sont ses conseillers fédéraux qui portent le projet d'article conjoncturel, en premier lieu Ernst Brugger, en charge de l'Économie, mais aussi Nello Celio, ministre des Finances jusqu'en 1973, remplacé par son collègue de parti vaudois Georges-André Chevallaz.

Mais avant d'examiner ces tensions, il importe de revenir brièvement sur la genèse de cet article constitutionnel dans le débat politique.

Des années 1960 aux années 1970 : une décennie de politique conjoncturelle

Le projet d'article conjoncturel s'inscrit dans une série d'initiatives politiques visant, depuis le milieu des années 1960, à endiguer l'inflation. Les causes de celle-ci, multiples, internationales et complexes, dépassent largement le cadre de ce travail, mais elle est stimulée en Suisse par une situation de haute conjoncture économique. Les trois décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale – les Trente Glorieuses – ont en effet constitué la plus longue phase de croissance économique du XXe siècle à l'échelle mondiale (Halbeisen et Straumann, 2021, p. 1084). Épargnée par la guerre sur le plan matériel, la Suisse tire son épingle du jeu et son PIB par habitant·e égale celui des États-Unis dès la fin des années 1940, avant de le rattraper dans les années 1960 (Halbeisen et Straumann, 2021, p. 1084). Durant cette décennie, elle devance toutes les économies d'Europe de l'Ouest, de Scandinavie et d'Amérique du Nord (Müller et Woitek, 2021, p. 99). Pour reprendre l'image symbolique proposée par le professeur de droit de l'Université de Neuchâtel et conseiller national du Parti libéral Jean-François Aubert, le nombre d'automobiles est multiplié par 12 sur le territoire helvétique entre 1950 et 1975. La population n'a pourtant augmenté « que » d'un tiers (Aubert, 1978, p. 12), mais elle consomme.

Dès le début des années 1960, en Suisse, les experts usent alors de tous les superlatifs pour caractériser la situation économique, perçue avec davantage d'inquiétude que d'enthousiasme : « surchauffe », « surexpansion » ou encore « suremploi » pour évoquer une pénurie de main d'œuvre qui répondrait aujourd'hui à la définition du « plein emploi », à la connotation plutôt positive (Pitteloud, 2019, p. 133). La conjoncture fait alors craindre aux organisations patronales comme syndicales une inflation qui mettrait à mal la compétitivité de l'économie suisse en comparaison internationale, raison pour laquelle une réaction ferme de l'État est presque unanimement reconnue comme nécessaire – bien que l'interprétation des causes et les moyens à mettre en œuvre divergent fortement (pour plus de détails à ce sujet, voir Birchler, 1979). Si l'autorégulation par les milieux économiques est d'abord privilégiée (Pitteloud, 2019, p. 118), comme souvent en Suisse (voir par exemple Mach, 2015; Hürlimann *et al.*, 2016), le Conseil fédéral finit par intervenir en usant d'arrêtés urgents, et donc provisoires, à défaut d'une base légale

[21] « (…) eine neue Ära im Verhältnis zwischen Staat und Wirtschaft (….) AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. LEUENBERGER, Hans Rudolf. « Parteiarbeit 1973/74 » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1973/1974*, Rapport annuel, 1974, p. 13. (t.a.)

adaptée. En effet, les velléités interventionnistes de l'État sont limitées par l'article 31 de la Constitution, qui garantit « la liberté du commerce et de l'industrie[22] ». Ainsi, sans entrer dans les détails, le premier de ces arrêtés, en 1963, vise à diminuer l'immigration, tandis que les deux suivants, en 1964, ont pour but de restreindre le crédit et la construction (Piotet et Loertscher, 1977; Gilg et Hablützel, 1983, p. 200). Satisfaits par le processus de consultation, la majorité des cercles patronaux s'y rallient (Pitteloud, 2019, p. 122) et les arrêtés sont confirmés par votation populaire en février 1965, jusqu'à leur échéance en 1966 et 1967 respectivement (Aubert, 1978, p. 14). En 1968, le Conseil fédéral envisage alors d'agir directement sur la monnaie, en révisant la loi sur la BNS[23]. Il était alors question de l'implémentation d'un « instrumentarium », soit un arsenal de mesures censées combattre l'inflation, notamment la limitation des crédits et l'imposition aux banques de réserves minimales (dont l'effet attendu est de stériliser temporairement des liquidités afin de limiter les investissements). Combattue par les banques commerciales, cette solution a été jugée non conforme à la liberté de commerce et d'industrie par la commission du Conseil national puis les deux Chambres en 1969 (Gilg et Hablützel, 1983, p. 200).

Mais même quand les arrêtés urgents ne sont pas combattus, leurs effets ne sont pas des plus satisfaisants, dans la mesure où ils ne répondent pas aux exigences d'une réelle politique conjoncturelle, qui ambitionnerait d'agir de façon globalisante plutôt qu'à la hâte sur des secteurs très limités. Sur demande du Conseil fédéral, des experts planchent alors dès 1970 sur l'élaboration d'un article conjoncturel. L'art. 31 *quinquies* est mis en consultation auprès des cantons, des organisations économiques et des partis en septembre 1971[24]. Son but, comme évoqué précédemment, est de donner davantage de moyens à la Confédération pour agir sur la conjoncture via la promulgation de lois ordinaires, au lieu d'arrêtés urgents, en inscrivant cette possibilité dans la Constitution (Weissen, 1982, pp. 36-37). Le Conseil fédéral éviterait ainsi de voir ses propositions systématiquement mises en difficulté devant les Chambres puis devant la population[25]. Mais temps politique et temps économique ne s'écoulent pas au même rythme : le processus démocratique suisse est généralement lent[26] et il faudra plusieurs années pour que ce projet d'article aboutisse – s'il aboutit (sur cette temporalité, voir par exemple Poitry, 1989; Sciarini, 2007). Or, la situation est perçue comme pressante par la plupart des acteurs économiques et politiques. En attendant, le Conseil fédéral présente donc aux Chambres des mesures d'urgence supplémentaires, dont l'ambition est à nouveau d'endiguer l'abondance de monnaie et la surchauffe du secteur de la construction. Elles sont adoptées par le parlement en 1971 et confirmées par le peuple en 1972 (Gilg et Hablützel, 1983, p. 200). C'est à la fin de cette même année que le « paquet Celio », plus conséquent, fait son entrée dans les débats parlementaires. Celui-ci est composé de cinq mesures, « réédition élargie » (Gilg et Hablützel, 1983, p. 201) des arrêtés proposés et parfois promulgués au cours des dix années précédentes.

La première touche le domaine du crédit, en reprenant la proposition « d'instrumentarium » qui avait échoué trois ans auparavant. Contrairement à la proposition de 1969, il ne s'agit plus ici d'une révision de la loi, mais d'un arrêté urgent (donc, on le rappelle, temporaire, ce qui tend à augmenter ses chances auprès des parlementaires les moins acquis à l'idée). La seconde proroge le dépôt à l'exportation, voté par le parlement en 1970 mais jamais appliqué jusque-là; il vise à freiner l'industrie

---

[22] « La liberté du commerce et de l'industrie est garantie sur tout le territoire de la Confédération, sous réserve des dispositions restrictives de la constitution et de la législation qui en découle. » Constitution fédérale du 29 mai 1874 (abrogée en 1999). En ligne : https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1/1_1_1/fr, consultée le 31 mars 2022.

[23] « 61e rapport de la Banque nationale suisse 1968 » , Rapport annuel de la Banque Nationale Suisse (BNS) pour l'année 1968, pp. 14-15. Consulté en ligne le 31 mars 2022 : snb.ch

[24] « Article conjoncturel : feu vert à la procédure de consultation » *Feuille d'avis de Lausanne* du 28 septembre 1971, p. 7.

[25] MASMEJAN, Jean-Pierre. « Pas de pouvoir sans contrôle » , *24heures* du 5 décembre 1973, p. 45.

[26] Même si les capitalistes suisses sont capables de réagir très vite lorsque leurs intérêts fondamentaux sont menacés… Merci à Hadrien Buclin de m'avoir rendue attentive à cela.

d'exportation, en stérilisant ses liquidités et donc en limitant ses investissements. Le troisième introduit des changements mineurs en termes de fiscalité des entreprises, tandis que le quatrième durcit l'arrêté sur les constructions de 1971, en freinant fortement la possibilité d'ériger de nouveaux bâtiments. Enfin, le cinquième prévoit une surveillance des prix[27], auxquels les parlementaires ont ajouté durant la phase de délibération une surveillance des salaires et des bénéfices, ce qui constitue la seule modification apportée par le parlement à ce train de mesures du Conseil fédéral[28]. Notons que celle-ci est une victoire pour la droite patronale, puisqu'elle tend à remettre en cause les compensations automatiques du renchérissement (Berger, 2010, p. 64).

Comme tendent à le montrer les débats au parlement entre le 18 et le 20 décembre 1972, la majorité des du libéralisme économique ne perçoivent pas ces mesures comme très menaçantes – du moins, quand ils ne s'en considèrent pas comme les grands perdants (c'est le cas des entrepreneurs de la construction, par exemple). Ainsi, le libéral Louis Guisan, cité par *24heures* le 14 décembre 1972, déclare que « les remèdes sont (…) relativement modestes, et pas très dangereux[29] ». Il manifeste des doutes quant à leur efficacité directe, mais « le geste est plus important que l'acte. Il a une valeur psychologique, il signale à tous l'évidence du mal[30]. » Certain·e·s, comme Louis Guisan, semblent espérer que la simple promulgation de ces mesures générera une discipline redoublée des entreprises, qui limiteront volontairement leurs investissements par exemple, potentiellement à l'encontre de leurs intérêts immédiats. Sans juger de la pertinence d'une telle croyance, notons que personne à l'Assemblée fédérale ne semble prêt·e à soutenir des mesures sévères, si ce n'est, à gauche, les membres du Parti du travail[31]. Le Parti socialiste et les syndicats soutiennent également ces mesures conjoncturelles, à l'exception du contrôle des salaires, dont ils craignent qu'il puisse conduire à leur baisse dans certains cas[32]. La gravité de la situation est pourtant largement reconnue : selon de nombreux acteurs économiques et politiques à droite, il en va de la survie de l'économie de marché et de sa crédibilité. D'après le politiste Robert Ayrton, c'est même la position financière de la Suisse qui est en jeu (Ayrton, 2002, p. 55).

Pour d'autres, comme les représentants des arts et métiers, la politique conjoncturelle ne peut qu'aggraver une situation que l'on doit laisser au marché, qui finira par déployer ses vertus correctrices. Nous reviendrons sur ces antagonismes plus précisément ci-après.

Les parlementaires votent la clause d'urgence le 20 décembre 1972, ce qui conduit à la mise en vigueur immédiate des arrêtés. En raison de leur inconstitutionnalité, quatre d'entre eux doivent être soumis au référendum dans un délai d'un an. Cela donnera lieu dès l'automne 1973 à la campagne à couteaux tirés entre partisan·e·s et opposant·e·s aux mesures conjoncturelles, dont les représentants principaux sont de part et d'autre membres du Parti radical.

Ce bref survol n'a pas pour vocation de faire comprendre en détail les tenants et aboutissants des diverses mesures mises en place[33]. Bien davantage, il s'agit d'inscrire les grands débats des années 1970 portant sur la politique conjoncturelle, et par extension sur le rôle de l'État dans l'économie, dans une séquence économico-politique remontant

---

[27] « Der Inhalt des neuen Konjunkturpaketes. Botschaft des Bundesrates zu den Dringlichen Bundesbeschlüssen », *NZZ* du 7 décembre 1972, p. 21.
[28] PERRIN, Michel. « La surveillance des salaires accompagnera celle des prix » , *24heures* du 20 décembre 1972, p. 7.
[29] PERRIN, Michel. « Unanimité au Conseil des États pour les arrêtés antisurchauffe » , *24heures* du 14 décembre 1972, p. 7.
[30] *Id*.
[31] *Id*.
[32] « 2 décembre : les 'contre' » , *24heures* du 28 novembre 1973, p. 8.
[33] Celui ou celle qui souhaiterait obtenir des précisions sur ces mesures peut se référer aux articles de presse de l'époque. Voir par exemple PERRIN, Michel. « Seconde offensive du Conseil fédéral contre la surchauffe. Du crédit à l'exportation : les six atouts de Berne » , *24heures* du 7 décembre 1972, p. 7; « Der Inhalt des neuen Konjunkturpaketes. Botschaft des Bundesrates zu den Dringlichen Bundesbeschlüssen », *NZZ* du 7 décembre 1972, p. 21.

au milieu des années 1960. Ces discussions tendent à troubler le patronat : d'une part, la politique conjoncturelle consacre le principe de l'interventionnisme de l'État dans l'économie, et d'autre part, elle peut affecter les secteurs économiques de façon très différenciée (on a vu, par exemple, que les arrêtés concernaient particulièrement le secteur de la construction). Les divisions qui traversent la bourgeoisie en sont attisées.

Le PRD comme représentant d'une bourgeoisie divisée

Face à la politique conjoncturelle, le PRD se trouve dans une position délicate pour sa cohésion interne, fait dont sa direction a parfaitement conscience. Au début de l'année 1970 déjà, lors d'une réunion du comité directeur, Henri Schmitt avertissait : « Nous devrons nous occuper de la lutte contre l'inflation, en cherchant surtout à sauvegarder l'unité du parti (…)[34]. » Force est de constater que, quatre ans plus tard, le sujet est plus clivant que jamais au sein des radicaux.

En effet, cette division au sein du patronat, principalement entre celui dont l'activité économique est orientée vers le marché intérieur (les « arts et métiers », représentés en premier lieu par l'USAM) et celui dont les perspectives sont plutôt situées sur le marché extérieur (le « commerce et l'industrie », dont les intérêts sont essentiellement défendus par le Vorort), se reflète au sein du PRD. Cet effet miroir est tout naturel, puisque ces segments sont abondamment représentés au sein du parti. Il ne faudrait néanmoins pas déduire de ces divergences au sujet de la politique conjoncturelle des années 1960 et 1970 que le patronat suisse est durablement clivé et que ces fronts sont une constante de la vie politique helvétique. Ainsi, l'ancien conseiller national Michel Jaccard, directeur du quotidien radical *La Nouvelle revue de Lausanne* et lui-même opposé à l'article conjoncturel, caractérise ainsi les partisans à droite : « des amis d'hier (qui le redeviendront demain, rassurons-nous)[35] ». Le niveau de coordination dont font preuve les milieux dirigeants de l'économie en Suisse sont en effet historiquement remarquables en comparaison internationale et il est rare que leurs divisions atteignent l'espace public (à ce propos, voir notamment Gruner, 1956; Eichenberger et Mach, 2018). Cette situation trahit l'importance de ce conflit pour les milieux dirigeants suisses.

Du côté des arts et métiers, la liste des invités du présidium permet d'évaluer son influence au sein du parti. On y trouve par exemple sept conseillers nationaux, ce qui signifie que près de 15% de la délégation radicale (49 sièges) au Conseil national est composée de membres dirigeants d'organisations patronales, au niveau fédéral ou cantonal, de ce large secteur économique – et c'est sans compter celles et ceux qui y remplissent des fonctions moins visibles et/ou dont les intérêts sont représentés par ces associations sans qu'ils ne fassent partie de leurs exécutifs.

Il vaut néanmoins la peine de nous attarder sur la figure controversée et charismatique d'Otto Fischer, au centre de ces débats. En effet, le Bernois est l'épine dans le pied du PRD, dont il porte la bannière au Conseil national depuis 1967. C'est directement à sa personne que font référence Peter Schindler et Henri Schmitt lors de la réunion du comité directeur du 10 décembre 1973[36] (voir *infra*, p. 40). Entré au secrétariat de l'USAM comme chef de section en 1948, il en est devenu le secrétaire central en 1950, puis le directeur

[34] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 18 janvier 1970.
[35] JACCARD, Michel. «Mettons nos montres à l'heure », *Nouvelle revue de Lausanne* du 25 février 1975, p.1.
[36] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 10 décembre 1973.

en 1963[37]. « Prédécesseur et précurseur de Blocher[38] », selon la nécrologie qui lui sera consacrée par la *NZZ* en 1993, il est l'artisan d'une nouvelle orientation au sein de l'USAM, passée d'une attitude plutôt protectionniste à un libéralisme toujours plus affirmé, qui l'a régulièrement vue en première ligne de la lutte contre l'intervention de l'État dans les arts et métiers, et dans l'économie en général[39]. Populiste et populaire, Otto Fischer n'hésite pas à opposer au peuple une « classe politique » dépensière et inefficace; avec bien souvent comme cible principale son propre parti[40]. Cette posture de franc-tireur et la fonction influente qu'il occupe comme directeur de l'USAM en font une figure redoutée aussi bien par ses adversaires que par sa famille politique.

En amont de la votation du 2 décembre 1973 sur le « paquet Celio », Otto Fischer devient le fer de lance du « non », présidant le « Comité contre les interventions conjoncturelles erronées » (*Komitee gegen verfehlte Konjunktureingriffe*[41]) constitué en octobre 1973. On trouve du reste la trace d'au moins deux comités cantonaux s'opposant aux mesures, à Zurich[42] et en Argovie[43], menés par des radicaux également (Albert Siegrist dans le premier cas, Ernst Gygax dans le second, qui se trouvent eux aussi sur la liste d'invités de la rencontre organisée par le présidium du PRD). Ce qui donne lieu à une situation cocasse, puisque c'est aussi un conseiller national radical que l'on retrouve à la tête du « Comité contre l'inflation » (*Komitee gegen die Teuerung*[44]), qui milite en faveur du « oui » aux mesures conjoncturelles. Il s'agit du Zurichois Hans Rüegg, président de l'Association patronale de l'industrie des machines (ASM), soit un secteur économique largement dépendant de ses exportations. Néanmoins, pour Otto Fischer, l'horizon politique n'est alors pas tant le « paquet Celio » que l'article conjoncturel. Cette première campagne a ainsi permis aux uns et aux autres d'aiguiser leurs couteaux et de mesurer leur force.

Mais si les débats des années précédentes sur la politique conjoncturelle, et en particulier ceux qui viennent alors d'accompagner la campagne du « paquet Celio », entre 1972 et 1973, ont permis aux instances dirigeantes du PRD de prendre la mesure des divisions qui traversent le parti à ce sujet, le fossé ne paraît pas insurmontable. En effet, lors d'une réunion du comité directeur du PRD le 7 février 1974, le président Henri Schmitt annonce à l'assistance que, à la suite de la réunion du présidium avec les représentants des arts et métiers évoquée en introduction de ce chapitre, « ceux-ci (sauf M. Fischer) ont déclaré qu'ils ne combattraient pas le principe de l'article conjoncturel[45] ». Il s'agit de ne pas surinterpréter cette promesse; néanmoins, ces représentants semblent viser un apaisement, momentané du moins, et ne souhaitent pas apparaître comme résolument hostiles à un certain encadrement de l'économie par l'État.

Comment comprendre alors la position d'Otto Fischer ? Quels intérêts défend-t-il à travers cette posture, en tant que directeur de l'USAM, alors que tous les représentants de sections cantonales des arts et métiers semblent prêts à se rallier, sur le papier en tout cas, au principe d'un article conjoncturel ? Je caractérisais précédemment Otto Fischer comme « épine dans le pied » du PRD : à l'image de l'épine, on peut peut-être ajouter celle de l'aiguillon. Par ses positions antagonistes, Fischer s'assure une place dans le débat public

---

[37] STETTLER, Peter. « Otto Fischer » , in *DHS*, version du 19 novembre 2005. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006291/2005-01-19/, consulté le 25 mars 2022.
[38] « Weniger Staat – mehr Freiheit. Zum Tod von alt Nationalrat Otto Fischer », *NZZ* du 26 octobre 1993, p. 22.
[39] Bien entendu, un tel changement ne se produit pas fortuitement et répond à des modifications du rapport de force entre capital et travail, ainsi qu'au sein de la bourgeoisie. Pour approfondir cette problématique, l'histoire de l'USAM reste à faire.
[40] « Weniger Staat – mehr Freiheit. Zum Tod von alt Nationalrat Otto Fischer », *NZZ* du 26 octobre 1993, p. 22.
[41] « Schweizerisches Komitee gegen verfehlte Konjunktureingriffe », *NZZ* du 24 octobre 1973, p. 23.
[42] « Zürcherisches 'Komitee gegen verfehlte Konjunktureingriffe' », *NZZ* du 19 novembre 1973, p. 13
[43] « Für und gegen die Konjunkturbeschlüsse », *NZZ* du 1er novembre 1973, p. 21.
[44] *Id*.
[45] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 7 février 1974.

et vise possiblement à contraindre le PRD à se positionner plus fermement sur la question des limites de l'interventionnisme de l'État, son sujet de prédilection. Du reste, en se permettant les coups d'éclat médiatiques sans se restreindre aux discussions feutrées des coulisses, Otto Fischer place les intérêts des arts et métiers sous le feu des projecteurs, ce qui comble partiellement son déficit de pouvoir face à l'influent Vorort, habitué à des méthodes plus discrètes. En incarnant véritablement « sa » faîtière, il innove aussi sur le plan de la communication politique : durant les nombreuses années passées à sa direction, l'USAM, c'est lui. C'est ainsi qu'il se fait presque menaçant dans la presse, en amont des débats liés à l'article conjoncturel, au début de l'année 1974 : « Il faudra aussi arriver à une plus grande égalité de traitement entre l'économie intérieure et le secteur extérieur si l'on veut éviter que les tensions ne s'accentuent[46]. »

Quant au « secteur extérieur », soit le commerce et l'industrie, plutôt orienté vers l'exportation et représenté par le Vorort, il n'est pas en reste au sein du PRD. On peut estimer que sa direction est historiquement davantage acquise à ce côté du patronat. Au niveau du présidium, il compte de nombreux alliés immédiats, incarnant directement au sein du PRD les intérêts de l'industrie d'exportation. C'est notamment le cas du vice-président Yann Richter, conseiller national neuchâtelois, président du Parti radical neuchâtelois et directeur-adjoint de la Chambre suisse de l'horlogerie[47]. Parmi les figures importantes de ce secteur dans d'autres organes, il faut bien sûr mentionner le directeur de la SDES Richard Reich, membre du comité central du PRD de 1968 au moins[48] à 1978. Mais le plus emblématique est Fritz Honegger, qui accède à la présidence nationale du parti en mai 1974, en remplacement du Genevois Henri Schmitt. Ce dernier, élu en 1968, témoignait d'un compromis entre une aile aux tendances progressistes, proche du radicalisme et l'aile plutôt conservatrice et tentée par le néolibéralisme. En 1968, les mobilisations sociales transnationales donnent l'avantage aux partisans de l'aile radicale, représentée en premier lieu par la Jeunesse radicale, ainsi que par les Romands (et en particulier les Genevois). Cela permettait à cet avocat quadragénaire, ancien président des Jeunes radicaux suisses, d'accéder à la présidence. Son activité en tant qu'avocat d'affaires et son anticommunisme acharné ont pu lui attirer les sympathies de l'aile opposée qui aurait sans doute préféré que vienne le tour d'un Zurichois, après quatre ans de présidence romande.

Avec Fritz Honegger en 1974, c'est chose faite. Son profil, qui le situe résolument du côté des néolibéraux avant l'heure (voir *infra*, p. 35), semble démontrer que le temps n'est plus au compromis entre ces deux ailes, principalement parce qu'il ne s'agit plus là du champ de tension le plus significatif à l'interne, comme je vais tâcher de le démontrer.

L'article conjoncturel débattu à l'Assemblée fédérale

Le 17 janvier 1974, la commission consacrée du Conseil national rend ses conclusions sur l'article conjoncturel. Et « le débat s'annonce vif », comme titre le *24heures* le lendemain. Au Conseil des États, où les discussions ont eu lieu l'année précédente, le projet du Conseil fédéral a été approuvé sans étincelle, à la surprise des observateurs : la question des limites de l'intervention de l'État dans l'économie s'est avérée beaucoup moins explosive

---

[46] FISCHER, Otto. « Les arts et métiers au seuil de 1974 : des perspectives peu réjouissantes » , *Nouvelle revue de Lausanne* du 7 janvier 1974, p. 3.

[47] JEANNIN-JACQUET, Isabelle. « Yann Richter » , in *DHS*, version du 1er mars 2010. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006051/2010-03-01/, consulté le 25 mars 2022.

[48] On ne dispose pas des listes de membres, ni de l'ensemble des PV du comité central. Néanmoins, d'après les statuts du PRD, les présidents de commissions permanentes du parti sont membres du comité central. C'est le cas de Richard Reich, président de la Commission sur la politique de l'État et la politique culturelle (*Ausschuss für Staats- und Kulturpolitik*), qui traite des questions liées aux institutions démocratiques et au fédéralisme, jusqu'en 1978. Les statuts du parti sont reproduits *in* Dietschi, 1979, p. 405.

que prévu. Si des voix s'y sont élevées pour exiger un resserrement des compétences que souhaitait s'arroger le Conseil fédéral, c'est le camp des partisan·e·s d'un champ d'application large qui a prévalu. Les député·e·s aux États restreignent néanmoins le projet du gouvernement sur deux points : le Conseil fédéral souhaitait utiliser le levier des impôts directs et indirects pour influer sur la masse monétaire. Il était alors question non pas de prélever de nouveaux impôts, mais de permettre éventuellement de stériliser une partie des recettes prélevées : c'est-à-dire que l'État fédéral pourrait les augmenter, dans le seul but d'extraire ce montant de la circulation pour un temps, avant de les retourner[49]. Le Conseil des États n'approuve ce principe que sur les impôts indirects (Ayrton, 2002, p. 67). Le projet initial prévoyait également la possibilité de conditionner les subventions fédérales versées aux Cantons à leur discipline budgétaire, accordée aux impératifs de la politique conjoncturelle fédérale. Cette clause punitive est balayée par les conseiller·ère·s d'État, au nom du fédéralisme et de l'autonomie des Cantons[50].

La commission concernée du Conseil national défend, elle, un champ d'application strictement limité aux compétences dites « classiques » de la monnaie et du crédit, des finances publiques et des relations économiques extérieures. Mais c'est encore trop pour un groupe de politiciens conservateurs romands très hostile à toute forme de centralisme, qui dépose un contre-projet sous l'impulsion de Marcel Regamey, président du mouvement nationaliste de la Ligue vaudoise, porté au Conseil national par le Vaudois Edouard Debétaz. Celui-ci prévoit un champ d'application illimité, mais une validation par l'Assemblée fédérale dans les trois mois, puis dans les urnes[51]. La différence avec les arrêtés urgents réside dans le fait que le Conseil fédéral peut les appliquer immédiatement, avec une validation *a posteriori* par les Chambres, mais le contre-projet maintient essentiellement le statu quo. Cette proposition est rejetée par la majorité de la fraction parlementaire radicale, qui lui préfère à une courte majorité une version plus étendue encore que celle issue du Conseil des États[52].

Les radicaux se retrouvent donc profondément divisés avant même l'ouverture de la session de mars. Tandis qu'une partie des radicaux romands défendent leur projet, seul susceptible de garantir le fédéralisme et la démocratie directe à leur sens, la plupart des Alémaniques soutiennent l'article conjoncturel au nom de la liberté du commerce et de l'industrie. En effet, d'après eux, comme le rapporte la *Nouvelle revue de Lausanne* en mars 1974, « la liberté du commerce et de l'industrie n'est pas atteinte, car il s'agit au contraire de permettre au libéralisme économique de subsister[53] ». On voit ici que le libéralisme n'est pas appréhendé comme le cadre idéologique du laissez-faire, puisqu'il ne soutient pas l'idée d'un marché parfaitement libre, laissé à la seule merci de la main invisible chère aux économistes néoclassiques. Au contraire, le marché, s'il est présenté comme absolument nécessaire au bien-être général, se caractérise aussi par sa vulnérabilité à laquelle l'État est appelé à pallier.

À l'issue de la première journée de débat, l'ensemble des porte-parole des groupes parlementaires défendent l'octroi au Conseil fédéral d'un champ d'application large de l'article conjoncturel, à l'exception des socialistes. Ceux-ci craignent en effet la possibilité d'une intervention sur les salaires au détriment des travailleurs·euses, comme le rapporte la presse[54]. Le lendemain, un consensus gauche-droite, favorisé par la division plus ou moins profonde des partis bourgeois, prévoit néanmoins la restriction de la politique

---

[49] COUTAU, Gilbert. «Fiscalité et politique conjoncturelle », *Nouvelle revue de Lausanne* du 6 février 1974, p. 1.
[50] *Id*.
[51] STAUFFER, Pierre-André, «Article conjoncturel: M. Debétaz propose un contre-projet vaudois », *Nouvelle revue de Lausanne* du 23 février 1974, p. 3.
[52] «Freisinnige Fraktion zum Konjunkturartikel », *NZZ* du 24 février 1974, p. 34.
[53] EGGLY, Jacques-Simon. «Une partie de la droite mais aussi les socialistes pour une limitation des compétences fédérales » , *Nouvelle revue de Lausanne* du 6 mars 1974, p. 5.
[54] BERNARD, Jacques. « Des pouvoirs limités pour la Confédération » , *Le Matin* du 7 mars 1974, p. 3.

conjoncturelle du Conseil fédéral à ses domaines classiques, par 90 voix contre 15[55]. Comme le signalait déjà le conseiller fédéral Brugger lors d'une réunion du comité directeur en février, « c'est un gros progrès si l'on inscrit la politique conjoncturelle dans la Constitution[56] ». Dans le camp du PRD, seuls les radicaux vaudois et Otto Fischer s'y sont opposés.

Au vu des divergences avec le Conseil des États, l'heure est aux négociations entre les Chambres. En septembre 1974, elles aboutiront, entre autres, sur un champ d'application certes étendu, mais de façon subsidiaire seulement (Ayrton, 2002, p. 68). Ainsi, cette extension ne sera considérée que dans le cas où les mesures classiques ne suffisent pas. Cette limitation est également le fruit d'un travail de lobbying consciencieux de la part du Vorort, comme le démontre son PV du 26 août 1974. Le directeur de l'organisation patronale Gerhard Winterberger y relate avoir rencontré le président de la commission du Conseil national, le radical uranais Alfred Weber, pour lui « présenter des variantes[57] » (*Varianten vorgelegt*) quant à l'alinéa concernant le champ d'application de la politique conjoncturelle. Précédemment, il avait également rencontré le conseiller fédéral Brugger, pour discuter du même enjeu. Celui-ci, d'après Winterberger, s'était montré « prêt à trouver une solution intermédiaire[58] » entre un champ d'application illimité de la politique conjoncturelle et des mesures circonscrites uniquement aux trois secteurs classiques. Ces rencontres permettent non seulement à Winterberger de défendre le point de vue du patronat qu'il représente, mais aussi de prendre la température au sein de la sphère politique. Weber lui aurait appris que les deux Chambres sont elles aussi soucieuses de trouver une solution intermédiaire (*einer mittlerer Lösung*). Les membres du Vorort sont satisfaits par cette perspective : en effet, si la politique conjoncturelle est considérée comme nécessaire (« L'expérience acquise depuis le début des années soixante montre clairement que les mesures volontaires ne sont pas à la hauteur des forces du marché[59] », déclare Winterberger face au reste du Vorort), elle doit demeurer aussi limitée que possible. Néanmoins, il semblerait que l'aggravation de l'inflation observée depuis le début de l'année, laquelle atteint même un pic autour du mois de septembre 1974, ait pu influencer le Vorort, qui renonce plus volontiers à sa volonté initiale de voir le champ d'application strictement limité. C'est du moins ce que laisse entendre lors de cette même réunion du Vorort son président Etienne Junod :

> Jusqu'à présent, nous avons toujours défendu l'idée que les compétences de la Confédération devaient être réduites aux trois domaines classiques. Nous devons cependant avoir le courage de changer d'avis si nous avons des raisons valables de le faire. La lutte contre l'inflation s'avère, on le voit de plus en plus, une tâche extrêmement difficile[60].

Dans les Chambres, cette solution intermédiaire est vainement combattue par les socialistes, qui refusent toujours que la possibilité de contrôler les salaires à des fins conjoncturelles s'inscrivent dans la Constitution. Mais ce sont les radicaux Otto Fischer et le Zurichois Robert Eibel qui lutteront avec le plus de virulence, pour d'autres raisons. Ce dernier est un publicitaire reconnu, à la tête du bureau de relations publiques Büro Eibel depuis 1947, avec lequel il mène nombre de campagnes commerciales et politiques. Il est également membre du comité du Redressement national, association de la droite

---

[55] PERRIN, Michel. « La limitation par secteurs préférée à celle dans le temps » , *24heures* du 8 mars 1974, p. 3.
[56] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du 7 février 1974.
[57] AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.23. PV du Vorort du 26 août 1974.
[58] «[Er] wollte Hand zu einer mittleren Lösung bieten. » *Id*. (t.a.)
[59] «Die Erfahrung seit anfangs der Sechziger Jahre zeigt deutlich, dass freiwillige Massnahmen gegen die Kräfte des Marktes nicht aufkommen (…) » *Id*. (t.a.)
[60] « Bisher haben wir stets die Auffassung vertreten, die Befugnisse des Bundes seien auf die drei klassischen Gebiete zu beschränken. Indessen müssen wir den Mut zur Meinungsänderung haben, sofern dafür stichhaltige Gründe vorliegen. Die Inflationsbekämpfung erweist sich, dies erkennt man immer deutlicher, als eine überaus schwierige Aufgabe. » *Id*. (t.a.)

bourgeoise, conservatrice et anti-étatiste (à ce sujet, voir Werner, 2000), dont il fut le directeur entre 1938 et 1942. Présenté par le Dictionnaire historique de la Suisse comme un « défenseur ultralibéral de la liberté et de la propriété[61] », il traduit cet engagement politique par la rédaction et la publication de « Trumpf Buur » (« L'Atout », en français, qui paraît pour la 1e fois en mai 1976[62]), une tribune régulière imprimée dans 90 journaux suisses, dont 10 en Suisse romande[63]. Celle-ci est décrite par la *NZZ* comme porteuse d'un « libéralisme pur et dur » (*Erzliberalität*), qui lui vaudra d'être taxée de réactionnaire par les « cercles de gauche[64] » (*linken Kreisen*). Eibel estime lors de la session du Conseil national de septembre 1974 que l'article conjoncturel consacre « l'administration toute-puissante » en pilote de l'économie, « manipulant la liberté de commerce et de l'industrie[65] », ainsi que le rapporte un article de la *NZZ*.

La conjoncture au cœur d'une campagne de votation tendue

Le 8 février 1975, l'assemblée des délégué·e·s du PRD se réunit pour recommander le « oui » à l'article conjoncturel[66], par 123 voix contre 44, en vue de la votation prévue pour le 2 mars suivant. Il était alors défendu par le conseiller fédéral Brugger et le président du parti Honegger, face aux conseillers nationaux Debétaz et Fischer.

Aux sceptiques, les partisans de l'article conjoncturel défendent le fait que ce sont des acteurs radicaux (*freisinniger Köpfe*) de l'économie et de la politique qui l'ont concocté, comme le restitue la *NZZ* du 10 février 1975[67]. Mais justement, s'interroge-t-on : qu'adviendra-t-il si ces instruments tombent entre « de mauvaises mains », c'est-à-dire s'ils ne sont plus manipulés par des défenseurs de l'économie libérale ? Brugger balaie cette crainte : si un jour les conseillers fédéraux ne défendent plus un ordre libéral conforme à l'économie de marché, ce ne sont pas des articles constitutionnels qui formeront un barrage efficace, dans la mesure où cela signifiera qu'un revirement fondamental aura eu lieu dans la population[68]. On perçoit surtout dans cette affirmation de Brugger une grande confiance dans la stabilité des institutions : la possibilité que le sommet de l'État ne soit plus acquis à l'économie libérale semble presque relever de la science-fiction. Cela corrobore l'idée présentée dans le premier chapitre, selon laquelle une partie des membres identifie le PRD à l'État lui-même; ainsi, pour ceux-ci, imaginer un État non libéral s'avère aussi absurde qu'imaginer le Parti radical-démocratique non libéral.

Notons au passage que s'observe également ici l'organisation *top-down* du PRD : en effet, nous sommes en février 1975. La campagne a déjà commencé. Les comités pour et contre se sont déjà constitués. Et pourtant, ce n'est que trois semaines avant le scrutin que l'assemblée des délégué·e·s prend position et donne officiellement sa recommandation de vote.

Le comité unitaire opposé à l'article conjoncturel, baptisé sans ambiguïté Comité suisse contre les interventions permanentes de l'État (*Komitee gegen permanente*

---

[61] STAUFFACHER, Ulrich. « Robert Eibel » in *DHS*, version du 27 août 2004. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006281/2004-08-27/, consulté le 20 avril 2022.
[62] « 'L'Atout' : de quoi s'agit-il ? » , *24heures* du 10 mai 1976, p. 5.
[63] « Le père de 'L'Atout' est décédé » , *L'Impartial* du 29 mai 1986, p. 9.
[64] ROHR, Rudolf. « Zum Hinschied von Robert Eibel », *NZZ* du 27 mai 1986, p. 33.
[65] «Uns bleibt die Zukunftsvision einer allmächtigen Verwaltung, die am Schaltpult der Volkswirtschaft sitzt und die Handels- und Gewerbefreiheit manipuliert (…) », « Differenzbereinigungen im Nationalrat », *NZZ* du 18 septembre 1974. (t.a.)
[66] « Stellungnahme der Parteien zum Konjunkturartikel », *NZZ* du 10 février 1975, p. 9.
[67] *Id*.
[68] «Wenn einmal keine Bundesräte mehr da sein sollten, die eine marktwirtschaftlich-liberale Ordnung halten wollen, dann hätte sich zuvor, stellte Brugger fest, im Volk und im Wahlkörper des Landes bereits Grundlegendes gewandelt, dann vermöchten auch noch so liberale Verfassungsgrundsätze keinen Damm mehr zu bilden. » *Id*. (t.a.)

Staatseingriffe), est fondé le 15 janvier 1975[69]. Il est présidé par Edouard Debétaz. Otto Fischer en fait partie, ainsi que trois autres radicaux. Ceux-ci représentent donc la moitié des 10 membres de ce comité, composés de politiciens UDC, démocrates-chrétiens et d'un membre de l'Alliance des indépendants.

Quant au comité unitaire en faveur de l'article conjoncturel, nommé Comité suisse pour un développement économique équilibré (*Schweizerisches Aktionskomitee für eine ausgeglichene Wirtschaftsentwicklung*), il est constitué le 4 février, sous la présidence d'un démocrate-chrétien et la vice-présidence de la radicale fribourgeoise Liselotte Spreng[70]. Les radicaux y sont également surreprésentés, mais moins fortement.

Aucun de ces comités ne comprend de socialistes et on ne trouve qu'un représentant syndical, le directeur de la Confédération des syndicats chrétiens de Suisse Guido Casetti, plutôt proche de l'aile sociale du PDC[71]. En revanche, leur composition permet d'observer la division des partis bourgeois sur cet objet, puisque le PRD, l'UDC et le PDC, y sont représentés de part et d'autre. Ainsi, même si le PRD ne fait pas figure d'exception à cet égard, c'est bien en son sein que ce clivage est le plus problématique, dans la mesure où il a fait des questions économiques sa spécialité, une orientation que la direction cherche alors à renforcer. Sa désunion sur un sujet aussi important met en jeu sa crédibilité. Du reste, rappelons-le, ce sont précisément ses conseillers fédéraux (Ernst Brugger et Georges-André Chevallaz, respectivement en charge de l'Économie et des Finances) qui sont les incarnations de l'article conjoncturel dans le débat public.

Cette situation ne va pas sans irriter les instances dirigeantes du parti. Dans le cadre d'une réunion du comité directeur, en février 1975, Fritz Honegger mentionne la préoccupation du comité central[72], qui goûte assez peu au fait que des membres du groupe parlementaire non seulement soient à l'origine du comité opposé à l'article conjoncturel, mais s'expriment en ce sens dans le cadre d'émissions télévisées et autres débats radiophoniques. « À la longue », dit Honegger, « le parti ne [peut] pas supporter de telles déchirures[73]. » La radicale zurichoise Martha Ribi propose alors d'écrire « aux deux parlementaires (Fischer, Eibel)[74] » pour leur enjoindre de préciser lors de leurs interventions que leurs positions n'engagent pas leur parti. Quant à Chevallaz, agacé, il relève qu'il existe « deux types d'opposants dans cette campagne : ceux qui défendent leur point de vue et leur concept de manière objective et ceux qui ne manquent pas l'occasion d'attaquer le Conseil fédéral (…) Une telle attitude est difficilement compréhensible et inacceptable[75]. » Edouard Debétaz, lui, n'est jamais mentionné nommément. Il semble davantage susciter la sympathie de la première catégorie décrite par Chevallaz; on peut aussi faire l'hypothèse que son envergure limitée de Romand n'apparaît pas menaçante à l'échelle nationale. Fischer et Eibel, en revanche, entrent manifestement dans la seconde. Leuenberger ajoute à ces inquiétudes le fait qu'un certain nombre de partis cantonaux ont recommandé le non (dont les quatre partis romands) ou la liberté de vote. Chevallaz souligne que « la division du parti est consignée par les [ndlr : autres] partis gouvernementaux[76] ». Alors que se

---

[69] «Aktionskomitee gegen Konjunkturartikel », *NZZ* du 16 janvier 1975, p. 26.
[70] «Aktionskomitee für Konjunkturartikel », *NZZ* du 5 février 1975, p. 17.
[71] GÖLDI, Wolfgang. « Confédération des syndicats chrétiens de Suisse » in *DHS*, version du 11 avril 2012. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016485/2012-04-11/, consulté le 20 avril 2022.
[72] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 20 février 1975.
Concernant les PV du comité central, il n'en existe pas qui soient postérieurs à 1974 dans les archives.
[73] « Dauer könne die Partei derartige Zerreissproben nicht bestehen. » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 20 février 1975. (t.a.)
[74] *Id*.
[75] «Es gibt zwei Arten von Gegnern in der laufenden Abstimmungskampagne: jene, die sachlich ihren Standpunkt und ihr Konzept vertreten, und jene, die keine Gelegenheit verfehlen, den Bundesrat (…) zu attackieren. Eine solche Haltung sei schwer verständlich und nicht akzeptabel. » *Id*. (t.a.)
[76] «Chevallaz weist darauf hin, dass die Spaltung der Partei bei den Regierungsparteien registriert werde. » *Id*. (t.a.)

profilent les élections fédérales de 1975, l'étalage de divisions si profondes face à ses concurrents politiques et à son électorat met en effet le parti dans une position plus délicate que lors de la votation du « paquet Celio » en 1973. D'autant plus que la direction du PRD a des ambitions de reconquête, après le dernier renouvellement de l'Assemblée fédérale en 1971, aux tièdes résultats. Or, ces divergences acérées se situent à l'opposé de ce que la direction du PRD souhaite projeter comme image; soit l'unité derrière le Conseil fédéral sur ce projet dont la conformité à l'ordre libéral ne devrait, de son point de vue, pas être questionné.

Les bourgeois opposés à l'article conjoncturel sont alors dépeints par leurs collègues de droite comme des « paléolibéraux », pour reprendre la formule du radical valaisan Edouard Morand rapportée par le *24heures* en février 1975[77], soit des défenseurs d'un libéralisme dépassé. Ce libéralisme serait celui du pur laissez-faire, hostile à toute intervention de l'État et caractéristique du libéralisme dit « manchestérien » de la fin du XIXe siècle (Dardot et Laval, 2010). En effet, d'après un article de la *NZZ* en 1973, « le mythe de la liberté illimitée du commerce et de l'industrie n'existe de toutes façons plus[78] ». Dans cette même veine, Fritz Honegger défend l'idée, dans le cadre d'un article de la *NZZ* durant la campagne en faveur de l'article conjoncturel en février 1975, que

> l'État a le devoir de délimiter le terrain et de fixer les règles du jeu. Il doit intervenir lorsque les mécanismes du marché ne fonctionnent plus, par exemple en période d'inflation ou de crise économique. Ces dernières années, on s'est rendu compte que les conséquences sociales et économiques de l'inflation ou du chômage causent à long terme bien plus de dommages à l'économie de marché que des mesures de stabilité limitées de la part de l'État[79].

Ce segment du PRD se perçoit comme représentatif d'un nouveau libéralisme, armé pour répondre à la complexification des rapports économiques induits notamment par le libre-échange et le multilatéralisme consolidés durant les Trente Glorieuses. Ainsi, le radical Willy Linder, alors responsable de la rubrique économique de la *NZZ*, défend le « oui » à l'article conjoncturel face à l'assemblée du PRD zurichois le 12 février 1975 en le présentant comme l'instrument d'une « position néolibérale » (*neoliberale Position*), selon la restitution qu'en fait la *NZZ* le lendemain[80]. Ici, il faut également rapporter le préfixe « néo » à un marqueur d'opposition vis-à-vis d'une conception démodée du libéralisme. En effet, d'après lui, une politique de stabilisation va de pair avec l'économie de marché, sans quoi celle-ci est vulnérable, donc menacée[81]. Dans un des nombreux articles que Willy Linder a consacré à l'article conjoncturel pour la *NZZ* dans le cadre de la campagne, il se réfère *ad hominem* à Fischer, dans un long article intitulé « Fischers Furcht vor frischen Fischen » (*La peur de Fischer face aux poissons frais*). Jouant sur le nom d'Otto Fischer (qui signifie « pêcheur » en allemand), Linder présente Fischer et ceux qui partagent sa position comme ayant peur de la nouveauté, de l'innovation que ne saurait représenter leur vision éculée d'une économie libérale déjà « fracassée » (*zerschellen*) par la crise des années 1930.

> Dans le catéchisme libéral de Fischer, l'économie libre signifie manifestement une économie exempte de politique économique. Ce raisonnement n'est

---

[77] «Feu sur les 'paléolibéraux' », *24heures* du 15-16 février 1975, p. 5.

78 « Der Mythos unbeschränkter Handels- und Gewerbefreiheit besteht ohnehin nicht mehr. » «Stumpfere Instrumente », *NZZ* du 16 juin 1973, p. 1. (t.a.)

[79] «Auch in einer freien Marktwirtschaft hat der Staat die Aufgabe, das Spielfeld abzustecken und die Spielregeln festzulegen. Er hat einzugreifen, wenn der Marktmechanismus nicht mehr funktioniert, so zum Beispiel in Zeiten der Inflation oder von Wirtschaftskrisen. In den letzten Jahren hat sich die Erkenntnis durchgesetzt, dass die sozialem und wirtschaftlichen Folgen der Inflation oder der Arbeitslosigkeit der Marktwirtschaft auf die Dauer wesentlich mehr Schaden zu fügen als begrenzte staatliche Stabilitätsmassnahmen. » HONEGGER, Fritz. «Notwendigkeit eines Konjunkturartikels in der Verfassung », *NZZ* du 14 février 1975, p. 33. (t.a.)

[80] «Skeptisches Ja zum Konjunkturartikel », *NZZ* du 13 février 1975, p. 39.

[81] *Id*.

> convaincant que si l'on croit que l'économie de marché est capable de corriger d'elle-même les instabilités. C'était la position des libéraux classiques du siècle dernier et de l'avant-dernier siècle, qui plaçaient les mécanismes d'équilibre de l'économie de marché dans une théorie de l'harmonie : si l'économie de marché est laissée à elle-même, elle cherche et trouve son équilibre à long terme de manière "autonome". C'est sur cette thèse que se fondait la philosophie du laisser-faire, l'idée d'un État veilleur de nuit dont la plus grande vertu est l'absence de politique économique. La thèse de l'harmonie, aussi fascinante qu'elle puisse paraître dans le contexte historique, n'avait cependant qu'un modeste inconvénient, à savoir qu'elle ne s'est pas révélée être un navigateur fiable du développement économique[82].

Le conseiller fédéral Brugger cherche aussi à se démarquer de ce qu'il présente en creux comme un libéralisme du passé : devant l'assemblée des délégué·e·s de février 1975, il évacue la prétendue menace que l'article conjoncturel ferait peser sur la liberté du commerce et de l'industrie, déclarant que le partenariat entre l'économie et l'État représente l'avenir[83].

Et en effet, à en croire les discussions internes du Vorort, c'est bien au nom de ce « partenariat » que l'article conjoncturel est défendu par l'organisation patronale. Ainsi, lors d'une réunion du Vorort en août 1974, le membre du Parti libéral neuchâtelois Gérard Bauer reproche aux « milieux vaudois » opposés à l'article conjoncturel (il faut comprendre ici les partisans, au nom du fédéralisme, du contre-projet de Debétaz) de ne pas réaliser « que le droit d'urgence ne permettrait pas une consultation sérieuse des partenaires sociaux avant l'adoption de mesures conjoncturelles[84] ». Dans une situation économique perçue comme anormale, l'article conjoncturel apparaît donc pour les milieux dominants de l'économie comme la meilleure manière de garder le contrôle sur les mesures mises en œuvre par les autorités politiques. Et si on pouvait éclairer davantage la position des cercles patronaux représentant les arts et métiers à la lumière de cette information ? On peut supposer que ceux-ci redoutent d'être mis en concurrence avec le Vorort dans des consultations liées à la politique conjoncturelle. Les dirigeants du Vorort semblent en effet plus influents dans les hautes sphères de la politique et de l'administration. D'autant plus que l'expérience des arrêtés urgents, qui a notamment vu le Vorort adhérer à des mesures très contraignantes pour le secteur de la construction, tend à démontrer qu'il est prêt à sacrifier cette « liberté du commerce et de l'industrie » si discutée dans des domaines qui ne concernent que marginalement ses intérêts.

Cependant, contrairement au contexte de la votation du « paquet Celio » en 1973, l'évolution de la conjoncture n'est pas très favorable à la dynamique de la campagne, puisque la crise économique mondiale commence à déployer ses effets en Suisse. Face à cette tendance, la communication des partisan·e·s manque d'assurance; c'est bien sur la haute conjoncture, infiniment plus prégnante dans l'actualité d'alors, que l'article consacré avait été fondé et débattu. Les défenseurs de l'article conjoncturel doivent donc sensiblement dévier de l'argumentaire déployé dans les années précédentes et défendre le fait qu'il est tout aussi utile dans le cadre d'une récession. Bien entendu, l'article

---

[82] «Freie Wirtschaft heisst offenbar in Fischers liberalem Katechismus eine von Wirtschaftspolitik freie Wirtschaft. Ueberzeugt diese Begründung? So liesse sich offenbar nur dann argumentieren, wenn der Marktwirtschaft die Fähigkeit zugetraut werden konnte, dass sie aus sich selbst heraus Instabilitäten zu korrigieren vermöchte. Das war die Position der liberalen Klassiker des letzten und des vorletzten Jahrhunderts. Sie betteten die marktwirtschaftlichen Ausgleichsmechanismen in eine Harmonielehre ein; wird die Marktwirtschaft sich selber überlassen, so sucht und findet sie ihr längerfristiges Gleichgewicht «autonom ». Auf diese These stützte sich die Laisser-faire-Philosophie, die Vorstellung vom Nachtwächterstaat, dessen höchste Tugend in der wirtschaftspolitischen Absenz besteht. Die Harmoniethese, so faszinierend sie sich im geschichtlichen Kontext ausnehmen mag, hatte jedoch nur einen bescheidenen Nachteil, dass sie sich nämlich nicht als zuverlässiger Navigator der wirtschaftlichen Entwicklung erwies. » LINDER, Willy. « Fischers Furcht vor frischen Fischen », *NZZ* du 1-2 février 1975, p. 19. (t.a.)

[83] « Bundesrat Brugger erläutert den Konjunkturartikel », *NZZ* du 19 février 1975.

[84] AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.23. PV du Vorort du 26 août 1974.

conjoncturel ne vise pas exclusivement à adoucir les effets d'une situation de surchauffe, mais à agir sur une conjoncture dite « anormale », incluant donc aussi les récessions. Mais l'opinion publique n'est pas familière avec cette perspective, qui a été délaissée dans les années précédentes au profit d'une focalisation des autorités sur la « surchauffe », la « surprospérité » et la « surexpansion ». Les opposants·e· exploitent ce changement qui a pris le monde politique par surprise, arguant qu'on ne saurait mettre en œuvre une politique conjoncturelle efficace sans être capable d'apprécier avec précision les événements en cours et encore moins de les anticiper à court terme[85]. En effet, en août 1974, soit seulement six mois auparavant, le Rapport sur la politique économique extérieur du Conseil fédéral partageait l'évaluation suivante :

> Aucun des indicateurs conjoncturels dont on dispose ne laisse prévoir que le ralentissement de la croissance, qui avait déjà commencé avant l'éclatement de la crise du pétrole, débouchera sur une véritable récession. Au contraire, la conjoncture paraît solide dans la plupart des pays de l'OCDE[86].

Les partisan·e·s alémaniques peuvent néanmoins compter sur la *NZZ* pour relayer leur position; on pourrait même dire qu'elle est martelée. On a vu l'engagement qu'y a mis Willy Linder, par exemple, mais il n'est pas seul. Une recherche dans les archives numériques du journal relève près de 70 articles traitant de l'article conjoncturel entre le 1er février et le 2 mars 1975, soit plus d'un par jour en moyenne, contre moins de 20 dans le *24heures*[87]. Ceux-ci peuvent comprendre la simple mention des mots « Konjunkturartikel » ou « article conjoncturel », sans qu'il ne s'agisse du thème principal. Néanmoins, la disproportion est révélatrice. De plus, et sur le plan qualitatif cette fois, le traitement du sujet est clairement orienté et ce de façon systématique : de nombreuses tribunes sont accordées aux partisans dans les colonnes de la *NZZ*, aucune aux opposants. De même, dans un article rendant compte d'une émission télévisée de grande écoute de la SRF dans les derniers jours de la campagne, le journaliste (dont l'identité n'est pas précisée en signature) cite abondamment les arguments en faveur du « oui » qui sont opposés à Fischer et Eibel sur le plateau, sans restituer leur point de vue. Il est également précisé que le présentateur a rappelé « avec la clarté qui s'impose » que ceux-ci sont en opposition avec leur parti, « sur les listes duquel ils ont été élus[88] »; un rappel à l'ordre de la *NZZ* qui renvoie à leur loyauté partisane, tout à fait conformément au point de vue de la direction du parti elle-même. Si le *24heures* ne peut pas se targuer d'impartialité (« Sans équivoque, nous pensons que le rejet du texte constitutionnel (…) nous ferait entrer dans une ère d'aventures et de secousses économiques, puis politique, d'une redoutable gravité[89] », annonce l'incipit d'un article publié le 19 février 1975), il s'est montré non seulement plus modéré en termes de quantité, mais a aussi ouvert ses pages à plusieurs voix contradictoires.

Néanmoins, le 3 mars 1975, c'est la douche froide pour les partisan·e·s. Si l'article conjoncturel a convaincu la population, il n'a pas passé la rampe des cantons. Fait plutôt rare, c'est bien la clause de la double majorité, exigeant non seulement la majorité des voix mais aussi la majorité des cantons pour les amendements constitutionnels, qui a torpillé le projet. Cela s'est joué à peu de choses : 11 cantons sont dans le camp du « oui », contre 11 dans le camp du « non » (quatre cantons romands et la Suisse centrale). Mais égalité ne vaut pas majorité et l'article est rejeté, malgré 53% de l'électorat en sa faveur. À noter une participation « minable », selon les premiers commentaires dans la presse, de

---

[85] RÖSSEL, Paul. « Les dangers des pleins pouvoirs » , *24heures* du 21 février 1975, p. 7.

[86] Feuille fédérale (FF), « Troisième rapport de politique économique extérieure du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale » , vol. II, n°. 33, 1974, p. 336. Cité in MEISTER, 2013, p. 39.

[87] J'ai utilisé les plateformes https://zeitungsarchiv.nzz.ch/archive et https://scriptorium.bcu-lausanne.ch/browse, en utilisant respectivement les mots-clés « Konjunkturartikel » et « article conjoncturel » .

[88] «Dass Fischer und Eibel mit ihren Positionen auch im Widerspruch zur Freisinnig-demokratischen Partei stehen, auf deren Listen sie gewählt wurden, hat der Diskussionsleiter Matt übrigens mit der angebrachten Deutlichkeit festgehalten. »
«Zickzackkurse », *NZZ* du 27 février 1975, p. 26. (*t.a.*)

[89] « Ce mot-clé : 'conjoncture' » , 24heures du 19 février 1975, p. 3.

28%[90]. Si l'article conjoncturel a fortement mobilisé les politicien·ne·s, ils·elles n'ont pas emporté avec elles·eux la population. Le record négatif de participation, qui échoit au canton de Vaud avec 19%[91], peut indiquer une certaine déroute de l'électorat fidèle à d'autres partis qu'au PRD. Face à la fronde menée par l'influent parti cantonal vis-à-vis de l'ensemble des partis gouvernementaux, il est probable que ces derniers n'aient pas trouvé le moyen d'atteindre leur électorat traditionnel, d'autant plus sur un sujet se caractérisant par sa complexité. Mais ce résultat, qui se traduit aussi bien dans l'échec de l'article conjoncturel que dans le taux d'abstention, est également largement interprété comme une perte de confiance de la population envers les autorités politiques. C'est du moins l'avis général restitué par la presse, mais aussi l'opinion qui se partage à l'interne du Vorort ou du PRD. Cette votation succède en effet à une autre défaite cuisante pour la majorité des radicaux, en décembre 1974, qui avait vu le « paquet financier » de la Confédération sèchement rejeté par les votant·e·s. Celui-ci, porté par le ministre radical des Finances Chevallaz, visait à rétablir le budget de la Confédération, alors déficitaire de près de 800 millions de francs[92], principalement par la recherche de nouvelles recettes. Selon l'Année politique suisse, la révélation de ce trou budgétaire a choqué la population, qui y aurait vu la conséquence d'une gestion imprévoyante[93].

Ainsi, dans la presse, les radicaux soupirent tantôt de lassitude, tantôt de soulagement. À quelques mois des élections fédérales, prévues pour le mois d'octobre 1975, c'est un PRD usé par les divisions qui se lance dans une campagne s'annonçant mouvementée, marquée par une situation économique incertaine.

2.2. 1975 : une campagne électorale sous le signe de la crise économique

Le 23 mai 1975, l'assemblée des délégué·e·s du PRD se réunit à Neuchâtel pour approuver son programme électoral en vue des élections fédérales d'octobre et ainsi lancer officiellement sa campagne sous le regard de la presse. Les membres de l'organe suprême du parti présentent sept priorités pour le futur proche, composant les « Objectifs 75 » (*Zielsetzungen 75*). Les quatre premières ont directement trait à la situation de crise économique dans laquelle est en train de s'enfoncer la Suisse: lutte contre l'inflation et le chômage, prévention des tensions sociales, retour à l'équilibre des finances publiques, économies énergétiques[94]. À ce moment, la préoccupation à l'égard de la situation économique s'est diffusée à l'ensemble de la société.

Pourtant, le décrochage économique en Suisse, initié dès l'automne 1974, ne fait d'abord pas l'objet de fortes inquiétudes. Dans une réunion du Vorort à la fin janvier 1975 encore, son secrétaire Fritz Ebner estimait que « l'on ne s'attend pas à une crise pour 1975 », même s'il est « indéniable que nous sommes face à un affaiblissement manifeste de la conjoncture[95] ». Le patronat a même parfois accueilli favorablement l'élagage des « entreprises improductives » induit par la récession, comme le soulignent Gilg et Hablützel (1983, p. 203). Dans un PV du comité de groupe parlementaire du PRD datant de mai 1975, tandis que Fritz Honegger commence à manifester son inquiétude, le conseiller national Hans Munz ne se déclare « pas si pessimiste » concernant la conjoncture. Selon

---

[90] « L'article conjoncturel n'obtient pas la majorité des cantons » , *Le Matin* du 3 mars 1975, p. 1.
[91] *Id*.
[92] AYRTON, L'impossible politique budgétaire…, op. cit., p. 73.
[93] APS 1974, « Politique économique générale » . En ligne: https://anneepolitique.swiss/APS/fr/APS_1974/APS1974_I_4_a.html, consulté le 4 mai 2022.
[94] «Für Sicherheit und Freiheit », *NZZ* du 24-25 mai 1975, p. 30.
[95] « (…) wenn für das Jahr 1975 auch kaum eine Krise zu erwarten ist, so dürfte doch unbestritten sein, dass wir es mit einer merklichen Abschwächung der Konjunktur zu tun haben. » AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.23. PV du Vorort du 27 janvier 1975.

lui, « il s'agit d'un assainissement de notre économie[96] ». Mais les patrons défendant cette position ne sont alors plus si nombreux. Dans un premier temps, ils se sont certes limités à exiger de l'État la poursuite de la lutte contre l'inflation, ainsi qu'une diminution de la charge fiscale (Gilg et Hablützel, 1983, p. 203). Mais au moment de cette réunion, la majorité s'est déjà ralliée aux appels des branches économiques orientées vers le marché intérieur en faveur d'une politique anticyclique, même s'ils ont à cœur de ne pas manifester leur alarmisme (voir le sous-chapitre suivant « Une crise ? Quelle crise ? »). Les secteurs d'activité orientés vers le marché intérieur ont été les premiers touchés par la récession, notamment dans le domaine de la construction (« la part la plus importante des arts et métiers[97] », selon un texte d'Otto Fischer en 1976). Elles souhaitent alors voir l'État passer commande, ce qui leur gagne parfois quelque sympathie des travailleurs·euses qui espèrent la préservation de leur emploi (Gilg et Hablützel, 1983, pp. 202-203). Le fait que certains acteurs économiques ayant déployé une hostilité virulente pour contrer l'article conjoncturel au nom du libéralisme demandent avec force une intervention de l'État suscite un certain agacement dans le monde politique, relaté par la *NZZ*[98]. C'est notamment le radical Robert Eibel, un des fers de lance de l'opposition à l'article conjoncturel, qui se fera le porte-voix au Conseil national de « mesures (…) démesurées[99] », selon un journaliste du *24heures*, en faveur du secteur de la construction au Conseil national; des propositions sèchement retoquées. Ce retournement peut paraître paradoxal. Otto Fischer, dont on a vu que les positions sur les questions d'intervention économique pouvaient se rapprocher de celles d'Eibel, rationnalise cette apparente contradiction dans un chapitre d'ouvrage en 1976 : d'après lui, l'État doit parfois intervenir, mais cette immixtion doit être hautement contrôlée et on ne saurait donner un blanc-seing au Conseil fédéral en termes de politique conjoncturelle, ce que lui aurait octroyé l'adoption de l'article constitutionnel (Fischer, 1976). On voit ici que ces représentants patronaux ne militent pas pour un État inexistant dans l'économie; au contraire, leurs demandes peuvent être parfois jugées, comme dans le cas d'Eibel, « démesurées ». En revanche, il est attendu de l'État que son activité soit très précisément délimitée, en termes de cible et de temporalité, qu'il fasse l'objet d'un contrôle parlementaire strict et que chacune de ses initiatives soient soumis à consultation auprès des groupes d'intérêt. Pour résumer, il est bel et bien attendu de l'État qu'il agisse, et parfois de façon extensive – mais seulement en fonction des désirs et préférences des représentants patronaux. En réalité, les attentes que les différents groupes patronaux ont vis-à-vis de l'État sont en cela comparables, même si leurs dissensions tendent à être surjouées lorsque ces désirs et préférences divergent. Comme lorsque les uns traitent les autres de « paléolibéraux », laissant supposer que ce qui pose problème est une division idéologique dans la conception même que ces organisations ont du libéralisme, alors qu'il s'agit vraisemblablement bien davantage d'une « simple » contradiction momentanée d'intérêts.

À l'approche du printemps 1975, la préoccupation quant à la situation économique se diffuse plus largement parmi la bourgeoisie; c'est en premier lieu sur le front des tensions sociales qu'elle s'alarme. Les conflits du travail augmentent, d'abord sous la forme de « grèves sauvages », comme on appelle plutôt péjorativement ces grèves qui se déroulent hors du cadre syndical, menées essentiellement par des travailleurs·euses immigré·e·s (Deshusses, 2014, p. 39). Durant la période de récession, le chômage se maintient officiellement à un niveau très bas, d'une part pour des raisons de technique statistique liée en partie à la faible étendue de l'assurance chômage et, d'autre part, parce que les étrangers·ères font office de variables d'ajustement échappant aux chiffres (Tabin et Togni, 2013, p. 150), comme le formule explicitement le conseiller fédéral Brugger au comité directeur du PRD en janvier 1975 déjà : « Les travailleurs étrangers en Suisse constituent

---

[96] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#87* PV du comité du groupe parlementaire du 22 mai 1975.

[97] « Der wichtigste Teil des Gewerbes (…) » (Fischer, 1976, p. 413 – t.a.).

[98] «Hie Staat – hie Wirtschaft? Nach den Konjunkturdebatten in den eidgenössischen Räten », *NZZ* du 21 mars 1975, p. 33.

[99] PERRIN, Michel. «M. Ernst Brugger expose la situation conjoncturelle », *24heures* du 14 mars 1975, p. 7.

un certain 'coussin' qui permet d'exporter un éventuel chômage à l'étranger, même si de telles mesures sont humainement regrettables[100]. » Autrement dit, des dizaines de milliers d'étranger·ères doivent quitter le territoire suisse (Degen, 2021, pp. 965-966). Les femmes suisses sont elles aussi invitées à se retirer du travail salarié durant cette période pour se replier sur la sphère domestique, ce qui constitue une forme de *backlash* suite aux revendications féministes des années 1968 et leur accession au droit de vote et d'éligibilité au niveau national en Suisse en 1971 (Frei, 1988, p. 243).

L'accession d'Ezio Canonica à la présidence de l'USS dès 1973 a probablement pu faire monter la pression au niveau patronal, dans la mesure où il annonce alors vouloir renouer avec une ligne plus combative (Frei, 1988, p. 41), après plusieurs décennies de « paix du travail » respectée avec zèle par les appareils syndicaux. Ainsi, dans le PV du Vorort du 24 février 1975, on observe Heinz Allenspach, directeur de l'Union patronale suisse, craindre une offensive syndicale face aux licenciements qui se multiplient, notamment en vue de manifestations organisées par l'USS le week-end suivant. Cela paraît motiver les membres du Vorort à se montrer plus proactifs, bien qu'ils reconnaissent ne pas avoir de « solutions concrètes » à avancer, ce qui tend à démontrer qu'ils ne s'attendaient guère au potentiel d'une grave crise :

> Il faut prendre en main les questions de politique économique avec les syndicats, afin qu'ils voient que le patronat est prêt à accorder une haute priorité à la sécurité de l'emploi. Pour l'instant, nous n'avons pas de solutions concrètes (…). Mais nous devons les empêcher d'agir de manière dangereuse et donc maintenir d'étroits contacts avec eux[101].

Dès le printemps 1975, l'aggravation de la récession suscite une inquiétude redoublée (en dépit de quelques sursauts d'optimisme isolé comme celui qu'on a observé ci-avant de la part de Munz). À raison, puisqu'il s'avérera qu'en 1975-1976, le PIB réel chute de 7,15%, ce qui représente la perte la plus marquée à l'échelle mondiale (Halbeisen et Straumann, 2021, p. 1113). Quant à la pression inflationniste, elle paraît certes contenue (elle passera, entre 1974 et 1976, de 10% à 2%[102]), mais en ce début de crise marqué par l'imprévisibilité, elle reste alarmante. D'après Halbeisen et Straumann, cette situation singulièrement grave est davantage due à l'impréparation avec laquelle la Suisse est sortie du système de Bretton Woods, en janvier 1973, qu'aux effets du choc pétrolier dont les effets n'ont pas été très importants sur l'activité économique suisse en comparaison internationale (Halbeisen et Straumann, 2021, p. 1113; voir également Müller et Tissot, 2014). En effet, le passage aux taux de change flexible conduit à l'augmentation de la valeur extérieure du franc suisse, ce qui provoque sur la durée une baisse des exportations, ainsi qu'une tendance à la délocalisation (Gilg et Hablützel, 1983, p. 201). Parallèlement, les arrêtés anti-surchauffe dont il a été question dans le chapitre précédent déploient tous leurs effets sur le marché intérieur : on a vu qu'une partie du patronat a pu considérer favorablement le darwinisme économique qui en a résulté, mais dès 1975, il apparaît clairement que les arrêtés ont un effet procyclique, aggravant la crise au lieu de l'atténuer.

Les finances publiques, déficitaires depuis 1971, sont aussi au cœur de l'attention politique. Après l'échec d'un « paquet financier » dans les urnes en décembre 1974, les mesures d'économie et d'augmentation des recettes nécessaires à « assainir » les finances fédérales (pour reprendre la formule bourgeoise) occupent le parlement en ce début d'année 1975. Une deuxième tentative plus modérée, fortement soutenue par le PRD, passe cette fois la

---

[100] « Mit den Fremdarbeitern in der Schweiz ist ein gewisses 'Polster' vorhanden, das erlaubt, etwaige Arbeitslosigkeit ins Ausland zu exportieren, so sehr solche Massnahmen vom menschlichen Standpunkt aus zu bedauern sind. » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 23 janvier 1975. (t.a.)

[101] « Mit den Gewerkschaften zusammen sollte man die wirtschaftspolitischen Fragen an die Hand nehmen, damit sie sehen, dass die Unternehmerschaft bereit ist, der Sicherung der Arbeitsplätze hohe Priorität zu geben. Wir haben im Augenblick weder konkrete Lösungen (…). Wir müssen aber die Gewerkschaften von schädlichen Handlungen abhalten und deshalb mit ihnen enge Kontaktepflegen. » AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.23. PV du Vorort du 24 février 1975. (t.a.)

[102] *Id*.

barre des votations le 8 juin 1975. Lors de cette échéance, quatre des cinq mesures soumises au référendum seront confirmées, prévoyant aussi bien des mesures d'économies que de nouvelles recettes. Mais les Chambres ont pris les devants suite à l'échec de décembre 1974, promulguant des mesures d'économies urgentes atteignant 1,15 milliards de francs suisses lors d'une session extraordinaire en février 1975[103].

Une crise ? Quelle crise ?

Dans un processus qu'Ayrton qualifie de « paradoxal » au vu des mesures d'économies promulguées ou encouragées à la même période (Ayrton, 2002, p. 74), le Conseil fédéral présente aux Chambres, le 30 avril 1975, un premier « programme de relance » (selon l'expression utilisée par Ayrton) qui sera voté en été par les Chambres. Néanmoins, le mot est probablement un peu fort pour évoquer ce programme d'investissement de 1,1 milliard qui concerne des projets de construction, l'extension des conditions de garantie contre les risques à l'exportation et le développement de l'assurance chômage et de programme de réinsertion professionnelle[104]. Il n'en demeure pas moins qu'un tel programme est inédit dans la vie politique et économie suisse contemporaine, ce qui fait dire à l'historien Sébastien Guex que « les cercles dominants », pour la première fois, s'essaient à un « vague keynésianisme» (Guex, 2021, p. 1180). Dans son message, le Conseil fédéral observe une dégradation touchant désormais non seulement les branches économiques actives sur le plan intérieur mais aussi l'industrie d'exportation, dont l'activité est mise à mal par la récession mondiale et la force du franc depuis le dernier trimestre 1974 (Guex, 2021, p. 1180). Mais le discours déployé semble relever d'un exercice d'équilibrisme. D'une part, il y est déclaré que « la situation va encore probablement se détériorer sur le marché du travail[105] ». D'autre part, le Conseil fédéral relativise : « On ne saurait parler d'une crise proprement dite. Les fondements de l'économie suisse sont encore intacts[106]. »

Malgré une récession particulièrement brutale, on voit les autorités politiques s'évertuer, encore très tardivement, à refuser autant que possible de parler d'une *crise*. Le Conseil fédéral se montre même optimiste et invite à examiner la situation sous ses aspects bénéfiques : « (…) les conditions d'une croissance équilibrée et ajustée aux ressources indigènes sont aujourd'hui beaucoup plus favorables que pendant ces dernières années, caractérisées par une activité fiévreuse sur le plan économique et par des distorsions inflationnistes[107]. » La stratégie de communication du Conseil fédéral semble ainsi fortement différer de celle qui se déploie dans d'autres contextes nationaux. L'historien Kristoffer Klammer, évoquant le cas de l'Allemagne de la crise des années 1930 à la pandémie de Covid-19, insiste sur une tendance contraire des dirigeant·e·s politiques, qui verraient un avantage au fait de caractériser de « crise » une séquence politique et/ou économique (Klammer, 2021). Ce faisant, ils·elles confèrent en effet à la situation un statut d'exceptionnalité, qui pourrait contribuer à justifier d'éventuels mauvaises décisions de leur part, puisqu'ils·elles manœuvrent en terrain présenté comme inconnu.

La structure des institutions politiques suisses, basées sur le fédéralisme, la collégialité et le consensus, peuvent expliquer en partie le fait que les autorités suisses (et en particulier le Conseil fédéral) évitent, autant que possible, de parler d'une crise pour évoquer la récession qui suit le choc pétrolier de 1973. Mais une autre hypothèse repose sur le système suisse que d'aucuns ont qualifié de néocorporatiste (voir Katzenstein, 1985), c'est-à-dire qu'il est basé sur une coopération particulièrement étendue entre, d'une part,

---

[103] PERRIN, Michel. « Le bilan d'un marathon budgétaire » , *24heures* des 1-2 février, p. 5.
[104] FF, «Message du Conseil fédéral relatif à des mesures visant à combattre le fléchissement de l'emploi et des revenus » , Message du Conseil fédéral destiné à l'Assemblée fédérale, vol. 1, n°21, 30 avril 1975, pp. 1869-1918.
[105] *Ibid*., p. 1877.
[106] *Ibid*., p. 1878.
[107] *Ibid*., p. 1888.

les autorités politiques et administratives et, d'autre part, les intérêts organisés. En minimisant la gravité de la situation économique, le Conseil fédéral s'engage dans cette coopération, puisqu'il contribue à maintenir la confiance de partenaires commerciaux dans le *Standort Schweiz*, la Suisse en tant que place économique. Il vise peut-être également à apaiser les milliers de travailleurs·euses au chômage en Suisse, ou qui se pensent proches d'y être, afin de prévenir les tensions sociales. Cette attitude est conforme à ce que l'économiste bâlois Walter Steinemann, conseiller national du Parti suisse de la liberté (néolibéral et ultraconservateur) dans les années 1990, déclarera en 1988 : « La tâche de l'État en matière de politique économique est le plus souvent modelée par les structures et les conceptions privées des associations » (cité et traduit in Udry et Marquis, 1996, p. 143).

Du côté de la direction du PRD, on évite également l'usage du mot *crise*. En septembre 1975, à un mois des élections, la direction du PRD s'inquiète du fait que le PS semble davantage profilé sur la question de la récession et de la protection de l'emploi; il s'y serait même « spécialisé[108] » (*spezialisiert*). En effet, la situation économique difficile donne probablement l'opportunité au PS de se replacer dans une posture plus oppositionnelle, après des décennies d'union sacrée derrière la croissance économique (Lang *et al*., 1988, p. 25). Pour le PRD, le terrain est ici moins propice à la mise en avant de son profil politique. Sa direction voit également avec irritation le « pessimisme[109] » diffusé dans les médias par Leo Schürmann, président du PDC, qui prévoyait alors une crise toujours plus profonde et l'explosion du nombre de chômeurs. En effet, pour Honegger, qui s'adresse au comité directeur en septembre 1975, la priorité est ailleurs : « À l'heure actuelle, il est important que la confiance dans notre système économique ne s'effrite pas[110]. » Et cela, bien qu'il reconnaisse dans la phrase suivante que « le point le plus bas de la récession n'est pas encore atteint[111] ». Cette posture est très proche de celle diffusée par le Conseil fédéral dans son message aux Chambres « relatif à des mesures visant à combattre le fléchissement de l'emploi et des revenus », évoqué précédemment. Encore une fois, discours de l'État et discours du PRD paraissent se confondre. Tous ces acteurs se trouvent alors dans une compétition pour la définition de la réalité, base justifiant, voire légitimant, les solutions qu'ils proposent.

1975 : une campagne électorale qui met l'unité des radicaux au défi

C'est dans cette atmosphère que les partis politiques se lancent dans leur campagne électorale. Du côté de la direction du PRD, on paraît s'y engager dans une attitude conforme aux exercices précédents. Face aux membres du comité directeur, Fritz Honegger développe l'analyse suivante au début de l'année 1975: « De manière générale, on constate une perte de confiance entre la population, le parlement et le gouvernement. La tâche du PRD est d'améliorer le climat politique en vue des élections de 1975[112]. » Cette citation contient toute l'ambition – que d'aucuns pourraient qualifier d'arrogante – d'un parti qui persiste à se penser comme garant de la stabilité de l'État. On peut sans doute l'interpréter d'autre part comme la volonté de la direction du PRD de se rassembler, une fois encore, derrière ses conseillers fédéraux dont l'année s'annonce difficile au vu de la

---

[108]AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 22 septembre 1975. (t.a.)

[109] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 22 septembre 1975.

[110] «Wichtig ist im jetzigen Zeitpunkt, dass das Vertrauen in unser Wirtschaftssystem nicht abbröckelt. » *Id*. (t.a.)

[111] «Gemäss Honegger ist der Tiefpunkt der Rezession noch nicht erreicht. » *Id*. (t.a.)

[112] «Ganz allgemein wird ein Vertrauensschwund zwischen Bevölkerung, Parlament und Regierung festgestellt. Aufgabe der FDP ist es, auf die Wahlen 1975 hin das politische Klima zu verbessern. » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 20 février 1975. (t.a.)

situation économique. Cette stratégie correspond probablement au meilleur moyen de limiter les tensions et divisions internes, tout en permettant de se présenter à l'électorat comme un parti loyal et constructif à l'égard du Conseil fédéral, digne de gouverner.

Pour parer à tout problème en vue de la campagne, la direction du PRD a pris soin de rencontrer, ensemble, ses dissidents les plus virulents : non seulement Otto Fischer et Robert Eibel, mais aussi Hans Letsch[113]. Hans Letsch est un conseiller national argovien, ancien secrétaire général du Département fédéral de l'économie publique, passé à l'économie privée en 1970 comme directeur des Zingueries de Zoug (active dans l'électroménager et connue depuis 1988 sous la raison sociale V-Zug)[114]. Grand partisan d'une austérité budgétaire draconienne, il s'est fait remarquer dans les mois qui précèdent par son insatisfaction quant aux mesures d'économie proposées par la Confédération, pas assez prononcées à son goût.

À l'occasion de cette rencontre, vraisemblablement organisée par Fritz Honegger, ils auraient « promis de ne pas agir activement contre les décisions du parti[115] », comme le rapporte le président au comité directeur. Ce trio de conseillers nationaux s'est en effet montré particulièrement désagréable aux yeux de la direction du PRD, qui supporte mal son indiscipline vis-à-vis du groupe parlementaire. Ainsi, tandis que le 28 janvier 1975 le Conseil national débattait des mesures pour réduire le déficit des finances fédérales, comme on l'a vu précédemment, Eibel, soutenu par Letsch, a proposé de réduire le montant des rentes AVS[116], dont l'augmentation avait été actée dès le 1er janvier 1975 en compensation du renchérissement. Devant le Conseil national, il considère que celle-ci avait été « décidée dans une certaine euphorie[117] », comme le rapporte la *NZZ*. Or, lors d'une séance de groupe le jour précédent, sa proposition avait été largement rejetée, par 27 voix contre 6[118]. Le groupe est furieux de cette intervention. Réuni l'après-midi du 28 janvier, le Tessinois Luigi Generali se déclare « très déçu par le comportement de la fraction. (…) Les répercussions politiques d'un tel comportement pourraient être graves[119]. »

Du côté des préparatifs de la campagne, l'ambiance n'est pas non plus au beau fixe au sein des instances du PRD. Rappelons-nous : la charte libérale « Liberalismus heute » était conçue comme la première partie d'un document d'orientation générale du parti. Sa deuxième partie devait présenter des mesures concrètes, à large portée, sur lesquelles pourraient être élaborés les futurs programmes électoraux, dont celui des élections fédérales d'octobre 1975. Les membres du groupe II/B, renommé Leitbild und Programmkommission (LPK) y travaillent depuis le printemps 1974, toujours sous la présidence du Tessinois Pier Felice Barchi.

À la fin de l'année 1974, après des dizaines de réunions de la LPK et des sous-groupes thématiques qui y ont été composés, la commission présente un « livre[120] » de 92 pages dactylographiées, fruit d'un travail éditorial intensif, qui a été encore repris par des

---

[113] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 25 avril 1975.

[114] BRIAN SCHERER, Sarah. « Letsch, Hans » in *DHS*, version du 12 août 2021. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006475/2021-08-12/, consulté le 3 mai 2022.

[115] « (…) hätten sie versprochen, nicht aktiv gegen die Parteibeschlüsse zu wirken. » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 25 avril 1975. (t.a.)

[116] « Breit angelegte Kritik am Sparprogram des Bundesrates », *NZZ* du 29 janvier 1975, p. 19.

[117] « (…) in einer gewisen Euphorie beschlossen wurde. » *Id*.

[118] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#84*. PV du groupe parlementaire du 27 janvier 1975.

[119] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#84*. PV du groupe parlementaire du 28 janvier 1975.

[120] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. « Berichte der Parteiausschüsse und nahestehender Organisationen » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1974/75*, Rapport annuel, 1975, p. 35. (Les guillemets sont issus de l'original.)

« rédacteurs publicitaires » (*Werberedaktoren*)[121]. Quoiqu'il en soit, le résultat soulève – littéralement – un problème de taille, puisque la direction le considère désormais trop volumineux pour une adoption dans des délais jugés raisonnables. Il est en effet prévu que le programme électoral pour la campagne de 1975 en soit issu. Dans ces circonstances, le présidium estime qu'il faut redéfinir les priorités. Il renonce à faire du programme électoral un concentré du programme du parti, ce qui frustre les membres de la LPK, ainsi que le restitue Barchi au comité directeur le 23 janvier 1975[122]. En effet, ce nouveau processus rend le travail qu'ils·elles ont fourni moins signifiant pour la campagne électorale.

La commission « Werbung+Propaganda », composé essentiellement de représentants de la direction, prend le relais. Les membres de la LPK se sentent « ignorés » (*übergangen*[123]), comme le relate le rapport annuel 1974/1975. Face à ce mécontentement, il est convenu d'inviter une délégation de la LPK aux travaux sur le programme électoral, pour permettre d'intégrer certaines des pistes de réflexion qu'ils·elles avaient explorées[124] et probablement pacifier la situation. Une première mouture du programme est déjà débattue par une cinquantaine de délégué·e·s lors du week-end d'étude à venir des 14 et 15 mars 1975. Le titre retenu, et slogan de la campagne, est « Pour la sécurité et la liberté » (*Für Sicherheit und Freiheit*)[125]. Le projet final est adopté à l'occasion du congrès du parti du 23 mai 1975, sans « confrontations » (*Auseinandersetzugen*[126]) à l'exception d'un point sur l'avortement, ainsi que le rapporte la *NZZ*.

Ce processus met en lumière les tendances centralisatrices de la direction du PRD, parfois en contradiction manifeste avec ses statuts. Ainsi, lors d'une réunion du comité directeur en février 1975, en amont du week-end d'études au Gurten, le secrétaire du parti Leuenberger en annonce le déroulement et indique notamment la convocation d'une conférence de presse pour communiquer les lignes principales du programme électoral qui y aura été élaboré[127]. Mais la Zurichoise Martha Ribi soulève un problème : l'assemblée des délégué·e·s, dont la réunion est prévue en mai, ne pourrait-elle pas se sentir ignorée, outrepassée (*übergangen*)[128] elle aussi ? En effet, il apparaîtrait plus conforme à la démocratie interne que les délégué·e·s valident ce programme avant qu'il ne soit diffusé publiquement. D'autant plus que pour des questions de délais, selon Leuenberger, le programme ne fera pas l'objet d'une consultation au sein des partis : le week-end d'études sera la seule occasion pour les sections cantonales, par le biais de leurs délégué·e·s, d'en prendre connaissance. Cet état de fait suscite la désapprobation de quelques membres et il est finalement décidé d'ouvrir une procédure de consultation ordinaire et d'élargir la participation au week-end du Gurten à qui le souhaiterait.

On observe une division, au sein des membres de la direction, entre ceux qui tendent à la centralisation en dépit des statuts (essentiellement le président Honegger et le secrétaire Leuenberger) et celles·ceux qui sont attaché·e·s aux procédures de démocratie interne en vigueur, dont Ribi, par exemple, se fait régulièrement la porte-parole. Il est certes probable

---

[121] *Id*.
On voit au passage le recours à ces publicitaires se généraliser, comme l'a observé Kergomard (2017), puisque le PRD y a même recours pour un tel document, qui reste alors un document de travail sur lequel devront encore se prononcer les représentant·e·s des partis cantonaux. On peut se demander si la direction du PRD estime nécessaire de déployer des stratégies publicitaires envers ses propres délégué·e·s.
[122] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 23 janvier 1975.
[123] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. « Berichte der Parteiausschüsse und nahestehender Organisationen » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1974/75*, Rapport annuel, 1975, p. 35.
[124] *Id*.
[125] *Id*.
[126] «Für Sicherheit und Freiheit », *NZZ* du 24-25 mai 1975, p. 30.
[127] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 20 février 1975.
[128] *Id*.

que la multiplication des objets de discussion politique conduise les dirigeant·e·s des partis gouvernementaux à adopter un rythme plus soutenu, dans des structures qui ne sont plus adaptées à ces nouvelles temporalités. (Les statuts du PRD datent alors de 1929.) Mais on ne peut exclure de ces tendances le rôle joué par l'habitus des individus. En effet, Fritz Honegger a une longue carrière de secrétaire patronal : en 1942, à 25 ans, il était déjà secrétaire de la Chambre suisse d'horlogerie, avant de rejoindre l'Association zurichoise de l'industrie de la soie deux ans plus tard, puis, enfin, en 1961, d'accéder au poste de directeur de la Chambre de commerce de Zurich; une activité qu'il poursuit parallèlement à la présidence du PRD suisse[129]. On peut ainsi supposer que ces deux mandats, très politiques, se superposent et que Honegger tende à diriger le PRD comme il dirige la Chambre de commerce, où il dispose probablement d'une large marge de manœuvre. Hans Rudolf Leuenberger, en tant que secrétaire général depuis 1954 (soit déjà près de 20 ans en 1975), se satisfait volontiers d'un rythme de travail plus fluide; c'est d'ailleurs lui en premier lieu qui milite depuis des années pour une centralisation accrue, qu'il espère voir se refléter dans les nouveaux statuts qui sont alors en cours d'élaboration.

Quant à Martha Ribi, on peut imaginer qu'elle a, en tant que femme active en politique, l'habitude d'être ignorée et outrepassée : membre du PRD depuis 1963[130], elle a été parmi les premières élues fédérales, en 1971. Il ne paraît pas exagéré de supposer que cela puisse avoir une incidence sur ce souci d'intégration. Un souci d'intégration qui ne va néanmoins pas au-delà des limites de la bourgeoisie, dans la mesure où Ribi, comme présidente de la commission interne au PRD traitant de politique sociale, défendra le modèle de lutte contre le chômage consistant au renvoi des travailleurs·euses étranger·ère·s.

En dépit de ces complications dans les préparatifs de campagne, on a vu que le programme n'avait pas suscité de grands débats. D'après un compte-rendu qu'en fait le journaliste de la *NZZ*, il « porte la marque du compromis et de la volonté de tenir compte de tous les intérêts et de toutes les tendances au sein du parti (…)[131] ». En creux, il semble regretter une certaine tiédeur qui a vu plusieurs prises de position reformulées en faveur d'une interprétation permettant plus de souplesse, rendant l'ensemble peu engagé. On a vu néanmoins précédemment que le PRD avait comme thème principal, comme tous ses concurrents, la situation économique, autour de laquelle il déploie la plupart de ses sept priorités (voir *infra*, p. 54).

La direction du PRD conçoit toute une campagne publicitaire à ce sujet, destinée à être insérée dans la presse partout en Suisse. Par exemple, on lit dans l'hebdomadaire romand *L'Illustré* : « En votant la liste radicale, vous pouvez participer à la relance économique. Voici pourquoi[132]. » Le message repose sur l'argument suivant : l'amélioration de la situation économique (la « récession[133] »), dont les causes sont essentiellement externes à la Suisse, dépendent d'une « collaboration étroite entre l'économie privée et les pouvoirs publics[134] ». À ce titre, le PRD se présente à l'électeur·trice comme particulièrement compétent et disposant d'un « atout majeur[135] », dans la mesure où ses candidat·e·s « [entretiennent des] contacts constants (…) avec les milieux économiques et

---

[129] « Honegger, Fritz » . Base de données des Documents diplomatiques suisses (DODIS). En ligne : https://dodis.ch/P26594, consulté le 3 mai 2022.
[130] REDOLFI, Silke. « Martha Ribi » in *DHS*, version du 20 octobre 2010. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006548/2010-10-20/, consulté le 3 mai 2022.
[131] « [Der Program] trug somit den Stempel des Kompromisses und des Bemühens, allen Interessen und Strömungen in der einen breiten pluralistischen Fächer darstellenden Partei gerecht zu werden. » «Freisinnige Stellungnahmen zu Fristenlösung und Kaiseraugst. Programmparteitag der FDPS », *NZZ* du 26 mai 1975, p. 13. (t.a.)
[132] PRD, «En votant la liste radicale vous pouvez participer à la relance économique » , *L'Illustré* du 15 octobre 1975, p. 44.
[133] *Id*.
[134] *Id*.
[135] *Id*.

gouvernementaux[136] ». On a vu qu'en 1971, la direction du PRD avait plutôt eu tendance à se distancier de son image de relais politique des intérêts du capital. Quatre ans plus tard, elle fonde une partie de sa stratégie sur cette proximité, peut-être parce qu'il s'agit d'un argument que le PRD est seul à pouvoir mobiliser dans une campagne où chacun cherche à se profiler sur une thématique imposante – la crise économique – qui occupe tout l'espace public.

Des documents démontrent que le cadrage de la situation économique comme « crise grave » sont volontairement et explicitement tenus à distance du discours de campagne du PRD. Ainsi, dans un document non daté (mais qu'on peut estimer au mois d'août 1975 si l'on se base sur les ordres du jour du comité directeur du PRD), des membres du comité central commentent un rapport sur la récession rédigé par la Commission économique interne. Un membre de la direction, Urs Marti, estime qu'il y a une « contradiction » dans le fait que le document vise à être utilisé durant la campagne, mais qu'il parle néanmoins d'une « crise grave » et qu'il ne se concentre que sur « la création d'emplois et les mesures étatiques[137] ». On observe que certains membres souhaiteraient davantage de mesures concrètes et profilées, mais comme le souligne la *NZZ* dans un article, les partis en général se montrent plutôt frileux à cet égard, dans la mesure où les programmes électoraux seraient davantage susceptibles de générer des pertes que des gains de voix[138].

À moins de trois semaines des élections, le grand meeting politique que le PRD organise le 4 octobre 1975 à Bienne ne déploie guère plus de propositions, malgré l'intitulé de la manifestation, « Resolution zur Wirtschaftslage » (*Résolution quant à la situation économique*). Encore une fois, le discours plaide pour la confiance dans le système économique. Les solutions qui y sont promues consistent très largement à enjoindre le Conseil fédéral à poursuivre des mesures d'ores et déjà mises en œuvre, telles que la lutte contre l'inflation, la promotion des exportations, la relance de la construction, etc. Ainsi, dans son discours introductif relayé par la *NZZ*, Fritz Honegger relève que « certes, des mesures ciblées de politique conjoncturelle prises par l'État et la Banque nationale peuvent donner de fortes impulsions à l'économie. Mais elles ne pourront à la longue ni remplacer les mécanismes de l'économie de marché, ni se substituer aux efforts de l'économie (...)[139] ». Et si Honegger enjoignait ses collègues de parti à ne pas se montrer trop alarmistes sur la récession économique en cours, il s'accorde un peu plus de latitude lorsque son incidence peut être reliée à l'avenir de la politique sociale. Selon lui, les « efforts entrepris par l'économie, les partenaires sociaux et les pouvoirs publics » visent notamment à « préserver les acquis sociaux ». Mais il avertit : « (...) ce dernier objectif ne pourra être atteint que si la politique sociale de l'État adopte un rythme plus calme,

---

[136] *Id*.

[137] «Widerspruch in der Zielsetzung: Einerseits soll das Papier für die Wahlkampagnedienen, anderseits geht es einer "schweren Krise" aus, wobei es einseitig auf Arbeitsbeschaffung und staatliche Massnahmen ausgerichtet ist. » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#59*. «Zusammenfassung der Reaktionen 'Wirtschaftsankurbelung' », s.d. [août 1975]. (t.a.)
Ce document est probablement issu du secrétariat général : les membres du comité directeur ont été consultés par courrier au sujet du rapport du groupe de travail « Wirtschaftsankurbelung » (*Relance économique*), après que le présidium l'ait examiné le 13 août, comme le précise Honegger dans le PV du comité directeur du 23 août. Leurs réponses ont probablement été consignées ensemble sur ce document en vue des discussions en présence du 23 août. Il ne comprend que 5 prises de position, essentiellement au sujet de la forme. Notons encore que nous n'avons pas trouvé ledit rapport dans les archives.

[138] «Auftakt zum Wahlherbst », *NZZ* du 29 mai 1975, p. 27.

[139] « Gewiss können von gezielten konjunkturpolitischen Massnahmen des Staates und der Nationalbank starke belebende Impulse auf die Wirtschaft ausgehen. Sie werden aber auf die Dauer, so betonte Honegger, weder den Mechanismus der freien Marktwirtschaft ersetzen noch an die Stelle der eigenen Anstrengungen der Wirtschaft. » «'Für Sicherheit und Freiheit'. Der Schweizer Freisinn für die Bekämpfung der Rezession », *NZZ* du 6 octobre 1975. (t.a.)

voire un arrêt temporaire de la marche (...)[140] ». En adoptant une attitude relativement rassurante (au contraire du « pessimisme » que déploieraient certains concurrents politiques), la direction du PRD justifie le fait qu'elle n'appelle pas à prendre des mesures plus fermes face à la crise, qui étendraient le champ d'intervention de l'État. Elle prépare néanmoins le terrain à une limitation ciblée, ici à la politique sociale, en présentant cette restriction comme absolument nécessaire (« cet objectif ne pourra être atteint que si… »). On observe ici mieux l'effet induit par les situations de crise, qu'elles soient politiques ou économiques, largement décrit dans la littérature scientifique (voir par ex. Gourevitch, 1986). Lorsqu'elles se prolongent, elles permettent à certains acteurs de rouvrir un champ des possibles qui pouvait paraître verrouillé, par la réactivation du topos de la « crise comme chance » (Ludi et Ruoss, 2018, p. 13). En effet, les élections fédérales de 1971 par exemple, qui se déroulent dans un contexte d'intenses mobilisations progressistes à travers le monde et des divisions internes fort différentes à l'interne du PRD, n'offraient pas un terreau fertile pour un tel appel à la limitation de l'État social. La crise économique ouvre aux partisan·e·s de cet amaigrissement une première fenêtre d'opportunité.

Néanmoins, le 26 octobre 1975, c'est le Parti socialiste qui rafle la mise électorale. Il gagne 9 sièges au Conseil national (pour un total de 55 sièges), et un au Conseil des États (5 sièges), essentiellement au détriment de l'extrême droite et de l'Alliance des indépendants. Il fait ainsi plus que compenser ses pertes de 1971, puisqu'il atteint une force inégalée depuis 1943, année de guerre[141]. Il est possible qu'en cette période difficile, marquée par la préoccupation à l'égard de la conjoncture économique, la combativité redoublée du PS a pu attirer à lui un électorat désabusé par l'Alliance des indépendants et les partis xénophobes. Cette combativité lui a du reste permis de se démarquer dans une lutte électorale que les observateurs ont jugée plutôt tiède[142].

Quant au PRD, il perd 2 sièges au Conseil national, ce qui ramène le nombre de ses mandats à 47. Au Conseil des États, il plafonne à 15 sièges. Néanmoins, sa part d'électorat est en légère augmentation[143]. Les PV des réunions faisant le bilan de ces élections manquent malheureusement dans les archives du PRD. Néanmoins, sa direction ne semble pas s'inquiéter de ces résultats : le succès de la gauche était pronostiqué depuis plusieurs semaine dans la presse et, dans le rapport annuel, le secrétariat général se montre plutôt satisfait par l'augmentation de la part de l'électorat (qui n'atteint néanmoins que +0,56%[144]). Il se félicite également d'être le parti le plus plébiscité par les travailleurs·euses du secteur tertiaire, soit celui qui, « tendanciellement augmente le plus dans la société moderne »[145]. Toutefois, et le PRD ne le relève pas dans les documents consultés à l'inverse des médias, le taux d'abstention est plus élevé que jamais, dépassant pour la première fois les 50% dans des élections fédérales[146].

---

[140] « Die von Wirtschaft, Sozialpartnern und öffentlicher Hand unternommenen, auf eine Wiederbelebung der Wirtschaft abzielenden Bemühungen sind darauf ausgerichtet, drohende Einkommens- und Beschäftigungseinbrüche abzuwehren, die wirtschaftliche Prosperität wiederherzustellen und die in langen Jahren erarbeiteten sozialen Errungenschaften vor Gefährdung und Zerfall zu sichern. (...) Gerade dieses letzte Ziel wird aber nur verwirklicht werden können, wenn in der staatlichen Sozialpolitik ein ruhigeres Marschtempo eingeschlagen und allenfalls sogar ein vorübergehender Marschhalt eingeschaltet wird (...). » *Id*. (t.a.)

[141] « Sozialdemokratische Sitzgewinne in den eidgenössischen Wahlen », *NZZ* du 24 octobre 1975, p. 27.

[142] « Rezessionswahlen im Zeichen der SP », *NZZ* du 29 octobre 1975, p. 1*;* VODOZ, Jean-Marie. «Des vitamines pour nos parlementaires », *24heures* du 29 octobre, p. 9.

[143] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. «Wahlen » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1975/76*, Rapport annuel, 1976, p. 94. (t.a.)

[144] *Ibid*., p. 97

[145] « (…) der in der modernen Gesellschaft tendenziell am meisten zunimmt. » *Id*. (t.a.)

[146] OFS, « Élections au Conseil national: taux de participation 1919-2019 », 2019. En ligne : https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/politique/elections/conseil-national/participation.assetdetail.11048428.html, consulté le 13 mai 2022.

Dans la presse bourgeoise, on s'attend en tout cas à une polarisation accrue de la politique fédérale, avec un groupe socialiste requinqué au sein d'une gauche sociale-démocrate « plus sûre d'elle[147] » (*gestärkem Selbstbewusststein*), face à un bloc bourgeois qui reste solide. C'est d'autant plus vrai, d'après la *NZZ*, que les débats qui attendent les Chambres sont des plus clivants[148].

En effet, les uns et les autres fourbissent leurs armes autour du déficit budgétaire de la Confédération, qui ne cesse de se creuser. Celui-ci est la pierre angulaire de nombreux dossiers brûlants de la politique fédérale : les mesures de lutte contre la récession qui se poursuit, la politique sociale et, de façon plus générale, la limitation de l'intervention de l'État.

Les finances publiques au cœur de la polarisation

En fin d'année 1975, la prévision d'une polarisation intensifiée semble se vérifier avec l'échec d'un programme commun de législature. L'expérience n'aura pas duré. Selon la direction du PRD en décembre 1975, ce sont les « exigences démesurées » (*masslosen Forderungen*)[149] du PS qui justifient cet échec, notamment sur des questions de politique financière et économique.

Dans le rapport annuel 1975/76, le président démissionnaire du groupe parlementaire radical Paul Bürgi confirme que les finances fédérales seront, à l'aube de cette année 1976, « une fois de plus, le problème majeur de la scène politique intérieure[150] ».

Dès le mois de janvier, le Conseil fédéral annonce un deuxième programme d'investissement, qui sera suivi d'un troisième et dernier peu après : on est alors dans le creux de la vague de la récession. Le dilemme auquel font face les dirigeants économiques est pointé, dans un PV du Vorort de janvier 1976, par son président Etienne Junod. Celui-ci remarque qu'il est pour le moins délicat de « demand[er] des dépenses supplémentaires pour stabiliser la conjoncture » d'une part et de « déplorer la situation précaire des finances fédérales » d'autre part, tout en considérant intolérable d'augmenter les impôts[151]. Le directeur Winterberger, reconnaissant ce problème, souligne que certains membres du Vorort s'engagent pour porter une voix complémentaire dans le débat public, qui permette de faire « contrepoids » (*Gegenwicht*)[152]. Ces prises de position visent à complexifier l'interprétation de la position du Vorort, en empêchant qu'il n'apparaisse trop favorable à l'interventionnisme.

Winterberger évoque, pour exemplifier, l'intervention de leur collègue du Vorort et président du conseil d'administration de l'entreprise pharmaceutique Ciba-Geigy Louis von Planta devant la Société zurichoise pour l'économie publique à la fin 1975[153]. Celui-ci y défend la perspective suivante :

---

[147] «Rezessionswahlen im Zeichen der SP » , *NZZ* du 29 octobre 1975, p. 1

[148] *Id*.

[149] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 15 décembre 1975.

[150] « Die Bundesfinanzen werden deshalb in den nächsten Monaten einmal mehr das hervorstechende Problem der innen politischen Szene bilden. » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. « Bericht von Ständerat Dr. Paul Bürgi » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1975/76*, Rapport annuel, 1976, p. 5. (t.a.)

[151] « (...) jedoch, kommen wir in eine Zwickmühle, wenn wir auf der einen Seite konjunkturstabilisierende Mehrausgaben, die über höhere Staatsschulden finanziert werden, verlangen, auf der andern Seite jedoch die prekäre Lage der Bundesfinanzen beklagen. » AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.24. PV du Vorort du 12 janvier 1976. (t.a.)

[152] *Id*.

[153] « Die schweizerische Wirtschaft in der Bewährungsprobe » , *NZZ* du 19 décembre 1975, p. 19.

> « (…) les autorités ont apporté une aide décisive en luttant avec succès contre l'inflation et en développant la garantie des risques à l'exportation. Mais elles pourraient encore apporter une aide précieuse à l'exportation en épargnant à l'économie (…) de nouvelles charges d'où qu'elles viennent. Cela implique de la modération, voire une pause momentanée dans la poursuite du développement de notre législation sociale et de la réserve à l'égard de lancement d'un programme de mesures conjoncturelles coûteux (…) et surtout un examen attentif de leur financement et des charges nouvelles, directes ou indirectes, qui en pourraient résulter pour l'économie[154]. »

Ainsi, les dirigeants du Vorort défendent certes des mesures de politiques conjoncturelles (pour autant qu'elles ne soient pas trop « coûteuses », disent-ils), mais ce soutien doit être réaffirmé comme provisoire et, en dernière analyse, parfaitement compatible avec le capitalisme libéral. Surtout, il doit donner l'opportunité d'exploiter de nouvelles pistes, d'ouvrir de nouveaux horizons politiques. C'est ce qu'initie Von Planta ci-dessus, en évoquant en premier lieu « la modération, voire une pause momentanée dans la poursuite du développement de notre législation sociale ». L'inscription de ce travail dans la longue durée est explicitement formulée par Winterberger : « Il faut éviter que la conscience du citoyen ne se transforme en une conscience où il ne cherche plus qu'un refuge dans l'État. C'est pourquoi la politique bourgeoise doit s'ancrer *pendant des années* dans la conscience des électeurs (...)[155]. » Une priorité du Vorort devient la défense d'une stratégie d'« assainissement » des finances fédérales orientée sur la maîtrise des dépenses plutôt que sur l'extension des recettes.

Dans les années précédentes, on a vu le Vorort, comme le PRD, fustiger la « politique des caisses vides » défendues par certains représentants de l'économie comme Otto Fischer. C'était par exemple le cas durant la campagne en faveur des mesures financières du 8 juin 1975. Les arguments du PRD vaudois se déployaient alors de la façon suivante : « On ne saurait aller plus loin [dans les mesures d'économie] sans risquer de nouvelles tensions économiques et sociales » ou encore « La politique des caisses vides préconisées par d'aucuns ne peut déboucher que sur de nouvelles tensions sociales[156] ». Notons que l'expression n'est alors pas encore utilisée dans le sens de la « politique des déficits », précisément décrite par Sébastien Guex (1998; 2003), consistant à creuser sciemment les finances publiques dans le but de créer un terreau fertile à une contre-réforme économique et sociale. Il s'agissait alors plutôt d'une formule péjorative, servant à désigner ceux qui n'avaient rien de mieux à proposer que des mesures d'économies publiques brutales, considérées comme hasardeuses en termes de conflictualité sociale. Bientôt, ces mêmes voix critiques s'en réclameront[157].

Ce risque de conflits sociaux, estimé très prononcé, faisait alors apparaître cette stratégie comme dangereuse pour l'ordre socio-politique. Mais la période de crise économique semble avoir initié un renversement de cette tendance. En effet, on voit de plus en plus apparaître un discours qui caractérise les soi-disant Trente Glorieuses comme une « phase d'euphorie » (*Phäse der Euphorie*)[158], pour reprendre les mots de Von Planta face à la Société zurichoise de politique publique, durant lequel l'État (et en premier lieu l'État social) s'est étendu au-delà de ce qu'il était capable d'assumer à long terme. Ainsi, si on a vu certains dirigeants économiques se réjouir du fait que la crise économique pouvait

---

[154] « L'économie suisse au défi » , Discours tenu par Louis von Planta devant la Société zurichoise pour l'économie publique le 17 décembre 1975, publié par la SDES en avril 1976, p. 13. Cité in Piotet et Loertscher, 1977, p. 54.

[155] « Zu verhindern gilt,dass sich das Bewusstsein der Bürger in eine Richtung verändert,wo er nur noch die Zuflucht beim Staat sucht. Deshalb muss sich die bürgerliche Politik über Jahre hinaus im Bewusstsein der Wählerverankern (...) » (Je souligne.) AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.24. PV du Vorort du 12 janvier 1976. (t.a.)

[156] ACV, Fonds du Parti radical-démocratique vaudois, PP552/76. Jean-Claude Chappuis (président du PRD vaudois et du Comité pour l'amélioration des finances fédérales), Document sans titre présentant les différents argumentaires à insérer dans la presse romande, [s.d.].

[157] Pour une étude extensive à ce sujet,voir Guex, 1998.

[158] « Die schweizerische Wirtschaft in der Bewährungsprobe » , *NZZ* du 19 décembre 1975, p. 19.

contribuer à « assainir » l'économie en faisant disparaître les entreprises les moins compétitives, ils commencent désormais à réaliser qu'elle peut surtout justifier une restriction de l'activité de l'État, entendue essentiellement comme une restriction de ses dimensions sociales.

Dans un premier temps, cette position est néanmoins un peu plus difficile à défendre du côté du PRD que du Vorort. Le premier doit en effet composer avec une hétérogénéité plus élevée, dont une aile qui persiste à défendre une orientation plus sociale que celle induite par la « politique des caisses vides » suppose. À cela s'ajoute un électorat à ménager. Sa participation à l'Exécutif fédéral, au sein d'un collège qui est alors bien loin d'être acquis à cette ligne, ajoute un obstacle à la diffusion de ces idées.

Ce sont en effet les conseillers fédéraux radicaux, Brugger et Chevallaz, qui manifestent rapidement leur agacement face aux du moins d'État.

Lors d'une réunion avec le comité directeur du PRD à la fin avril 1976, Chevallaz informe ce dernier que le gouvernement fédéral cherche des solutions pour combler le déficit budgétaire. En effet, ce déficit favorise l'argumentaire du PS, initiant d'un « impôt sur la richesse » qui est alors sur le point d'être discuté aux Chambres. Le gouvernement espère voir cette initiative retirée.

Les solutions que le Conseil fédéral oppose aux initiant·e·s consistent essentiellement en de nouvelles sources de financement. Et Chevallaz est irrité par le fait que de nombreuses voix à droite lui reprochent de ne pas défendre plutôt des mesures d'économies : « 'La Confédération doit faire plus d'économies' », dit-il. « C'est une belle exigence, mais si on pose la question : 'où économiser ?', un grand silence s'installe[159]. » D'après lui, certains membres du parti peignent le diable sur la muraille, tout comme « un petit homme du Vorort » qu'il considère désormais comme « persona non grata en raison de ses arguments frôlant l'indécence[160] ». S'il est difficile d'identifier ce « petit homme », ce rare mouvement d'humeur transcrit au PV témoigne néanmoins d'un agacement certain. Mais le conseiller fédéral tâche également de convaincre ses collègues que l'état des finances fédérales n'est pas si alarmant, alors qu'il a inlassablement œuvré à démontrer le contraire à la population, via de nombreuses interventions médiatiques, durant les deux années précédentes. Vraisemblablement, sa priorité est alors de limiter l'adhésion des membres du parti – et en premier lieu de la direction – à un « moins d'État » qui confine à la politique des caisses vides.

Le conseiller fédéral Brugger, lui aussi, essaie de parer les coups assénés à l'État qu'il représente, notamment à l'occasion du Congrès des arts et métiers en avril 1976, à Interlaken. Le conseiller national PAB et président de l'USAM Rudolf Etter, ainsi que Hans Letsch y ont discouru, notamment pour déplorer la politique fiscale peu conciliante de l'État à l'égard de l'économie (« nicht wirtschaftsfreundlich[161] ») et ses dépenses trop élevées.

Face à ces prérogatives, Brugger, cité dans un livre du journaliste Hans Tschäni, n'hésitera pas à se montrer piquant: « Vos propres exigences envers l'État ne sont pas particulièrement modestes. Beaucoup de vos branches nous demandent un effort accru pour stimuler la conjoncture, d'autres des mesures plus énergiques en faveur de l'exportation, d'autres encore voudraient voir s'accroitre le protectionnisme aux frontières. Enfin, bon nombre d'entre vous exigent une aide de l'État pour surmonter les difficultés structurelles et pour couvrir les conséquences sociales de la récession » (cité in Tschäni, 1984, p. 39)

D'après le politiste Georges Piotet, cette offensive pour un resserrement de l'activité de l'État est à rapporter en premier lieu à la concurrence internationale accrue à laquelle sont

---

[159] « Der Bund müsse mehr sparen. Das ist eine schöne Forderung, aber wenn man die Frage stelle: wo sparen ?, dann trete das grosse Schweigen ein. » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 30 avril 1976. (t.a.)

[160] « (...) ein kleiner Mann des Vororts, der für ihn persona non grata geworden ist, weil seine Argumente an Unanständigkeiten grenzten. » *Id*. (t.a.)

[161] «Gewerbepolitik in der Rezession », *NZZ* du 30 avril 1976, p. 33.

confrontées les entreprises (Piotet, 1991). Un redoublement de la concurrence dont Sébastien Guex situe l'origine dans l'internationalisation grandissante des flux de capitaux et des échanges, dans une profitabilité décroissante et dans la situation de récession (Guex, 2003, p. 54). Ainsi, les représentants des milieux économiques dominants redoublent d'efforts pour atténuer les charges qu'ils estiment peser sur eux.

Un cas emblématique : la première tentative d'introduction de la TVA

À l'automne 1976, les débats parlementaires autour d'un nouveau « paquet financier » présenté par le Conseil fédéral offre une intéressante illustration d'une progression du rapport de force en faveur des partisans d'économies drastiques dans le budget fédéral.

La mesure principale que ce paquet propose est l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), en remplacement de l'impôt sur le chiffre d'affaires (ICHA) en vigueur jusqu'alors. Ce changement est réclamé depuis le début des années 1970 par les représentants du commerce et de l'industrie qui, sans entrer dans les détails, reprochent au second d'entraîner une distorsion de la concurrence et de charger les produits suisses d'une « taxe occulte »[162].

Pour l'hebdomadaire socialiste romand *Domaine Public*, qui commente alors les discussions, cet enjeu de politique financière ne représente rien de plus qu'un « alibi » pour les « principaux acteurs bourgeois de ce théâtre parlementaire[163] ». En effet, il s'agirait bien davantage pour ces derniers de démontrer coûte que coûte que la seule manière de contenir les finances publiques passe par des mesures d'économies et, en conséquence, une politique sociale ralentie. Le « paquet financier » serait alors l'arène d'une lutte idéologique plus vaste que les objets qu'il concerne en premier chef.

Les indices d'une telle tendance s'observent au sein du comité directeur du PRD. Lors d'une réunion en octobre 1976, c'est le président du Conseil des États Paul Bürgi qui introduit un point sur les débats qui viennent d'y avoir lieu, dont l'objet était le paquet financier. Il relève, sur le principe, la préférence des parlementaires pour une réduction des dépenses plutôt que pour l'introduction de nouvelles taxes. Selon lui, « seule une politique de consolidation, par opposition à une politique de développement[164] » peut être considérée comme réaliste. Selon Chevallaz, ce serait « une grossière erreur politique » (*ein grober politischer Fehler*) que de rejeter le paquet financier, car cela nécessiterait de geler de nouveaux projets; il cite le 2e pilier, la révision de l'AVS ou l'aide aux hautes écoles. Mais la suite de la discussion démontre que c'est bien l'intention de certains des membres présents. Ainsi, Ruedi Schatz estime qu'au vu de la situation financière de la Confédération, tout nouveau projet de politique sociale devrait être frappé d'une « non-entrée en matière » (*Nicheintreten*). Selon lui, « la ligne politique de notre parti met l'accent sur la consolidation[165] ». En effet, de nombreux membres du parti insistent sur cette notion de « consolidation », qui est en réalité un euphémisme pour signifier le maintien du statu quo et le blocage de tout développement de la politique sociale. On voit dans cet échange que cette tension est alors en train d'émerger au sein du parti : Chevallaz semble même ne pas comprendre, évoquant une « grossière erreur politique », alors que cela semble bien être une stratégie parfaitement consciente de la part des partisan·e·s du « frein aux dépenses ».

---

[162] Pour plus de détails, voir Piotet et Loertscher, 1977 et Guex, 2021, p. 1183.
[163] « Le moindre mal » , *Domaine public* du 7 octobre 1976, p. 1.
[164] « (...) eine 'Politik der Konsolidierung' im Gegensatz zu einer 'Politik der Fortentwicklung' (...) » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#53*. PV du comité directeur du PRD du 7 octobre 1976. (t.a.)
[165] « Das Schwergewicht der politischen Linie unserer Partei liegt auf Konsolidierung. » Id. (t.a.)

Chevallaz craint probablement également l'impact qu'aurait un torpillage de la TVA sur les chances de l'initiative du PS dite pour un « impôt sur la richesse », prévue pour la fin de l'année 1977. C'est vraisemblablement cette même inquiétude qui conduit le directeur du Vorort à militer activement auprès des parlementaires pour modifier l'ordre des votations, afin d'éviter « l'épée de Damoclès » (*Damoklesschwert*) de l'initiative socialiste, comme il le relate au comité de l'organisation en août 1976[166]. Est-ce que les votant·e·s ne pourraient pas être plus tenté·e·s de voter en sa faveur si les reponsables politiques ne trouvent pas un moyen de remplir les caisses d'ici là ? Néanmoins, ce souhait n'aboutira pas.

Entre novembre et décembre 1976, les débats suivent leur cours au parlement et, dans la presse, les observateurs sont étonnés de voir qu'ils ne sont pas si acérés que prévus. Le 17 décembre 1976, les Chambres mettent sous toit un projet final, sans trop de difficulté et une large majorité du PRD s'y est rallié, probablement encouragé par le conseiller fédéral radical qui ne cesse de défendre « son » paquet à travers tout le pays.

Mais c'était sans compter sur les dissidents les plus fameux du parti. Le jour même de la finalisation du projet, le *24heures* titre en une « Premiers tirs des 'rebelles' contre la TVA », indiquant qu'une « partie de la droite prend le maquis[167] ». En effet, Hans Letsch n'a pas tardé à constituer un Comité d'action pour un budget fédéral économe (*Aktionskomitee für einen sparsamen Bundeshaushalt*) interpartis, auquel 18 personnalités se sont d'ores et déjà associées, dont Otto Fischer. Cette fois, ce dernier n'a manifestement pas l'intégralité de l'USAM derrière sa position, puisque le secteur de la restauration-hôtellerie a promis de soutenir la TVA en échange d'un traitement de faveur sous la forme d'un taux réduit tandis que le secteur de la construction s'y montre plutôt favorable, selon le *24heures*[168]. Son journaliste, Théo Bouchat, pronostique désormais que les petits commerçants s'y rallieront « sans doute[169] ». Mais la catégorie sociale qu'ils·elles représentent, couplée à la popularité d'Otto Fischer dans certains pans de la population, est de nature à inquiéter malgré tout les partisan·e·s du paquet financier. L'argument du comité porte ainsi essentiellement sur le fait que la manne financière de la TVA démotivera le gouvernement à faire des économies.

À une année du vote, c'est aussi la position sur laquelle sont alignés les dirigeants du Vorort. Dans une réunion du 31 mai 1976, ils se désolent de la probable 9e révision de l'AVS, qui prévoit une hausse des contributions de la Confédération. Winterberger trouve alors « incompréhensible » que le Conseil fédéral ait « à nouveau cédé à l'euphorie des revendications en matière d'adaptation des rentes », alors même que le Vorort a demandé « à plusieurs reprises une pause dans [le développement d]es assurances sociales[170] ». Notons ici que les dirigeants de l'organisation patronale semblent presque considérer comme une anomalie le fait de ne pas voir leurs demandes exaucées, ce qui tend à démontrer l'étendue de leur influence au plus haut sommet de l'État. Mais surtout, selon eux, c'est parce que le Conseil fédéral est déjà en train de « répartir les recettes de la TVA[171] » qu'il entre en matière sur l'AVS.

Ainsi, le Vorort s'associe au Comité d'action pour un budget fédéral économe pour annoncer, en janvier 1977, le conditionnement de son mot d'ordre à une révision du plan budgétaire de la Confédération : si les partisan·e·s veulent son soutien, il faudra promettre

---

[166] AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.26. PV du Vorort du 30 août 1977.
[167] « Premiers tirs des 'rebelles' contre la TVA » , *24heures* du 20 décembre 1976, p. 1
[168] BOUCHAT, Théo. « La guérilla financière a commencé », *24heures* du 20 décembre 1976, p. 5.
[169] *Id.*
[170] «Dabei haben wir wiederholt (…) einen Marschhalt in der Sozialversicherung (…) verlangt. (…) Nachdem er unsere Ansichten ausdrücklich weitgehend geteilt hat, ist es unverständlich, dass der Bundesrat in den Fragen der Rentenanpassung erneut einer Anspruchseuphorie stattgegeben hat, bzw. wiederum eine Erhöhung des Bundesanteils in Aussicht nimmt. » AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.25. PV du Vorort du 31 mai 1976. (t.a.)
[171] «Offensichtlich nimmt man bereits eine Verteilung der durch die Mehrwertsteuer zu beschaffenden Einnahmen vor. » *Id*. (t.a.)

des mesures d'économie draconiennes[172]. Un « chantage cynique[173] », d'après *Domaine Public*. Ce plan de réduction des dépenses était déjà initié par le Conseil fédéral, après qu'une motion d'économie (*Sparmotion*) ait été déposée par les Commissions des finances du National et du Conseil des États en septembre 1976, sur une impulsion du radical Paul Bürgi[174]. Il est soumis aux Chambres en février, qui en débattent et actent ainsi des économies supplémentaires.

Le Vorort, comme l'ensemble des organisations patronales à l'exception de l'USAM, se rallie au paquet financier, qui voit donc une immense majorité des partis et des associations économiques unis derrière lui[175] – une unité qui était à l'origine bien loin d'être gagnée.

Le PRD, lui, n'a pas attendu ces garanties pour recommander le « oui ». Son congrès, qui se tient à Bâle en avril, le soutient par 193 voix contre 30, « ce qui a surpris plus d'un observateur[176] », selon la *NZZ* qui s'en fait l'écho. En effet, le parti a longtemps paru bien plus mitigé, mais vraisemblablement, malgré leur exubérance, Letsch et Fischer sont encore relativement seuls dans leur stratégie de politique des caisses vides, même si des prises de position qui s'en rapprochent commencent à apparaître. L'attitude du président central du parti, très engagé pour le « oui », n'a probablement pas été sans effet au vu de son influence au sein de l'aile économique très libérale du parti. Sa position s'explique d'une part par son rôle – il paraît difficile pour un parti se présentant comme garant de l'ordre et de la stabilité de mettre un président en opposition frontale à ses conseillers fédéraux –, d'autre part, par ses ambitions. Nous sommes alors à la veille de la démission d'Ernst Brugger du Conseil fédéral, fait très probablement déjà connu ou pressenti par le présidium du PRD. Fritz Honegger est clairement parmi les papables, à condition qu'il puisse démontrer son autorité, sa loyauté et sa recherche de l'unité. Une campagne conflictuelle et oppositionnelle porterait assurément préjudice à cette image, d'autant plus qu'il est probablement conscient que les critiques qui seront formulées contre sa candidature (et cela se vérifiera) porteront sur ses étroites relations avec le grand patronat helvétique.

Malgré cet engagement, le 12 juin 1977, c'est la déconfiture. Le paquet financier est refusé. Et sèchement, par près de 60% des votant·e·s[177]. Si la situation économique annonce des jours meilleurs, avec les signes clairs d'une reprise, il n'en demeure pas moins que la récession a coûté cher à l'État, qui n'a toujours pas de solution pour combler son déficit. Dès le lendemain, la *NZZ* propose une interprétation à ce refus : « Après une période de croissance de trente ans, au cours de laquelle les citoyens, la société et l'économie n'ont cessé d'attribuer et de confier de nouvelles tâches à l'État, un changement d'attitude serait-il en train de s'opérer parce que le malaise suscité par l'expansion de l'activité étatique a atteint un seuil critique ?[178] »

Du côté du PRD, on pose également très vite le constat suivant : « Le peuple veut que l'État dépense moins et réduise son activité[179] », selon Otto Keller lors d'une séance du groupe radical de l'Assemblée fédérale en juin 1977. En effet, le rejet des derniers « paquets financiers » soumis à votation est très largement interprété par la droite, et notamment par les parlementaires présent·e·s à cette séance, comme le signe d'une population avide d'économies et opposée à l'extension des politiques sociales. Lors de cette

---

[172] « Zustimmung zu Finanz- und Sparplan », *NZZ* du 14 janvier 1977, p. 16.
[173] « Le chantage » , *Domaine public* du 27 janvier 1977, p. 1.
[174] « Eine verschärfte Sparmotion » , *NZZ* du 17 septembre 1976
[175] « Ein gangbarer Weg aus der Finanzkrise », *NZZ* du 28-29 mai 1977, p. 29.
[176] « Klares JA des Freisinns zum Finanzpaket », *NZZ* du 30 avril 1977, p. 33.
[177] «La TVA: un refus net, mais avec des nuances », *24heures* du 13 juin 1977, p. 5.
[178] « Kommt nach einer dreissigjährigen Periode des Wachstums, in der vom Burger, von der Gesellschaft und von der Wirtschaft her dem Staat immer neue Aufgaben zugeschoben und übertragen wurden, ein Umdenken in Gang, weil das Unbehagen an der Aufblähung der Staatstätigkeiteine kritische Grenze erreicht hat ». « Gegen Fortscheibungsmechanismen und Verkrustung », *NZZ* du 13 juin 1977, p. 16. (t.a.)
[179] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#85*. PV du groupe parlementaire du 21 juin 1977.

même séance, Chevallaz essaie de nuancer cette interprétation, en précisant que « ce sont surtout les régions à forte population socialiste qui ont donné d'importantes majorités de rejetants et (…) le peuple entend que des économies soient faites en première ligne au titre des dépenses militaires[180] ». Par là, le conseiller fédéral semble vouloir réorienter la discussion, susceptible de se diriger selon lui vers « une rage d'économies[181] ». Certains député·e·s semblent ici engagée·s dans un enjeu de cadrage, c'est-à-dire dans une construction du problème susceptible de légitimer certaines solutions au détriment d'autres (Entman, 1993). En présentant le rejet du paquet financier par la population comme une preuve que celle-ci serait hostile à l'extension de l'État, œuvrer à le limiter apparaît comme démocratiquement fondé.

Pour l'heure, le groupe est néanmoins divisé, probablement aussi bien pour des raisons idéologiques que stratégiques. Cette division ne semble pas se manifester par une forte conflictualité, mais il est décidé de défendre la création de nouvelles recettes, bien que de façon très limitée puisque celles-ci doivent concerner « exclusivement » un relèvement de l'ICHA d'après le groupe, ainsi que de renoncer à faire porter davantage le poids des assurances sociales par les salarié·e·s, ainsi que le suggérait Hans Letsch et Otto Fischer[182]. Cette décision de modération est sans doute à rapporter à l'initiative du PS concernant « l'impôt sur la richesse », prévoyant davantage d'équité fiscale et qui sera soumise au vote populaire six mois plus tard, en décembre 1977. En tout cas, du côté du Vorort, on estime lors d'une réunion interne du 27 juin que les solutions à apporter à la question du déficit public sont « hypothéquées » par cette initiative, qui contraint à un « dosage habile », d'après le secrétaire Alexandre Jetzer[183]. Les mesures proposées « maintenant » doivent donc « présenter un certain équilibre, une certaine symétrie[184] ». On observe ainsi les partisan·e·s de mesures d'économies plus radicales attendre d'avoir le champ libre pour les déployer. L'initiative du PS sera refusée par un peu plus de 55% des votant·e·s.

Ainsi, les milieux économiques dominants ont profité de la politique conjoncturelle, qui a creusé la dette de l'État, tout en ne concédant que des mesures des plus modestes pour y répondre. L'échec du paquet financier tape sur le dernier clou.

À noter que le remboursement de la dette publique n'est pas une fin en soi pour ces acteurs, qui utilisent en fait l'État comme prétexte pour créer de meilleures conditions cadres en faveur de l'accumulation du capital. Ils visent bien à renforcer encore l'État à *leur* avantage, au détriment des travailleurs·euses et donc essentiellement de l'État social.

Ce processus est soutenu, dès la fin de l'année 1977, par la décision, actée par les citoyen·ne·s en votation, de relever le nombre minimal de signatures nécessaires à la soumission d'une initiative ou d'un référendum, ainsi que de restreindre la durée durant laquelle les signatures peuvent être recueillies[185]. Une limitation des droits politiques activement soutenue et défendue par les partis bourgeois, le PRD en tête.

---

[180] *Id*.
[181] *Id*.
[182] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#85*. PV du groupe parlementaire du PRD du 21 juin 1977.
[183] AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.26. PV du Vorort du 27 juin 1977.
[184] *Id*.
[185] FF, « Rapport relatif au résultat de la votation populaire du 25 septembre 1977 » , 12 décembre 1977, vol. 3, n°50, pp. 868-869.

Chapitre 3
«Plus de liberté – moins d'État» et les «Thèses du Rigi» : le néolibéralisme verbalisé (1978-1982)

3.1 La campagne en vue des élections fédérales de 1979

En ce début d'année 1978, les milieux d'affaires comme le PRD s'attendent déjà à des élections nationales 1979 très polarisées, marquées par les intenses débats passés et à venir autour des finances publiques notamment. Aucune ébauche de solution n'a trouvé sa validation dans les urnes, qu'il s'agisse des divers paquets financiers ou de l'initiative du PS. Les solutions sont à chercher ailleurs.

Plutôt que la politique, la science

Dans ce contexte, d'autres types d'experts commencent à être plus sollicités par les autorités politiques. D'après l'historien Matthias Ruoss, si l'administration de l'État en Suisse a longtemps été l'affaire de juristes, les économistes commencent à gagner du terrain (Ruoss, 2016, p. 42). Ainsi, en 1977, le Département fédéral de l'Économie et la BNS mandatent trois professeurs d'économie, Gottfried Bombach (Université de Bâle), Henner Kleinewefers (Université de Fribourg) et Luc Weber (Université de Genève), pour constituer le groupe d'experts « Situation économique » (*Expertengruppe Wirtschaftslage*). Leur mission est d'analyser et d'évaluer la conjoncture économique. Leur premier rapport est publié en décembre 1977 et, lors de la conférence de presse visant à le présenter, le conseiller fédéral Brugger semble annoncer un changement de paradigme, relayé par le compte rendu qu'en fait la *NZZ* :

> Le conseiller fédéral Brugger considère la mise en place d'un groupe d'experts scientifiques comme une nouveauté dans le processus de formation de l'opinion suisse (*Willensbildungsprozess*). Il s'agit d'un nouveau départ dans la relation parfois nuageuse entre la politique économique et la science. La politique, dans sa tâche de construction de l'avenir, n'est pas seulement la recherche du consensus, mais aussi la recherche de la solution techniquement correcte. Le conseiller fédéral Brugger a qualifié l'expertise d'essai et a exprimé l'espoir qu'elle puisse être poursuivie[1].

Par là s'observe un processus que l'on pourrait qualifier de *dépolitisation de la politique*, induit par l'institution d'une forme de technocratie : en effet, il existerait en matière de politique économique des solutions « techniquement correctes », d'après Brugger. Un tel présupposé rend naturellement plus difficile leur contestation sur le plan politique. Le

[1] «Bundesrat Brugger wertet die Einsetzung einer wissenschaftlichen Expertengruppe als ein Novum im schweizerischen Willensbildungsprozess. Damit könne ein neuer Anlang in dem nicht immer ungetrübten Verhältnis zwischen Wirtschaftspolitik und Wissenschaft gemacht werden. Politik sei in ihrer Aufgabe der Zukunftsgestaltung nicht nur die Suche nach dem Konsens, sondern auch Suche nach der fachlich richtigen Lösung. (…) Das Gutachten bezeichnete Bundesrat Brugger als einen Probelauf, und er gab seiner Hoffnung Ausdruck, dass er fortgesetzt werden könne. » «Wissenschaft und Wirtschaftspolitik », *NZZ* du 17-18 décembre 1977, p. 15. (t.a.)

constat est néanmoins mitigé par un autre orateur de cette conférence de presse, le directeur démocrate-chrétien de la BNS Leo Schürmann, qui tout en se félicitant de cette initiative, a déclaré « envisag[er] une rotation des experts afin de permettre aux différents courants de la science économique suisse de s'exprimer[2] ». Si « différents courants » aboutissent à des prescriptions différentes, l'existence de « solutions techniquement correctes » est mise à mal. Cette ambivalence montre que, si on se trouve alors dans un processus qui aboutira, peut-être, à un changement de paradigme, celui-ci lutte encore pour s'imposer.

Toutefois, la scientificité de ce rapport et sa mise à distance symbolique vis-à-vis d'intérêts de « politique politicienne » sont renforcées par le surnom qui est immédiatement donné à ses auteurs dans la presse, aussi bien romande qu'alémanique : « les trois sages » (*die drei Weizen*). La personnalisation précoce de ce groupe de travail rend plus difficile d'imaginer la « rotation » envisagée par Schürmann.

Le courant représenté au sein du rapport de ces experts se rapporte clairement au néolibéralisme, avec notamment la préconisation de « conditions cadres judicieuses et la promotion de l'autorégulation de l'économie[3] », d'une politique économique plus confiante en « l'efficacité du mécanisme des prix » (*der Wirksamkeit des Preismechanismus*), de privatisations, mais aussi d'un frein sévère au développement de la politique sociale[4].

Au comité du Vorort, le président Louis von Planta se montre joyeusement incrédule : « Dans cette expertise très complète, nos thèses centrales, que nous défendons depuis des années, sont renforcées, sans que nous ayons exercé une quelconque influence. Elle est donc très utile pour nous[5]. » Cela permet à la direction du Vorort d'observer que l'idéologie qu'elle défend commence à se diffuser, au point qu'elle est portée par des acteurs au rôle politique important sur le plan intérieur sans qu'elle n'en soit à l'initiative.

Le PRD n'est pas non plus insensible à cette publication. C'est surtout la commission interne de politique économique qui semble l'avoir examinée avec enthousiasme, avançant dans le rapport annuel du parti 1977/78 que « [ses] conclusions doivent être examinées de manière approfondie et, dans la mesure du possible, mises en œuvre (…)[6] ». Pourtant, le rapporteur précise qu'il n'a pas encore été discuté au sein de la commission. On peut en déduire que la commission est si convaincue par ces idées qu'elle n'a pas besoin d'en discuter préalablement pour préconiser leur implémentation.

Le patronat place ses pions sur l'échiquier politique

---

[2] «Prof. Leo Schürmann, Generaldirektor der Nationalbank, sprach sich für eine Fortsetzung dieser Politik aus, wobei an eine Rotation der Gutachter gedacht werden könne, um verschiedenen Strömungen innerhalb der schweizerischen ökonomischen Wissenschaft Gelegenheit zu geben, sich zur Geltung zu bringen. » *Id*. (t.a.)

[3] «Die Zukunftsgestaltung sollte in erster Linie durch Setzung sinnvoller Randbedingungen und durch die Förderung der Selbststeuerung der Wirtschaft erfolgen. » «Die schweizerische Wirtschaft auf dem wissenschaftlichen Prüfstand », *NZZ* du 17-18 décembre 1977, pp. 15-16. (t.a.)

[4] *Id*.

[5] « In dieser umfangreichen Expertise werden unsere zentralen Thesen, die wir seit Jahren vertreten haben, über weite Strecken hin bekräftigt, ohne dass wir irgendeinen Einflussgeltend gemacht hätten. Sie ist daher für uns sehr nützlich. » AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.26. PV du Vorort du 30 janvier 1978. (t.a.)

[6] « In der Meinung, die darin enthaltenen Schlussfolgerungensollten gründlich erwogen und tunlichst in die wirtschaftspolitische Praxis umgesetzt werden, werden wir den Bericht demnächst im Ausschuss diskutieren. » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. «Ausschuss für Wirtschaftspolitik » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1977/78*, Rapport annuel, 1978, p. 91 (t.a.)

Cette commission est présidée par Felix Auer, conseiller national et président du parti cantonal de Bâle-Campagne, qui en est sans doute le rapporteur dans le rapport annuel[7]. Il est également cadre chez Ciba depuis 1969 (devenue Ciba-Geigy à la suite d'un processus de fusion en 1970). D'après le *DHS*, il y occupe le poste de « directeur-adjoint de l'état-major d'économie politique[8] ». La date n'est néanmoins pas précisée, ce qui laisse supposer que cette fonction peut être postérieure à l'époque qui nous intéresse ici, Auer étant salarié de Ciba-Geigy jusqu'en 1991. La nature de ce poste n'est pas très claire; néanmoins, on peut en déduire que la direction de Ciba-Geigy estime qu'Auer est à même de représenter la vision de l'entreprise en termes d'économie politique, ce qui tend à démontrer qu'il a fait ses preuves sur le plan politique. La direction, à l'époque, c'est notamment Louis von Planta, membre du conseil d'administration depuis 1965, administrateur-délégué et président depuis 1972. Nous l'avons déjà rencontré au cours de ce mémoire, puisqu'il est également membre du Vorort, dont il prendra la présidence en 1976 près avoir quitté celle de la Chambre de commerce bâloise[9].

Il paraît plausible d'imaginer que Felix Auer ait été « parachuté » au PRD, sur les vifs encouragements de son patron von Planta, pour y représenter les intérêts de l'entreprise et, plus largement, du grand patronat industriel. Cette hypothèse, si elle peut paraître cavalière, est néanmoins étayée par un faisceau d'indices. Premièrement, cela correspondrait au souhait de la direction du Vorort de voir les entrepreneurs s'engager dans la politique parlementaire et à ses regrets constants quant à la carence de cet investissement. Cette exhortation est vraisemblablement une constante dans l'activité du Vorort, mais il est probable que cet enjeu soit apparu avec davantage d'acuité au tournant des années 1970, période durant laquelle les milieux économiques dominants voient leur image écornée. Précédemment, nous avons ainsi vu Winterberger déclarer devant le Vorort en juin 1970 qu'un effort de relations publiques ne suffira pas et que c'est aux entreprises d'encourager l'engagement politique de leurs cadres[10] (voir *infra*, p. 30). Durant cette même période, Felix Auer est élu au Grand Conseil et au Conseil national deux ans après avoir rejoint Ciba-Geigy, soit en 1971[11].

Plus tard, en mars 1975, lors d'une réunion du Vorort, Winterberger se désolera encore que des entrepreneurs croient pouvoir s'acheter un engagement politique en se contentant de verser une contribution à la SDES[12]. En dépit de cette relative déception, notons que cette année-là, le budget de la SDES égale à peu de chose près celui de tous les partis représentés au Conseil fédéral, faisant d'elle plus que jamais la « colonne vertébrale financière de la droite » helvétique, comme l'expose Eichenberger (2022, p. 226).

C'est cette même année que Louis von Planta exhorte le chef du personnel de Ciba-Geigy, Paul Wyss, à se présenter au Conseil national sous la bannière radicale[13]. Louis von Planta, lui-même membre du Parti libéral, estime que c'est avec les radicaux que son poulain aura le plus de chance d'être élu, mais aussi, le cas échéant, aura le plus d'influence. Il ne cherche pas à dissimuler ses propres intérêts, puisque, selon Wyss, Von Planta lui aurait alors dit : « J'ai beaucoup plus de pouvoir si j'ai quelqu'un chez les radicaux que les libéraux. » S'il est probable que cette phrase n'ait pas été prononcée textuellement (Wyss me la restitue près de 50 ans après), il est dans tous les cas très clair pour Wyss que le rôle qui lui est demandé est celui d'homme de confiance de Von Planta, davantage en sa qualité de président du Vorort que de Ciba-Geigy. Wyss accepte. « Ça m'intéresserait,

---

[7] Ce sont en effet les président·e·s des groupes de travail et commissions internes qui sont supposé·e·s en faire le bilan de l'année écoulée dans les rapports annuels du parti.
[8] FISCHER, Martin. « Felix Auer » in *DHS*, version du 31 août 2016. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/033694/2016-08-31/, consulté le 3 mai 2022.
[9] DETTWILER, Walter. « Louis von Planta » in *DHS*, version du 4 février 2010. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/029889/2010-02-04/, consulté le 3 mai 2022.
[10] AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.20. PV du Vorort du 29 juin 1970.
[11] FISCHER, Martin. « Felix Auer » in *DHS*, *art. cit*.
[12] AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.24. PV du Vorort du 24 mars 1975.
[13] Sauf indication contraire, les éléments liés à Paul Wyss proviennent d'un entretien personnel conduit par l'autrice et réalisé le 18 octobre 2021, à Bâle.

j'étais curieux », me déclare-t-il. Louis Von Planta accompagne Paul Wyss à des séances avec les radicaux, pour parler de sa candidature (« Ce genre de choses, ça ne se fait plus », dit Paul Wyss). Cette année-là, Ciba-Geigy verse au PRD bâlois 65'000 francs[14]. Ce n'est pas exceptionnel : l'entreprise lui verse déjà 60'000 en 1971[15]. Mais on peut supposer qu'à ce tarif-là, l'entreprise peut exiger du parti la propulsion de ses propres candidats. Lors des élections fédérales, Wyss échoue de peu. Il se retrouve parmi les viennent-ensuite et, d'après lui, il était alors déjà convenu qu'il remplacerait le doyen Alfred Schaller qui se retirerait à mi-mandat, dès 1977.

Même sans mandat électif, la direction de Ciba-Geigy est parfaitement disposée à offrir à Wyss un cadre de travail qui lui permette de mener ses activités politiques. Ainsi, dès 1976, ce n'est pas sur son temps libre qu'il préside une des commissions internes au PRD. Les conditions dans lesquelles cette présidence échoit à Paul Wyss ne sont pas claires. Il s'agit en tout cas d'un nouveau groupe de travail, traitant d'une question brûlante des champs politique et économique[16] : la cogestion des travailleurs·euses, soit leur intégration aux discussions sur des enjeux de politique sociale et salariales, ainsi que sur des questions liées à l'exploitation de l'entreprise. En 1976, une initiative syndicale en ce sens vient d'être rejetée, combattue férocement par le patronat[17]. En tant que chef du personnel d'une des multinationales suisses les plus importantes, Wyss a un profil qui apparaît probablement intéressant pour la direction du PRD, dans le but de poursuivre la réflexion et d'anticiper sur d'éventuelles autres offensives de la gauche sur cette question. On peut supposer que cela permet en outre à ce novice en politique de s'acclimater avec le fonctionnement interne du parti et ses membres, à moins d'une année de son accession programmée au Conseil national. Mais il apparaît également concevable que Von Planta ait pu faire pression pour que son protégé accède à cette présidence, qui lui permet de suivre de près et d'influencer l'orientation du PRD par rapport à cette question cruciale pour le patronat.

Si la curiosité a motivé Wyss, cette démonstration de loyauté semble également avoir donné un sérieux coup de pouce à sa carrière. En 1977, quelques mois avant sa prestation de serment, Von Planta lui propose de prendre sa succession à la direction de la Chambre de commerce de Bâle. Cela place Wyss à la tête de ce qui est alors une des institutions économiques les plus importantes du pays. « J'avais alors encore plus de temps pour mes nouvelles activités politiques, c'est vraiment devenu mon métier », souligne Wyss à propos de cette nouvelle prise de fonction, démontrant la facilité avec laquelle les élites économiques peuvent conjuguer vie professionnelle et investissement en politique.

Le processus d'engagement de Paul Wyss au sein du PRD est particulièrement intéressant pour documenter les liens existants entre le parti et le patronat. D'autant plus que Paul Wyss sera intégré à un petit groupe chargé de travailler sur les aspects programmatiques et idéologiques du parti, à peine trois ans après y être entré. Il finira par le présider.

Des préparatifs de campagne précoces

En janvier 1978, le PRD lance déjà ses préparatifs de campagne en vue des élections fédérales d'octobre 1979[18]. Le parti la mènera sous la présidence du Neuchâtelois Yann Richter, puisque Fritz Honegger a été élu au Conseil fédéral suite au retrait d'Ernst Brugger en décembre 1977. Par rapport aux années précédentes, le lancement des préparations

---

[14] Firmenarchiv (FA) Novartis, VR 6.02 Präsidialfonds Politische Parteien, Spenden, Zahlungen.
[15] *Id*.
[16] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. «Arbeitgruppe Mitbestimmung » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1976/77*, Rapport annuel, 1977, p. 89. (t.a.)
[17] À ce sujet, voir DEGEN, Bernard. « Participation » in *DHS*, version du 21 mai 2010. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016538/2010-05-21/
[18] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54*. PV du comité directeur du PRD du 27 janvier 1978.

de campagne fait l'objet d'une anticipation inhabituelle. Kergomard souligne en effet que, dès le milieu des années 1970, les campagnes se jouent de plus en plus en amont, avec un allongement de leurs préparatifs et de leur durée (Kergomard, 2020, p. 137). Cela s'explique notamment par l'accroissement de la polarisation et de la compétition entre les partis, qui amènent ceux-ci à consacrer de plus en plus de ressources aux campagnes pour se démarquer.

Le comité directeur du PRD revitalise et renouvelle ainsi le groupe de travail LPK, dédié au programme et à l'image du parti, qui semble alors devenir un groupe de travail permanent[19]. En effet, il est désormais segmenté en trois sous-groupes : court terme (sujets d'actualité), moyen terme (programme électoral, etc.) et long terme (études prospectives, par exemple)[20]. Il est présidé par le conseiller national soleurois Franz Eng, président du groupe parlementaire, auquel s'ajoutent ses collègues au Conseil national Bernard Dupont (du Valais), Rudolf Friedrich (de Zurich) et Paul Wyss (de Bâle-Ville). Précédemment, les groupes de travail semblaient plus ouverts et composés de davantage de personnes; la direction appelait à les rejoindre, prospectait auprès des membres pour les enjoindre à y participer, etc. Mais cette fois, comme il est précisé dans le rapport annuel du parti 1977/78, ces quatre hommes ont été « désignés[21] » par le comité directeur et rien ne semble indiquer que sa composition soit ouverte. Il est du reste convenu, sur proposition de Yann Richter, de créer un comité de pilotage supplémentaire, composé du secrétaire général, du président et des vice-présidents du parti, du président du groupe parlementaire, ainsi que des responsables des groupes de travail liés au programme[22]. C'est vraisemblablement à ce comité qu'Eng, Wyss, Friedrich et Dupont rendront des comptes. À partir de là, les enjeux liés à la campagne ne sont presque plus discutés au sein du comité directeur, seul organe de décision dont les PV sont disponibles dans les archives. Vraisemblablement, la direction souhaite avoir davantage de contrôle sur le processus d'élaboration de ce programme, ce qui correspond à une dynamique de centralisation, actée dans les nouveaux statuts du parti entrés en vigueur l'année précédente, au 1er janvier 1977[23].

Outre la centralisation, le changement majeur induit par l'introduction des nouveaux statuts est la transition d'un parti central conçu comme la faîtière de ses partis cantonaux (les membres du parti central sont les partis cantonaux) à un parti de membres (les membres du parti central sont tou·te·s les adhérent·e·s des partis cantonaux). Cela suscite quelques réserves des partis cantonaux, qui craignent de voir leur importance diminuer, comme l'observe Leuenberger dans le rapport annuel 1976/77[24]. L'uniformité en termes de présentation (de nom, notamment) est également encouragée, mais fait parfois l'objet de résistance – un délai de 5 ans a donc été fixé pour y parvenir. À terme, l'objectif est de rendre plus homogène la formation de l'opinion; le parti central souhaite avoir la possibilité de s'adresser à tou·te·s ses adhérent·e·s, sans nécessairement devoir composer avec le filtre du parti cantonal. On observe ici la direction du parti concrétiser sa volonté d'unification, espérant du reste afficher une image modernisée. La démocratie interne est renforcée par la possibilité d'organiser des votations générales internes et par une participation plus large de la base au sein de l'assemblée des délégué·e·s, consolidée par un conseil des délégué·e·s (Kergomard, 2020, p. 75).

---

[19] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54*. PV du comité directeur du PRD du 27 janvier 1978.
[20] *Id*.
[21] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1977/78, Rapport annuel, 1978, p. 74.
[22] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54*. PV du comité directeur du PRD du 24 août 1978.
[23] Pour les nouveaux statuts, voir leur reproduction in Dietschi, 1979, p. 405.
[24] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. LEUENBERGER, Hans Rudolf. « Die Parteiarbeit 1975/76 » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1975/76*, Rapport annuel, 1976, p. 61.

La campagne de 1979 est alors la première campagne d'élections fédérales se déroulant selon cette nouvelle organisation. Ainsi, si la direction veut exercer un contrôle plus étroit que lors des années précédentes sur le groupe de travail consacré à la préparer, c'est peut-être aussi qu'elle craint que ce travail soit parasité par certaines de ces résistances. La nécessité d'un *monitoring* plus intense est également induite par la volonté du comité directeur du PRD de recourir davantage aux services d'agences de publicité (un processus que Kergomard a largement documenté dans un article : Kergomard, 2018), ce qui requiert manifestement une coordination plus rapprochée.

En août, le comité directeur est avisé de la répartition suivante par le secrétaire Leuenberger : un sous-groupe présidé par Eng travaille au programme électoral, sur la base de celui de 1975[25]. La stratégie de la direction du parti n'est donc pas celle d'une rupture par rapport aux campagnes précédentes; les travaux sont appelés à se dérouler dans une certaine continuité, bien qu'un sous-groupe dirigé par Friedrich soit occupé à préparer une révision de la partie consacrées aux « principes[26] » (*Grundsatzteil*). Quant à Wyss, un travail de plus grande envergure lui est attribuée, celui d'une étude de longue durée sur les perspectives d'avenir (*Prospektivstudie*)[27]. Il est néanmoins prévu, selon Leuenberger, que ses premiers résultats soient utilisés dans le cadre de la campagne de 1979[28]. Un groupe de travail « Argumentarium » s'est ajouté aux effectifs[29]. Il est censé fournir des textes présentant les différences entre le PRD et les autres partis et dresser une liste de « questions brûlantes[30] » (*heissen Fragen*) à usage interne. Sa présidence échoit au conseiller national zurichois Ulrich Bremi, directeur de Bauer AG (multinationale active dans la serrurerie et les coffres, aujourd'hui connue sous le nom Kaba) et membre de la Chambre de commerce de Zurich[31].

Comme évoqué précédemment, la direction du PRD s'engage cette année-là dans une collaboration plus étroite avec des professionnels de la publicité. Ainsi, dès le début de l'année 1978, ce ne sont pas moins de six agences qui vont être sollicitées pour proposer des concepts, comme l'annonce Leuenberger en séance du comité directeur en août 1978[32]. Selon lui, aucun de ces projets « ne peut être qualifié 'd'œuf de Colomb'[33] », mais il signale que malgré tout, deux se détachent du lot, et en particulier celui de l'agence zurichoise Bolleter & Bolleter.

Au-delà de ces réserves, l'humeur paraît maussade du côté de la direction du PRD, qui ne semble pas déployer des espoirs de conquête. Un membre de la direction relève et regrette « une certaine résignation au sein du PRD quant aux perspectives électorales[34] ». Leuenberger s'en défend mais constate que « la marge de manœuvre pour des

---

[25] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54. PV du comité directeur du PRD du 24 août 1978.
[26] *Id*.
[27] *Id*.
[28] *Id*.
[29] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. LEUENBERGER, Hans Rudolf. « Die Parteiarbeit 1975/76 » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1975/76*, Rapport annuel, 1976, p. 61.
[30] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54. PV du comité directeur du PRD du 24 août 1978.
[31] MORANDI, Pietro. «Ulrich Bremi » in DHS, version du 10 août 2021, en ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006785/2021-08-10/, consulté le 4 juin 2022; OBELIS et base de données y relative. En ligne : https://www2.unil.ch/elitessuisses/, consulté le 25 mai 2022.
[32] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54. PV du comité directeur du PRD du 24 août 1978.
[33] *Id*.
[34] « (…) eine gewisse Resignation in Bezug auf die Wahlaussichten in der FDP (…) » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54. PV du comité directeur du PRD du 25 août 1978. (t.a.)

mouvements de mandat en automne prochain est relativement faible[35] (…) ». À ce stade, la majorité de la direction a pour objectif le maintien du statu quo et n'espère pas retirer des élections fédérales de 1979 des gains électoraux.

Et pourtant : à l'issue de cette campagne, le PRD héritera de son meilleur score électoral depuis 1931, soit 24% des voix. Et le slogan dont il a fait son étendard, « Plus de liberté – moins d'État » (*Mehr Freiheit – weniger Staat*) deviendra, selon Kergomard, « un des slogans les plus célèbres de la politique suisse au XXe siècle » (Kergomard, 2018, p. 111). Que s'est-il passé ?

Bien que la direction du PRD ne paraisse pas euphorique quant à ses perspectives, elle alloue des ressources particulièrement importantes à la campagne : d'abord en temps, mais aussi en argent. On ne dispose certes pas des comptes de campagne, mais le projet de concept publicitaire paraît considérablement plus sophistiqué que les années précédentes, avec quelques nouveautés, comme un nombre important de *goodies* estampillés PRD (de la cravate à la lingette rafraîchissante, en passant par le parapluie et la valise[36]) qui seront vendus ou distribués lors des nombreux événements de campagne que le parti organise. Ce redoublement de moyens peut s'expliquer par des craintes singulièrement fortes par rapport aux perspectives d'un succès socialiste, dont l'aile gauche est alors perçue par la bourgeoisie comme particulièrement influente au sein du parti[37]. Ainsi, en dépit d'un contexte jugé défavorable à des gains électoraux, le PRD se lance dans la lutte politique avec toute sa force. Sa direction décide ainsi rapidement de s'orienter vers un style de campagne plus agressif. En effet, dès la présentation de la première mouture du programme électoral par Eng au comité directeur en mars 1979, celui-ci lui reproche vertement et unanimement d'être trop « gentil » (*brav*) et trop « anxiogène » (*ängstlich*)[38]. Elle souhaiterait également que « l'opposant (le PS) » (*der Gegner – SP*) soit davantage mentionné, manifestement dans un but de campagne négative.

Entre le Vorort et le PRD, une collaboration qui se systématise

Cette appréhension quant à la force de frappe socialiste encourage, de part et d'autre, une collaboration accrue entre le Vorort et le PRD. Ainsi, à la mi-décembre 1978, une rencontre entre une délégation du PRD et une délégation du Vorort est organisée, pour évoquer « la situation économique, la situation politique (…) et la préparation des élections[39] », selon le PV du Vorort du 29 janvier 1979. Un tel rendez-vous n'est pas exceptionnel en soi : les PV du Vorort et du PRD font parfois état de rencontres entre des radicaux influents et des membres du Vorort à des fins de coordination – souvent entre les lignes. Mais désormais, les deux organisations semblent vouloir se rencontrer plus régulièrement, a priori toutes les les six semaines, pour traiter des affaires courantes et partager leur analyse politique et économique. La composition des délégations est supposée être permanente, d'après le PV du Vorort du 29 janvier 1979. Elles ne sont alors pas précisées, bien que l'on puisse

---

[35] « (…) der Spielraum für Mandatsbewegungen im kommenden Herbst (…) relativ klein ist. » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54. PV du comité directeur du PRD du 25 août 1978. (t.a.)

[36] ACV, Fonds du Parti radical-démocratique vaudois, PP 552/210. Bon de commande vierge du secrétariat général du PRD destiné aux partis cantonaux, s.d. (probablement été 1979).

[37] En janvier 1979, le secrétaire du Vorort Alexandre Jetzer déclare lors d'une réunion : « Une bonne partie de l'opinion publique est traumatisée par le fait que les sondages laissent entrevoir – du moins à ce stade et sans tenir compte de la saine réaction favorable aux partis bourgeois provoquée par ce sondage – des gains socialistes aux élections de l'automne 1979. » AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.27. PV du Vorort du 29 janvier 1979.

[38] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54. PV du comité directeur du PRD du 12 mars 1979.

[39] AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.27. PV du Vorort du 29 janvier 1979. Précisons bien qu'il ne s'agit pas du PV de la réunion entre le PRD et le Vorort, mais bien du compte rendu fait par un des participants (Alexandre Jetzer) au reste du Vorort.

supposer qu'il s'agit de membres du présidium pour le PRD (le comité directeur n'évoque pas ces rencontres ou, du moins, ne les consigne pas au PV). Du côté du Vorort, le PV précise qu'elle comprend au moins le directeur Winterberger, le président von Planta et le secrétaire Alexandre Jetzer[40]. Le contenu de ces séances est relativement détaillé dans les PV de la faîtière patronale, ce qui semble démontrer que cette collaboration y est moins problématique qu'au PRD, où la discrétion prévaut à l'interne. En effet, certains membres n'apprécient pas une telle proximité avec les intérêts si étroits défendus par le Vorort[41].

Quoiqu'il en soit, le *timing* de cette rencontre semble correspondre à la volonté du Vorort (qui en est à l'initiative) de se constituer partie prenante de la campagne électorale, ce qui donne à la séance l'allure d'une discussion entre deux partis politiques apparentés. La faîtière patronale y a plaidé pour que le PRD développe un « programme [*ndlr*: électoral en vue des élections fédérales de 1979] qui permette à l'économie de procéder à son renouvellement naturel, en créant des conditions générales aussi favorables que possible[42] ». Pour ce faire, il faut éviter d'imiter la « politique de la gauche (…) basée sur la peur, sur la création d'un sentiment de panique », mais plutôt « adopter une politique de vérité absolue[43] ». Le Vorort défend ainsi un cadrage de la politique économique comme une réflexion technique, à l'instar des groupes d'experts, faites de solutions devenues « vérités absolues ».

Au sein du Vorort, dans la discussion qui suit le compte-rendu de cette rencontre, un membre se demande s'il ne serait pas opportun que la SDES promeuve certaines candidatures particulièrement conformes à la ligne de l'organisation patronale, « favorables à l'entrepreneuriat[44] » (*Unternehmertum günstig*). Il est difficile de savoir dans quelle mesure ce soutien a pu prendre forme et se concrétiser. Néanmoins, les archives révèlent l'organisation d'un *coaching* par la SDES à destination des candidat·e·s concernant les apparitions télévisuelles et « l'argumentation sur des sujets économiques et sociaux traités au parlement fédéral[45] », selon une lettre à l'attention du secrétariat du PRD vaudois en août 1979 signée de Gilbert Coutau, secrétaire de l'antenne romande de la SDES à Genève, président du Parti libéral genevois et lui-même candidat au Conseil national[46]. Il s'agit manifestement d'une offre proposée à toutes les sections cantonales du PRD (et probablement à d'autres partis alliés), coordonnée par le parti central, comme en témoigne la première ligne de la correspondance : « *Ainsi que votre secrétariat national vous a en a certainement informé*, la SDES se tient à disposition des candidats aux élections nationales de cet automne qui portent un intérêt particulier au fonctionnement, aux structures et à l'évolution de l'économie de marché en Suisse, pour leur apporter un éventuel appui[47]. » Cette assistance, qui se tient sur une journée dans les locaux genevois de la SDES avec ses collaborateurs et un journaliste, semble davantage servir les intérêts de l'organe patronal que les candidat·e·s. Il est ainsi probable que la promesse de formation quant à l'expression télévisuelle, prévue en première partie de journée, agisse comme une incitation forte, dans un contexte où celle-ci prend toujours plus d'importance et où les candidat·e·s ne maîtrisent pas encore ses codes. La deuxième partie de journée, consacrée à « des exercices pratiques d'argumentation[48] », offre vraisemblablement

---

[40] *Id*.
[41] C'est par exemple le cas des Jeunes radicaux suisses, qui souhaiteraient, au nom de la transparence, que les appartenances des candidat·e·s du PRD à des associations économiques soient portées à la connaissance des membres du parti. Ils déposent une motion en ce sens auprès du comité directeur – qui botte en touche – en juin 1978, d'après le PV du comité directeur du PRD du 22 juin 1978.
[42] AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.27. PV du Vorort du 29 janvier 1979.
[43] *Id*.
[44] *Id*.
[45] ACV, Fonds du Parti radical-démocratique vaudois, PP 552/548-4. Lettre de Gilbert Coutau, secrétaire de l'antenne romande de la SDES à l'attention du secrétariat du Parti radical vaudois, 7 août 1979.
[46] OBELIS et base de données y relative. En ligne : https://www2.unil.ch/elitessuisses/, consulté le 25 mai 2022.
[47] ACV, Fonds du Parti radical-démocratique vaudois, PP 552/548-4. Lettre de Gilbert Coutau, secrétaire de l'antenne romande de la SDES à l'attention du secrétariat du Parti radical vaudois, 7 août 1979.
[48] *Id*.

l'opportunité à la SDES de convaincre les candidat·e·s sur ses propres préférences en matière de politique économique et sociale, tout en leur permettant de se les approprier.

D'autant plus qu'à ce moment, la direction du PRD prend conscience d'un changement d'attitude des électeurs·trices : « Ce n'est pas l'appartenance à un parti qui est en premier lieu déterminante (…) mais plutôt la personnalité du candidat », soulève un document stratégique de mai 1978[49]. Jusque-là, le parti réprouvait les campagnes personnelles, mais dans ce même rapport, il avance que « la campagne électorale des radicaux devrait notamment se profiler par le biais des candidats[50] ». Il s'agit des prémices d'un processus de personnalisation, entamé avec l'apparition des *mass media* et en particulier de la télévision, selon certains travaux de science politique au sujet de la modernisation des campagnes électorales (Engeli et Tonka, 2010).

« Plus de liberté – moins d'État », genèse zurichoise d'un slogan iconique

S'il est possible qu'un soutien redoublé du Vorort ait pu donner un certain élan à la campagne du PRD, ce sont avant tout les élections cantonales zurichoises, en avril 1979, qui sont susceptibles d'avoir remotivé les troupes radicales. En effet, suite à celles-ci, qui peuvent faire office de premier tour de piste pour le PRD à six mois des fédérales, les radicaux gagne 8 sièges et 3,6% de participation électorale en plus par rapport à l'élection précédente[51].

Surtout, il s'agit du moment d'apparition du slogan « Plus de liberté, moins d'État ». Sa première mention dans la presse remonte au mois de mars 1979. La *NZZ* consacre près d'une page à une manifestation organisée par le PRD zurichois : celui-ci réunit un cortège de 1500 personnes, qui défile en ville avec banderoles et drapeaux pour rejoindre un centre de congrès où doit se tenir un meeting en vue des élections. Le journaliste de la *NZZ* en fait la description suivante : « Les banderoles étaient très explicites : 'Plus de liberté, moins d'État', 'Baissez les impôts' ou 'Le chemin vers le socialisme est pavé d'impôts'[52]. » Quant aux prises de parole, elles étaient également largement colorées de ce sentiment d'un État trop imposant, qui se traduit déjà dans la première intervention, celle du président du parti cantonal Hans Georg Lüchinger : «Partout où quelque chose ne tourne pas rond, on en appelle aujourd'hui à l'État. Le PLR se bat pour que l'homme n'étouffe pas dans un réseau de plus en plus étroit de lois et d'ordonnances, de sorte qu'il lui reste de l'espace pour sa liberté de décision personnelle et pour sa responsabilité individuelle[53]. » Le slogan est alors le titre de la brochure de campagne du PRD zurichois : « Mehr Freiheit und Selbstverantwortung – weniger Staat » (*Plus de liberté et de responsabilité individuelle – moins d'État*).

---

[49] «(…) nicht in erster Linie die Parteizugehörigkeit eines Kandidaten bei der Verteilung der Wählergunst ausschlaggebend ist, sondern vielmehr die Persönlichkeit des Kandidaten. » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#121*. «Die Wahlstrategie 1979 – Entwurf II », Rapport détaillant la stratégie électorale du PRD en vue des élections fédérales de 1979, probablement rédigé par un des groupes de travail internes au parti, destiné à un usage interne, mai 1978, p. 23. (t.a.)

[50] « Die freisinnige Wahlkampagne sollte sich u.a. auch über die Kandidaten profilieren. » *Id*. (t.a.)

[51] APS 1979, « Wahlen » . En ligne : https://anneepolitique.swiss/APS/de/APS_1979/APS1979_I_1_e.html, consulté le 3 mai 2022.

[52] « Die Transparente führten eine deutliche Sprache: 'Mehr Freiheit weniger Staat', 'Runter mit den Steuern' oder 'Der Weg zum Sozialismus ist mit Steuern gepflastert', lauteten die Slogans. » «Grosses Engagement für eine gesunde Politik », *NZZ* du 12 mars 1979, p. 23. (t.a.)

[53] « Überall, wo etwas nicht rund laufe, werde heute nach dem Staat gerufen. Hier nehme die FDP den Kampf auf, damit der Mensch nicht in einem immer enger werdenden Netz von Gesetzen und Verordnungen ersticke, damit ihm vielmehr ein Freiraum für seine persönliche Entscheidungsfreiheit und für seine Selbstverantwortung bleibe. » *Id*., pp. 23-24. (t.a.)

On a vu précédemment que le parti zurichois se situait sur une ligne politique dévouée à une idéologie servant les intérêts de l'économie privée, ce qui se traduit particulièrement bien dans la rhétorique du « moins d'État ». En 1976 déjà, le parti cantonal organisait une journée d'études sur le thème « Opportunités d'une offensive libérale » (*Chancen liberaler Offensive*). Selon la liste de participant·e·s, c'est Rudolf Friedrich qui la préside[54] – le même Rudolf Friedrich qui participe désormais de près à l'élaboration du programme en vue des élections fédérales de 1979. En 1976, la *NZZ* avait rédigé un compte rendu à propos de cette journée d'étude, ce qui démontre que le parti cantonal avait alors estimé important de le publiciser[55]. Il s'agissait alors probablement en partie d'une opération de communication à l'égard du parti central. En effet, s'il n'est pas la cible explicite de cette « offensive », l'attitude du parti-mère à l'égard du libéralisme est subtilement mise en cause par Friedrich, comme le relate la *NZZ* : « Le président du parti Friedrich a ouvert la manifestation en évoquant le reproche souvent entendu (…) selon lequel la politique du PRD serait trop défensive, et a souligné que l'atelier, sans déboucher immédiatement sur une prise de position officielle du parti, pouvait contribuer à la formulation d'une politique plus offensive[56]. »

Et si le slogan « Plus de liberté, moins d'État » était une contribution venue tout droit de Zurich à la stratégie électorale du PRD en cette année 1979 ? Les sources ne permettent pas explicitement de le dire, mais Rudolf Friedrich n'est pas le seul lien existant entre le parti zurichois et le groupe de travail consacré aux axes programmatiques du PRD au niveau national. En effet, Ulrich Bremi, dont on a vu qu'il était en charge d'une partie argumentaire du programme, est lui aussi un membre influent du PRD zurichois. En 1976, il a également participé à la journée d'études pour une offensive libérale et, en juin 1979, il représente le PRD lors de l'ouverture d'un nouveau *think tank* néolibéral suisse, l'Institut libéral. Avec l'objectif de diffuser le corpus idéologique du (néo)libéralisme, cette fondation entretient des liens très étroits avec le PRD de la ville de Zurich, comme le démontre l'article que la *NZZ* consacre à son inauguration[57]. En effet, c'est la section qui a organisé cet événement, qui mêlait vernissage de l'institut et anniversaire du parti de la ville. Il a également investi un capital de départ et il est convenu qu'il élise 5 des 25 membres du conseil de fondation, bien que l'institut se présente comme indépendant du PRD[58]. Son directeur est alors le publicitaire Robert Nef, qui s'est parfois attribué la paternité contestée du slogan « Plus de liberté, moins d'État », qu'il aurait proposée dès le début des années 1970 (Kergomard, 2018, p. 114).

Enfin, le secrétaire des partis de la ville et du canton de Zurich est alors Eric Honegger, le fils de Fritz Honegger. Il est engagé par la SDES moins d'un an après les élections cantonales[59] – cette campagne avait-elle été l'occasion pour le jeune trentenaire de faire ses preuves, un succès qui s'ajoute à sa prestigieuse filiation ? Quoiqu'il en soit, dans un article récent de la *NZZ* revenant sur la genèse du slogan « Plus de liberté, moins d'État », Eric Honegger croit se souvenir qu'il émane bien des préparatifs de la campagne cantonale zurichoise. Il avance la possibilité qu'il ait été formulé par le président du parti zurichois, Hans Georg Lüchinger (gendre de Gerold Schnitter, président du conseil d'administration de Zschokke, géant suisse du génie civil[60]), avant de se voir repris par le parti national[61].

---

[54] SKZ, Fonds Freisinnig-Demokratische Partei FDP des Kantons Zürich, W II 13.523. « Chancen liberaler Offensive – Teilnehmerliste », Liste de participant·e·s à la journée d'étude «Chancen liberaler Offensive » organisée par le PRD zurichois le 13 novembre 1976 à Winterthur.

[55] «Für eine offensivere Politik der Liberalen », *NZZ* du 15 novembre 1976, p. 27.

[56] «Parteipräsident Friedrich eröffnete die Veranstaltung mit dem Hinweis auf den oft gehörten (…) Vorwurf, die Politik der FDP sei zu defensiv, und betonte, dass die Arbeitstagung, ohne gleich in eine offizielle Stellungnahme der Partei auszumünden, einen Beitrag zur Formulierung einer offensiveren Politikleisten konnte. » *Id*. (t.a.)

[57] « Aufbau eines Liberalen Institutes », *NZZ* du 1er juin 1979, p. 49.

[58] *Id*.

[59] « Eric Honegger – offen für neue Ideen », *NZZ* du 6 mars 1987, p. 44.

[60] PETER-KUBLI, Susanne. «Hans Georg Lüchinger », in *DHS*, version du 16 décembre 2009. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006483/2009-12-16/, consulté le 10 mai 2022.

[61] WEHRLI, Christoph. « Mehr Freiheit – weniger Staat », *NZZ* du 20 avril 2015, p. 8.

D'après Rudolf Bolleter, concepteur de la campagne électorale zurichoise puis du parti national qui témoigne dans le même article, c'est Rudolf Friedrich qui la lui aurait soufflée, dans une tournure un peu plus lourde, que Bolleter a ensuite simplifiée.

Les archives du parti zurichois permettent du reste de situer quelques-unes de ces personnalités dans la « Propagandakommission » de la section, chargée de la stratégie électorale, d'après une liste de membres datée de 1980 (mais dont on peut supposer qu'elle était déjà valable en 1979). On y retrouve Friedrich, Honegger (fils) et Lüchinger, mais aussi Rudolf Bolli, journaliste à la *NZZ*, et Richard Reich, directeur de la SDES.

L'influence du parti zurichois semble donc être bien prégnante sur la campagne pour les élections fédérales, ce qui tend à révéler son influence sur l'orientation générale du parti national lui-même. Cette influence est celle de certaines personnalités, dont on peut supposer qu'elles ont une fonction de courroie de transmission entre le parti et des intérêts pour le moins privés, comme on vient de le voir. Mais cette composition sociologique, qui se traduit dans les listes électorales faites de capitaines d'industrie et autres dirigeants d'associations patronales, suscite une certaine ambivalence auprès du PRD suisse comme du Vorort. Lors de leur réunion commune de janvier 1979, les deux parties s'accordent sur la nécessité d'élargir la base électorale du PRD en tenant davantage compte des « employés » dans sa stratégie, c'est-à-dire en s'adressant à eux et en présentant certaines candidatures susceptibles de les représenter (on parlerait plutôt aujourd'hui de « classes moyennes » pour désigner ce public-cible)[62]. À ce titre, le Vorort estime que cette intégration laisse particulièrement « à désirer[63] » dans le canton de Zurich, où le PRD est le parti de la bourgeoisie par excellence, peu enclin à mitiger cette inclinaison en direction de couches plus laborieuses de la population. Ces préoccupations soulignent une recherche d'équilibre délicat; la diffusion de l'idéologie néolibérale permet de pallier partiellement ce déficit de représentativité, qui est alors une problématique prioritaire du parti-mère. En effet, au moment de la campagne électorale de 1979, celui-ci cherche à « corriger » son image de « parti de la finance et de l'économie à caractère élitaire » pour se transformer en « parti populaire bourgeois et libéral[64] ». Un slogan comme « Plus de liberté – moins d'État », par ses échos populistes (qui est contre « plus de liberté » ?), contribue à cette transition. Plus généralement, Bihr relève que l'idéologie néolibérale a pour caractéristique d'inverser et d'oblitérer le sens (que l'on pense à la conception de l'égalité ou de la solidarité), brouillant les enjeux politiques qu'elle soutient auprès des classes dominées tout en servant de référentiel commun aux membres des classes dominantes et à leurs représentant·e·s (Bihr, 2007, p. 9).

Un programme électoral sans éclat

Le programme électoral en vue des élections fédérales est adopté par l'assemblée des délégué·e·s sous l'œil des médias le 21 avril 1979 à Soleure, sans grande contradiction. La qualification principale que les journalistes accordent alors au programme du PRD est la prudence[65], qui se manifeste notamment dans un « pragmatisme têtu[66] ». En somme, rien de nouveau sous le soleil, et certains journalistes, comme Pierre-André Stauffer pour le *24heures*, relèvent la continuité dans laquelle s'inscrit ce programme, fait de tièdes

---

[62] AfZ, Vorort-Archiv 1.5.3.27. PV du Vorort du 29 janvier 1979.
[63] *Id*.
[64] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz. J2.322-01#2009/263#122*. Secrétariat général du PRD, «Stratégie électorale 1983 », Rapport interne, juillet 1982, p. 15.
[65] « Programme électoral des radicaux : sous le signe de la prudence » , *Le Matin* du 21 avril 1979 p. 3; STAUFFER, Pierre-André. « De la prudence avant toute chose » , *24heures* du 22 avril 1979, p. 5; « Keine Experimente – das Bewährte hat Vorrang » , *Neue Zürcher Nachrichten*, 23 avril 1979, p. 3. (À noter que les éditions de la *NZZ* parues entre le 19 et le 30 avril 1979 sont indisponibles sur sa base de données, ce qui ne nous a pas permis de la consulter.)
[66] STAUFFER, Pierre-André. « De la prudence avant toute chose » , *24heures* du 22 avril 1979, p. 5.

formules peu engageantes pour permettre la cohabitation d'ailes parfois très opposées au sein du parti :

> Mais entre le progressisme des jeunes radicaux ou des Valaisans et le tir de barrage provenant de l'ultradroite schwytzoise et lucernoise, qui a tenté d'étouffer tout ce que le programme contenait de social ou de simplement tolérant, l'assemblée semble avoir trouvé une voie moyenne, toujours suffisamment vague et nébuleuse pour permettre au parti de retomber plus tard sur ses pattes[67].

Constitué de 21 courts chapitres, la cinquantaine de pages que le PRD a consacrées à son programme propose pour chaque thématique quelques paragraphes de bilan de la situation du point de vue radical et une série de « postulats », traduisant l'orientation que souhaiterait impulser le PRD sur chaque objet. Comparer le programme sur quelques points avec sa version de 1971 permet d'observer que, si le fond est plutôt similaire, les accents largement sociaux du début de la décennie ont pour ainsi dire disparu. Les années qui se sont écoulées entre les deux programmes paraissent avoir démontré que cette coloration était essentiellement discursive, ces mesures ne s'étant généralement pas traduite en actes. Néanmoins, elle témoignait des lignes de force qui traversaient le parti. En effet, ces mesures « pour une Suisse à dimension humaine » (du nom du programme de 1971) y ont été formulées parce qu'elles répondaient à des attentes : celles d'une aile à tendance plus sociale au sein du parti qu'il fallait contenter, ainsi que de l'électorat. En 1979, après une récession économique et des années de débats qui n'en finissent pas sur les façons « d'assainir » les finances fédérales, la division qui traversait les radicaux entre défenseurs maximalistes de l'économie de marché et partisans d'un État social fort s'est largement estompée au bénéfice des premiers.

Par exemple, si on lisait dans le programme de 1971 des revendications concernant la construction par l'État de milliers de logements abordables destinés aux plus précaires (voir *infra*, p. 25), il n'est question en 1979 que de faciliter l'accès à la propriété. Sur ce dossier, « l'État doit avant tout créer les conditions-cadres (…) », tandis que « l'impulsion décisive doit venir de l'économie privée[68] ». En outre, de nouveaux chapitres ont fait leur apparition comme « Salariés, un monde du travail qui respecte l'homme », conformément à la volonté de la direction du PRD de s'adresser davantage à la classe moyenne. La main tendue vers les travailleurs·euses se montre pour le moins timide, avançant des propositions telles que : « Nous appuyons les efforts accomplis pour améliorer la qualité du poste de travail par des méthodes de travail plus variées, par une meilleure information et une meilleure motivation des salariés[69]. » Le chapitre consacré à « L'économie de marché, base de notre prospérité » se montre plus offensif, détaillant la relation que devraient entretenir l'État et l'économie privée. Son premier postulat soutient que : « L'État doit améliorer les conditions de fonctionnement d'une économie de marché libre et sociale[70]. » L'État est également appelé à lutter contre l'inflation, à garantir la stabilité des prix ou encore à intervenir en cas de « rigueurs sociales graves[71] » (par exemple à la suite « d'adaptations de structures nécessaires[72] » dans lesquelles les pouvoirs publics ne doivent pas intervenir – il faut comprendre ici des délocalisations ou des fusions, par exemple). Cette conception d'un État loin d'être faible conduira à une ambivalence certaine avec le slogan « Plus de liberté, moins d'État »; les cadres du PRD occuperont beaucoup de leur énergie, au fil de la campagne et au-delà, à clarifier ce qu'ils estiment être un malentendu, aussi bien à l'interne qu'à l'externe du parti.

---

[67] *Id*.
[68] ACV, Fonds du Parti radical-démocratique vaudois, PP552/210. PRD, Brochure « Objectifs 79/83 », 1979, p. 79.
[69] *Ibid*., p. 64.
[70] *Ibid*., p. 60.
[71] *Ibid*., p. 61.
[72] *Id*.

Ce programme n'incarne donc pas le coup d'éclat politique parfois dépeint lorsqu'il s'agit d'évoquer la campagne du PRD en 1979. Certes, il remet davantage en cause le compromis social qu'en 1971, mais cette position se défend alors comme une attitude pragmatique, au vu du déficit public. Une attitude que les nombreux débats des années précédentes, tel que j'ai tâché de le démontrer dans le chapitre 2, ont contribué à légitimer. Les fondations du parti sont ainsi dans une continuité tout à fait cohérente avec l'orientation suivie au cours de la décennie qui précède. D'ailleurs, sa version imprimée est introduite par « Liberalismus heute », adoptée par l'assemblée des délégué·e·s en 1973 (voir *infra*, pp. 31 et suivantes) et reproduite sans modifications[73]. La direction du parti ne cherche donc pas particulièrement à le présenter sous un jour nouveau.

À ce programme s'ajoute un catalogue de onze « points forts » (*Schwerpunkte*), présenté à la presse le 14 mai 1979 par le président du parti (Richter), le président du groupe parlementaire (Eng), un conseiller national (Friedrich) et le secrétaire général (Leuenberger), avec le programme finalisé. La *NZZ* titre alors « Schwerpunkte freisinniger Politik. Mehr Freiheit und Selbstverantwortung – weniger Staat[74] » (*Points forts de la politique radicale. Plus de liberté et de responsabilité, moins d'Etat*). Il s'agit de la première apparition de cette formule durant la campagne nationale. C'est en effet le titre du premier de ces « points forts », dont la première ligne est la suivante : « Nous, radicaux, ne voulons pas de l'État partout[75]. » Sans détailler l'ensemble de cette petite parution, il est à noter qu'elle a des allures plus offensives que le programme. Ainsi, le deuxième thème qui y est développé est « Le bien-être grâce à la paix du travail », où il est affirmé que « des dirigeants de la gauche s'efforcent d'ébranler la paix du travail. On nous recommande la confrontation en lieu et place de la collaboration[76] ». Le PRD y fustige les grèves et « d'autres moyens de lutte encore[77] », réaffirmant le rôle stabilisateur de la paix du travail. Dans le troisième, intitulé « Des impôts, point trop n'en faut[78] », le PRD prévient : « Nous refusons que l'État poursuive des objectifs idéologiques ou contribue à modifier notre organisation politique par le biais de lois fiscales. L'État doit adapter la croissance de ses dépenses à l'économie[79]. » L'idée d'une « politique des caisses vides » qui commence à se répandre au sein du PRD correspond pourtant particulièrement bien à cette description : en effet, comme l'a détaillé Guex, il s'agit bien d'une stratégie bourgeoise visant à amaigrir l'État en lui faisant subir des cures drastiques d'économies dans le but de le priver des ressources nécessaires à la mise en œuvre d'une politique sociale efficace (Guex, 1998). Dernier exemple, celui du thème suivant, dont le titre est « Mieux disposer de son propre salaire[80] ». Ici, les auteurs de la brochure estiment que « les déductions de salaire se sont massivement accrues au cours de ces dernières années[81] », notamment en faveur de l'AVS et de l'AI, ce qui nuirait à la liberté de disposer de son propre salaire. S'il s'agit de solidarité, celle-ci « signifie aussi résoudre soi-même les problèmes en fonction de ses propres possibilités, sans imposer de charge à l'État ![82] »

En somme, ces quelques exemples permettent d'observer un ton sensiblement moins modéré que dans le programme. On ne trouve pas trace, dans les archives, d'une consultation de ces « points forts » au sein du parti. Il est possible que ceux-ci soient en fait une façon, pour la direction du parti, de contourner les processus de démocratie interne au parti qu'exige l'élaboration d'un programme électoral. En les introduisant comme des

---

[73] *Ibid*., pp. 19-25.
[74] « Schwerpunkte freisinniger Politik. Mehr Freiheit und Selbstverantwortung – weniger Staat », *NZZ* du 15 mai 1979, p. 33.
[75] ACV, Fonds du Parti radical-démocratique vaudois, PP552/210. PRD, Brochure « Objectifs 79/83 », 1979, p. 7.
[76] *Ibid*., p. 9.
[77] *Id*.
[78] *Ibid*., p. 10.
[79] *Id*.
[80] ACV, Fonds du Parti radical-démocratique vaudois, PP552/210. PRD, Brochure « Objectifs 79/83 », 1979, p. 11.
[81] *Id*.
[82] *Id*.

« points forts », elle peut ainsi se présenter sous un jour plus libre, sans recourir aux formules « vagues et nébuleuses » (pour reprendre les mots du journaliste Pierre-Alain Stauffer) rendues nécessaires par la recherche du consensus auprès d'une assemblée hétérogène. L'exercice est néanmoins délicat, puisqu'il ne doit pas pour autant soulever une vague de protestation au sein du parti.

Néanmoins, si « Plus de liberté, moins d'État » apparaît à cette occasion pour la première fois dans le cadre de la campagne fédérale, ce n'est pas en sa qualité de slogan, mais parce qu'il s'agit du titre du premier de ces points forts. En réalité, ce slogan, qui a souvent été considéré rétrospectivement comme symbole de la campagne électorale de 1979, n'a jamais été mobilisé comme tel par le PRD. Son mot d'ordre officiel était alors « Ideen, Köpfe, beherzte Taten » ou, en français, « Du cran et du cœur ».

« Zürcher connection » au service de l'offensive néolibérale

« Plus de liberté – moins d'État », on l'a vu, a été mobilisé pour la première fois par le PRD zurichois pour sa campagne électorale cantonale, au printemps 1979. Dans un premier temps, sa trajectoire semble être davantage zurichoise que radicale. Le PRD est en effet concurrencé sur cette ligne par l'UDC zurichoise, dirigée depuis 1977 par le jeune Christoph Blocher, qui la développe dans le sens d'une combinaison entre un conservatisme sociétal affirmé et la contestation de la bureaucratie et des impôts (Kergomard, 2018, p. 122). D'après les journalistes Cassidy et Loser, Blocher aurait même prétendu avoir retenu le même slogan que le PRD zurichois pour la campagne de son propre parti, avant de se faire devancer (Cassidy et Loser, 2015, p. 38). Mais si la concurrence entre ces deux partis commence à s'acérer du fait de leur rapprochement idéologique, cela conduit également à des synergies qui vont au-delà des apparentements.

Le 18 août 1979, la *NZZ* annonce la fondation de la « Société pour moins d'État » (*Gesellschaft für weniger Staat*) à Zurich, une association qui ambitionne de participer aux élections pour le Conseil national avec la liste « Hop Schwiiz », comptant 19 candidats (dont deux PRD et deux UDC, le reste étant sans affiliation, selon le magazine de la Migros, *Wir Brückenbauer*[83]). Elle se veut représentative d'une certaine jeunesse (masculine), en ne présentant que des hommes entre 30 et 36 ans[84]. Selon la *NZZ*, cette nouvelle société regroupe « peut-être 100 » membres, insatisfaits de la politique bourgeoise mais qui « soutiennent 'la politique d'austérité d'Otto Fischer'[85] ». Rien n'indique néanmoins que ce dernier y soit associé. On y trouve des représentants de l'aile la plus à droite du PRD et de l'UDC, ainsi que des apartisans, dont certains, à l'extrême droite, fonderont en 1985 le Parti des automobilistes[86]. Son comité est composé de sept membres, dont quatre ont une affiliation partisane extérieure à celle-ci; non nommés dans la presse à une exception près, il s'agit des deux candidats UDC (l'un d'eux est le président de l'association, Bruno Baer) et des deux candidats PRD, respectivement vice-président et directeur de l'association[87]. La société présente un programme de sept points : moins d'impôts, moins de bureaucratie inutile (*Verwaltungsleerlauf*), moins de gaspillage de l'État (*Staatsverschwendung*), plus de force au peuple (*mehr Kraft dem Volk*), plus de propriété pour tous (*mehr Eigentum für alle*), plus de protection pour les personnes socialement défavorisées (*mehr Schutz für sozial Schwache*) et plus de sens pour la politique énergétique et environnement (*mehr Sinn für Energie und Umwelt*)[88]. Selon la *NZZ*, qui cite la société, les partis « auraient

---

[83] «Mit 'Hopp Schwiiz' in den Nationalrat », *Wir Brückenbauer* du 31 août 1979, p. 4.
[84] *Id*.
[85] « (…) [sie] unterstützen die 'Sparpolitik Otto Fischers'. ». «Hop Schwiiz in der Politik », *NZZ* du 17 août 1979, p. 52. (t.a.)
[86] «Grosses Bibbern », *Der Spiegel* du 15 mai 1988. En ligne: https://www.spiegel.de/politik/grosses-bibbern-a-a8fcb772-0002-0001-0000-000013529091, consulté le 10 mai 2022.
[87] «'Hopp Schwiiz' fordert eine volksnahe Politik », *Neue Zürcher Nachrichten* du 17 août 1979, p. 5.
[88] «Hop Schwiiz in der Politik », *NZZ* du 17 août 1979, p. 52. (t.a.)

manqué de la fermeté nécessaire envers le Conseil fédéral, l'administration et les parlementaires[89] », contribuant à l'expansion de l'État. La campagne électorale de l'association est financée par des « sponsors » à hauteur de 250'000 francs[90], ce qui est assurément une somme considérable à l'époque.

La construction de ce programme en « moins » et en « plus » (à la façon de « Plus de liberté, moins d'État ») est à noter. D'ailleurs, d'après une communication du service de presse du PRD zurichois, la Société pour moins d'État, non contente de disperser les voix bourgeoises et libérales, aurait « copié » (*kopiert*) le slogan[91].

Une dizaine de jours après l'annonce de cette fondation, soit le 1er septembre 1979, le Redressement national fait publier une offre d'emploi dans la *NZZ* pour pourvoir un poste de responsable presse à Zurich (*Pressechef*).

> Si vous êtes tenté de rejoindre notre association bourgeoise interpartis en tant que responsable de presse pour une baisse des impôts, une politique de dépenses plus économe et une promotion active de l'accession à la propriété, ainsi que pour plus de liberté et moins d'État, adressez-vous à notre bureau zurichois, pour lequel nous recherchons un candidat – de préférence issu des milieux PDC[92].

Le Redressement National est une association conservatrice qui milite en faveur d'un ordre économique ultralibéral. Fondé en 1936 comme organe de coordination de la droite dans le sillage de l'initiative syndicale de 1935 « Pour combattre la crise et ses effets », il regroupe les principaux représentants du capital suisse (Zimmer et Zimmermann, 1998, p. 39 ; Werner, 2000). À l'origine, il est également très proche de diverses organisations frontistes[93]. À ses débuts, entre 1937 et 1942, c'est un radical pourfendeur de l'interventionnisme étatique, déjà rencontré dans ces pages, Robert Eibel, qui le dirigeait. Depuis 1974, c'est le radical argovien Rudolf Rohr qui est à sa tête.

En examinant l'annonce, il est d'abord intéressant de constater que l'expression « mehr Freiheit weniger Staat » est utilisée textuellement, témoignant des liens qui unissent le Redressement national au PRD. Mais on peut également se demander quelles sont ses relations avec la Société pour moins d'État : leur ligne politique est tout à fait comparable et la temporalité interpelle. Est-ce un hasard si le Redressement national recherche un responsable presse alors que la liste Hopp Schwiiz se lance dans la campagne ? Peut-être, mais il s'agit d'une piste intéressante. D'autant plus que le Redressement national semble être un lieu de coordination important pour les tenants d'une ligne idéologique obstinément hostile à l'extension de l'État. En 1980, on retrouve parmi ses membres plusieurs personnalités familières, comme Otto Fischer ou Christoph Blocher, mais aussi Gilbert Coutau (secrétaire de l'antenne romande de la SDES et élu libéral), Hans-Georg Lüchinger (président du PRD zurichois), Heinz Allenspach (directeur de l'Union patronale suisse) ou encore Stephan Schmidheiny (héritier du cimentier Holderbank, futur initiateur des Livres blancs)[94]. On compte également Eric Honegger parmi ses proches, qui sera par exemple invité comme conférencier lors d'un séminaire de l'association sur la relation entre l'État

---

[89] «(…) es an der nötigen Härte gegenüber Bundesrat, Verwaltung und Parlamentariern fehlen lassen ». *Id*. (t.a.)

[90] *Id*.

[91] «Zersplitterung hilft der SP », *NZZ* du 12 septembre 1979, p. 45.

[92] «Reizt Sie die Aufgabe, in unserer überparteilich-bürgerlichen Vereinigung als **Pressechef** für niedrigere Steuern, sparsamere Ausgabenpolitik und tatkräftige Eigenheimförderung sowie ganz gemein für mehr Freiheit und weniger Staat einzusetzen? Dann wenden Sie sich an unsere Zürcher Geschäftsstelle, für die wir – vorzugsweise aus CVP-Kreisen – eine geeignete Ergänzung suchen. » Redressement national, Offre d'emploi parue dans la *NZZ* du 1er septembre 1979, p. 60. (t.a.)

[93] Voir SIDLER, Roger. «Redressement national » in *DHS*, version du 15 juin 2010. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/046681/2010-06-15/, consulté le 1er juin 2022; WOLF, Walter. «Frontisme » in *DHS*, version du 1er décembre 2006. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017405/2006-12-01/, consulté le 20 mai 2022.

[94] OBELIS et base de données y relative. En ligne : https://www2.unil.ch/elitessuisses/, consulté le 17 mai 2022.

et l'économie en 1981[95]. Le fait que l'association cherche prioritairement à engager une personnalité issue des rangs du PDC semble également démontrer d'une volonté d'y réunir tous les représentants du bloc bourgeois, assurant à l'idéologie du « moins d'État » une assise plus efficace dans l'arène parlementaire, et dans l'espace public en général. Cela peut être un indice supplémentaire de ses liens avec la Société pour moins d'État et la liste « Hopp Schwiiz », composée uniquement d'UDC et de radicaux.

Sans candidat au Conseil des États, les responsables de « Hop Schwiiz » soutiendront à Zurich la candidature d'un UDC (le conseiller d'État Jakob Stucki) et d'un PRD (le professeur Rico Jagmetti), bien qu'ils regrettent le fait qu'aucun de ceux-ci ne soient des représentants de l'économie privée[96].

Cette exploration sommaire, uniquement via les canaux médiatiques, ne permet pas de déployer des affirmations; sinon que ce réseau zurichois semble être un terrain d'étude des plus intéressants pour mieux comprendre la diffusion du néolibéralisme en Suisse.

En 1979, un slogan mal assumé par le PRD suisse

Le 8 septembre 1979, les rues de la petite ville de Brunnen, dans le canton de Schwytz, voient défiler un cortège inhabituel. Des cortèges, cette petite localité de Suisse centrale n'en accueille pas beaucoup. Mais 8000 radicaux de toute la Suisse qui convergent avec banderoles et drapeaux jusqu'à un chapiteau au bord du lac des Quatre-Cantons[97], encore moins. Des interventions ont lieu entre 11h45 et 13h, avec notamment une allocution de Fritz Honegger sur le thème « L'État et l'économie face à de nouvelles tâches », tandis que l'après-midi est dévolu à des activités festives avec orchestres[98].

Selon le rapport annuel 1979/80 du parti, cette manifestation qui ouvre la campagne constitue « l'un des points culminants [ndlr : de la campagne] pour la motivation interne ». La presse évoque abondamment le slogan « Plus de liberté, moins d'État », inscrit sur une banderole dans le cortège, puis accroché (parmi d'autres) sous la tente de fête. « Parmi les principaux points évoqués à Brunnen, on retiendra (…) une plus grande liberté et une plus grande responsabilité. Donc moins d'étatisme[99] », trouve-t-on dans la presse romande, tandis que la *NZZ* la caractérise comme « la déclaration politique claire avec laquelle les radicaux s'engagent dans la campagne électorale[100] ».

Si la formule apparaît constamment au cours de la campagne, c'est essentiellement à travers des prises de parole et dans les programmes plutôt qu'en tant que slogan à proprement parler. En effet, le PRD suisse ne publie par exemple pas de publicité qui le mette en avant, lui préférant l'officiel « Du cran et du cœur ». Ainsi, un document confidentiel du secrétariat général du PRD suisse détaillant la stratégie électorale précise la chose suivante en juin 1979 :

> Nous avons décidé de mener une campagne offensive et d'utiliser des méthodes nouvelles pour atteindre l'électeur; nous devons lui montrer que le radicalisme est plus jeune et plus dynamique que jamais. Cette attitude est illustrée par notre slogan « Les radicaux – du cran et du cœur ». Ce slogan

---

[95] «Die Suche nach optimalen Verhältnissen für Individuum, Gesellschaft und Staat », *NZZ* du 19 septembre 1981, p. 35.
[96] «'Hop Schwiiz' für Stucki und Jagmetti », *Walliser Bote* du 8 octobre 1979, p. 3.
[97] « Rendez-vous électoral radical à Brunnen » , *Nouvelle revue de Lausanne* du 10 septembre 1979, p. 1. À noter que ces chiffres sont fournis aux médias par le service de presse du PRD lui-même.
[98] «Manifestation électorale du Parti radical-démocratique suisse le 8 septembre à Brunnen » , *Nouvelle revue de Lausanne* du 8 septembre 1979, p. 2.
[99] «Radicaux: être prêts à défendre la liberté » , *24heures* du 10 septembre 1979, p. 5.
[100] «(…) die klare politische Aussage «Mehr Freiheit weniger Staat », mit der die Freisinnigen in den Wahlkampf ziehen (…) », « Startschuss zu den Nationalratswahlen », *NZZ* du 10 septembre 1979, p. 13. (t.a.)

> doit être utilisé à chaque occasion, dans la propagande, dans les articles de journaux, lors de manifestations. Il doit motiver nos militants et pénétrer aussi largement que possible l'opinion publique[101].

Aucun de ces documents stratégiques ne relève le slogan « Plus de liberté – moins d'État ». Il n'est pas évoqué une seule fois dans les PV du comité directeur en 1979 et il n'y est fait qu'une unique mention dans le rapport annuel 1979/80 du parti. En revanche, le PRD zurichois fait la publicité de ses sous ce mot d'ordre. Manifestement, en 1979, l'impulsion vient toujours de Zurich, qui semble imposer ce slogan dans le débat public, presque à l'insu du PRD suisse. Il est ainsi très plausible que Friedrich, participant à la rédaction des « points forts », ait contribué à le placer en titre du premier chapitre, sans que le PRD suisse ne réalise qu'il serait un tel étendard. Enfin, malgré les recommandations du parti national, le PRD zurichois favorise « Plus de liberté – moins d'État » au slogan officiel. C'est le cas par exemple de la campagne d'Ulrich Bremi (campagne qui démontre au passage une aversion du parti moins marquée que par le passé à l'égard des campagnes personnelles). Dans un encart publicitaire en faveur de sa candidature dans la *NZZ*, Bremi se réjouit :

> Un tournant dans la bonne direction se dessine de plus en plus nettement dans la politique suisse : retour à plus de liberté, d'esprit d'initiative, de recours à ses propres moyens (*Selbsthilfe*) et de volonté de performance. Cela signifie un refus à plus d'État, plus d'impôts et de bureaucratie. Ce n'est pas un hasard si le PRD, qui s'est fait le champion de ce tournant, a progressé dans toutes les élections cantonales du printemps – surtout dans le canton de Zurich, où il a fait passer le nombre de ses mandats au Grand Conseil de 43 à 51. Il s'agit maintenant de prendre le bon tournant au niveau fédéral et de remettre à sa place la gauche marxiste avec ses slogans de lutte des classes dépassés, son hostilité fatiguée à l'égard de la performance et sa bureaucratie étouffante : Plus de liberté – moins d'État[102].

Si on trouve régulièrement des mots comme « tournant » (*Wendung*/*Wende*) dans l'historiographie sur le néolibéralisme pour désigner le moment où celui-ci s'impose dans le champ politique, il est plus étonnant de voir un contemporain, qui n'a pas le recul qu'ont les historien·ne·s sur la période, le caractériser ainsi. Car c'est bien d'un tournant « néolibéral » dont parle Bremi en évoquant un « retour » à la liberté, à l'esprit d'initiative, à la performance et au recours à ses propres moyens, des valeurs corrompues selon lui par un État devenu trop providentiel. L'usage du mot « tournant » démontre qu'il ne s'agit pas de la réforme de quelques politiques publiques, mais bien d'une lutte pour une refonte du système économico-politique dans son ensemble, que symbolise le slogan « Plus de liberté, moins d'État ». Néanmoins, contrairement à ce qu'il prétend, il n'y a pas que la gauche à vaincre, puisque des réticences se manifestent au sein même du parti.

C'est notamment ce dont témoigne Gilles Petitpierre, invité à rejoindre le PRD genevois autour de 1975, en raison de son expertise sur l'écologie et de son nom (le « tampon Petitpierre », dit-il, puisqu'il est le fils de l'ancien conseiller fédéral radical Max Petitpierre). « Moi j'étais un vrai radical, fidèle à 1894 [ndlr : année de fondation du PRD suisse, à

---

[101] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#121* Secrétariat général du PRD suisse, « Elections fédérales 1979. Checklist à l'intention des organisations locales et régionales du parti » , juin 1979.

[102] « Immer deutlicher zeichnet sich in der schweizerischen Politik eine Wendung in der richtigen Richtung ab: Zurück zu mehr Freiheit, initiative, Selbsthilfe und Leistungswillen. Sie bedeutet eine Absage an immer mehr Staat, immer mehr Steuern und Bürokratie. Sie ist ein klares Nein am Sozialismus. Nicht zufällig hat die FDP als Vorkämpferin dieser Wendung in allen kantonalen Frühjahrswahlen Fortschritte erzielt – am meisten im Kanton Zürich, wo sie die Zahl ihrer Kantonsratsmandate von 43 auf 51 steigerte. Nun gilt es, auch auf Bundesebene die Wendung in der richtigen Richtung herbeizuführen und die marxistische Linke mit Ihren überholten Klassenkampfparolen, ihrer müden Leistungsfeindlichkeit und ihrer alles erstickenden Bürokratie in die Schranken zu weisen: Mehr Freiheit – weniger Staat. » « Mehr Freiheit – weniger Staat », Promotion électorale publiée dans la *NZZ* du 5 octobre 1979, p. 47.

Olten], j'étais dans cette ligne-là, mon père aussi. Ce slogan, il me contrariait vraiment. Et représenté par des gens que je ne pouvais pas supporter… Otto Fischer… et les Zurichois ![103] » Gilles Petitpierre est entré dans le PRD pour « la justice sociale », mais animé d'un fort anticommunisme. D'après lui, la plupart des Romands étaient hostiles au slogan et il estime que, même du côté alémanique, la plupart n'y était pas favorable. En effet, Paul Wyss n'est pas convaincu non plus, même s'il est moins véhément : « 'Mehr Freiheit – weniger Staat', j'étais pas très sûr que ce soit la bonne chose [comme slogan]. » Ses raisons sont différentes, puisque lui adhère davantage à l'idée que sous-tend le slogan : le retrait de l'État dans tout ce que l'entreprise privée peut accomplir au moins aussi bien. Seulement, il trouve que la formule, par sa tournure provocatrice, est sujette à la confusion. « Il ne fallait pas vraiment moins d'État, il fallait mieux d'État. Comme ça [avec ce slogan], ça n'était pas clair pour les gens. » Selon mes deux interlocuteurs, qui tiennent néanmoins à me rappeler que leur mémoire peut faire défaut, ce mot d'ordre n'a pas fait l'objet d'une consultation au niveau du parti national.

Par ailleurs, comme le rappelle Zoé Kergomard, le slogan tend à tomber à plat dans le contexte suisse, tant il n'a que peu de possibilités d'application concrète (Kergomard, 2020, p. 240). En effet, contrairement à d'autres pays, le modèle néolibéral n'y a pas d'État-providence keynésien à démanteler et ses revendications y sont déjà bien implantées (Guex, 2012; Speich Chassé, 2016). Cela expose d'autant plus le PRD aux attaques, ce dont ne se privera pas le président du PDC Hans Wyer lors de sa dernière assemblée des délégué·e·s avant les élections, le 6 octobre 1979. Ainsi, d'après lui, les radicaux mènent leur campagne avec « l'arrogance qui [les] a toujours caractérisés[104] », comme le cite la *NZZ*. Il poursuit en déclarant que « le fait que les radicaux, en tant que parti gouvernemental, veuillent aujourd'hui démanteler l'État dont ils ont été les créateurs pendant des décennies doit faire réfléchir[105] ». La *NZZ* se montre piquante et sous-titre son article « Congrès électoral avec prêt de matériel du PRD » (*Wahlkongress mit Leihgaben der FDP*), sous-entendant que le PDC a dû se focaliser sur le PRD pour meubler son discours. Toutefois, malgré l'attitude défensive de la presse bourgeoise, la critique formulée par Wyer ne semble pas être sans fondement, trouvant des échos à l'externe comme à l'interne du parti.

Cela conduit à des tentatives d'éclaircissement dans la presse, qui n'atteignent pas toujours leur cible. Ainsi, la *NZZ* rapporte qu'Albert Sigrist, lors d'un meeting électoral, aurait « demandé aux électeurs de ne pas se prononcer pour 'moins d'État', mais pour moins de pouvoir de l'État, moins de fonctions de l'État et pour davantage de délégation de la responsabilité de l'État aux niveaux inférieurs[106] ». Voilà qui apparaît pour le moins confus. Dans une perspective plus élaborée, d'ordre quasi-philosophique, le journaliste économique Willy Linder, membre actif du PRD, consacrera près d'une page entière dans l'édition du week-end de la *NZZ*, une semaine avant les élections, à défendre le parti et à expliciter l'idée qui anime la formule[107]. Ces circonvolutions amènent l'historien Hans-Ulrich

---

[103] Sauf indication contraire, les citations et éléments liés à Gilles Petitpierre proviennent d'un entretien personnel conduit par l'autrice et réalisé le 19 novembre 2021, à Genève.

[104] «Es ist die Arroganz, die den Freisinn schon immer besonders auszeichnete. » « CVP-Suche nach menschlichen Werte », *NZZ* du 8 octobre 1979, p. 13. (t.a.)

[105] «Es müsse nachdenklich stimmen, wenn heute die Freisinnigen als Regierungspartei jenen Staat abbauen wollen, als dessen Schöpfer sie jahrzehntelang aufgetreten waren. » *Id*. (t.a.)

[106] «(…) nicht für 'weniger Staat', wohl aber für weniger Staatsmacht, für weniger Staatsfunktionen und dafür für vermehrte Delegation von staatlicher Verantwortung auf untere Ebenen einzutreten. » « Akzent im pastellfarbenen Wahlkampf », *NZZ* du 10 octobre 1979, p. 48. (t.a.)

[107] LINDER, Willy. «Weniger Staat – mehr Freiheit », *NZZ* du 13-14 octobre 1979, p. 17. Il est intéressant que Linder formule le slogan à l'envers. Il est plutôt exprimé « Mehr Freiheit – weniger Staat » . Cette erreur est un indice de plus qui démontre que le slogan n'a pas été martelé au cours de la campagne de 1979 (contrairement à l'idée qu'il incarne).

Jost, dans un article rétrospectif pour le quotidien romand *Le Temps* 40 ans plus tard, à qualifier le slogan d'« acte manqué rhétorique[108] ».

Malgré une campagne qui paraît plutôt animée, elle est perçue comme fatiguée (*müde*) et molle (*flau*), d'après la *NZZ*[109], tandis que le *24heures* constate à la veille du scrutin : « La campagne électorale s'achève aujourd'hui dans la langueur et dans l'ennui[110]. » Ces qualificatifs permettent de nuancer l'impression que peut laisser une campagne vue essentiellement par le prisme des médias : si ceux-ci rapportent abondamment les offensives des uns et des autres, les manifestations à 8000 participant·e·s d'un parti bourgeois et les protestations que peuvent susciter un mot d'ordre provocateur, cela ne signifie pas que cette effervescence gagne la population.

Un bilan électoral qui met le PRD face à ses responsabilités

Ainsi, le 21 octobre 1979 ne révèle pas de grande surprise, mais marque un nouveau record d'abstentionnisme, puisque la participation coule sous la barre des 50% (48,1% contre 52,4% en 1975[111]). Face à un PS qui perd des plumes, les partis bourgeois sont clairement gagnants. Les radicaux gagnent 4 sièges au Conseil national[112] et ont désormais le même nombre de mandats que le PS, qui en perd 4. L'écart est donc important par rapport à 1975, puisqu'il était jusqu'alors de 8 sièges en faveur du PS. Les radicaux perdent en revanche 3 sièges au Conseil des États, un résultat mitigé par un gain de près de 2% de part d'électorat par rapport à 1975 (de 22,2% à 24,1%[113]). Cela en fait son meilleur résultat depuis 1931 (Kergomard, 2018, p. 112).

Faisant le bilan des élections, la *NZZ* publie le 27 octobre 1979 que « [les électeurs·trices] attendent sans aucun doute que l'objectif politique [des radicaux], à savoir 'Plus de liberté et moins d'État' serve de base à leur politique concrète à l'avenir[114] ». C'est aussi en ce sens que militent les radicaux zurichois. Réunis le 8 novembre 1979 en assemblée cantonale des délégué·e·s, le président Lüchinger relève que le PRD suisse a « repris de Zurich la ligne politique claire et le slogan 'Plus de liberté – moins d'Etat'[115] », ce dont il se réjouit. L'heure est à la jubilation. Tandis qu'un délégué s'enthousiasme pour « la meilleure campagne électorale jamais menée[116] », un autre souligne qu'il s'agit désormais de mettre en place un groupe de travail chargé de concevoir un programme de « désinvestissement de l'État[117] » (*Entstaatlichungsprogramm*).

Eric Honegger, qui quitte ses fonctions de secrétaire pour rejoindre la SDES, est remercié par le président du parti, ainsi que le relève la *NZZ*, pour « son invention d'un nouveau

---

[108] JOST, Hans-Ulrich. « La crise du radicalisme ne date pas d'hier » , *Le Temps* du 29 décembre 2014. En ligne : https://www.letemps.ch/opinions/crise-radicalisme-ne-date-dhier
[109] « CVP-Suche nach menschlichen Werte », *NZZ* du 8 octobre 1979, p. 13.
[110] VODOZ, Jean-Marie. « Ce qui les attend » , *24heures* du 19 octobre 1979.
[111] APS 1979, « Participation » . En ligne : https://anneepolitique.swiss/APS/de/APS_1979/APS1979_I_1_e.html#ref1, consulté le 3 mai 2022.
[112] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54. PV du comité directeur du PRD du 23 octobre 1979.
[113] APS 1979, « Wahlen » . En ligne : https://anneepolitique.swiss/APS/de/APS_1979/APS1979_I_1_e.html, consulté le 3 mai 2022.
[114] « Der ausgebliebene Ruf nach 'politischen Konzenquenzen' » , *NZZ* du 27-28 octobre 1979, p. 33.
[115] «Die FDPS habe die klare politische Linie und den Slogan 'Mehr Freiheit weniger Staat' von Zürich übernommen. »
«Die Freisinnig-Demokraten nach dem Wahlerfolg », *NZZ* du 10-11 novembre 1979, p. 11. (t.a.)
[116] « (…) der 'besten Wahlkampagne', die je geführt worden sei. » *Id*. (t.a.)
[117] *Id*.

style de campagne » et son départ à un moment « où le PRD du canton de Zurich atteint un sommet sans précédent[118] ».

Ce succès électoral permet au motto du « moins d'État » de gagner en légitimité rétrospectivement. Celle-ci est loin d'affranchir le PRD d'une nécessaire clarification, aussi bien à destination de ses membres, que de son électorat ou de ses concurrents politiques. Cela conduit la direction du PRD à s'engager rapidement dans des processus internes pour s'approprier ce slogan victorieux et les idées qu'il symbolise, notamment par le biais de manifestes politiques.

3.2. Le PRD fait son introspection : le rapport « Plus de liberté – moins d'État » et les « Thèses du Rigi »

Suite aux élections de 1979, la direction du PRD suisse semble presque dépassée par le succès de son mot d'ordre qui n'était pas destiné à incarner le cri de ralliement de sa campagne. On a vu l'attachement que les cadres du parti manifestent, historiquement, pour une position qu'ils défendent comme « pragmatique ». Or, en l'occurrence, les stratèges radicaux n'avaient pas prévu un véritable programme systématique qui vienne soutenir ce slogan, dans une campagne qui n'était pas axée autour de lui. Pour répondre aux accusations selon lesquelles le PRD l'aurait mobilisé par provocation et sans réel projet pour le soutenir, venant essentiellement des rangs socialistes et démocrates-chrétiens, les dirigeant·e·s du parti estiment nécessaire de lui donner rétrospectivement une ossature plus solide.

Il s'agit également de poursuivre un effort de clarification entamé durant la campagne : les têtes pensantes du parti doivent trouver une manière de faire coexister le slogan du « moins d'État » sans renier ce dernier, permettant de maintenir la filiation que le parti prône à son égard. Du même coup, la direction vise à dissiper le malaise que ce slogan a pu générer dans ses propres rangs, comme en témoignent Gilles Petitpierre et Paul Wyss.

C'est d'autant plus nécessaire que la confusion règne toujours au sein du PRD et se traduit dans des prises de position contradictoires; celle-ci se manifeste particulièrement autour des discussions portant sur les finances publiques. Elles permettent d'observer que les appréciations de la portée d'un « moins d'État » sont pour le moins discordantes. C'est notamment le cas au sein du comité directeur du PRD. Par exemple, lors d'une de leurs séances en mars 1980, tandis qu'il est question d'un énième paquet financier pour équilibrer les comptes des finances publiques, ses membres se montrent divisé·e·s sur la question des ressources à allouer à l'État. Ainsi, selon le Vaudois Jean-Jacques Cevey (président du parti radical vaudois), « il est de plus en plus difficile d'économiser efficacement[119] », d'autant plus que cela place le PRD dans une position ambiguë, puisque le parti revendique davantage de moyens pour l'armée. Le Bernois Willy Burkhalter (président des Jeunes radicaux jusqu'en 1979[120]) se montre lui aussi défavorable à de « nouvelles mesures d'austérité[121] » (*weitere Sparrunden*), estimant que les finances publiques ont besoin de recettes supplémentaires. D'autres, comme Mme Frei, estiment

---

[118] « Schliesslich verdankte der Parteipräsident die einsatzfreudige Tätigkeit des zurücktretenden Parteisekretärs, der seine Aufgabe mit Begeisterung und Optimismus wahrgenommen habe, den neuen Wahlkampfstil erfand und seinen Posten in einem Zeitpunkt verlasse, da die FDP des Kantons Zürich einen noch nie erlebten Höhepunkt erreicht habe. » *Id*. (t.a.)

[119] « (…) es wird immer schwierieger effektiv zu sparen. » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54. PV du comité directeur du PRD du 3 mars 1980. (t.a.)

[120] «Jungfreisinnige feiern ihren 75. Geburtstag », *Schweizer Freisinn*, Novembre 2003, p. 14.

[121] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54. PV du comité directeur du PRD du 3 mars 1980. (t.a.)

qu'il ne faut faire « aucune concession[122] » (*keine Konzessionen*) sur d'éventuels nouveaux impôts et taxes.

Même les chauds partisans du « moins d'État » jouent les équilibristes. Dans le rapport annuel 1980/81, le président du groupe parlementaire, Franz Eng, relève la position fragile dans laquelle se retrouvent les élu·e·s radicaux·ales, pris·es entre deux feux – celui de l'austérité et celui d'une défense armée forte : « (…) le groupe prend toujours mieux conscience des conflits d'objectifs existant entre la nécessité d'une politique fiscale la plus raisonnable possible et les exigences de la politique d'armement[123]. »

La synthèse est réalisée lorsque l'argument plaide pour des économies redoublées : « Les importants investissements à consentir pour réaliser le plan directeur Armée 80 [ndlr : plan de modernisation de l'armée suisse] d'ici le milieu de la décennie ne peuvent être acceptés que si nous disposons de moyens financiers nécessaires et si, d'une manière ou d'une autre, le budget de la Confédération retrouve son équilibre[124]. » Il faudrait ainsi économiser plus pour dépenser plus; plus précisément, économiser plus sur les politiques sociales pour dépenser plus dans le champ militaire. Le « moins d'État » se révèle dans ce genre de contradiction apparente. Renforcer une armée nationale, est-ce vraiment « moins d'État » ?

Pour atténuer ces points de tension, l'effort de clarification entamé par la direction du PRD se joue, au niveau programmatique, sur deux tableaux, D'une part, il s'agit d'adresser explicitement la question du slogan, d'en préciser les contours et de le justifier. C'est le rôle du groupe de travail « Plus de liberté – moins d'État », dont l'initiative vient vraisemblablement du parti zurichois. En effet, au début de l'année 1980, la direction du PRD au niveau central indique « prendre connaissance et approuver[125] » (*nimmt in zustimmenden Sinne Kenntnis*) la constitution de ce groupe de travail, présidé par Eric Honegger, laissant entendre que ce n'est pas elle qui en est à l'origine. La direction du parti zurichois semble déterminée à jouer le rôle de locomotive pour que le slogan se traduise en mesures concrètes. D'autre part, le groupe de travail « Prospektivstudie », présidé par Paul Wyss, doit présenter un programme durable pour le parti, fondé sur des principes révisés du libéralisme, qui est supposé venir remplacer le document de 1973 « Liberalismus heute ».

Les «Thèses du Rigi» : prémices du groupe de travail

Le groupe de travail « Prospektivstudie » a été créé en amont de la campagne électorale (voir *infra*, p. 76), mais n'a vraisemblablement commencé à se réunir qu'après les élections. Une première esquisse (non conservée dans les archives) est présentée au comité directeur le 5 juin 1980, pour déterminer si le groupe « se trouve sur la bonne voie[126] », comme le formule le président du groupe aux participant·e·s. Le comité directeur se montre satisfait, insistant sur la nécessité néanmoins d'user d'un langage plus accessible. Il estime également que la priorité doit être d'y « éviter le dogmatisme et laisser de la place aux évaluations individuelles, c'est-à-dire être un toit sous lequel toutes les

---

[122] *Id*.
[123] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. ENG, Franz. « Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1980/81*, Rapport annuel, 1981, p. 8.
[124] *Id*.
[125] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54. PV du comité directeur du PRD du 1er février 1980.
[126] «Heute möchte die Arbeitsgruppe feststellen, ob sie sich auf dem richtigen Weg befinde (…) » AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54. PV de la réunion élargie du groupe de travail « Prospektivstudie » avec le comité directeur du PRD du 5 juin 1980. (t.a.)

opinions et tous les points de vue libéraux peuvent être réunis[127] ». À ce titre, la direction exige quelques modifications mineures, sans qu'il ne soit précisé lesquelles.

D'après mes interlocuteurs Paul Wyss et Gilles Petitpierre, la représentation de ce pluralisme a été, pour la direction du parti, la priorité au moment de constituer ce groupe de travail. Il est composé de 17 membres[128] : Willy Burkhalter (ancien président des Jeunes radicaux, Berne), Christina Fischer (vice-présidente des Jeunes radicaux bernois, Berne), Elisabeth Flückiger (vice-présidente du PRD bernois, Hünibach), Bruno Gabriel (Meisterschwanden), Verena Haas-Zehnder (avocate, Zurich), Jean Hiltbrunner (président des Jeunes radicaux genevois, Genève), Paul Hofer (Bâle), Eric Honegger (salarié de la SDES et élu au Grand Conseil zurichois, Rüschlikon), Erik Huber (Berne), Urs Marti (journaliste à la *NZZ*, Soleure), Gilles Petitpierre (avocat, Genève), Robert Piller (ancien journaliste aux *Basler Nachrichten*, Arlesheim), Ugo Sadis (conseiller d'État, Lugano), Conrad Stampfli (Soleure), Urs Storrer (Thalwil) et Mario Tavazzi (salarié du secrétariat général du PRD, Berne).

La jeunesse y apparaît bien représentée. Il s'agit en effet d'une frange du parti particulièrement critique à l'égard du « moins d'État » et, comme on l'a vu précédemment, prompte à relever une proximité du parti avec l'économie privée qui lui paraît gênante. Les partisans d'une idéologie que l'on qualifierait de « néolibérale » n'en sont pas moins bien présents, avec Honegger, Marti, Piller ou encore Sadis. D'après Gilles Petitpierre, c'est le secrétaire général Leuenberger qui est « venu [les] chercher ». Plus probablement, cette sélection est le fruit de discussions dans le cadre du présidium, dont les décisions ont été mises en œuvre par Leuenberger. Il est néanmoins plausible que celui-ci soit le mieux placé, par ses contacts réguliers avec les différents partis cantonaux, pour proposer des noms.

Il apparaît surprenant que la Romandie soit si mal représentée dans cette composition (seuls 2 membres sur 17, issus du même canton), dans la mesure où la tension entre « radicalisme » et « libéralisme » est notamment délimitée par la frontière linguistique. Il est également frappant d'entendre les mots de Gilles Petitpierre quant à la création de ce groupe de travail : « Leuenberger voulait sauver le parti », dit-il. D'une part, cela laisse apparaître le pouvoir que certains membres pouvaient attribuer à Leuenberger. D'autre part, on constate à quel point les divergences liées au rôle de l'État et aux connivences du parti avec l'économie privée pouvaient alors apparaître comme périlleuses. Si les archives démontrent que la tension est manifeste, à aucun moment le PRD ne semble être au bord de l'implosion. Il est probable que la sensation de Petitpierre soit exacerbée par son ancrage genevois; il voit la position du PRD suisse (qu'il assimile à celle « des Zurichois ») se rapprocher, de son point de vue, de celle de ses concurrents du Parti libéral au détriment du PRD genevois[129]. Néanmoins, Paul Wyss aussi témoigne d'une grande agitation au sein du parti, mais essentiellement en relation avec l'électorat et ses concurrents politiques, plutôt que vis-à-vis d'éventuelles tensions internes. Selon lui, la direction du parti estimait avoir fait une erreur en laissant « Plus de liberté, moins d'État » devenir son étendard; il fallait désormais développer, auprès du public comme des membres, l'idée qui le sous-tendait. D'après Wyss, « le parti voulait se donner une nouvelle définition et une nouvelle

---

[127] « Es soll (…) Dogmatik vermeiden und Raum für Einzelwertungen belassen, mit hin ein Dach sein, unterdem sich alle liberalen Meinungen und Ansichten vereinigen lassen. » *Id*. (t.a.)

[128] Les informations concernant l'activité de ces personnes viennent des archives de presse. Je n'ai parfois rien trouvé.

[129] En fin d'année 1980, cet éloignement politique entre le PRD suisse et le PRD genevois sera éclairé d'une lumière crue quand le Genevois Jean Hiltbrunner – membre du groupe de travail Prospektivstudie lui aussi – rapportera au comité directeur un événement qui a créé l'indignation du parti cantonal. En effet, le PRD suisse a fait publier dans la presse genevoise des annonces en faveur d'un paquet fédéral d'économies, soumis en vote dans les jours qui suivent, alors que le PRD genevois s'est prononcé contre. AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#54. PV du comité directeur du PRD du 8 décembre 1980.

image ». Selon lui, cet enjeu est alors perçu comme très important et génère, dit-il, de « fortes pressions » à son encontre.

Un travail idéologique et programmatique qui intéresse le patronat

Une anecdote qu'il me rapporte montre que le processus était suivi par les personnalités du parti, semblant confirmer l'importance qui lui est accordée malgré l'apparente frivolité de l'échange : « Je ne sais plus vraiment à propos de quoi, mais par exemple Allenspach [*nda* : Heinz, conseiller national et directeur de l'Union centrale des associations patronales suisses] me disait, en rigolant, qu'on devait écrire ceci ou cela, sinon il ne voterait pas pour moi. »

Mais cet intérêt est partagé par d'autres cercles que les membres des radicaux. À la question de savoir si son employeur, la Chambre de commerce de Bâle, s'intéressait à ces travaux, Paul Wyss me répond : « Naturellement ! Et j'avais des séances tous les trois mois avec les gens de la Chambre pour parler de mon activité dans le parti. C'était important pour eux. Comme je vous ai dit, c'était un poste fait pour ça.» Je lui demande : « Un poste fait pour défendre ces intérêts dans le parti, vous dites ? », il me répond : « Oui, absolument. J'avais tout le temps pour ça. »

Ces séances avec la Chambre de commerce de Bâle ne sont pas les seules auxquelles assiste Paul Wyss dans le champ patronal. En effet, les PV du Vorort dès 1980 se montrent plus prolixes qu'en 1979 (voir *infra*, p. 77) concernant les participants aux rencontres que la faîtière continue à organiser avec le PRD. Prévues toutes les six semaines, elles sont vite passées à un rythme trimestriel, comme le précise un PV du Vorort de la fin de l'année 1980[130]. On y apprend que la délégation radicale comprend les deux conseillers fédéraux (Chevallaz et Honegger), le secrétaire général (Leuenberger), le président du parti (Richter), le président du groupe parlementaire (Eng) et « le président de la commission des programmes, le conseiller national Wyss[131] » – c'est donc bien à ce titre que Wyss est convié. Cela montre également l'importance stratégique de cette fonction, qui le place aux côtés des plus hauts dirigeants du parti. Du côté du Vorort, se trouvent le président (Von Planta), le directeur (Winterberger) et deux secrétaires (Paul Veyrassat et Matthias Kummer)[132]. Le PV du Vorort ne rend toutefois pas compte des discussions liées aux questions programmatiques. Leur nature particulièrement délicate – il serait périlleux pour le parti, comme pour le Vorort, d'avoir à s'expliquer sur une proximité qui concerne jusqu'au programme politique du parti – justifie probablement cette carence.

On observe néanmoins dans ces éléments que ce qui se joue au sein du groupe de travail « Prospektivstudie », qui vise à produire des documents, ce ne sont pas que des mots. Les conditions-cadres de l'économie ne sont en effet pas les seules qui intéressent le grand patronat : celles de la pensée ont également toute son attention. Celles-ci vont de pair et se renforcent mutuellement, comme le rappelle Alain Bihr dans son essai sur la novlangue néolibérale (Bihr, 2007), évaluant la portée de l'idéologie.

En février 1980, l'économiste Walter Wittmann a prodigué un premier coup de boutoir, via un article dans la *NZZ* intitulé « Privatisation des PTT ?[133] ». Celui-ci appuie son avis favorable à un tel développement sur son expertise (la privatisation est une solution à une

---

[130] AfZ, Fonds Vorort, IB Vorort-Archiv 1.5.3.28. PV du Vorort du 24 novembre 1980.
[131] *Id*.
[132] AfZ, Fonds Vorort, IB Vorort-Archiv 1.5.3.28. PV du Vorort du 26 janvier 1981.
[133] WITTMANN, Walter, « Privatisierung der PTT? Ein Diskussionsbeitrag », *NZZ* du 22 février 1980, p. 21.

préoccupation technique et non un enjeu politique ou idéologique[134]), mais aussi sur le succès du PRD porté par « Plus de liberté – moins d'État » dans les urnes, estimant que des applications dans ce sens devraient avoir lieu dans la prochaine législature pour répondre au vœu des électeurs·trices. À noter que Wittmann, trois mois après cette intervention médiatique, quittera le PDC pour rejoindre les radicaux[135].

Et en effet, en novembre 1980, Eric Honegger, désormais secrétaire de la SDES, lance l'offensive sur le terrain parlementaire et dépose une motion au Grand Conseil zurichois, où il est député, demandant un rapport concernant les possibilités de privatisation de certains services publics. Au niveau fédéral, c'est l'Argovien Bruno Hunziker, très proche de l'économie privée[136], qui porte cette revendication, avec une motion similaire en décembre 1980[137], dont le texte est :

> Le Conseil fédéral est chargé :
>
> d'indiquer, dans un rapport, les tâches publiques qui pourraient être confiées au secteur privé;
>
> de présenter des propositions concrètes à ce sujet en précisant, le cas échéant, les mesures à prendre au niveau législatif, sans qu'il en résulte de diminution de rendement ou d'atteinte à l'intérêt public[138].

Cette motion part du présupposé qu'il y a matière à privatisations : elle ne demande pas « si » des tâches peuvent être confiées au secteur privé, mais « lesquelles ». De même, elle exige du Conseil fédéral qu'il « présente des propositions concrètes », sous-entendant qu'il en existe forcément. Dans le développement de la motion, les propositions sont plutôt extensives, puisqu'elles estiment que la gestion des données, les procédures d'achats lourdes « (par exemple dans le secteur de l'armement)[139] », le nettoyage ou encore la dactylographie au sein de l'administration pourraient faire l'objet de privatisations (manifestement sous la forme de sous-traitance, même si la motion précise qu'il existe « une palette de modèles de privatisations[140] »). Mais l'approvisionnement de l'eau et de l'énergie, les transports, la santé ou l'éducation sont également visés. La motion se réfère à des pratiques qui ont cours à l'étranger, citant particulièrement la République fédérale d'Allemagne et les États-Unis.

La motion est signée par 84 conseillers nationaux (Rey, 1983, p. 82), dont la grande majorité de la délégation radicale, y compris Gilles Petitpierre. Lors de notre entretien, Petitpierre se décrit comme représentant de « l'aile gauche » du parti, aux vues « très opposées » de celles « des gens de Zurich ». Pourtant, l'idée de confier des services publics à l'économie privée constitue un pas très affirmé vers le démantèlement de l'État (à plus forte raison des services aussi centraux que la santé ou l'éducation), que l'économiste et syndicaliste Graziano Pestoni caractérise comme marquant un « virage néolibéral »

---

[134] Dès les premières lignes de son article, Wittmann justifie: « Cela n'a absolument rien à voir avec l'idéologie, puisque le critère déterminant est l'amélioration de l'approvisionnement de la population en biens et en services. » «Dies hat mit Ideologie überhaupt nichts zu tun, da das entscheilende Kriterium die Verbesserung der Versorgung der Bevölkerung mit Gütern und Leistungen ist. » *Id*.

[135] «Ueberraschender Uebetritt von der CVP zur FDP », *NZZ* du 17-18 mai 1980, p. 34.

[136] Au 1er novembre 1983, il est membre de 11 conseils d'administration selon TSCHÄNI, *Qui dirige la Suisse…, op. cit.,* p. 182. Ces mandats sont certes documentés trois ans après la période qui nous occupe, mais on peut raisonnablement supposer que Hunziker en occupait déjà au moins une partie en 1980. Et même si ça devait ne pas être le cas, il serait de toutes façons signifiant, par rapport à cette proximité que je postule déjà pour l'année 1980, qu'il accède à 11 d'entre eux dans les années qui suivent son accession au Conseil national, en 1977.

[137] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. « Parlamentarische Vorstösse der FDP-Fraktion » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1980/81*, Rapport annuel, 1981, p. 11.

[138] Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale, «Motion Hunziker privatisation de tâches publiques » , vol. IV, n°14, 18 décembre 1981, pp. 1735-1738.

[139] *Id*, p. 1736.

[140] « (…) eine Palette von Privatisierungsmodellen (…). » *Id*.

(Pestoni, 2015) en Suisse. Cela permet de nuancer la façon dont Petitpierre envisage rétrospectivement son rôle dans l'élaboration des «Thèses du Rigi»[141], qu'il aurait précisément été invité à rejoindre par Leuenberger en tant que représentant de la gauche du parti. Il le relativise d'ailleurs lui-même, lorsqu'il me déclare : « Leuenberger me voyait comme un vrai radical, comme quelqu'un qui n'est pas très à droite, mais quelqu'un de raisonnable, avec qui on peut discuter, je crois. » Son image de radical genevois permet ainsi au groupe de travail d'apparaître pluriel, mais son positionnement n'est pas suffisamment ancré à gauche pour faire craindre des blocages (contrairement à certains Jeunes radicaux).

Les «Thèses du Rigi» face au public

Entretemps, l'élaboration des «Thèses du Rigi» a suivi son cours. Elles sont mises en consultation auprès des sections cantonales en août 1981, ce que signale la *NZZ*. Ce dernier point implique qu'il s'agit d'un événement publicisé par le service de presse du PRD, démontrant que ce processus de démocratie interne fait lui-même l'objet d'un exercice de relations publiques. En effet, ce petit encart paru dans le quotidien bourgeois ne rapporte rien qui soit relatif au contenu de ces thèses, sinon qu'il s'agit d'« idées directrices pour un avenir libéral[142] » (*Leitideen für eine liberale Zukunft*). Dans un article postérieur, le journaliste Hugo Bütler, membre du PRD, salue dans la *NZZ* cette démonstration « d'ouverture » (*Offenheit*), par ailleurs « caractéristique de l'identité libérale[143] » (*ein Kennzeichen liberalen Selbstverständnisses*). Manifestement, le parti cherche à montrer non seulement qu'il regarde vers l'avenir, d'un œil résolument libéral, mais aussi que le résultat final bénéficiera d'une large légitimité. Une semaine plus tard, le président du parti Yann Richter et Paul Wyss tiennent une conférence de presse pour présenter un peu plus substantiellement l'intention qui motive l'élaboration de ces «Thèses du Rigi».

Présentées aux journalistes comme remplaçant « Liberalismus heute », Richter justifie cette nécessité en précisant que « des problèmes qui n'étaient pas au premier plan il y a dix ans sont aujourd'hui urgents et importants[144] ». Au cœur de ces thèses, d'après Richter, se trouve en effet la question de savoir quelles tâches doivent être assumées par l'État et lesquelles doivent être réservée à la « liberté individuelle[145] » (*Selbsverantwortung*). Plus fondamentalement, les Thèses doivent être considérée, selon Wyss, cité par la *NZZ*, comme « une tentative de redéfinir la position du parti libéral-radical dans le champ des forces politiques[146] », dans un contexte où « l'ancien schéma de pensée gauche/droite » (*das alte Denkschema 'links rechts'*) serait dépassé. Selon lui, il a été remplacé par une division entre les partisans d'un « plus d'État, de collectivisme et de centralisation d'une part, et la responsabilité individuelle, le fédéralisme et l'individualisme d'autre part[147] ».

En postulant l'abandon d'un schisme gauche-droite, au bénéfice de ce nouveau clivage, la direction du PRD cherche à établir ses propres règles du jeu, notamment en vue des élections fédérales de 1983. En médiatisant cette idée, elle contribue ainsi à façonner les

---

[141] À noter que, ayant découvert l'existence de cette motion après mon entretien avec Gilles Petitpierre, je n'ai pas eu l'occasion de l'entendre à ce sujet.
[142] « Rigi-Thesen der FDP », *NZZ* du 29-30 août 1981, p. 33.
[143] BÜTLER, Hugo. «Gärstoff für Diskussionen. Bemerkungen zu den 'Rigi-Thesen' über Liberalismus », *NZZ* du 12-13 septembre 1981, p. 33.
[144] « Neue Aufgaben sind zu lösen und Probleme, die vor zehn Jahren noch nicht im Vordergrund standen, sind heute dringlich und gewichtig. » «Leitlinien für modernen Liberalismus », *NZZ* du 5-6 septembre 1981, p. 33. (t.a.)
[145] *Id*.
[146] « Die Studie wird im ganzen als Versuch dargestellt, den Standort der Freisinnigen Partei im politischen Kräftefeld neu zu umschreiben. » *Id*. (t.a.)
[147] « (…) der Tendenz nach mehr Staat, Kollektivismus und Zentralismus auf der einen Seite undS elbstverantwortung, Föderalismus und Individualismus auf der andern Seite. » *Id*. (t.a.)

débats à venir, espérant contraindre ses concurrents politiques à se positionner en fonction d'un référentiel qu'elle a elle-même imposé.

Même si la direction du PRD avance que la dichotomie n'est plus organisée en fonction d'un positionnement gauche-droite, c'est bien l'adversité incarnée par le PS qu'elle utilise pour réunir ses troupes autour de son mot d'ordre. En effet, quoi de mieux qu'un adversaire pour inciter à faire bloc ? Ainsi, dans le rapport annuel 1980/81 du parti, publié au cours du printemps 1981, le secrétaire général Leuenberger insiste sur la conflictualité qui agiterait de façon toujours plus vive les deux plus gros partis de Suisse, présentant la question de l'interventionnisme étatique (« réglementation » contre « liberté ») comme pivot de cette polarisation :

> D'une part s'exercent les forces en faveur d'une réglementation étatique plus forte, d'autre part celles qui entendent rendre à l'individu la plus grande liberté possible. Ici tous ceux qui se réfèrent au critère de l'ordre dans l'État, là ceux qui sont animés par la conviction que l'État ne doit être fort que dans les domaines ressortissant effectivement de sa compétence. Ici les partisans du principe « autant de liberté que possible, autant d'État que nécessaire », là ceux qui décrient le message radical « Plus de liberté et de responsabilité, moins d'État » et qui tentent de nous faire jouer le rôle de bouc émissaire. Ici la ferme volonté d'aller son chemin et de donner la priorité aux solutions libérales correspondant aux tendances humaines profondes, en étant conscient du fait qu'il n'y a pas place, dans le champ des forces politiques de la Confédération pour les positions extrêmes[148].

On voit d'ailleurs dans cet extrait la tentative de synthèse du secrétaire Leuenberger, qui amalgame « Plus de liberté et de responsabilité, moins d'État » à « Autant de liberté que possible, autant d'État que nécessaire », traduisant l'inconfort que produit ce slogan ambigu. Ces deux slogans sont-ils aussi similaires que Leuenberger le laisse entendre ? « Autant d'État que nécessaire » n'est pourtant pas équivalent à « moins d'État », même si la première formule paraît mieux correspondre à ce que la direction du PRD cherche à exprimer. Néanmoins, c'est la version choc du slogan qui a fait mouche et la stratégie des cadres du PRD semble consister à capitaliser sur cet effet, en dépit des contradictions qu'il soulève.

La procédure de consultation court sur environ six mois. Les travaux entrepris dans chaque section pour examiner ces Thèses sont probablement variables, dépendant des ressources à disposition, tels que le nombre de membres prêt·e·s à se mobiliser pour les étudier, l'expertise ou encore leur intérêt à se prononcer de façon approfondie. Sans préjuger du caractère exceptionnel de cet investissement, en l'absence de documents relatifs à d'autres sections cantonales, il est néanmoins observable que le PRD zurichois accorde beaucoup d'attention à la consultation.

Les «Thèses du Rigi» à l'examen du PRD zurichois

Ainsi, dès le mois d'octobre 1981, le comité directeur du PRD zurichois convie une dizaine de personnalités du parti à rejoindre le groupe de travail destiné à les réviser, dont la direction échoit à Richard Reich – qui, rappelons-le, est directeur de l'organe de propagande du grand patronat suisse, la SDES. Cette invitation est remise à Hugo Bütler (journaliste pour la *NZZ*), Gertrud Erisman (conseillère communale à Küsnacht et députée au Grand Conseil zurichois), Eduard Frauenfelder (président de la commune de Flaach et

---

[148] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. LEUENBERGER, Hans Rudolf. «Vers la mi-temps de la législature. Résumé du rapport sur l'activité du Parti » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1980/81*, Rapport annuel, 1981, p. 77. (Souligné dans l'original.)

membre du Conseil de la Banque cantonale zurichoise), Martin Haas (professeur d'histoire au gymnase, président du PRD de Winterthur et député du Grand Conseil zurichois), Erich Honegger, Rico Jagmetti (visage du slogan « Plus de liberté – moins d'État » lors de sa campagne au Grand Conseil zurichois en 1979) , Elisabeth Kopp (présidente de la commune de Zumikon, élue au Conseil national en 1979), Albert Petermann (député au Grand Conseil zurichois), Bruno Schürch (député au Grand conseil zurichois et homme d'affaires), Katharina Spindler (cadre au sein du département relations publiques de la Société de banque suisse, épouse de l'ex-rédacteur en chef de la *NZZ* Willy Bretscher), Vreni Spoerry (vice-présidente de la Chambre de commerce de Zurich et députée au Grand Conseil zurichois), M. Knöpfel (représentant des Jeunes radicaux), Erwin Moor, Christoph Wulkan et Dr. Wuffli[149]. Cette délégation est composée essentiellement d'élu·e·s cantonaux·ales et de représentant·e·s de l'économie privée. Ils·elles sont presque tou·te·s au bénéfice d'une carrière politique déjà solide et certaines sont des étoiles montantes du parti (comme Elisabeth Kopp, qui deviendra la première conseillère fédérale en 1984[150], et Vreni Spoerry, future conseillère des États et administratrice dans les plus grandes entreprises de Suisse[151]). Les membres de ce groupe de travail semblent globalement plus expérimenté·e·s que celles et ceux des « Thèses du Rigi ». De plus, les commissions permanentes du parti zurichois sont sollicitées une à une, pour apporter leur expertise sur des sujets spécifiques traités dans les «Thèses du Rigi» : politique extérieure[152], formation[153], finances[154] ou encore politique économique[155]. Des lettres types sont expédiées à ce sujet aux responsables des commissions par Richard Reich et Walter Bosshard (secrétaire depuis la démission d'Eric Honegger à ce poste). Du reste, quelques personnalités reçoivent également cette lettre, à titre individuel, afin de recueillir leur avis sur les « Thèses » dans leur ensemble. C'est le cas d'Ernst Bieri, ancien municipal de la ville de Zurich en charge des Finances, passé à l'économie privée en tant qu'associé de la banque privée Julius Bär en 1974[156]. Pourquoi le PRD zurichois paraît mettre tant de ressources dans cette consultation ?

On a vu, au cours de ce travail, l'orientation particulièrement affirmée des membres dirigeants du PRD zurichois en faveur de l'accumulation privée du capital, qu'ils érigent en

---

[149] Les informations concernant ces individus ont été recueillies sur le portail d'archives médiatiques www.e-newspaperarchives.ch. Il n'a pas toujours été possible d'en obtenir.

[150] AMLINGER, Fabienne. « Elisabeth Kopp » in DHS, version du 10 mai 2022. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/004737/2022-05-10/, consulté le 27 avril 2022.

[151] OBELIS et base de données y relative. En ligne : https://www2.unil.ch/elitessuisses/, consulté le 27 avril 2022.

[152] Staatsarchiv des Kantons Zürich (SKZ), Fonds Freisinnig-Demokratische Partei FDP des Kantons Zürich, W II 13.261. Lettre de Richard Reich et Walter Bosshard (au nom de la commission de consultation des ««Thèses du Rigi » » du PRD zurichois) aux membres de la commission de politique extérieure du PRD zurichois Silvio de Capitani, Hugo Bütler, Katharina Spindler. Non datée (probablement dernier trimestre 1981).

[153] SKZ, Fonds Freisinnig-Demokratische Partei FDP des Kantons Zürich, W II 13.261. Lettre de Richard Reich et Walter Bosshard (au nom de la commission de consultation des ««Thèses du Rigi » » du PRD zurichois) aux membres de la commission de formation du PRD zurichois Alfred Bohren, Peter Lauffer, Maya Roduner, Hanspeter Schneebeli. Non datée (probablement dernier trimestre 1981).

[154] SKZ, Fonds Freisinnig-Demokratische Partei FDP des Kantons Zürich, W II 13.261. Lettre de Richard Reich et Walter Bosshard (au nom de la commission de consultation des ««Thèses du Rigi » » du PRD zurichois) aux membres de la commission traitant de la question des finances et des impôts du PRD zurichois Hans Rüegg, Ulrich Bremi, Martin Haas, Eric Honegger, Regula Pfister, Herrn Eberheard, Vreni Spoerry. Non datée (probablement dernier trimestre 1981).

[155] SKZ, Fonds Freisinnig-Demokratische Partei FDP des Kantons Zürich, W II 13.261. Lettre de Richard Reich et Walter Bosshard (au nom de la commission de consultation des ««Thèses du Rigi » » du PRD zurichois) aux membres de la commission économique du PRD zurichois Hans Rüegg, Ulrich Bremi, Willy Linder, Ernst Homberger, H. Mast, Albert Petermann et H. Wuffli. Non datée (probablement dernier trimestre 1981).

[156] SKZ, Fonds Freisinnig-Demokratische Partei FDP des Kantons Zürich, W II 13.261. Lettre de Richard Reich et Walter Bosshard (au nom de la commission de consultation des ««Thèses du Rigi » » du PRD zurichois) à Ernst Bieri. Non datée (probablement dernier trimestre 1981).

priorité de leur engagement politique. Cela les conduit à introduire le slogan « Plus de liberté – moins d'État » dans le débat public et, par là, un tournant du moins rhétorique en faveur du néolibéralisme. La poursuite de cet effort idéologique et sa diffusion à travers le parti à l'échelle nationale est alors pour elles·eux de première importance. Il faut battre le fer tant qu'il est chaud.

Parallèlement, le groupe de travail « Plus de liberté – moins d'État », constitué en 1980 et présidé par Eric Honegger, est sur le point de rendre ses conclusions lui aussi. On peut supposer que ces membres influent·e·s du PRD zurichois cherchent à donner à ces deux rapports autant de cohérence que possible, raison pour laquelle il leur est important de suivre de près la finalisation des «Thèses du Rigi». Il faut également noter qu'Eric Honegger est membre des deux groupes de travail : peut-être sait-il que certains aspects des «Thèses du Rigi» font l'objet de divergences, qui nécessiteraient un appui plus important par l'intermédiaire du parti cantonal.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que Reich invite les membres du groupe, dès la première réunion, à examiner non seulement la première partie des «Thèses du Rigi», consacrée aux principes du libéralisme moderne (la seule à être mise en consultation par le parti central), mais aussi les deuxième et troisième parties[157]. La première est en effet, en termes stratégiques, la partie la moins intéressante des Thèses, en comparaison aux questions concrètes que soulèvent les suivantes. On peut supposer que Reich attribue au parti zurichois une influence suffisamment importante pour que son avis, bien que non sollicité par le parti suisse, soit pris en compte quand il s'agira de finaliser le document. Sur le fond néanmoins, il apparaît difficile de repérer les points sur lesquels le PRD zurichois intervient; les PV de ce groupe sont succincts et confus (renvoyant à la pagination d'une version des «Thèses du Rigi» qui n'a pas été conservée) et concernent essentiellement des aspects mineurs, souvent liés à la forme. Il est très probable que ce soient les séances communes avec les commissions permanentes – dont les PV n'ont pas été archivés – qui aient apporté le plus de propositions d'amendements.

Le groupe de travail « Plus de liberté – moins d'État » rend ses conclusions

C'est le rapport final du groupe de travail « Plus de liberté – moins d'État », présidé par Eric Honegger, qui est présenté le premier à la presse, le 26 mars 1982. Ce dernier se présente aux côtés de Yann Richter, président du parti, et du conseiller d'État genevois Alain Borner, membre du groupe de travail, deux ans après le début des travaux. Zoé Kergomard mentionne la participation dans ce groupe de Bruno Hunziker, Riccardo Jagmetti et Ulrich Bremi, mais aussi de Walter Wittmann ainsi que de « représentants du Vorort et de la SDES[158] » (sans qu'il ne soit précisé s'il s'agit de personnes externes au PRD). Les journalistes Cassidy et Loser évoquent les mêmes personnalités, mais selon eux l'USAM y disposait également d'un porte-parole (Cassidy et Loser, 2015, p. 44). L'influence zurichoise y est donc, une fois encore, remarquablement prégnante, assortie d'une pénétration forte de représentants directs du patronat.

Comme il ne s'agit pas, à proprement parler, d'un « programme » mais d'une « étude[159] », d'après la direction du parti, ce rapport n'a pas été soumis à l'assemblée des délégué·e·s pour une adoption formelle. Il a néanmoins circulé au sein des partis cantonaux, qui ont

---

[157] SKZ, Fonds Freisinnig-Demokratische Partei FDP des Kantons Zürich, W II 13.261. PV du groupe de travail « Vernehmlassung Rigi-Thesen » du Parti radical zurichois du 28 octobre 1981.

[158] «(…) Vertreter des Vorort und der Gesellschaft zur Förderung der schweizerischen Wirtschaft » (Kergomard, 2018, p. 117 – t.a.).

[159] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. «Vernehmlassungen » in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1981/82*, Rapport annuel, 1981, p. 27.

pu faire état de leurs remarques lors d'une séance du conseil des délégué·e·s[160]. La direction du parti s'évite ainsi les fortes tensions qui auraient pu résulter d'un simple passage en force, sans se risquer à soumettre au vote cette « étude ». Celle-ci est publiée dans la *Politische Rundschau* au début de l'année 1982[161]. La première partie, visant à expliquer le slogan « Plus de liberté – moins d'État », s'intitule « Ce que la formule entend dire et ce qu'elle n'entend pas dire[162] ». En introduction, les auteurs décrivent ce premier chapitre comme « une claire profession de foi en faveur de notre État[163] ». Selon eux, le slogan n'est pas annonciateur d'un mouvement de démantèlement social, d'autant plus qu'il postule une intention pour l'avenir. Ce « moins d'État » est en réalité un « mieux d'État », d'après eux. Celui-ci doit être guidé par « la liberté est la responsabilité personnelle du citoyen[164] ». C'est à ce titre qu'il devrait se décharger de certaines tâches et, en tout cas, ne pas en endosser de nouvelles – des tâches qui concernent essentiellement la politique sociale et les services publics. Bien qu'il soit sous-entendu ici que les acquis sociaux ne sont pas mis en cause, la seconde partie intitulée « Améliorations à apporter à l'activité de l'État » défend l'idée que l'État ne doit intervenir que là où l'économie privée ne peut pas être performante – c'est-à-dire qu'il devrait, de leur point de vue, essentiellement se limiter aux domaines qui ne sont pas rentables.

Enfin, la dernière partie, « Comment il serait possible de décharger l'État », revient sur des pistes concrètes de privatisations, à la suite des motions Honegger et Hunziker, mais explore également la question d'un « engagement accru des partenaires sociaux[165] », ce qui permettrait, selon les auteurs, de contrer une « inflation de lois[166] » au nom de leur hostilité à la bureaucratie (qui doit davantage s'interpréter comme une hostilité à voir les rapports économiques régulés hors des structures internes à l'économie privée – voir à ce sujet par ex. Katzenstein, 1984; Mach et Trampusch, 2018).

C'est sur le chapitre des privatisations que le rapport fera couler le plus d'encre. Il y « consacre ses pages les plus importantes[167] », selon le *24heures*. Ce dernier choisit le titre « Slogan à succès de l'automne 1979. Les radicaux s'expliquent ». Le fait que la rédaction du journal estime encore signifiant de relever que les radicaux ont besoin de « s'expliquer », deux ans et demi après lesdites élections, montre la persistance du malaise qu'il a généré. Néanmoins, s'il s'agit d'une occasion bienvenue de médiatiser ces réflexions, le public cible de ce rapport est avant tout les membres du PRD. En effet, il semble alors déjà convenu que le « Plus de liberté – moins d'État » sera le slogan mobilisé durant la prochaine campagne en vue des élections fédérales de 1983 (Kergomard, 2018, p. 121) et, à 18 mois de cette échéance, il s'agit en priorité d'y rallier les radicaux. C'est pourquoi le rapport contient également une « checklist[168] » destinée aux parlementaires, qui doit leur permettre d'arbitrer les deux « forces contraires[169] » qui habitent chacun d'eux; d'un côté, « un certain plaisir à participer à l'élaboration des lois » et de l'autre, la nécessité, « pour ne pas tromper la confiance des électeurs [de] veiller à ce que l'État limite son activité législative au strict nécessaire[170] ». Les auteurs du rapport tendent ainsi à dépolitiser certains présupposés, en les établissant comme des faits et en rappelant le

---

[160] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1981/82, Rapport annuel, 1981, p. 48.
[161] « Mehr Freiheit und Selbstverantwortung – weniger Staat / Plus de liberté et de responsabilité, moins d'Etat » , *Politische Rundschau*, 1981, n°4.
[162] *Ibid*., p. 173.
[163] *Ibid*., p. 175.
[164] *Ibid*., p. 177.
[165] Ibid., p. 193.
[166] *Ibid*., p. 194.
[167] BARRELET, Denis. « Slogan à succès de l'automne 1979. Les radicaux s'expliquent » , *24heures* du 27-28 mars 1982, p. 8.
[168] « Mehr Freiheit und Selbstverantwortung – weniger Staat / Plus de liberté et de responsabilité, moins d'Etat » , *Politische Rundschau*, 1981, n°4, p. 174.
[169] *Ibid*., p. 175.
[170] *Id*.

parlementaire à sa loyauté – s'il ne contribue pas à « limiter l'activité législative », dont l'expansion est présentée comme indiscutable, il « trompe l'électeur ». Comme le souligne Gilles Petitpierre dans notre entretien, les opposant·e·s au dogme du « moins d'État » n'ont, eux, pas eu de rapport, d'étude et autre numéro spécial de la *Politische Rundschau* à présenter.

Martelée par la direction, via la constitution de ces divers groupes de travail et soutenue par de nombreux articles de la *NZZ*, cette orientation est peu à peu imposée au sein du parti, par ce travail de clarification qui vise à conduire ses membres à y adhérer. Passé le premier choc de 1979 avec la découverte de cette formulation provocatrice, ce slogan ne s'oppose du reste pas frontalement et brutalement à la conception que les membres du PRD se font de l'État, c'est-à-dire un État libéral dont le rôle est de poser les conditions cadres les plus avantageuses possible à l'économie privée, en collaboration étroite avec les représentant·e·s du patronat du pays, tout en limitant les risques sociaux.

En réalité, si le slogan suscite dans un premier temps quelque crispation, c'est aussi qu'il vient heurter une tradition implicite du discours radical, qui est celle du « veil of vagueness ». Cette stratégie institutionnelle, décrite par les politistes Gibson et Goodin pour évoquer le développement de politiques publiques, consiste à entourer la formulation de ces dernières d'un « voile d'imprécision », permettant ainsi à des acteurs aux vues divergentes de parvenir à s'y rallier (Gibson et Goodin, 1999). Elle paraît néanmoins fructueuse pour comprendre les discours et productions programmatiques d'un parti politique. En effet, si cette ambiguïté est mobilisée à des degrés variables par tous les collectifs politiques, elle apparaît vitale pour un parti historiquement aussi hétérogène que le PRD. Ainsi, on a vu précédemment la direction du PRD se mettre à la recherche des plus petits dénominateurs communs pour engager l'adhésion de l'ensemble du parti, tandis que certaines ambitions programmatiques ont pu être lissées et rendues « nébuleuses » suite à des processus de consultation interne, comme l'ont reproché des observateurs (par ex. des journalistes – voir *infra*, p. 82).

Or un slogan comme « Plus de liberté – moins d'État », provocateur et péremptoire, répond mal à cette exigence d'ambiguïté. Son introduction dans le répertoire du parti radical au niveau suisse n'ayant fait l'objet d'aucune médiation interne, il n'a pas pu être investi immédiatement de significations partagées et a été interprété variablement selon les orientations politiques des diverses sections cantonales. Mais les justifications et clarifications de la direction du PRD, assorties du travail de consultation minimal conduit avec le rapport du groupe de travail présidé par Eric Honegger, permet au slogan de se diffuser au sein du parti et aux membres de se l'approprier.

Le PRD adopte les «Thèses du Rigi» : un accueil en demi-teinte

Un mois après la publication de cette étude, le 30 avril 1982, l'adoption par l'assemblée des délégué·e·s des «Thèses du Rigi» à Liestal clôture la période de réflexion qui anime le PRD depuis les élections de 1979. Durant cette période, le parti s'est présenté comme regardant vers l'avenir sans faire l'économie de la remise en question, dans un habile jeu de communication tourné vers l'intérieur comme l'extérieur. Malheureusement, aucun exemplaire des «Thèses du Rigi» finalisées n'a été conservé dans les archives. Le document dont nous disposons est celui qui a été publié dans la *Politische Rundschau* à l'automne 1981, en amont du processus de consultation, afin qu'un nombre élargi de membres puissent en prendre connaissance[171]. D'après Wyss, la version finale n'est pas très éloignée de cette mouture, qui n'a pas suscité de résistance particulière dans son souvenir. « Et on a de toutes façons laissé ce qu'on voulait vraiment écrire dedans », me dit-il, ce qui permet d'observer que les résultats de la phase de consultation ne sont pas considérés avec

[171] « Die Rigi-Thesen. Leitideen für eine liberale Zukunft = «Thèses du Rigi ». Idées maîtresses pour le radicalisme de demain » , *Politische Rundschau*, 1981, n°3.

beaucoup d'attention. Wyss ne se rappelle d'ailleurs pas comment les commentaires des différents partis sont intégrés, ou pas, dans la version soumise à l'assemblée des délégué·e·s. On peut en déduire que la capacité des partis cantonaux à faire remonter efficacement leurs idées dépend davantage de leurs relais internes au sein des groupes de travail et à leur influence qu'à des formalités de démocratie interne.

Néanmoins, l'article de la *NZZ* couvrant l'assemblée des délégué·e·s signale une contestation menée par les Jeunes radicaux, qui regrettent l'abandon de la version originale des Thèses, jugée plus progressiste[172]. Cette critique débouche sur un intense débat, notamment concernant la question (alors brûlante dans le champ politique) de la participation des travailleurs·euses au niveau des décisions stratégiques et sociales de l'entreprise, ce à quoi s'oppose résolument le patronat depuis plusieurs années. Il est intéressant de noter la conclusion qui s'impose, à savoir qu'il est vraisemblable que les représentant·e·s de l'économie privée, à l'interne ou à l'externe du parti (on a vu l'intérêt qu'accordent certains cercles patronaux à l'élaboration programmatique du PRD), aient œuvré à rendre ce chapitre moins « progressiste », du point de vue des Jeunes radicaux.

Quoiqu'il en soit, c'est probablement une telle fronde que voulait éviter la direction du PRD en intégrant plusieurs représentant·e·s de la jeunesse au sein du groupe de travail. Il est néanmoins concevable qu'ils·elles se soient retrouvé·e·s marginalisé·e·s dans leur processus d'élaboration. Wyss me dira ne plus se souvenir des prises de position des un·e·s et des autres et, s'il évoque des discussions parfois vives au sein du groupe de travail, il peine à en détailler les objets. Néanmoins, d'après lui, les Thèses étaient finalisées par un « noyau dur », constitué d'Eric Honegger, des « journalistes » (Marti et Piller), du secrétaire Tavazzi et de lui-même. « C'est vrai qu'on avait souvent le dernier mot, quand on s'occupait de mettre par écrit après les réunions… », me dit-il dans un sourire entendu. En dépit de ces passes d'armes, les Thèses sont adoptées à 165 voix contre zéro. L'objet du vote n'est néanmoins pas clair : il est probable que seule la première partie, soit les « Principes à la base du libéralisme moderne » qui ne représentent que deux pages sur trente, ait été soumise au vote, puisqu'il s'agissait de l'unique chapitre mis officiellement en consultation.

Le même week-end, le conseiller fédéral socialiste Willi Ritschard tient un discours du 1er mai à Olten. Dans celui-ci, il assimile la politique de démantèlement social de Ronald Reagan au modèle de société esquissé par les radicaux à travers leur slogan « Plus de liberté – moins d'État »[173]. Le lendemain, le service de presse du parti radical, cité par *24heures*, estime que « cette caricature du radicalisme est plus qu'un lapsus. C'est tout bonnement de la diffamation à l'égard d'un parti qui a fondé cet État et qui ne cesse de le soutenir[174]. » La direction du parti cherche du même coup à se distancier de la politique du président américain, qui assurait dans son discours d'investiture le 20 janvier 1981 que « le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes, le gouvernement est le problème[175] ». En tant que « fondateur » de l'État, le PRD ne peut assumer cette affiliation, à un moment où il cherche précisément à nuancer ce qu'il entend par « moins d'État » sans se placer dans une logique d'opposition.

Dans les «Thèses du Rigi», le fameux slogan n'est d'ailleurs jamais mentionné[176]. Il s'est manifestement opéré ici une forme de division du travail intellectuel : le rapport du groupe

---

[172] «Ein neues Programm und zweimal Ja bei der FDP », *NZZ* du 3 mai 1982, p. 33.

[173] BARRELET, Denis. « En les soupçonnant de 'reaganisme', M. Ritschard a vexé les radicaux » in *24heures* du 4 mai 1982, p. 7.

[174] *Id*.

[175] « Government is not the solution to our problem. Government is the problem. »
Discours d'investiture de Ronald Reagan en tant que président des États-Unis, Washington, 20 janvier 1981. En ligne :
https://www.youtube.com/watch?v=LToM9bAnsyM&ab_channel=ReaganFoundation, consulté le 29 mai 2022.

[176] À noter qu'en l'absence du document final, c'est évidemment la version de la *Politische Rundschau* qui est examinée ici. L'analyse se concentrera sur les idées de portée générale et non sur les détails, qui ont davantage pu faire l'objet de modifications substantielles.

de travail « Plus de liberté, moins d'État » explicite, clarifie et justifie le slogan pour mieux permettre aux «Thèses du Rigi» de s'en affranchir dans ses « idées directrices pour un avenir libéral » (*Leitideen für eine liberale Zukunft*, sous-titre des «Thèses du Rigi»[177]). On a vu en effet le paradoxe qui semble agiter la direction du PRD à son égard : d'un côté, elle apprécie l'effet du slogan en termes communicationnels et publicitaires, éprouvé durant la campagne de 1979. À l'instar du journal bourgeois *Der Zürcher Oberländer*, cité par Kergomard, elle le considère comme « parfaitement juste en termes de technique publicitaire[178] » (*werbetechnischgenau richtig*). D'un autre côté, il est ardu de concilier une représentation de soi comme fondateur de l'État avec l'exigence d'un « moins d'État », tout en participant à sa gestion depuis sa création. En prétendant qu'il y a « trop d'État » – un implicite du slogan –, les radicaux se mettent en cause. En effet, la démocratie de concordance rend difficile pour les partis au pouvoir de contester fondamentalement un ordre socio-économique sans s'incriminer.

Du reste, les «Thèses du Rigi» semblent elles aussi avant tout destinées à un usage interne. Ainsi, dans son introduction, Paul Wyss signale la chose suivante :

> L'étude a (…) pour but de susciter la réflexion dans les partis cantonaux, pour qu'on se préoccupe davantage de ce que l'esprit libéral, le 'Freisinn'. Elle ambitionne de pousser les esprits à chercher dans une plus forte mesure à établir si notre société et la politique s'éloignent d'un régime libéral ou s'en rapprochent. En ce sens, les 'idées maîtresses' peuvent aussi être considérée comme une 'offensive en faveur du radicalisme'[179].

Les « Thèses du Rigi » : quel contenu ?

Cette « offensive en faveur du radicalisme » (*Offensive für den Liberalismus*, dans la version germanophone) est pour le moins structurante, comparée au document qu'elle remplace. Celui-ci, « Liberalismus heute », adopté en 1973, ne comprenait que six pages, au contenu d'ordre très général. Les «Thèses du Rigi», elles, en comptent plus de trente, organisées en trois parties très denses, segmentées en sous-chapitres.

La première partie est intitulée « Principes à la base du radicalisme moderne ». Son premier chapitre, « Les thèses », se déploie sur moins de deux pages, autour de cinq concepts : liberté, égalité, ouverture, tolérance et solidarité. Rappelons que seules ces deux pages étaient soumises à la consultation des partis cantonaux. On y lit par exemple que « le radicalisme vise à la plus grande liberté possible pour l'individu et au respect de la liberté personnelle (…)[180] », même si « celui qui agit librement doit assumer la responsabilité de ses actes[181] ». Ou encore, concernant l'égalité, qu'elle consisterait en l'égalité de toutes et tous devant la loi. Néanmoins, les humains et leurs potentialités innées diffèrent les uns des autres, ce qu'il faut accepter afin de ne pas encourager « le nivellement[182] » vers le bas. Enfin, sur la question de la solidarité, celle-ci implique la nécessité d'une « sécurité sociale », mais aussi celle d'une « responsabilité personnelle[183] ». Ainsi, du point de vue radical, être solidaire, c'est avant tout surmonter les difficultés par ses propres moyens, afin de ne pas être un poids pour la collectivité.

---

[177] « Die Rigi-Thesen. Leitideen für eine liberale Zukunft = ««Thèses du Rigi » ». Idées maîtresses pour le radicalisme de demain » , *Politische Rundschau*, 1981, n°3.
[178] « Zur Kritik am Slogan ' Mehr Freiheit – weniger Staat », *Der Zürcher Oberländer* du 13 octobre 1979, cité *in* Kergomard, 2018, p. 121 (t.a.).
[179] WYSS, Paul. « Offensive en faveur du radicalisme » in *Politische Rundschau* (1981) n°3, p. 73.
[180] «Thèses du Rigi », *Politische Rundschau*, 1981, n°3, p. 107.
[181] *Id*.
[182] *Id*.
[183] *Ibid*., p. 108.

En bref, d'ordre très général, ces principes sont parfaitement conformes aux lieux communs du libéralisme et il est improbable qu'ils puissent susciter des résistances auprès des adhérent·e·s du parti. Ainsi, la volonté de limiter la consultation des partis cantonaux à cette partie témoigne d'un arbitrage délicat, et probablement maladroit, de la direction. D'un côté, elle vise à donner l'image d'un parti vivant, aux débats animés, attaché à la remise en question et enclin, pour accomplir cela, à de larges applications de démocratie interne. De l'autre, elle craint la remise en question substantielle de ce programme, dont l'élaboration a été suivie par des représentants patronaux notamment (voir *infra*, pp. 73 et suivantes), et qui est probablement déjà le fruit d'un consensus fragile.

Le deuxième chapitre s'appelle « Les idées maîtresses[184] » et s'attache à détailler les quatre « fondements » du radicalisme : les libertés individuelles, la démocratie, le partage du pouvoir et la propriété. Il est également constitué de moins de deux pages, dont la consistance et le lexique sont proches du premier chapitre, au point qu'il n'apparaît pas nécessaire de s'y attarder.

Le troisième chapitre, « Principes relatifs à la vie de la société[185] », se montre déjà plus signifiant pour évaluer l'image que le parti cherche à donner de lui-même, dans la mesure où il positionne le radicalisme vis-à-vis de quatre institutions ou secteurs. Il est segmenté ainsi, sur quatre pages : « Le radicalisme et l'État », « Le radicalisme et l'économie », « Le radicalisme et la culture » et « Le radicalisme et la technologie ». Dans la version allemande, ce n'est pas la notion de « Freisinn », traduction la plus correcte de « radicalisme », qui est utilisée, mais bien celle de « Liberalismus », qui signifie « libéralisme ». Cette distinction doit sans doute s'interpréter à la lumière de la concurrence qui oppose le PRD en Suisse romande et le Parti libéral, tandis que ce dernier est quasi absent de la Suisse alémanique, à l'exception notable des deux cantons de Bâle. Il faut néanmoins garder à l'esprit que le sens en ressort considérablement modifié entre les deux versions, au vu de la signification particulière que revêt le terme « radicalisme », comme on l'a vu précédemment (voir *infra*, p. 28).

Le fait que le premier sujet traite de la relation du radicalisme (*Liberalismus* en allemand) avec l'État démontre la volonté des auteurs·trices des Thèses de préciser la relation qui les unit, dans un contexte où celle-ci est très commentée. Et il n'y a là pas d'ambiguïté : « L'État libéral est un État fort, qui intervient partout où la liberté est en danger[186]. » Il doit néanmoins se limiter à ce que les individus ne peuvent pas accomplir de leur propre initiative. La vision de l'État est ici cohérente avec celle qui est déployée dans le rapport du groupe de travail présidé par Eric Honegger (voir *infra*, pp. 98 et suivantes). Mais à l'instar de ce dernier, il renonce à se prononcer sur des points essentiels. Par exemple, tandis que les Thèses prétendent délimiter les tâches de l'État, elles déclarent : « L'État libéral fournit à chacun sous forme de services des prestations que l'individu (…) ne peut s'assurer lui-même (transports et communications, énergie, protection de l'environnement, etc.), mais il fait une distinction entre les services qu'il doit absolument fournir et ceux qu'il peut s'abstenir de fournir[187]. » Non seulement, cette phrase entre en contradiction avec la volonté des partisans de la privatisation (qui ont explicitement demandé de considérer la privatisation des transports, des communications et de l'énergie), mais elle ne s'avance pas sur quels seraient les services essentiels qui incomberaient à l'État. Elle ne détermine pas non plus les critères qui permettraient de distinguer les activités que l'économie privée pourrait, de son point de vue, accomplir en lieu et place de l'État. Dans ces circonstances, le propos paraît creux.

Sur le plan de la vision que le PRD a de l'économie, la suprématie de l'économie de marché est réaffirmée, avec pour fondement « la liberté de la concurrence, c'est-à-dire le libre jeu de l'offre et de la demande, et la propriété privée des biens de production[188] ». Pour la

---

[184] *Id*.
[185] *Ibid*., p. 110.
[186] *Id*.
[187] *Ibid*., p. 111.
[188] *Id*.

première fois, le « néolibéralisme » est mentionné textuellement dans une production programmatique du PRD : « Le libéralisme économique moderne (appelé aussi néolibéralisme) ne demande pas que l'État soit totalement absent, mais il précise quelles interventions sont conciliables avec l'économie de marché. » La notion de néolibéralisme est alors associée, comme aujourd'hui, à l'idée d'un État limité mais fort, dans la mesure où il est appelé à pallier aux « phénomènes extérieurs (raréfaction des matières premières, renchérissement artificiel de ces matières, incidences monétaires, etc.) [qui] peuvent fausser le jeu de l'offre et de la demande (…)[189]. » Les interventions de l'État doivent en outre être « conformes aux lois du marché et conçues de manière à ne pas en entraîner d'autres encore[190] »; or, on a vu précédemment, sur la question de la politique conjoncturelle, que la compatibilité de telle mesure étatique avec les principes de l'économie de marché ne relevait pas de l'évidence et pouvait faire l'objet d'âpres débats, au sein même des rangs radicaux (voir chap. 2).

La deuxième partie est intitulée « L'application à la réalité politique ». C'est la pièce-maîtresse de ce travail, qui s'étend sur vingt pages, à la structure plutôt confuse. Elle est découpée en 10 sous-chapitres, composés des principaux enjeux et terrains de la concurrence politique (politique extérieure, défense nationale, économie, politique de l'environnement, finances et fiscalité, énergie, transports, politique sociale, formations, médias). Chacun de ces sous-chapitres d'environ deux pages comprend une section « Objectifs », qui formule l'idéal radical, une section « État actuel », qui détaille sous forme de liste à puces la situation présente et une section « L'aboutissement de diverses tendances », qui échafaude plusieurs hypothèses projectives et leurs conséquences. Enfin, les auteurs·trices sélectionnent une de ces variantes comme « la plus conforme à l'esprit radical » (dans la version allemande, « la plus libérale » - *liberalste Variante*).

Considérons par exemple le sous-chapitre « Économie[191] ». Dans les « Objectifs », les auteurs·trices réaffirment la suprématie de l'économie de marché, « régime le plus apte à assurer le maximum de liberté, de sécurité et de bien-être à chacun[192] ». Or, celle-ci repose sur « un État efficace », qui crée « des conditions telles que l'économie puisse fonctionner[193] ». La section « État actuel » comprend une dizaine de points divers et peu étayés, conçus de façon non normative, tels que « la Suisse est membre de l'AELE » ou encore « la liberté du commerce et de l'industrie est partiellement restreinte[194] ». Enfin, la partie « Aboutissement des diverses tendances » isole trois tendances possibles : le « renforcement de l'interventionnisme », le « laissez-faire » et une « économie de marché libérale[195] ». C'est cette dernière qui est considérée comme « la plus conforme à l'esprit radical » et *chacune* des 10 hypothèses qui lui sont liées concernent l'État : « l'État règle le marché de l'argent », « l'État veille à la sécurité sociale », « l'État lutte contre le protectionnisme[196] », etc. Il apparaît périlleux de voir dans les Thèses, dont ce chapitre est représentatif, l'illustration par le PRD du « moins d'État ». Au contraire, c'est un État fort qui est réaffirmé, ce qui se traduit également dans le choix des auteurs·trices de faire figurer la politique extérieure et la défense nationale comme premiers chapitres; des pouvoirs dont la nature régalienne n'est pas contestée.

Le fait que ce document ne soit pas la version finale des «Thèses du Rigi», puisqu'elle précède la phase de consultation auprès des cantons, ne permet pas de s'arrêter sur le détail du contenu. Néanmoins, son ampleur et sa structure dénotent un changement majeur par rapport à « Liberalismus heute ». Ce dernier offrait un cadre souple à l'action politique, en proposant sur un nombre limité de pages quelques principes clés de l'idéologie libérale. On a vu qu'il s'agissait d'un document très consensuel, loin de soulever de vastes

---

[189] *Id*.
[190] *Ibid*., p. 112.
[191] *Ibid*., p. 118.
[192] *Id*.
[193] *Id*.
[194] *Id*.
[195] *Ibid*., p. 119.
[196] *Id*.

questionnements de fond. En élaborant « Liberalismus heute », la direction du PRD voulait s'assurer de la coalition de ses membres autour de ces principes, aussi basiques et larges soient-ils. Cela témoignait alors de la grande hétérogénéité qui traversait les radicaux.

Avec les «Thèses du Rigi», l'arsenal idéologique du PRD se précise : ses auteurs·trices couvrent des champs thématiques, établissent des projections et sélectionnent celles qui sont les plus conformes au radicalisme. Il s'agit d'un véritable guide à destination de l'homme ou de la femme politique radicale, qui est invité·e à s'y référer lorsqu'il·elle doit prendre position. On a vu que, dès la fin des années 1960, la direction du PRD avait multiplié les efforts pour assurer une certaine cohérence au sein du parti et limiter une hétérogénéité qui commençait à lui porter préjudice dans le jeu politique. Les «Thèses du Rigi» en sont une nouvelle expression.

On retrouve dans cette méthode une certaine ambition scientifique; les études prévisionnelles, en particulier au niveau des perspectives économiques, étaient alors particulièrement demandées par les autorités politiques et administratives (Ruoss, 2016, p. 42), comme dans le cas des rapports des « trois sages » (voir *infra*, p. 72). Ce mouvement vers la scientificité se précise dans la dernière partie « Petits conseils pour la pratique politique », corédigé par Eric Honegger, ce qui explique qu'on y retrouve des éléments présentés dans son rapport précédent, « Plus de liberté – moins d'État », notamment le principe de la checklist, qui y est développé.

Dans celle-ci, trois catégories de critères sont présentées, qui sont censées permettre d'évaluer si une solution peut être considérée comme « libérale[197] ». Les auteurs présentent leur checklist ainsi : « La réponse à ceux de la première catégorie doit en tout cas être positive, mais il suffirait qu'elle le soit pour la plupart de ceux de la deuxième catégorie. Les critères de la troisième catégorie doivent être appliqués selon leur importance dans un cas donné[198]. » Bien que cet outil soit prévu pour arbitrer des situations potentiellement ambiguës, on ne peut pas dire que son usage soit réglé de façon limpide.

Le poids donné à chaque argument n'est du reste pas explicité et paraît arbitraire. Ainsi, une solution est considérée comme libérale « si l'État ne se charge de tâche en faveur de la collectivité que là où les organisations privées ou mixtes ne sont pas à même de le faire[199] ». Elles doivent également « donner de la force à l'État lorsqu'il s'agit de garantir des libertés » et « [lui] faire obstacle là où il entend réduire des libertés[200] ». Les « libertés » en question ne sont pas définies. En revanche, la question de la préservation de la démocratie ou encore de la séparation des pouvoirs ne sont classées que parmi les arguments de troisième catégorie. En effet, dans les années précédentes, les partis bourgeois « inquiets pour leur suprématie » (Masnata et Rubattel, 1991, p. 241), menés par les radicaux, ont entrepris beaucoup d'efforts pour réduire l'exercice des droits démocratiques en Suisse, notamment en exigeant un nombre de signatures plus élevé pour faire aboutir une initiative populaire ou un référendum. Les votant·e·s l'accepteront en 1977[201].

En somme, les «Thèses du Rigi» semblent avoir comme objectif d'encourager une discipline interne en faveur d'une certaine forme de libéralisme au sein des radicaux. Ainsi, bien que Paul Wyss précise dans son introduction que le libéralisme est « une vision du monde et non pas une idéologie[202] », qui serait fort éloignée du moindre dogmatisme, les Thèses se présentent comme un instrument quasi scientifique qui doit permettre de mesurer de façon très codée le degré de libéralisme de telle ou telle politique publique.

---

[197] «Thèses du Rigi », *Politische Rundschau*, 1981, n°3, p. 105.
[198] *Ibid*., pp. 138-139.
[199] *Ibid*., p. 139.
[200] *Id*.
[201] FF, «Rapport relatif au résultat de la votation populaire du 25 septembre 1977 » , 12 décembre 1977, vol. 3, n°50, pp. 868-869.
[202] WYSS, Paul. « Offensive en faveur du radicalisme » in *Politische Rundschau*, 1981, n°3, p. 73.

Par rapport à « Liberalismus heute », la vision du libéralisme qui y est défendue se montre plus agressive, se caractérisant notamment par l'affaiblissement du secteur public au profit de l'économie privée, le démantèlement de l'État social et la défense de la loi du marché érigée comme valeur cardinale. À quelques mois de sa campagne électorale, c'est bien du néolibéralisme dont s'arme le PRD.

Un travail qui ne fait que commencer

Dans un document stratégique et confidentiel de l'été 1982 concernant les élections nationales à venir, la direction du PRD se félicite d'avoir une image de « parti 'qui gagne'[203] » depuis 1979. Loin de faiblir, cette représentation serait au contraire renforcée par « les évolutions politiques favorables à la politique bourgeoise et conservatrice en Europe et aux USA[204] ». La référence renvoie ici au néolibéralisme incarné de part et d'autre de l'Atlantique par Margaret Thatcher et Ronald Reagan. La première est nommée Première ministre en 1979, tandis que le second accède à la présidence des États-Unis en 1981. Ainsi, si la direction du PRD n'apprécie pas de voir son programme explicitement comparé à la politique de Reagan dans la presse (voir *infra*, p. 101), elle reconnaît néanmoins, dans ce cadre confidentiel, la proximité qui lie le parti à ces chefs d'État acquis au néolibéralisme.

En effet, l'idéologie renouvelée du PRD n'est pas issue d'une génération spontanée. Bien au contraire, elle s'inscrit dans cette tendance transatlantique, qui voit le « moins d'État » prendre le statut de mantra (voir par ex. Stedman-Jones, 2012). Cette situation transnationale, couplée avec l'effort mené par la direction du parti depuis 1979 pour gagner la base du parti au néolibéralisme contenu dans son slogan « Plus de liberté – moins d'État », lui permet d'aborder les élections avec une confiance réaffirmée.

Celle-ci lui donnera raison : le 23 octobre 1983, le PRD gagne trois sièges au Conseil national, ainsi qu'au Conseil des États[205], ce qui fait de lui le seul parti gouvernemental qui sort gagnant de cet affrontement électoral. Dans le rapport annuel 1983/84 du parti, publié au printemps 1984, le secrétaire Leuenberger attribue ce succès à son mot d'ordre, « Plus de liberté – moins d'État », désormais clarifié et assumé. Mais c'est un travail de longue haleine qui débute :

> Il s'agira de le réaliser dans les lois, durant la nouvelle législature, comme dans le travail politique de tous les jours. Son application se fera moins dans des propositions spectaculaires que dans les détails de l'activité quotidienne – une tâche à longue échéance pour les hommes politiques et les parlementaires radicaux[206] !

L'expérimenté secrétaire général semble mettre en garde les élu·e·s. Si le PRD a largement contribué à remettre en question le rôle de l'État et son champ d'intervention, l'heure n'est pas (encore ?) aux « propositions spectaculaires ». On prend alors toute la mesure de certaines suggestions explosives des années précédentes : du slogan agitatoire aux appels à la privatisation d'Honegger, Hunziker et consorts, celles-ci contribuent à rendre possible la politique des petits pas, ces « détails de l'activité quotidienne », aujourd'hui préconisée par Leuenberger. D'une part, ces propositions ont imposé dans le débat public l'idée d'un État surchargé; une surcharge d'autant plus problématique que les finances publiques sont présentées comme frisant la catastrophe. D'autre part, par leur nature polémique, elles permettent de faire apparaître un éventail potentiellement large de mesures comme

---

[203] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz. J2.322-01#2009/263#122*. Secrétariat général du PRD, «Stratégie électorale 1983 », Rapport interne, juillet 1982, p. 15.
[204] *Id*.
[205] AFS, Fonds Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz, J2.322-01#2009/263#5*. LEUENBERGER, Hans Rudolf. « Elections fédérales 1983 », in *L'activité du Parti radical-démocratique suisse et du Groupe radical-démocratique de l'Assemblée fédérale en 1983/84*, Rapport annuel, 1984, p. 35.
[206] *Ibid*., p. 33.

modérées (des « détails »). Les diverses productions programmatiques du PRD, détaillées dans ce chapitre, ont permis de les expliciter, de les clarifier, voire de leur donner un semblant de caution scientifique, dans un processus qui permet d'en mitiger la tendance provocatrice.

Conclusion

Ce mémoire visait à éclairer les conditions d'émergence du discours néolibéral dans la sphère politique et économique en Suisse. Il débute à l'aube des années 1970, au niveau de la queue de comète des dites « Trente Glorieuses ». Si ces trois décennies d'après-guerre de prodigieuse croissance ont conduit à un lissage de la conflictualité entre les principaux partis politiques suisses, unis derrière l'idée du *progrès*, elles n'empêchent pas l'installation d'un certain malaise au sein de la société suisse à l'égard de l'ordre social. Celui-ci se traduit notamment dans les mouvements des années 1968 et leurs suites. Cet inconfort conduit à une « réidéologisation » au sein des partis : un processus initié au sein du PRD à l'aube des années 1970, quand sa direction impulse un travail de réflexion idéologique autour de ce qu'elle estime être son dénominateur commun, soit la notion de « libéralisme ». Celle-ci, qui conduit à interroger la relation entre État et économie, soulève des questions délicates pour le PRD qui se conçoit comme parti de l'État, tout en se faisant le relais politique traditionnel des intérêts les plus étroits. En effet, parmi les radicaux se trouvent de nombreux représentant·e·s de l'économie, qu'il s'agisse de dirigeant·e·s, de secrétaires patronaux ou encore de journalistes de la presse bourgeoise.

Mais lorsque la crise économique mondiale induite notamment par le premier choc pétrolier de 1973 éclate en Suisse, les principaux secteurs d'activité de l'économie suisse voient leurs intérêts immédiats entrer en contradiction : c'est particulièrement le cas entre les secteurs dirigés vers le marché intérieur et ceux qui s'orientent vers l'exportation. Le PRD, qui compte parmi ses membres les plus influent·e·s des représentant·e·s de ces deux tendances, devient le champ de lutte d'une bourgeoisie divisée. Ce clivage se cristallise autour de la politique conjoncturelle menée par la Confédération pour atténuer les effets des turbulences économiques. La relation entre État et économie dépasse les questionnements idéologiques abstraits pour devenir un sujet d'actualité brûlant.

Dans ce contexte, les finances publiques font l'objet d'une attention renouvelée. La crise économique coûte cher et les discours vantant l'austérité se font plus pressants. Cela conduit certains acteurs à revendiquer « moins d'État », un mot d'ordre ardemment défendu par le PRD du canton de Zurich dès 1979, bien que ses dirigeant·e·s soient alors acquis·es à l'idée qu'il symbolise depuis plusieurs années. Mais les différentes sections cantonales du PRD, historiquement hétérogènes, accueillent de manière variable ce référentiel. La direction du PRD suisse, dans une collaboration étroite avec les principales forces patronales helvétiques, s'engage alors dans un travail de justification idéologique, mettant sur pied divers groupes de travail dont la tâche est de favoriser la pénétration du néolibéralisme au sein du parti.

Pourtant, dans un entretien avec des journalistes en 2014, Pascal Couchepin, élu radical valaisan au Conseil national en 1979, regrette que l'ensemble d'idées représenté par « Plus de liberté – moins d'État » n'ait alors pas dépassé la déclaration d'intention : « (…) j'ai été déçu que nous n'ayons pas pris des mesures efficaces et intelligentes qui allaient dans ce sens[207]. » Et ce n'est pas l'adversité politique qui a été opposée au PRD que Couchepin estime responsable de cet échec, mais bien les représentant·e·s radicaux·ales, qui n'ont pas lutté pour le traduire en applications concrètes selon lui.

Il n'empêche : si le discours néolibéral porté par une partie du PRD et des cercles dirigeants de l'économie dans les années 1970 ne semble pas avoir trouvé d'applications politiques immédiates, comme l'ont discuté Mach (1999, 2006), Guex (2012) ou Kergomard (2018),

[207] « (…) ich war dann enttäuscht, dass wir keine griffigen und klugen Massnahmen ergriffen, die dazu passten. »
Interview de Pascal Couchepin par Alan Cassidy et Philipp Loser en avril 2014 dans le cadre de la rédaction de leur livre « Der Fall FDP… » (2015). En ligne : http://fallfdp.ch/pascal-couchepin-filz-filz-wer-war-denn-tatsaechlich-von-der-fdp-dabei/ (t.a.)

ceux-ci paraissent bien avoir pavé la voie aux initiateurs des « Livres blancs ». Certains de leurs signataires sont d'ailleurs des personnages que nous avons rencontré dans ces pages, comme Willy Linder ou Hans Letsch.

Il serait ainsi intéressant de prolonger cette recherche en considérant les années 1980, décennie qui sépare les « Thèses du Rigi » des « Livres blancs ». Celle-ci a peut-être permis aux partisan·e·s du néolibéralisme de se rassembler avant l'offensive. En effet, en l'absence d'un *momentum* favorable à la mise en œuvre de mesures d'inspiration néolibérale en Suisse à l'orée des années 1980, il paraît vraisemblable que ceux-ci aient continué à s'organiser dans des associations et autres *think tanks*, par exemple. J'ai relevé dans mon mémoire quelques pistes qui relèvent la mise en place, à ce moment, de synergies politiques interpartisanes autour du néolibéralisme : c'est le cas de la Société pour moins d'État à Zurich et de sa liste électorale « Hop Schwiiz » à Zurich, composée de membres du PRD et de l'UDC, mais aussi de l'Institut libéral ou encore du Redressement national.

On retrouve également, dès le début des années 1980, des associations affiliées non seulement à des partis, mais aussi à des cercles religieux, dont l'objectif est de promouvoir le néolibéralisme, comme l'Association pour le maintien et la diffusion de la conception libérale de l'État (*Vereingung zur Erhaltung und Verbreitung der freiheitlichen Staatsauffassung*), issue du PRD, la Communauté de travail sur l'économie et la société (*Arbeitsgemeinschaft Wirtschaft und Gesellschaft*), liée au PDC ou encore Croyance et économie (*Glaube und Wirtschaft*), animée elle par les milieux évangéliques. Celles-ci paraissent miser sur la discrétion; une discrétion que les historien·ne·s ne sont pas venu·e·s troubler, à l'exception d'Altermatt (1983) qui a consacré un article important à l'aile économique du PDC et notamment à son organisation dans Communauté de travail sur l'économie et la société. J'ai appris l'existence de ces associations dans les archives de Ciba-Geigy[208], puisqu'elles apparaissent parmi les bénéficiaires des contributions financières de la multinationale dans les années 1990. D'ailleurs, les sommes que certaines perçoivent de ce généreux donateur interpellent. En 1994, l'Association pour le maintien et la diffusion de la conception libérale de l'État reçoit pas moins de 80'000 francs de la part de Ciba-Geigy[209]. Il est probable que des documents équivalents pour les années 1980 restent à examiner dans les archives de la firme.

Peut-être que ceux-ci permettraient en outre de documenter les liens transnationaux du néolibéralisme suisse; si je rappelle que celui-ci est mû par une logique de diffusion transnationale, mon mémoire a comme limite majeure de ne pas l'illustrer. L'histoire que je propose est celle d'une Suisse qui peut paraître coupée du monde. L'ampleur de ce travail m'a contrainte en effet à me limiter à une histoire très nationale. Explorer l'organisation des *think tanks* actifs en Suisse, mais aussi l'implication de certain·e·s personnalités politiques dans l'Internationale libérale (fédération internationale de partis fondés sur le libéralisme), permettrait potentiellement de lui redonner une dimension globale.

Une autre piste fructueuse pour observer le néolibéralisme en Suisse pourrait également se trouver dans le rapport de ses partisan·e·s à la démocratie. Certain·e·s chercheur·euse·s soulignent en effet, à propos d'autres contextes nationaux, la façon dont les partisan·e·s du néolibéralisme se sont occupés à l'affaiblir et/ou à l'instrumentaliser pour sécuriser leur pouvoir politique (Cornelissen, 2017; Slobodian, 2020). Nous avons vu qu'une part du milieu politique a œuvré, dès les années 1970 et sans rencontrer d'importantes résistances, à restreindre les conditions d'accès à la démocratie, par l'exigence d'un nombre redoublé de signatures pour faire aboutir des référendums et initiatives. Observer

---

[208] Firmenarchiv (FA) Novartis, VR 6.02 Präsidialfonds Politische Parteien, Spenden, Zahlungen. « Beitrag 1994-1996 », Tableau comptable non daté récapitulant les contributions de Ciba-Geigy à diverses associations et partis politiques.
[209] *Id*.

plus systématiquement le rapport qu'entretient la bourgeoisie aux droits démocratiques en Suisse, des années 1970 à nos jours, pourrait s'avérer éclairant.

Finalement, à l'heure où de nombreuses voix annoncent « la fin du néolibéralisme », qu'elles proviennent du champ scientifique, politique et/ou médiatique, il paraît d'autant plus intéressant de mieux le comprendre. Nous pourrons ainsi évaluer, avec la profondeur historique qui s'impose, si celui-ci se meurt ou s'il prend simplement de nouvelles formes.

Bibliographie

Sources primaires

ARCHIVES FÉDÉRALES SUISSES (AFS), Berne

J2.322* Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz (1894-2008)

J2.322-01#2009/263#5* Partei und Fraktion 1959-1986

J2.322-01#2009/263#87* Protokolle 1961-1984 (fehlen: 1968, 1971, 1976, 1978). Darin auch: Protokolle gemeinsamer Sitzungen des Vorstands mit Geschäftsleitung [Fraktionsvorstand]

J2.322-01#2009/263#52* Protokolle Geschäftsleitung 1967-1968. Darin auch: Protokolle Zentralvorstand 1967-1973

J2.322-01#2009/263#53* Protokolle Geschäftsleitung 1969-1976

J2.322-01#2009/263#84* Protokolle 1972-1975 [Gesamtfraktion]

J2.322-01#2009/263#59* Korrespondenz, Rundschreiben inkl. Berichte, Programmentwürfe, Vernehmlassungen 1974-1976

J2.322-01#2009/263#54* Protokolle Geschäftsleitung 1977-1980

J2.322-01#2009/263#85* Protokolle 1977-1985. Darin auch: Protokolle Sitzungen der Gesamtfraktion mit anderen Parteigremien, sowie Aktennotiz 1975 [Gesamtfraktion]

J2.322-01#2009/263#121* 1979: Bericht "Wahlstrategie 1979", Konzeption Realisierung Werbekonzept 1978-1979

J2.322-01#2009/263#61* Korrespondenz, Rundschreiben inkl. Berichte, Programmentwürfe, Vernehmlassungen 1981

J2.322-01#2009/263#122* 1983: Bericht, Entwürfe, Organisation Wahlstrategie 1983, Entwürfe Aktionsprogramm 1980

ARCHIVES CANTONALES VAUDOISES (ACV), Chavannes-près-Renens

PP 552 Parti radical-démocratique vaudois (1917-1989)

PP 552/208 Elections 1971

PP 552/209 Elections 1975

PP 552/76 Mesures pour équilibrer les finances fédérales

PP 552/210 Elections 1979

PP 731 Parti libéral vaudois (1887-1995)

PP 731/186/4 Propagande et presse radicale

Staatsarchiv des Kantons Zürich (SKZ), Zürich

W II 13 Freisinnig-Demokratische Partei FDP des Kantons Zürich (1936-2001)

W II 13.523 Chancen liberaler Offensive

W II 13.261 Arbeitsgruppe Rigi-Thesen

Archiv für Zeitgeschichte (AfZ), Zürich

IB Vorort-Archiv (1870-2003)

1.1.5.1. Gesellschaft zur Förderung der schweizerischen Wirtschaft (Wf) und Zentralverband Schweizerischer Arbeitgeber-Organisationen (ZSAO) (1952-1998)

1.5.3.20-28 Protokolle 1971-1980

1.8.3.2.1. Informationskonzept gegenüber der Presse, Radio und Fernsehen (1973-1975)

Firmenarchiv Novartis, Bâle

Firmenarchiv Geigy

FB 1 Arbeiter, Angestellte, Akademiker, Direktion, VR-Mitglieder, Wyss-Zwicky

Firmenarchiv Ciba-Geigy

KP 3 Mitglieder Schärli-Zollinger 1970-1992

VR 6.02 Präsidialfonds Politische Parteien, Spenden, Zahlungen

Entretiens

Entretien de l'autrice avec Paul Wyss, 18 octobre 2021, Bâle

Entretien de l'autrice avec Gilles Petitpierre, 19 novembre 2021, Genève

Sources publiées

Confédération suisse

Feuille fédérale, « Troisième rapport de politique économique extérieure du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale », vol. II, n°. 33, 1974, p. 336.

Feuille fédérale, «Message du Conseil fédéral relatif à des mesures visant à combattre le fléchissement de l'emploi et des revenus », Message du Conseil fédéral destiné à l'Assemblée fédérale, vol. 1, n°21, 30 avril 1975, pp. 1869-1918.

Feuille fédérale, «Rapport relatif au résultat de la votation populaire du 25 septembre 1977 », 12 décembre 1977, vol. 3, n°50, pp. 868-869.

Parti radical-démocratique suisse

Rapports annuels du parti et de son groupe parlementaire à l'Assemblée fédérale, 1970-1983.

Revue interne du parti *Politische Rundschau, Zeitschrift für Kultur, Politik und Wirtschaft = Revue politique, Revue politique, économie et culturelle* [abrégé *Politische Rundschau*]

PÉRIODIQUES ET JOURNAUX

24heures

Bilanz

Der Zürcher Oberländer

Domaine public

Feuille d'avis de Lausanne

L'Impartial

Le Matin

Le Matin Dimanche

Le Temps

Neue Zürcher Zeitung (NZZ)

Neue Zürcher Nachrichten

Nouvelle revue de Lausanne

Walliser Bote

Wir Brückenbauer

Littérature secondaire

OUVRAGES

Amlinger, Fabienne (2017*). Im Vorzimmer der Macht? Die Frauenorganisationen der SPS, FDP und CVP, 1971-1995*. Zurich: Chronos.

Aubert, Jean-François (1978). «L'article conjoncturel» in *Exposition des institutions politiques de la Suisse à partir de quelques affaires controversées*. Lausanne: Payot, pp. 11-54.

Ayrton, Robert (2002). *L'impossible politique budgétaire: l'Etat fédéral face aux turbulences économiques*. Lausanne: PPUR.

Bihr, Alain (2007). *La novlangue néolibérale. La rhétorique du fétichisme capitaliste*. Lausanne : Page deux.

Birchler, Urs (1979). *Die Konjunkturpolitik in der Schweiz von 1950-1975 unter besonderer Berücksichtigung der wirtschaftspolitischen Träger*. Zurich: Ruegger.

Bise, Pierre (1947). *Le parti radical-démocratique suisse*. Fribourg: P. Claraz.

Buclin, Hadrien (2019). *Les intellectuels de gauche: critique et consensus dans la Suisse d'après-guerre (1945-1968).* Lausanne: Antipodes.

Cahill Damien et KONINGS Martijn (2017). *Neoliberalism*. Cambridge: Polity Press.

Cassidy, Alan & Philipp Loser (2015). *Der Fall FDP: eine Partei verliert ihr Land*. Zurich: Rotpunktverlag.

Chaudet, Gustave (1917). *Histoire du Parti radical suisse*. Berne : F. Wyss

Chevallaz Georges-André (1967). *La Suisse ou le sommeil du juste*. Payot: Lausanne.

Criblez, Lucien, Rothen, Christina et Thomas Ruoss (hg.) (2016). *Staatlichkeit in der Schweiz: Regieren und verwalten vor der neoliberalen Wende*, Zurich: Chronos.

Dardot, Pierre & Christian Laval (2010). *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*. Paris : La Découverte.

Deshusses, Frédéric (2014). *Grèves et contestations ouvrières en Suisse 1969-1979*. Lausanne : éditions d'En Bas.

Dietschi, Eugen (1979). *60 Jahre eidgenössische Politik : ein Beitrag zur Parteigeschichte des schweizerischen Freisinns*. Bern: Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz.

Farquet, Christophe (2018). *Histoire du paradis fiscal suisse*. Paris : Presses de Science Po.

Ferguson, Niall *et al*. (2010). *The Shock of the Global: the 1970s in Perspective*. Cambridge: Harvard University Press.

Franc, Andrea (2021). *En dialogue avec le monde. Les entreprises suisses au XIXe et XXe siècles.* Zurich: Hier+Jetzt.

Gourevitch, Peter (1986). *Politics in Hard Times: Comparative Responses to International Economic Crises*. Ithaca: Cornell University Press.

Gruner, Erich (1956). *Die Wirtschaftsverbände in der Demokratie*. Erlenbach-Zürich: Eugen Rentsch Verlag.

Gruner, Erich (1969). *Die Parteien in der Schweiz*. Bern: Francke Verlag.

Guex, Sébastien (1998). *L'argent de l'État*. Lausanne: Réalités sociales.

Humair, Cédric (2009). *1848. Naissance de la Suisse moderne*. Lausanne: Antipodes.

Hürlimann, Gisela, Mach, André, Rathmann-Lutz, Anja et Janick Marina Schaufelbuehl (2016). *Lobbying : die Vorräume der Macht = les antichambres du pouvoir*. Zurich: Chronos.

Imboden, Max (1964). *Helvetisches Malaise*. Zurich: EVZ Verlag.

Katzenstein, Peter (1984). *Corporatism and Change: Austria, Switzerland, and the Politics of Industry*. Ithaca: Cornell University Press.

Katzenstein, Peter (1985). *Small states in world markets: industrial policy in Europe.* Ithaca, London: Cornell University Press

Kergomard, Zoé (2020). *Wahlen ohne Kampf? Schweizer Parteien auf Stimmenfang (1947-1983).* Bâle: Schwabe Verlag.

Kreis, Georg (2011). *Das «Helvetische Malaise». Max Imbodens historischer Zuruf und seine überzeitliche Bedeutung*. Zurich: NZZ Verlag.

Kriesi, Hanspeter (1984). *Die Zürcher Bewegung : Bilder, Interaktionen, Zusammenhänge.* Francfort, New York: Campus Verlag.

Kriesi, Hanspeter & Alexander H. Trechsel (2008). *The Politics of Switzerland. Continuity and Change in a Consensus Democracy*. Cambridge: Cambridge University Press.

Laval, Christian (2018). *Foucault, Bourdieu et la question néolibérale*. Paris : La Découverte.

Leutwiler, Fritz *et al*. (1991). *La politique économique de la Suisse face à la concurrence internationale*. Zürich : Orell Füssli.

Linke, Angelika & Joachim Scharloth (2008). *Der Zürcher Sommer 1968 : zwischen Krawall, Utopie und Bürgersinn*. Zurich: NZZ Verlag.

Ludi, Regula, Ruoss, Matthias et Leena Schmitter (eds.) (2018). *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz*. Zurich: Chronos.

Lugon, Olivier & François Vallotton (dirs.) (2014). *Revisiter l'Expo 64*. Lausanne : EPFL Press.

Mach, André (dir.) (1999). *Globalisation, néo-libéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990.* Zurich: Seismo.

Mach, André (2006). *La Suisse entre internationalisation et changements politiques internes: la législation sur les cartels et les relations industrielles dans les années 1990*. Zurich: Rüegger.

Mach, André (2015). *Groupes d'intérêt et pouvoir politique*. Lausanne: PPUR.

Masnata, François & Claire Rubattel (1991). *Le pouvoir suisse 1291-1991*. Lausanne: L'Aire

Mazzoleni, Oscar & Hervé Rayner (Dir.) (2009). *Les partis politiques suisses: traditions et renouvellements*. Paris: Michel Houdiard éditeur.

Meuwly, Olivier (2010). *Les partis politiques. Acteurs de l'histoire suisse*. Lausanne: PPUR.

Mirowski Philip & Dieter Plehwe (éds.) (2009). *The Road from Mont Pèlerin: the making of the neoliberal thought collective*. Cambridge: Harvard University Press.

Müller, Margrit & Laurent Tissot (eds.) (2014). *Unternehmen in den Wirtschaftskrisen des 20. Jahrhunderts = Les entreprises dans les crises économiques du 20e siècle*. Neuchâtel: Alphil

Müller, Philipp (2010). *La Suisse en crise (1929-1936). Les politiques monétaire, financière, économique et sociale de la Confédération helvétique*. Lausanne : Antipodes.

Offerlé, Michel (2018). *Les partis politiques*. Paris: PUF

Ostrogorski, Moïsseï [1903 (1993)]. *La démocratie et les partis politiques*. Paris: Fayard.

Pestoni, Graziano (2015). *Privatisations: le monopole du marché et ses conséquences*. Lausanne: éditions d'En Bas.

Phillips-Fein, Kim (2009). *Invisible Hands: The Making of the Conservative Movement from the New Deal to Reagan*. New York: W. W. Norton.

Piotet, Georges & Clive Loertscher (1977). *La crise fiscale en Suisse. Éléments pour une analyse de l'État*. Lausanne : Institut de science politique de l'Université de Lausanne.

Plehwe Dieter, Slobodian Quinn et Philipp Mirowski (éds.) (2020). *Nine Lives of Neoliberalism*. Londres: Verso.

Poitry, Alain-Valéry (1989). *La fonction d'ordre de l'État. Analyse des mécanismes et des déterminants sélectifs dans le processus législatif suisse*. Berne : Peter Lang.

De Pury, David, Hauser, Heinz et Beat Schmid (1995). *Ayons le courage d'un nouveau départ. Un programme pour la relance de la politique économique de la Suisse*. Zürich: Orell Füssli.

Rey, Jean-Noël (1983). *Trop d'État? Essai sur la mise en cause de l'État-protecteur en Suisse.* Lausanne: Réalités sociales.

Schaufelbuehl, Janick Marina (ed.). *1968-1978. Ein bewegtes Jahrzehnt in der Schweiz - Une décennie mouvementée en Suisse*. Zurich: Chronos Verlag.

Schmelzer, Matthias (2016). *The Hegemony of Growth: The OECD and the Making of the Economic Growth Paradigm.* Cambridge: Cambridge University Press.

Skenderovic, Damir (2009). *The Radical Right in Switzerland: Continuity and Change,1945-2000.* New York/Oxford: Berghahn Books.

Skenderovic, Damir & Christina Späti (2012). *Les années 68.* Lausanne: Antipodes.

Slobodian, Quinn (2018). *Globalists: The End of Empire and the Birth of Neoliberalism*. Harvard: Harvard University Press.

Stedman-Jones, Daniel (2012). *Masters of the Universe. Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics.* Princeton: University Press.

Steinmann, Ernst (1955*). Geschichte des schweizerischen Freisinns*. Bern: Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz.

Tabin, Jean-Pierre & Carola Togni (2013). *L'assurance chômage en Suisse*. Lausanne : Antipodes.

Tanner, Jakob (2015). *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*. Münich: C.H. Beck

Tschäni, Hans (1984). *Qui dirige la Suisse? Les groupes de pression contre la démocratie.* Lausanne: 24h éditions, p. 39.

Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI) (1991). *Pour une Suisse compétitive et moderne*. Zürich : USCI.

Vatter, Adrian (2020). *Das politische System der Schweiz*. Baden-Baden: Schulthess.

Walter, François (2010). *Histoire de la Suisse : la création de la Suisse moderne (1830-1930).* Neuchâtel : Alphil, p. 13.

Weissen, Beat (1982). *Der Konjunkturartikel der Bundesverfassung und die öffentlichen Finanzen.* Francfort: Peter Lang.

Werner, Christian (2000). *Für Wirtschaft und Vaterland : Erneuerungsbewegungen und bürgerliche Interessengruppen in der Deutschschweiz 1928-1947*. Zurich: Chronos.

Zimmermann, Dorothe (2019). *Antikommunisten als Staatsschützer. Der Schweizerische Vaterländische Verband 1930-1948*. Zurich : Chronos.

ARTICLES

Altermatt, Urs (1983). «Die Wirschaftsflügel in der CVP : die 'dynamische Mitte' unter Druck», *SVPW-Jahrbuch=Annuaire ASSP* 26: 63-88.

Bänziger Peter-Paul, Rischbieter Laura et Monika Wulz (2019), « Neoliberalism as a concept of contemporary history: A prolific research tool or an analytic pitfall ? », *Journal of Modern European History*, vol. 1: 381-383.

Batou, Jean (2009). «Conclusion: quand le monde s'invite en Suisse» *in* Schaufelbuehl Janick Marina (ed.), *1968-1978. Ein bewegtes Jahrzehnt in der Schweiz - Une décennie mouvementée en Suisse*. Zurich: Chronos Verlag, pp. 297-333.

Batou, Jean & Janick Marina Schaufelbuehl (2008). «Suisse: rupture au sein d'une société très conservatrice» *in* Capdevielle, Jacques & Rey, Henri (eds.) *Dictionnaire de mai 68.* Paris: Larousse.

Baumann, Beat (2004). «'Pour répondre à des variations répétées de commandes'. La flexibilisation du monde du travail à la lumière de quelques conventions collectives », *in* FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*. Lausanne : Payot : 35-45.

Centlivres, Pierre (2002). « Le portrait introuvable : la Suisse des expositions nationales », *Ethnologie françai*se, vol. 32, n° 2 : 311-320.

Chiquet, Simone (2016). «Expertenempfehlungen und politische Zielsetzungen. Zu den Diskussionen um einen Verfassungsartikel für Konjunkturpolitik Anfang der 1970er-Jahre» *in* Criblez, Lucien, Rothen, Christina et Thomas Ruoss (hg.) (2016). *Staatlichkeit in der Schweiz: Regieren und verwalten vor der neoliberalen Wende*, Zurich: Chronos: 115-142.

Cornelissen, Lars (2017). «'How can the people be restricted?': the Mont Pèlerin Society and the problem of democracy, 1947-1998», *History of European Ideas*, vol. 43, n°5: 507-524.

David, Thomas & Philipp Müller (2007). «Plaidoyer pour un renouveau de l'histoire des partis politiques en Suisse», *Traverse* 14 : 7-15.

David, Thomas, Ginalski, Stéphanie, Mach, André et Frédéric Rebmann (2009). « Networks of Coordination : Swiss Business Associations as an Intermediary between Business, Politics and Administration during the 20th century », *Business and Politics* vol. 11, n°4: 1-38.

De Pietro Ferro, Fabienne, Laurenza, Sergio et Virgile Perret (1999). «Révision de la loi sur le travail, compromis d'intérêts et intérêt du compromis » *in* Mach, André (dir.) (1999). *Globalisation, néo-libéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990.* Zurich: Seismo : 145-190.

Degen, Bernard (2021). «Travail et capital» *in* Halbeisen, Patrick, Müller, Margrit et Béatrice Veyrassat (2021). *Histoire économique de la Suisse au XXe siècle*. Neuchâtel: Alphil : 925-978.

Denord, François (2002). « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire. La circulation internationale du néo-libéralisme et ses acteurs », *Actes de la recherche en sciences sociales* 145(5) : 9-20.

Eichenberger, Pierre (2019). «The eternal rebirth of the liberal creed: alternative temporalities of Swiss Neoliberalism», *Journal of Modern European History* 17 (4): 390-395.

Eichenberger, Pierre (2022). «Swiss Capitalism, or the Significance of Small Things», *Capitalism: A Journal of History and Economics*, vol. 3, n°1, pp. 215-252.

Eichenberger, Pierre & André Mach (2018). «Organized Capital and Coordinated Market Economy: Swiss Business Interest Associations between socio-economic regulation and political influence» *in* Mach, André & Christine Trampusch (2018). *Switzerland in Europe. Continuity and Change in the Swiss Political Economy*. Londres: Routledge: 63-81

Eichenberger, Pierre & Matthieu Leimgruber (2020). «Business Interests and the Development of the Public-Private Welfare Mix in Switzerland 1880-1990» *in* Nijhuis, Dennie Oude (ed.), *Business Interests and the Development of the Modern Welfare State.* Londres: Routledge : 84-109.

Engeli, Isabelle & Luc Tonka (2010). «L'évolution des campagnes électorales en Suisse: un processus de modernisation en demi-teinte» *in* Nicolet, Sarah & Pascal Sciarini (2010). *Le destin électoral de la gauche : le vote socialiste et vert en Suisse*. Genève : Georg: 399-439.

Entman, Robert M. (1993). « Framing : Towards Clarification of a Fractured Paradigm », *Journal of Communication* 43 (4): 51-58.

Fischer, Otto (1976). «Gewerbe und Wirtschaftspolitik» *in* Tuchtfeldt, Egon (éd.). *Schweizerische Wirtschaftspolitik zwischen gestern und morgen. Festgabe zum 65. Geburtstag von Hugo Sieber*. Bern, Stuttgard: Verlag Paul Hapt: 407-415.

Franc, Andrea (2013). «Schweiz, Filz une Neoliberalismus», *Schweizer Monatshefte* 93, n°1003: 42-52.

Frei, Annette (1988). « Entre l'utopie et la tradition. Les femmes socialistes et l'émancipation 1920-1980 » *in* Lang, Karl (1988). *Solidarité, débats, mouvement: cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*. Lausanne : éditions d'En Bas : 215-247.

Ghelfi, Jean-Pierre (2004). « Moins d'État, plus de liberté. La Suisse et la naissance du néolibéralisme », in : FTMH (éd.), *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000.* Lausanne : Payot : 25-34.

Gibson, Diane & Robert Goodin (1999), « The Veil of Vagueness. A Model of Institutional Design », *in* Egenberg, Morten & Per Laegreid (eds), *Organizing Political Institutions. Essays for Johan P. Olsen*. Oslo: Scandinavian University Press: 357-385.

Gilg, Peter et Peter Hablützel (1983). « Une course accélérée vers l'avenir » *in Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses (tome 3).* Lausanne : Payot : 179-298.

Giriens, Pierre-Yves et Julien Stauffer (1999). « Deuxième révision de la loi sur l'assurance comage : genèse d'un compromis » *in* Mach, André (dir.) (1999). *Globalisation, néo-libéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990.* Zurich: Seismo: 105-144.

Griesshammer, Marc (2009). «Die Vietnamsolidarität in der Schweiz (1965-1974)» *in* Schaufelbuehl, Janick Marina (ed.), *1968-1978. Ein bewegtes Jahrzehnt in der Schweiz - Une décennie mouvementée en Suisse*. Zurich: Chronos Verlag.

Guex, Sébastien (2003). «La politique des caisses vides. État, finances publiques et mondialisation», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°146-147 : 51-62.

Guex, Sébastien (2012). « L'État fédéral et les crises économiques du débat du XXe siècle à nos jours: la Suisse, un bastion anti-keynésien », *Société suisse d'histoire économique et sociale*, 27 : 151-169.

Guex, Sébastien (2021). «Finances publiques et politique financière (1914-2000)» *in* Halbeisen, Patrick, Müller, Margrit et Béatrice Veyrassat (2021). *Histoire économique de la Suisse au XXe siècle.* Neuchâtel: Alphil :1139-1195.

Guex, Sébastien (2021). «L'impérialisme suisse ou les secrets d'une puissance invisible» *in Du pouvoir et du profit*, Lausanne: Antipodes : 415-425.

Halbeisen, Patrick et Tobias Straumann (2021). «La politique économique dans le contexte international» *in* Halbeisen, Patrick, Müller, Margrit et Béatrice Veyrassat (dir.) (2021). *Histoire économique de la Suisse au XXe siècle.* Neuchâtel: Alphil : 1043-1138.

Hall Peter A. (1992), « The Movement from Keynesianism to Monetarism: Institutional Analysis and British Economic Policy in the 1970s », *in* Steinmo, Sven, Thelen, Kathleen et Frank Longstreth (eds.), *Structuring Politics: Historical Institutionalism in Comparative Analysis,* Cambridge: Cambridge University Press : 90–113.

Holiday Nelson, Sarah (2015) «Beyond the Limits to Growth: Ecology and the Neoliberal Counterrevolution», *Antipode* 47: 461-480.

Iberg, Ludovic (2021). «Fighting for a neoliberal Europe: Swiss Business Associations and the UNICE, 1970-1978», *Business History*: 1-16.

Katzenstein, Peter (1980). «Capitalism in One Country? Switzerland in the International Economy» in *International Organization* 34(4): 507-540.

Kergomard, Zoé (2018). «'Mehr Freiheit, weniger Staat.' Zum Neoliberalismus als Patentrezept gegen die Krise der Schweizer Parteien um 1980» in Ludi, Regula, Ruoss, Matthias et Leena Schmitter (Dir.). *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz*. Zurich: Chronos: 111-136.

Kergomard, Zoé (2020b). «Entre invisibilité et ubiquité: l'émergence paradoxale des professionnels de la communication politique dans les campagnes électorales suisses des années 1940 aux années 1980», *Les Enjeux de l'information et de la communication* n°2 : 27-39.

Klammer, Kristoffer (2021) «(Wirtschafts-)Krisen als politische Kommunikation. Über wiederkehrende Muster zahlreicher Krisen zwischen Schwarzem Donnerstag und Corona-Pandemie» in Zeitgeschichte-online. En ligne : https://zeitgeschichte-online.de/kommentar/wirtschafts-krisen-als-politische-kommunikation

Labrot, Laurent (1999). «Le Parti radical démocratique suisse: du parti dominant au parti prédominant?», *Swiss Political Science Review* 5(1) : 81-104.

LANG, Karl, Hablützel, Peter, Mattmüller, Markus et Heidi Witzig (1988). «Cent ans de Parti socialiste suisse. Réflexion sur les constantes et les ruptures, les tensions et l'harmonie » *in* Lang, Karl (1988). *Solidarité, débats, mouvement : cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988.* Lausanne : éditions d'En Bas : 9-26.

Leemann, Lucas (2015). «Political Conflict and Direct Democracy: Explaining Initiative Use 1920–2011», *Swiss Political Science Review* 21 (4): 596-616.

Longchamp, Olivier & Yves Steiner (2009). «Comment les banquiers et industriels suisses ont financé le renouveau libéral», *Alternatives économiques* 4 (44) : 76-92.

Ludi, Regula & Matthias Ruoss (2018). «Einleitung: Krise und Neoliberalisierung» *in* Ludi, Regula, Ruoss, Matthias et Leena Schmitter (eds.). *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz.* Zurich: Chronos: 9-37.

Mach, André & Christine Trampusch (2018). «The Swiss political economy in comparative perspective» *in* Mach, André & Christine Trampusch (2018). *Switzerland in Europe. Continuity and Change in the Swiss Political Economy.* Londres: Routledge :11-26.

Meuwly, Olivier (2009). «Pour une histoire des partis politiques. Le cas du Parti radical-démocratique suisse» in Mazzoleni, Oscar & Hervé Rayner (dirs.). *Les partis politiques suisses: traditions et renouvellements*. Paris: Michel Houdiard éditeur :88-123.

Meuwly, Olivier (2017). «Pour une vraie histoire du néolibéralisme en Suisse», *Papiers d'actualités de la Fondation Pierre du Bois* n°6, en ligne.

Müller, Felix & Jakob Tanner (1988). «'À la lumière pleine d'espoir d'un avenir meilleur.' Contribution à l'histoire de l'idée de progrès dans le mouvement ouvrier suisse » *in* Lang, Karl (1988). *Solidarité, débats, mouvement : cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988.* Lausanne : éditions d'En Bas : 279-318.

Müller, Margrit & Laurent Tissot (2014). « Lernprozesse in Krisenphasen: der Beitrag der Unternehmensgeschichte zur Konjunkturforschung » in Müller, Margrit & Laurent Tissot (éds.) *Unternehmen in den Wirtschaftskrisen des 20. Jahrhunderts = Les entreprises dans les crises économiques du 20e siècle*. Neuchâtel: Alphil

Müller, Margrit & Ulrich Woitek (2021). «Prospérité, croissance et conjoncture» in Halbeisen, Patrick, Müller, Margrit et Béatrice Veyrassat (dir.) (2021). *Histoire économique de la Suisse au XXe siècle*. Neuchâtel: Alphil : 95-234.

Ott, Julia (2018). «Words Can't Do The Work for Us», *Dissent*. En ligne: https://www.dissentmagazine.org/blog/neoliberalism-forum-julia-ott

Papadaniel, Yannis (2004). « La société en vitrine : le cas de l'Exposition nationale suisse de Lausanne », *A Contrario* 1, vol. 2 : 67-88.

Peck, Jamie (2018). « Preface: Naming Neoliberalism », *in* Cahill Damien *et al*. (eds.), *The SAGE Handbook of Neoliberalism*. London: SAGE : xxii–xxiv.

Piotet, Georges (1991). «Moins d'État?» *in* Masnata, François & Claire Rubattel. *Le pouvoir suisse 1291-1991*. Lausanne: L'Aire : 363-369.

Piotet, Georges (1993). «Vers une redéfinition de l'interventionnisme étatique en Suisse?» *in* Voutat, Bernard. *Penser le politique. Regards sur la Suisse*. Lausanne: Institut de science politique : 111-151.

Pitteloud, Sabine (2017). «L'autodiscipline en guise de régulation : la stratégie patronale à l'heure de la surchauffe économique en Suisse autour de 1960», *Traverse* 24 : 113-126.

Reich, Richard (1969). «Image und Stellenwert der schweizerischen Parteien in der heutigen Politik», *Annuaire suisse de science politique = Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft* 9: 7–20.

Rodgers, Daniel (2018). «The Uses and Abuses of 'Neoliberalism'», *Dissent*, vol. 1,: 78-87.

Rollings Neil (2013), « Cracks in the post-war Keynesian settlement? The role of organised business in Britain in the rise of neoliberalism before Margaret Thatcher », *Twentieth-Century British History*, vol. 4: 637-659.

Ruffieux, Roland (1983). « La Suisse des radicaux. 1848-1914 » *in Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses, (tome 3*). Lausanne : Payot: 7-90.

Ruoss, Matthias (2016). «Vermarktlichung des Gemeinnützigen? Neuordnungen des public-private mix in der Altersvorsorge Ende des 20. Jahrhunderts» *in* Criblez, Lucien, Rothen, Christina et Thomas Ruoss (dirs.) (2016). *Staatlichkeit in der Schweiz: Regieren und verwalten vor der neoliberalen Wende*. Zurich: Chronos.

Ruoss, Matthias (2018). «Selbstsorge statt gesellschaftliche Solidarität. Die Neuverhandlung der sozialen Verantwortung in der 'Krise des Sozialstaats'» *in* Ludi, Regula, Ruoss, Matthias et Leena Schmitter (dirs.). *Zwang zur Freiheit. Krise und Neoliberalismus in der Schweiz*. Zurich: Chronos.

Ruoss, Thomas, Rothen, Christina, Criblez Lucien (2016). «Der Wandel von Staatlichkeit in der Schweiz aus interdisziplinärer Perspektive. Zur Einleitung» in Criblez, Lucien, Rothen, Christina et Thomas Ruoss (dirs.) (2016). *Staatlichkeit in der Schweiz: Regieren und verwalten vor der neoliberalen Wende*, Zurich: Chronos: 11-28.

Schmelzer, Matthias (2017). «'Born in the corridors of the OECD': the forgotten origins of the Club of Rome, transnational networks and the 1970s in global history», *Journal of Global History* 12: 26-48.

Sciarini, Pascal (2007). « The decision-making process » *in* Klöti, Ulrich *et al*. (ed.) *Handbook of Swiss Politics*. Zurich : NZZ Publishing: 465-500.

Slobodian, Quinn (2020). «Demos Veto and Demos Exit: The Neoliberals who Embraced Referenda and Secession», *Journal of Australian Political Economy* 86: 19-36.

Speich Chasse, Daniel (2016). «Gab es in der Schweiz eine neoliberale Wende? Ein Kommentar» *in* Criblez, Lucien, Rothen, Christina et Thomas Ruoss (dirs.) (2016). *Staatlichkeit in der Schweiz: Regieren und verwalten vor der neoliberalen Wende*, Zurich: Chronos: 369-384.

Steiner, Yves (2007). «Les riches amis suisses du néolibéralisme», *Traverse* 14 : 114-126.

Streckeisen, Peter & William Türler (1999). « Les impulsions patronales en faveur de la privatisation des PTT », in Mach, André (dir.) (1999). *Globalisation, néo-libéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990*. Zurich: Seismo : 145-190.

Streckeisen, Peter (2013). « Suisse. La santé publique comme laboratoire du néolibéralisme », in *Chronique Internationale de l'IRES*, n° 141, p. 35-44.

Studer, Brigitte (2021). «Économies de la protection sociale» *in* Halbeisen, Patrick, Müller, Margrit et Béatrice Veyrassat (dirs.) (2021). Histoire économique de la Suisse au XXe siècle. Neuchâtel: Alphil : 979-1024.

Touraine, Alain (1956). «L'évolution de la conscience ouvrière et l'idée socialiste», *Esprit* n°238 : 692-705.

Udry, Charles-André & Jean-François Marquis (1996). « Le renouveau de tous les dangers » in *Le Livre noir du libéralisme*. Vevey : éditions de l'Aire: 143-229.

Venugopal Rajesh (2015), « Neoliberalism as Concept », *Economy and Society*, 44 (2): 165-187.

Weisz, Jean-Daniel (2001). «Aux fondements du modèle économique allemand : l'ordolibéralisme, l'économie sociale de marché et la légitimation de l'activité économique de l'État en Allemagne » *in* Le Gloannec, Anne-Marie (dir.). *L'État en Allemagne*. Paris : Presses de Science Po.

Würgler, Raoul & Christian Wyss (1999). « Réforme des CFF : entre théorie de l'action et politique de réaction », in Mach, André (dir.) (1999). *Globalisation, néo-libéralisme et politiques publiques dans la Suisse des années 1990*. Zurich: Seismo: 345-377.

Zimmer, David & Adrian Zimmermann (1998). «Wer im Glashaus sitzt», *Rote Revue* 76: 39-41.

MÉMOIRES ET THÈSES

Berger, Michel (2010). *Die Reaktion der Gewerkschaften in der Schweiz auf die Wirtschaftskrise der 1970er Jahre*. *Der Kampf um den Erhalt der Massenkaufkraft*. Mémoire de master, Université de Fribourg.

Favre, Anthony (2018). *La jeunesse radicale-démocratique vaudoise (JRDV) dans les Trente Glorieuses (1945-1973).* Mémoire de master, Université de Fribourg.

Favre, Caroline (1999). *Le malaise helvétique à l'Expo 64 : Gulliver au pays de l'autocensure*. Mémoire de licence de l'Université de Genève.

Gehrken, Michael (2002). *« Im Zeichen einer wahrhaft eidgenössischen Solidarität. » Krise und Stabilisierung des Freisinns zwischen 1929 und 1947*. Thèse de doctorat, Université de Berne.

Meister, Magnus (2013). *Les Trente Glorieuses et la crise années 1970 en Suisse: une politique conjoncturelle et économique au service de l'internationalisation de l'économie.* Mémoire de Master, Université de Genève.

Pereira, Nuno (2015). *Anti-impérialisme et nouvelle gauche radicale dans la Suisse des années 1968.* Thèse de doctorat, Université de Lausanne.

Pitteloud, Sabine (2019). *« Les invisibles deviennent visibles » Le rôle politique des multinationales et les débats sur l'internationalisation en Suisse [1942-1993].* Thèse de doctorat, Université de Genève.

Renkens, Marc (2018). *Droit et politique dans la révision totale de la Constitution de la Suisse (1965-2003) : Usages politiques d'une procédure et expertise juridique.* Thèse de doctorat, Université de Lausanne.

Wyss, Oliver (2014). *Sozialismus ohne Wachstum und Technologie? Die Linke in der Schweiz und die Umweltfrage 1968-1990*. Thèse de doctorat, Université de Berne

SITES INTERNET

Année politique suisse (APS)

https://anneepolitique.swiss

Base de données de l'Observatoire des élites suisses (OBELIS) https://www2.unil.ch/elitessuisses/

Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)

https://hls-dhs-dss.ch

Amlinger, Fabienne. « Elisabeth Kopp », version du 10 mai 2022. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/004737/2022-05-10/

Birkhäuser, Kaspar. « Karl Flubacher », version du 1er avril 2014. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006292/2014-04-01/

Brian Scherer, Sarah. « Letsch, Hans », version du 12 août 2021. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006475/2021-08-12

Degen, Bernard. « Participation», version du 21 mai 2010. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016538/2010-05-21

Dettwiler, Walter. « Louis von Planta », version du 4 février 2010. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/029889/2010-02-04

Fischer, Martin. « Felix Auer », version du 31 août 2016. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/033694/2016-08-31/

Göldi, Wolfgang. « Confédération des syndicats chrétiens de Suisse », version du 11 avril 2012. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016485/2012-04-11

Jeannin-Jacquet, Isabelle. « Yann Richter »,, version du 1er mars 2010. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006051/2010-03-01

Kley, Andreas. « Constitution fédérale », version du 3 mai 2011. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/009811/2011-05-03/

Mayer, Marcel (2011). « Schatz, Ruedi », version du 11.07.2011. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/003228/2011-07-11/

Morandi, Pietro. «Ulrich Bremi», version du 10 août 2021, en ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006785/2021-08-10/

Moser-Léchot, Daniel, « Parti radical-démocratique (PRD) », version du 24 janvier 2022. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017378/2022-01-24/

Müller, Peter. « Hans Albrecht », version du 17 avril 2001. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006141/2001-04-17/

Peter-Kubli, Susanne. «Hans Georg Lüchinger»,, version du 16 décembre 2009. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006483/2009-12-16/

Peter-Kubli, Susanne. « Hans Rüegg », version du 16 novembre 2010. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006563/2010-11-18/

Peter-Kubli, Susanne. « Albert Sigrist », version du 11 avril 2011. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/005939/2011-04-11/

Redolfi, Silke. « Martha Ribi », version du 20 octobre 2010. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006548/2010-10-20/

Salathé, André. « Hans Munz », version du 5 mars 2014 . En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006439/2014-03-05/

Salathé, André. « Willy Messmer », version du 27 novembre 2014. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006512/2014-11-27/

Salathé, André. « Otto Keller », version du 09 août 2007. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006408/2007-08-09/

Sidler, Roger. «Redressement national», version du 15 juin 2010. En ligne : https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/046681/2010-06-15/

Stauffacher, Ulrich. «Robert Eibel», version du 27 août 2004. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006281/2004-08-27/

Stettler, Peter. « Otto Fischer »,, version du 19 novembre 2005. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006291/2005-01-19/

Wallner, Thomas. « Daniel Müller », version du 2 février 2009. https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/032546/2009-02-02/

Wipf, Matthias. « Carl Eugen Scherrer », version du 1er décembre 2010. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/006125/2010-12-01/

Wolf, Walter. «Frontisme», version du 1er décembre 2006. En ligne: https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017405/2006-12-01/

Derniers numéros dans la collection « Cahiers de l'IEP »

Disponibles sur https://www.unil.ch/iep/home/menuinst/publications/les-cahiers-de-liep.html

83. **François Villars** (2022). Si Engels allait à L'Atelier. Retour sur l'attribution d'un texte anonyme à Friedrich Engels.
82. **Andrea Pilotti et Oscar Mazzoleni** (2022). La contesa per le elezioni parlamentari ticinesi del 2019. Candidature, eletti ed elette.
81. **Anouk Essyad** (2022). Une transformation néolibérale de l'État ? Socio-histoire de l'administration pénitentiaire vaudoise (1960-1978).
80. **Ann-Kristin Bergquist et Thomas David** (2022). Beyond Limits to Growth. Collaboration Between the International Business and United Nations in Shaping Global Environmental Governance.
79. **Jaffar Mountazar** (2022). Budget participatif de Lausanne : une révolution démocratique ? Une analyse du 1er budget participatif de Suisse.
78. **Philippe Gottraux et Cécile Péchu** (2021). The Working Class and Support for the Radical Right. A Critical Perspective.
77. **Andrea Pilotti et Oscar Mazzoleni** (2021). Le elezioni cantonali ticinesi del 2019. Partecipazione e astensionismo, elettorato dei partiti e radicamento territoriale.
76. **Camille Parguel et Jean-Christophe Graz** (2021). 'Food Can't Be Traded'. Civil Society's Discursive Power in the Context of Agricultural Liberalisation in India.
75. **Justine Loulergue** (2021). Equilibrium, from Germain Garnier to the French Liberals: The shaping of a concept.
74. **Yannick Perticone** (2020). La financiarisation du microcrédit solidaire en Suisse.
73. **Sylvain Maechler, Etienne Furrer, Emma Sofia Lunghi, Marc Monthoux, Céline Yousefzai et Jean-Christophe Graz** (2019). Substituting risk for uncertainty. Where are the limits and how to face them?
72. **Dimitri Courant** (2018). Deliberative Democracy, Legitimacy, and Institutiona-lisation. The Irish Citizens' Assemblies.
71. **Gabriel Borduas, Madeleine Braulin, Elahé Goin, Matteo Gorgoni, Diana Martínez, Antoine Michel, Élodie Müller, Maud Reveilhac, Charlotte Vidal Kränzlin, Jan-Erik Refle et Lionel Marquis** (2018). Le populisme à l'assaut de l'Europe. Le succès électoral des partis populistes entre crise de confiance, globalisation et clivages de valeurs.
70. **Andrea Pilotti, Madeleine Braulin, Oscar Mazzoleni et Yves Di Cristino** (2018). Chi ci rappresenta ? Candidati, eletti e campagna elettorale alle elezioni del Gran Consiglio ticinese del 2015.
69. **Lionel Marquis** (2017). Conformism in opinions about the welfare state in Switzerland. Results from a List Experiment.
68. **Dimitri Courant** (2017). Thinking Sortition. Modes of selection, deliberative frameworks and democratic principles.
67. **Oscar Mazzoleni, Carolina Rossini, Andrea Pilotti et Virginie Debons** (2017). Le elezioni cantonali ticinesi del 2015. Partecipazione, orientamento, temi e personalizzazione del voto.
66. **Maxime Filliau, Aziz Haltiti, Anna Herczeg, Loeva La Ragione, Régis Marchon, Baudouin Noez, Milinda Wannakula Aratchilage, Yuzhou Wu, Jan-Erik Refle et Lionel Marquis** (2016). Immigration, sécurité et comportement électoral. Les Européens face aux crises économique, migratoire et sécuritaire.
65. **Nicholas Pohl** (2016). Quand les hiérarchies reviennent par la fenêtre… La démocratie au sein d'un syndicat anarcho-syndicaliste.